

Un tournant important dans la guerre du Golfe

Khomeiny :
du rêve
au réalisme

L'imam Khomeiny est-il sur le point de réaliser son rêve d'occuper Bassorah, la grande métropole méridionale de l'Irak ? Rien pour l'instant ne permet de l'affirmer, malgré les succès spectaculaires remportés par les Iraniens au cours de leur offensive Korbala-5, lancée il y a une dizaine de jours. Ce qui est certain, en revanche, c'est que la chute de Bassorah, considérée à Téhéran comme le premier pas vers l'effondrement du régime du président Saddam Hussein, demeure l'objectif prioritaire de l'imam Khomeiny depuis mai 1982, date à laquelle les Iraniens ont réussi à reprendre Khourramchahr, mettant ainsi pratiquement fin à l'occupation irakienne de leur territoire.

Malgré la lente mais indiscutable évolution du régime de Téhéran, qui a un peu modéré ses options révolutionnaires, l'attitude à l'égard de la guerre n'a pas changé d'un iota, et l'on s'attendait depuis longtemps à une nouvelle offensive d'envergure qui, normalement, aurait dû se dérouler au début de février. Tout semble indiquer que cette date a été avancée de plus d'un mois pour troubler les débats de la conférence islamique au sommet qui se tiendra à Koweït à partir du 28 janvier, à moins d'un contre-débat aujourd'hui peu probable. Les dirigeants iraniens ont tout fait pour que ce sommet n'ait pas lieu à Koweït, estimant que les responsables de ce petit émirat du Golfe s'étaient trop rangés aux côtés de l'Irak.

La ferme réassurance qu'a opposée le Koweït, qui joue un rôle essentiel au sein du Conseil de coopération du Golfe, aux pressions et aux menaces de Téhéran dénote que la plupart des monarchies pétrolières du Golfe demeurent solidaires de l'Irak et n'entendent pas entrer dans le jeu de l'Iran, qui leur garantit la sécurité et l'indépendance s'ils abandonnent le président Saddam Hussein à son sort.

Il s'agit là d'un défi que l'imam Khomeiny souhaite sanctionner en démontrant par l'offensive en cours que les monarchies pétrolières demeurent fragiles et ne sauraient survivre à une extension de la configuration à toute la région. Dans ce cas, l'offensive Korbala-5, qui contournerait Bassorah désormais en partie assiégée, aurait pour objectif non seulement d'isoler la capitale du sud de l'Irak du reste du pays mais également du Koweït, qui serait ainsi exposé à la menace militaire de Téhéran.

Reste à expliquer l'avance irakienne. Il est certain que les militaires iraniens ont tiré le leçon de leurs échecs passés en révisant leur ancienne politique d'attaques aveugles par vagues humaines. Celles-ci sont désormais conduites selon les règles classiques de la guerre par les Gardiens de la révolution, qui ont beaucoup appris en six années de combats sanglants.

De plus, les ouvertures en direction de l'Occident, et en particulier des États-Unis, illustrées par l'affaire de l'« Irangate », semblent avoir été payantes. Les unités iraniennes ont maintenant, grâce à la Maison Blanche, le matériel antiaérien qui leur faisait cruellement défaut dans la phase et les phases de rechange qui permettent à leurs avions de prendre l'air. Enfin, et ce n'est pas le moins, l'Irak, qui ne dispose pas d'un réservoir humain comparable à celui de l'Iran, guerre purement défensive, laissant à son adversaire l'initiative des opérations.

Même s'il n'est pas certain que l'Iran puisse longtemps continuer la guerre à ce rythme, c'est cependant la République islamique qui, en multipliant les coups d'épée, marque des points et fragilise chaque jour davantage le régime adverse.

Les forces iraniennes sont aux abords
du grand port irakien de Bassorah

Les troupes iraniennes ne seraient plus qu'à quelques kilomètres des faubourgs de Bassorah, le grand port du sud de l'Irak. Elles ont à nouveau franchi, dimanche 18 janvier, le Chatt-El-Arab, qui marque la frontière entre les deux pays dans le secteur sud du front. Cependant, l'aviation irakienne a multiplié, ce week-end, les raids contre des villes iraniennes, dont Téhéran. Ces interventions marquent un tournant important dans la guerre du Golfe.

La guerre du Golfe, qui depuis six ans met aux prises l'Iran et l'Irak, est à un tournant. Du moins est-ce l'impression que donne aujourd'hui l'évolution des combats, particulièrement dans le secteur sud du front, près de Bassorah. La grande métropole du sud de l'Irak — la deuxième ville du pays, avec un million d'habitants — subit depuis dix jours — début de l'offensive « Korbala-5 » — la pression constante et accrue des troupes iraniennes.

Dimanche 18 janvier, le président du Parlement irakien, M. Hachémi Rafsandjani, affirmait que les forces iraniennes se trouvaient à quelques centaines de mètres de Bassorah. « Nos combattants ont maintenant progressé d'une douzaine de kilomètres vers Bassorah sur la rive nord du Chatt-el-Arab » (le fleuve marquant la frontière entre les deux pays), a déclaré M. Rafsandjani devant les députés, avant

d'ajouter : « Les faubourgs de Bassorah sont à 500 mètres des positions occupées par nos hommes sur les îles de Mahi, de Toveyla et de Boverian ».

En fait, ces trois îlots, conquis ce week-end par l'armée irakienne, se trouvent plus vraisemblablement autour de la localité d'Abou-el-Khassib, elle-même située à une vingtaine de kilomètres de Bassorah. C'est d'ailleurs ce que Radio-Téhéran a laissé entendre dimanche. Elle a annoncé que les forces iraniennes avaient traversé le fleuve à l'est d'Abou-el-Khassib et se trouvaient à « 400 mètres » de cette localité.

Les dirigeants de Bagdad ont immédiatement démenti que l'ennemi ait réalisé une pareille percée.

AL F.

(Lire la suite page 14.)

Tokyo en quête de concertation internationale

La chute du dollar a repris
sur tous les marchés

Après une pause vendredi 16 janvier, la chute du dollar a repris sur tous les marchés des changes. A Tokyo, le cours du « billet vert » a battu, à nouveau, tous ses records de baisse à 151 yens, contre 153,40 yens à la veille du week-end : en séance, il a même « cassé » le seuil des 150 yens, à 149,98 yens. A Francfort, la devise américaine est tombée à près de 1,80 DM contre 1,84 DM, et, à Paris, elle est revenue de 6,15 F à 6,07 F.

Le nouveau repli a pris par surprise les opérateurs qui, après le vif recul de la semaine dernière, tablaient sur un répit. Mais une déclaration de M. Bentsen, président de la commission des finances du Sénat, samedi, à Washington, a mis le feu aux poudres : selon le sénateur (démocrate), le dollar devrait baisser encore (jusqu'à 120-125 yens) pour réduire l'énorme déséquilibre du commerce extérieur américain-japonais.

A Paris, la baisse du dollar a propulsé vers le haut le mark, qui atteint un cours record à 3,35 F, pratiquement au niveau de son cours pivot de 3,3538 F, à mi-chemin de son cours-plancher de 3,2792 F et de son cours-plafond de 3,4305 F.

En réaction à cette nouvelle chute du dollar, la Banque du Japon est intervenue, mais en vain, sur les marchés d'Asie, pre-

Le Monde

ÉCONOMIE

La privatisation
de Paribas

Cent quinze ans — à une semaine près — de la vie d'une grande compagnie financière. Les trois âges de son développement. Sa pénétration dans l'industrie, son réseau international, ses relations avec le pouvoir. La dynastie des dirigeants du cinquième groupe bancaire français. Un récit de François Renard.

La chronique de Paul Fabra

PAGES 37 à 40

Le débat au PC

Quand les « rénovateurs » deviennent les « liquidateurs »...

PAGE 9

Israël
et l'Afrique du Sud

Sous la pression du Congrès américain, Jérusalem réexamine ses relations avec Pretoria.

PAGE 4

Le sommaire complet se trouve page 46

Washington de plus en plus tenté par une intervention au Nicaragua

Grandes manœuvres en Amérique centrale

Le secrétaire d'État américain, M. George Shultz, s'est refusé, le dimanche 18 janvier à écarter l'hypothèse d'une intervention directe des « marines » au Nicaragua si les « contras » ne parvenaient pas à renverser le régime sandiniste. Il a ainsi confirmé des propos identiques de son adjoint, M. Elliott Abrams. D'autre part, les secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA entament ce lundi une tournée en Amérique centrale.

Effervescence diplomatique et militaire en Amérique centrale : le voyage, dans la région, des secrétaires généraux des Nations unies et de l'OEA — dans le but avoué de relancer la dynamique de paix, bien compromise, du groupe de Contadora — suscite des réserves évidentes à Washington.

Les États-Unis mobilisent leurs alliés, ce qui ne leur pose guère de problèmes avec le Honduras, le Salvador et le Costa-Rica, et continuent d'espérer « une compréhension » plus grande de

l'Europe, jusqu'à présent sans grand succès. Un envoyé spécial de leur président est attendu cette semaine à Paris. En janvier 1981, une haute personnalité de l'administration Reagan était déjà venue expliquer aux dirigeants européens la « très grande importance » attachée par Washington au « cas » du Nicaragua.

Six ans déjà ! Il semble que rien n'ait vraiment bougé. L'Amérique centrale — promise malgré elle au rôle peu enviable de « secteur chaud » de la planète — hésite encore entre un profil bas, sanglant, épuisant, pour des nations minuscules sans vraies ressources. Plusieurs « petites » guerres, mais accompagnées d'horreurs, de massacres, de haines absurdes entre voisins de palier, d'exodes désespérés et de pillages, de spoliation et de brigandage. Des guerres du Moyen Âge, à deux pas d'une société nord-américaine qui bat tous les records de surconsommation et de gaspillage.

MARCEL NIEDERGANG.

(Lire la suite page 5.)

Carrefour du développement

Accusations et démenti



Au cours d'une audition, le 16 janvier devant le magistrat instructeur chargé du dossier Carrefour du développement, M. Yves Chaliar, ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, ministre socialiste de la coopération, a affirmé avoir rencontré M. Charles Pasqua quelques jours à peine avant de fuir au Brésil. La rencontre a eu lieu, selon lui, dans les locaux parisiens du Club 89, que dirige M. Michel Aurillac, l'actuel ministre de la coopération.

M. Pasqua a démenti les affirmations d'Yves Chaliar, mais ces déclarations mettent le ministre de l'intérieur en position délicate. Les nouvelles investigations des enquêteurs corroborent en effet les accusations antérieures d'Yves Chaliar.

(Lire page 12 l'article de GEORGES MARION.)

La vague de froid sur la France

Quand les sans-abri préfèrent la rue

Les organismes d'assistance publics et privés ont riposté à l'offensive du froid en ouvrant à Paris des locaux d'urgence offrant deux mille cinq cents lits aux sans-abri. Or ceux qu'on appelle les « sans domicile fixe » ne se bousculent pas pour en profiter.

Où sont donc passés les sans-abri de Paris ? Certaines associations caritatives estiment que la capitale abrite, si l'on peut dire, 15 000 personnes sans domicile fixe. D'autres avancent plus prudemment le chiffre de 10 000. Cette population échappant par définition à tout recensement, toute évaluation reste une hypothèse. Une seule statistique paraît solide : celle du nombre des lits que les associations, la préfecture de police et le bureau d'aide

sociale de la ville offrent aux déshérités : 5 500. Or M. Jacques Chirac a pu constater, au cours de sa visite dans les arrondissements de l'Est parisien, dans la nuit du mercredi 14 au jeudi 15 janvier, que l'un des foyers d'accueil était à demi vide. Plusieurs autres indices sont troublants.

Au cours de cette même nuit, on a proposé aux centaines de malheureux frigorifiés qui faisaient la queue devant le camion de l'Armée du salut distribuant des bols de soupe de les héberger. Cinq d'entre eux seulement ont accepté. Les deux stations de métro ouvertes depuis une semaine n'ont qu'une cinquantaine de « clients », et les dix églises mises à la disposition des sans-abri par le cardinal Lustiger n'ont guère abrité jusqu'ici qu'une centaine de personnes par nuit.

Aurait-on surestimé le nombre des sans domicile fixe dans la capitale ? Peut-être, mais y a-t-il d'autres explications. D'abord, la moitié des places comptabilisées comme « disponibles » sont celles offertes par des établissements recevant toute l'année les « gens à problèmes » : anciennes prostituées, mères à la dérive, toxicomanes, sinistrés, chômeurs en fin de droits. L'hiver venu, on n'y reçoit pas plus qu'avant n'importe qui, n'importe quand. Ces établissements ne sont donc pas complets. C'était le cas du foyer visité par le maire l'autre soir, qui est réservé aux femmes seules avec ou sans enfant. A partir de cet exemple particulier, on a bien imprudemment généralisé.

MARC AMBROISE-RENDU.

(Lire la suite page 13.)

JEAN ECHENOZ

L'ÉQUIPÉE
MALAISE

Une des entreprises littéraires les plus originales et les plus fécondes du roman d'aujourd'hui : la subversion du roman par déstabilisation douce.

Pierre Lepape, Le Monde.

★ MINUIT

Débats

POLITIQUE DE LA VIEillesse

La jeunesse est aux premières loges de l'actualité. N'oublions pas les personnes âgées. La pression du chômage a faussé ce qu'aurait dû être normalement une politique de la vieillesse. Pierre Sudreau démontre les dangers multiples de ce qui est pratiqué aujourd'hui à propos des régimes de retraite et de la gestion de la vie humaine. Michel Loriaux abonde dans son sens. Pour lui, une population âgée de plus en plus nombreuse n'est viable que dans la mesure où elle continue à participer à l'effort collectif.

Ne secouez pas le cocotier...

La montée des vieux aboutira à une gigantesque impasse sociale si les transferts de ressources demeurent à sens unique

par MICHEL LORIAUX (*)

Il faut se rendre à l'évidence : la vieillesse fait peur et n'est plus valorisée, peut-être parce qu'elle est devenue trop communément partagée (à l'instar des valeurs économiques qui baissent quand elles sont trop abondantes). Les vieux, même s'ils font l'objet de politiques et s'ils sont pris en charge par des institutions de plus en plus nombreuses, restent pour l'essentiel des consommateurs passifs, socialement isolés, et considérés comme des assistés sociaux qui représentent une charge de plus en plus lourde pour la communauté.

Ce courant est d'autant plus fort qu'il ne touche pas seulement les retraités, mais qu'il a gagné les couches des moins âgés de la population active : les « jeunes vieux », c'est-à-dire les quinquagénaires et les sexagénaires, sont aussi considérés comme les agents amplificateurs de la crise économique, parce qu'ils feraient barrage à l'emploi des jeunes, alors même qu'ils seraient moins performants, moins dynamiques, plus résistants aux changements technologiques et plus coûteux. Du coup, les mises à la retraite anticipée se sont multipliées, contribuant ainsi à abaisser le seuil de la vieillesse, qui est de moins en moins fonction de l'échelle des âges calendaires ou des âges biologiques, et de plus en plus le résultat d'une détermination sociale relevant d'une logique de la production et de l'entre-prise.

Les choses ne seraient pas encore trop graves, s'il n'existait un conflit croissant entre les contraintes de l'évolution technologique et les données nouvelles de la survie aux âges avancés. Actuellement, avec une espérance de vie de soixante-dix ans (sexe masculin), l'individu qui atteint son soixantième anniversaire peut encore compter vivre en moyenne seize années. Seize années de retraite bien méritée, de repos, de loisirs, de satisfaction de désirs différés, mais aussi souvent de coupure sociale, de marginalisation, de sentiment d'isolement, de complexe de culpabilité.

Car si la collectivité, qui doit supporter financièrement ces cohortes grandissantes de retraités à la vie longue, ne remet pas encore en cause le contrat social fondé sur la solidarité des générations, elle entend en renégocier la charge et désigner les vieux comme les responsables de cette hémorragie budgétaire.

Or la médecine et la biologie ouvrent des perspectives qui laissent entrevoir d'extraordinaires bouleversements des cycles de vie individuelle en même temps que des structures socio-démographiques : des démographies de l'UCL (université catholique de Louvain) ont construit une nouvelle table de mortalité biologique limitée basée sur une espérance de vie de l'ordre de quatre-vingt-dix ans (pour les deux sexes) avec une longévité maximale de cent quinze ans.

Si ces hypothèses se vérifiaient dans un avenir plus ou moins lointain, l'espérance de vie à soixante ans passerait à trente-deux soit un doublement par rapport à la situation actuelle. Bien plus, dans cette hypothèse, une personne sur quatre serait âgée de plus de soixante-quinze ans. L'âge moyen de la population serait alors de quarante-cinq ans, et il faudrait compter plus d'un tiers de personnes âgées de soixante-cinq ans et plus.

Du rose au gris

De tels chiffres, pour éloignés qu'ils soient encore des conditions actuelles, ne peuvent laisser indifférents. Ils démontrent que le vieillissement démographique n'est pas terminé et qu'il se poursuivra au cours du vingt et unième siècle, quelles que soient par ailleurs les fluctuations de la fécondité. Il serait absurde de le nier, cette nouvelle

(*) Professeur à l'université catholique de Louvain.

transition démographique aura nécessairement des implications sociales et économiques profondes.

Si la première révolution démographique démarrée à la fin du dix-huitième siècle ou au début du dix-neuvième siècle fut surtout rose puisqu'elle concerna, d'abord en priorité l'usage de l'enfant et sa valeur, avec une progressive substitution de la qualité à la quantité, la seconde, qui se met en place sous nos yeux, sera grise, parce qu'elle impliquera à l'inverse une progression quantitative des vieux et une reconstruction complète de la condition âgée. Il ne peut en être autrement, faute de quoi les structures sociales et économiques se trouveraient en totale rupture avec les structures démographiques.

Historiquement, la baisse de la natalité s'est produite parce que le flux transactionnel de ressources (matérielles et non matérielles) qui allaient des enfants vers les parents, en profitant principalement à ces derniers, s'est inversé sous l'effet de la modernisation et des changements culturels. Or il apparaît aujourd'hui que la montée des vieux aboutira à une gigantesque impasse sociale si les transferts de ressources vers les personnes âgées demeurent à sens unique, en s'amplifiant, même, sans compensation des générations vieilles vers les générations jeunes.

Une population âgée, de plus en plus nombreuse et de plus en plus vieille, n'est viable que dans la mesure où elle continue à participer à l'effort collectif par son soutien à l'économie, par sa participation à la production, et par des échanges sociaux en tous genres. Dans ce scénario, le vieillissement apparaît pour ce qu'il est vraiment : un progrès humain, sans précédent, se traduisant pour les individus par une longévité accrue, dont tout porte à croire qu'elle se doublera d'une qualité de vie améliorée, et pour les sociétés par leur entrée triomphale dans la société tertiaire annoncée depuis si longtemps et dans la civilisation des loisirs, à la fois tant redoutée et tellement espérée.

Une stratégie de l'absurde

Des efforts considérables ont été déployés pour allonger la vie et l'on fait du troisième âge le temps de l'inutilité sociale

par PIERRE SUDREAU (*)

La France vieillit, lentement mais sûrement. Les démographes, dont Alfred Sauvy, rappellent encore (le Monde du 30 août 1986) que les plus de soixante ans, qui, aujourd'hui, rassemblent moins du cinquième de la population française, constitueront plus du quart de celle-ci en 2020.

Pourtant, la classe politique et les gouvernements successifs n'ont jamais posé en termes clairs les conséquences de cette évolution. Les choix politiques ont été opérés, le plus souvent, à courte vue, en référence aux combats et aux problèmes d'hier, sans considération des défis de demain. La politique française de la vieillesse est un ensemble hétéroclite de mesures à courte vue, devant de plus en plus contradictoires, qui confine à une stratégie de l'absurde. Elle illustre l'incapacité des dirigeants quels qu'ils soient de voir au-delà des prochaines consultations électorales.

Un livre passionnant, extrêmement documenté, qui vient de paraître (1), en fait une implacable démonstration.

Obsédés par la montée du chômage, les décideurs, il y a quelques années, n'ont pensé qu'aux statistiques. Or de nombreux travailleurs vieillissants aspiraient à une retraite plus précoce, parce qu'ils appartenaient à une génération entrecoupée par le marché du travail et avaient connu, avec la pression de la productivité, des durées de travail longues exigées par les « trente glorieuses ». La tentation était donc grande d'utiliser ces générations pour en faire les bouche-trous du chômage et leur raccourcir le travail. On n'y résista pas.

La première conséquence de cette politique, dont on commence à mesurer l'impact désastreux aujourd'hui, est d'avoir renforcé la précarité des systèmes de retraite et d'avoir considérablement majoré l'enveloppe des dépenses sociales en faveur de la population considérée comme âgée. En décrétant vieux et bons pour la retraite, on a prêté, les travailleurs âgés de plus de cinquante-cinq ans, on a opéré un quasi-doublement des bénéficiaires potentiels de prestations vieillesse, sous une forme ou une autre.

Aux 7,5 millions de personnes de plus de cinquante-cinq ans, on a ajouté le potentiel des 6 millions formant le groupe d'âge des cinquante-cinq-soixante-quatre ans. Comment s'étonner dès lors que plus de la moitié des ressources de l'UNEDIC soit consacrée aux chômeurs âgés de plus de cinquante-cinq ans et que l'on puisse évaluer qu'en France 55 % des dépenses sociales vont à ce

groupe d'âge ? Ce résultat était prévisible, compte tenu des orientations prises.

La deuxième conséquence est que cette politique myope empêche notre société de gérer, de la manière la plus harmonieuse, son bien le plus précieux : la vie humaine. Nous avons déployé des efforts considérables pour accroître la longévité. Est-ce pour retirer simultanément tout sens à la vieillesse, en en faisant le temps de l'inutilité sociale ?

Une orientation intenable

Un pays peut-il continuer à mettre au ban de la nation ceux qui, à terme, représenteront plus du quart de sa population et pour une durée qui approche vingt-cinq ans de vie ? Cette orientation est intenable.

Nous tournons le dos aux défis de l'avenir : le vieillissement démographique inéluctable, l'allongement considérable de l'espérance de vie, les transformations du travail. Ces défis imposent une autre conception du parcours des âges, qui ne doivent plus être spécialisés à l'outrance, comme maintenant, où les jeunes sont confiés dans la formation, les adultes dans le travail, et où les travailleurs vieillissants sont, de plus en plus, déclarés d'inutilité publique. Il faut prendre conscience que notre droit du travail, directement inspiré par le développement industriel du dix-neuvième siècle, n'est pas adapté à une société qui devient post-industrielle.

Réaménager le parcours des âges est possible, en s'engageant fermement dans la conduite d'un ensemble cohérent d'actions :

(*) Ancien ministre.

Opérer un autre partage du travail que celui fondé sur le seul critère de l'âge ;

Rechercher, pour chaque âge, un meilleur équilibre entre temps de formation, travail et activités libres (redonner plus de temps aux adultes pour vivre et se former, offrir un large éventail de choix de vie avec l'avancée en âge) ;

Engager une transformation de la conception même de la politique de la vieillesse qui doit devenir une politique de vieillissement, en développant des politiques propres à préserver les aptitudes et capacités de chacun, tout au long du cycle de vie.

A la carrière monolithique suivie du retrait précoce, il faut succéder le développement d'une vie à plusieurs carrières, certaines dans le secteur professionnel, d'autres, peut-être, dans le secteur non marchand, avec des passages optionnels et en douceur de l'une à l'autre, et une insertion sociale préservée. Cet objectif peut être atteint par différents moyens (retraits temporaires au cours de l'existence, années sabbatiques, aides à la formation...), financés grâce aux gains réalisés sur les transferts sociaux liés à la retraite.

L'intergénération des activités à chaque étape d'âge doit relayer la réinsertion d'un groupe vieillissant, aujourd'hui perçu comme de plus en plus coûteux et à charge.

L'enjeu est d'importance. Il faut cesser d'interdire de travailler aux personnes vieillissantes, sous le prétexte de libérer des emplois pour les jeunes. Les résultats de cette politique menée depuis des années ont, en effet, été très décevants. Des grandes démocraties (notamment les États-Unis, le Japon et la Suède) ont déjà compris que redonner une place à la vieillesse, c'est redonner du futur à toutes les générations.

(1) Anne-Marie Guillemard, *Le Déclin du social*, PUF, 1986, 400 pages.



Gilbert Trigano, Président-Directeur Général du Club Méditerranée.

“Le Point, je sais pourquoi je le lis.”

“Ce qui m'intéresse particulièrement dans Le Point, cette semaine, c'est l'analyse du développement de l'économie allemande et le parallèle que l'on peut établir avec ce qui se passe en France. D'un côté un pays où chaque région joue librement son rôle, d'un autre une nation où règne encore l'esprit de Colbert et où tout est centralisé.”

Autre sujet intéressant, l'interview de Jean Maheu par Michèle Cotta sur le succès de Beaubourg. Je trouve particulièrement réjouissant qu'un lieu de culture soit aussi un endroit de plaisir, de loisirs et de travail. Cela montre que nos concitoyens ne sont pas seulement des spectateurs mais aussi des acteurs.

Et puis, les privatisations. Les Français s'y intéressent et Le Point analyse bien ce changement de mentalité. Enfin, comme chaque semaine les pages confidentielles, les articles nerveux et rapides et, bien sûr, la page de Faizant.”

LE POINT

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75421 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Robert Benne-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprise,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Benne-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woutet.

Rédacteur en chef :
Daniel Vermet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)				
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	594 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Chaque semaine d'absence définitive ou provisoire : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres journaux et magazines d'abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Impression de "Le Monde" à l'Institut de la Presse - PARIS-12

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

PUBLICITÉ

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 286 136 F

Le Monde US\$ 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 400 per year by Le Monde c/o Speedprint, 48-46 30 th street, L.L.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A., P.O. Box 46-46 30 th street, L.L.C., N.Y. 11104.

LA POPULATION DE LA FRANCE

de Daniel Noin

Géographie et dimension politique

Le géographe est un rassembleur. Daniel Noin part des caractéristiques démographiques de notre pays pour restituer toute la personne France dans ses activités, ses mouvements, ses problèmes et sa place présente entre les nations. C'est une moderne reconversion de la géographie, qui laisse délibérément le paysage pour prendre « une dimension politique ».

Le livre, alerte et clair, rend compte de la part prise dans le bouleversement de la population française par les transformations de l'appareil productif d'un côté, l'évolution des mentalités (fruit et facteur, en même temps, des oscillations de la démographie) de l'autre.

Les premières sembleraient inscrites dans le contexte de la crise que connaît notre pays depuis douze ans, mais l'auteur pense que la « rupture » de 1974 fut « plus le début d'une profonde mutation que l'entrée dans une crise temporaire ». C'est dire que si les incertitudes de l'économie jouent un rôle conjoncturel brutal, les transformations psychosociales, qui ont des répercussions socio-démographiques d'une autre profondeur, tiennent la part essentielle ; et, avec elles, cycles comme elles, les mouvements de l'opinion, souvent répétés d'un continent à l'autre avec décalage.

Cycles démographiques et cycles psychosociaux, tour à tour causes et effets, sont ainsi à la base des changements les plus décisifs. Toutes ces imbrications font une histoire récente compliquée de notre société, d'où il est

facile de tirer des pronostics contradictoires.

Daniel Noin se garde de verser et, en géographe, préfère mettre l'accent sur la bigarrure d'une nation anciennement constituée mais restée diverse comme ses sièges géographiques eux-mêmes. Il n'en est pas moins possible de dégager quelques grandes lignes : le Nord et un Sud, un Nord-Est et un Sud-Ouest se font sur à peu près toutes les cartes figurant comportements démographiques, aptitudes à l'industrie, niveau d'éducation et bien d'autres données encore.

Ces oppositions s'affirment par un « redéploiement » de la population toujours en cours. « Alors que pendant deux siècles les flux migratoires se sont faits au profit de l'agglomération parisienne et, secondairement, au profit des basses vallées industrielles, ils se font désormais en direction de la moitié occidentale et surtout du Midi », appelle par l'évolution de l'appareil productif et, parallèlement, par les attitudes particulières des régions méridionales.

Ce mouvement, contraire à celui qui s'est vérifié chez le volonte italien, n'est pas sans rappeler ceux qui se sont produits aux États-Unis dans les années 1970 vers les États du Sud-Est, en Angleterre vers les comtés du Sud et en Allemagne fédérale vers les Länder méridionaux ». Pour une meilleure qualité de la vie, la France, en somme, embrasse le pas.

MAURICE LE LANNOU.

★ La population de la France, par Daniel Noin (avec la collaboration d'Yves Chanvret), Masson (Coll. « Géographie »), 203 p., 99 F.

ITALIE : le procès des responsables de l'attentat à la gare de Bologne en 1980

Les juges tentent de définir les liens de la loge P 2 avec l'appareil d'Etat

ROME
de notre correspondant

Devant la cour d'assises de Bologne doit s'ouvrir ce lundi 19 janvier le procès des auteurs présumés de l'attentat à l'explosif qui avait provoqué la mort de quatre-vingt-cinq personnes et en avait blessé près de deux cents le 2 août 1980 dans la gare de cette ville. Vingt personnes ont été inculpées à l'issue d'une enquête difficile.

Trois niveaux de responsabilité ont été identifiés : celui d'abord des organisateurs de l'attentat, pas nécessairement ceux qui ont posé la bombe, puisque ce geste ultime aurait pu être accompli par un ou des « gembis », qui n'ont pas été identifiés ; mais ceux qui ont repéré les lieux, choisi l'emplacement exact, effectué les dernières mises au point, etc. Ils sont trois, dont une jeune femme. Ils appartiennent au Noyau d'action révolutionnaire (NAR), groupe d'extrême droite né en 1977. Le choix de la gare de Bologne s'expliquerait dès lors assez bien : la capitale de la région Emilia-Romagne, citadelle du communisme en Italie, n'était-elle pas un parfait symbole de ce que pouvait haïr l'extrême droite ?

Un deuxième niveau de culpabilité présumée est celui des dirigeants et idéologues de deux organisations appartenant à l'archipel néofasciste : Construisons l'action et l'avant-garde nationale (AN). La responsabilité des leaders du premier de ces groupes est directe, estimant les juges : ils ne se contentaient pas de théoriser mais ils participaient au recrutement des exécutants, à la fourniture des explosifs et des armes, de l'argent. La responsabilité de l'équipe dirigeante de l'avant-garde nationale est certainement moins prouvée aux yeux des magistrats instructeurs ; mais l'imbriication des composantes de la nébuleuse d'extrême droite est telle qu'on ne peut « exclure une implication dans l'association subversive ».

Ce deuxième niveau était enfin en relation avec ceux que les juges de Bologne considèrent comme les véritables cerveaux de la « stratégie de la tension » qui a explosé d'une bombe à la Banque nationale de l'agriculture de Milan le 12 décembre 1969 à celle qui, le 23 décembre 1984, a frappé les passagers du train Naples-Milan, — a provoqué au total la mort d'environ cent cinquante personnes et en a blessé près de sept cents autres.

« Il s'est créé en Italie un pouvoir invisible qui, grâce à ses liens avec la criminalité organisée, le terrorisme, des milieux politico-militaires, certains secteurs des ser-

vices secrets et la franc-maçonnerie, et par sa capacité à les mettre en corrélation, est parvenu à une capacité de contrôler les mécanismes institutionnels au point de devenir l'Etat dans l'Etat », lit-on dans l'ordonnance des magistrats.

Les services secrets en accusation

Cette pieuvre était, on l'a vu, le loge maçonnique P 2. Son chef, Licio Gelli, en fuite depuis plusieurs années, figure donc en tête de la liste des inculpés. A ses côtés, on trouve les principaux anciens responsables de ces « secteurs des services secrets » qui reconnaissent d'autant mieux Gelli pour chef qu'ils lui devaient, selon toute apparence, leur promotion. On verra donc, entre autres, dans les cages des accusés, un officier qui fut jusqu'en 1981 le numéro deux du SISMI (les services secrets militaires), le général Musumeci (son supérieur hiérarchique de l'époque, le général Santovito, étant décédé), ainsi que son collaborateur le plus direct, le colonel Belmonte.

Ces deux-là sont en prison de longue date pour avoir précisément mené un patient travail destiné à éloigner les soupçons portant sur les auteurs véritables du massacre. Un autre personnage qui a également défrayé la chronique, M. Francesco Pazienza (le Monde du 17 juillet et du 10 juin), est également impliqué, selon les juges, dans la « stratégie des massacres ». Il n'a en fait été « prêt » par la justice américaine à

celle de la péninsule que pour répondre de son éventuelle implication dans la tortueuse affaire de la faille frauduleuse, en 1982, du Banco Ambrosiano. Pourtant, les juges de Bologne voient en lui l'homme qui aurait été désigné par divers milieux américains — liés qui à l'alle droite du Parti républicain, qui à la CIA et qui au Grand Orient de New York — pour succéder à Licio Gelli en tant que chef.

On le voit, les juges de Bologne ont voulu rassembler nombre d'éléments dans les quelques mille pages de leur ordonnance de renvoi. Et, de fait, hormis le pape Jean-Paul II et Enrico Berlinguer, à l'époque secrétaire général du PCI, il n'est aucun Italien de premier plan, du secrétaire du conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, premier ministre du Vatican, le cardinal Casaroli, président de la République, M. Francesco Cossiga, en passant par le président du conseil, M. Bettino Craxi, dont le nom ne figure dans l'ordonnance que dans la dactylographie de Licio Gelli. Il appartient à la cour d'assises de Bologne en première instance, puis à d'autres magistrats en appel, et très probablement en cassation, de faire la part des choses. Il faudra du temps. On peut en être d'autant plus assuré que, passé l'interrogatoire des inculpés ce lundi, la cour devrait aussitôt suspendre ses audiences jusqu'à fin février début mars : des travaux de « consolidation » de la salle du tribunal ont en effet été reconnus indispensables.

JEAN-PIERRE CLERIC.

POINT DE VUE

Les initiatives de l'URSS en faveur du désarmement nucléaire

par le maréchal
Sergueï Sokolov
ministre de la défense
de l'URSS

L'UNION SOVIÉTIQUE considère que la compétition au niveau des armements — tant sur le plan quantitatif que sur le plan qualitatif — et le désir d'obtenir une supériorité militaire n'apportent à personne ni avantage politique ni avantage militaire à l'ère nucléaire. Le chemin qui mène à la sécurité passe par l'abaissement du niveau de confrontation militaire, par la réduction puis la liquidation totale de l'arme nucléaire et des autres armes de destruction massive. Les potentialités militaires doivent être ramenées à un niveau répondant aux seuls besoins de la défense. La tâche n'est pas des plus simples.

La situation est la suivante : d'une main, le président américain signe une déclaration politique proclamant qu'il ne doit pas y avoir de guerre nucléaire, qu'une telle guerre ne connaîtrait pas de vainqueur, que son pays ne cherchera pas à obtenir une supériorité militaire, et de l'autre, il signe les programmes du Pentagone qui s'attachent à préparer des guerres globales et « limitées » contre l'URSS et les autres pays socialistes, dans l'espoir de remporter une victoire.

Les USA développent une préparation à la conduite d'opérations militaires à partir de l'espace, ce qui fait peser une menace sur tous les Etats, sur l'ensemble de l'humanité. On engage simultanément une relance de la concurrence dans le domaine de la chimie militaire, des armes faisant appel à de nouveaux principes physiques et assurant un bond qualitatif par rapport aux armes dites conventionnelles.

Pourquoi les dirigeants des USA et de l'OTAN se refusent-ils à réunir les États-majors du traité de Varsovie et des forces de l'OTAN en Europe ? De telles rencontres permettraient de faire le point sur la situation militaire en Europe. Pourquoi n'ont-ils pas accédé à la demande des pays du traité de Varsovie, qui proposent de réunir les secrétaires généraux des deux organisations ? L'Occident a également refusé de convoquer les groupes de travail d'experts — qui existent dans le cadre des deux organisations — sur les problèmes de la réduction des forces armées et des armements conventionnels en Europe.

Que penser de ce manque d'intérêt pour ce type de contacts ? Il traduit, de toute évidence, soit une erreur d'appréciation (le traité de Varsovie aurait davantage besoin d'un climat militaire-politique normal), soit l'idée illusoire que l'OTAN atteindrait à la supériorité militaire recherchée, pourrait dicter sa loi à l'URSS et ses alliés « à partir de positions de force ».

En ma qualité de militaire au courant des possibilités de l'arme moderne, je ne peux que faire la constatation suivante : plus tôt les illusions sur la force seront abandonnées et mieux ce sera. Mieux pour tous.

L'Union soviétique est prête à structurer sa défense sans prendre appui sur l'arme nucléaire et sur les autres types d'armes de destruction massive. Nous sommes d'accord pour entreprendre immédiatement la réorganisation de tout notre mécanisme militaire en fonction d'une dénucléarisation, à condition que toutes les autres puissances nucléaires s'engagent dans la même voie. Selon l'Union soviétique, le désarmement nucléaire devrait s'accompagner d'une réduction considérable des armements conventionnels, sur la base de la réciprocité.

L'idée d'un monde dénucléarisé

Actuellement, l'URSS ne se contente pas d'appeler à une restructuration mondiale du monde. Dans ce domaine, la situation le permet, nous engageons des initiatives concrètes en vue d'un assainissement de la situation internationale, même quand la réciprocité fait défaut. C'est unilatéralement que l'URSS s'est engagée à ne pas recourir la première à l'arme nucléaire. Cette décision constitue une loi incontournable pour les forces armées de l'URSS.

L'Union soviétique n'a pas effectué d'essais nucléaires depuis un an et demi. Elle a unilatéralement interrompu le déploiement des missiles de moyenne portée en Europe, elle les a partiellement retirés du service opérationnel. Nous avons gelé les études sur l'arme antisatellite, etc.

Les positions adoptées par l'URSS lors de la rencontre soviéto-américaine de Reykjavik incarnaient l'idée d'un monde dénucléarisé pour l'an 2000, idée présentée par M. Gorbatchev. Les compromis importants que nous avons proposés en Islande sur tout un ensemble de points relatifs aux armes nucléaires et spatiales créaient un terrain propice à un progrès historique en vue de libérer l'humanité de la menace nucléaire. La politique américaine des « positions de force » a dressé un obstacle sur le chemin menant à un monde dénucléarisé, et le programme américain de « guerre des étoiles » a torpillé la signature d'un accord.

L'utopie absolue consistait, aujourd'hui, à coexister après le spectre de la supériorité militaire à vouloir assurer sa propre sécurité au détriment de celle des autres, à espérer vainement créer une « arme absolue » dans le cadre de la « guerre des étoiles » qui devrait servir à empêcher toute riposte en cas de conflit nucléaire. Une telle arme n'existe

Un colloque, à Londres, du Comité mondial pour la liberté de la presse

« Relever le défi des censeurs »

LONDRES
de notre correspondant

« Relever le défi des censeurs » : à l'appel du Comité mondial pour la liberté de la presse (World Press Freedom Committee), cent cinquante journalistes, venus de trente-quatre pays, se sont réunis à Londres du 16 au 18 janvier, afin de donner un contenu à cette formule, c'est-à-dire définir des moyens concrets susceptibles de faire pièce aux progrès constants de la censure dans le monde.

Les congressistes, dans leurs conclusions, recommandent l'établissement de rubriques particulières et régulières pour faire connaître les cas les plus flagrants d'entraves à la liberté de la presse. Ils souhaitent, d'autre part, la création d'une sorte de « palmarès de la honte », périodiquement mis à jour, pour y faire figurer les dix pays coupables des « pires » atteintes à cette liberté.

Mais dénoncer ne suffit pas. Le but de ce colloque était surtout de rechercher des dispositions « pratiques » pour venir en aide aux victimes et instituer une sorte de prévention à l'usage de la profession. Ainsi préconise-t-on la constitution d'un « fonds contre la censure » pour soutenir financièrement les procédures engagées par les journalistes concernés. A ce sujet, a été proposée l'élaboration

d'un annuaire de juristes spécialisés, capables d'intervenir directement ou de fournir des conseils. Par ailleurs, un « système d'alerte » devrait être mis en place pour attirer l'attention de l'opinion internationale sur la préparation de nouvelles restrictions ou mesures de répression, afin de tenter d'empêcher leur adoption ou leur mise en œuvre.

Avec le colloque de Londres et ses recommandations, le comité espère élargir son audience dans la profession et, autant que possible, son autorité vis-à-vis des gouvernements visés. Jusqu'à présent, cette organisation, fondée en 1981, avait un caractère essentiellement américain ; seuls des organes de presse des États-Unis, tels que le Reader's Digest, CBS et le Los Angeles Times, figuraient au nombre de ses « sponsors ». Cette origine et une image assez conservatrice ont limité l'influence du mouvement.

Un rapport de « l'Index de la censure »

En raison d'une actualité récente, on a davantage remarqué, parmi les participants au colloque, la présence de Nicholas Daniloff, ancien correspondant de l'U.S. News and World Report à Moscou, dont l'arrestation par les autorités soviétiques a provoqué en 1986, une crise grave entre les

États-Unis et l'URSS. Mais la venue à Londres de journalistes sud-africains était encore plus importante. La déclaration finale souligne que des « missions d'information » devraient être envoyées dans les pays où les régions les plus touchées par la censure et « et priorité » en Afrique du Sud, où l'état ne cesse de se resserrer depuis la proclamation de l'état d'urgence.

Les congressistes avaient pour principal document de travail un rapport réalisé par l'Index de la censure, institué à Londres depuis 1972. Ce texte examine la situation dans les principaux pays, à l'Est comme à l'Ouest, soumis à des régimes totalitaires ou à des dictatures. Mais il fait aussi observer que certaines formes de censure n'épargnent pas des États démocratiques où la presse jouit d'ordinaire d'une grande liberté. Il étudie ainsi l'exemple des États-Unis et de la Grande-Bretagne, où les gouvernements persistent à abuser, par extension, de la notion de secret de défense...

Un autre rapport a été présenté au colloque sur les cas de censure « les plus extrêmes ». Il fait apparaître un sinistre bilan pour l'année 1986 : dix-neuf journalistes ont été tués, treize enlevés ou portés disparus, cent soixante-dix arrêtés et quarante expulsés.

FRANCIS CORNU.

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE : vers des élections anticipées

La coalition gouvernementale est menacée d'éclatement

DUBLIN
de notre correspondant

Le gouvernement de M. Garret FitzGerald est dans une situation critique. On attend que le Parti travailliste de M. Dick Spring, partenaire de la coalition avec quatre-vingt-cinq députés, décide cette semaine de s'en retirer avec, pour conséquence, des élections législatives anticipées en février. Il existe, en effet, de profondes divergences entre le parti du premier ministre Fine Gael (centriste) et le parti de M. Spring, à propos du budget qui doit être présenté au Parlement à la fin du mois. Le ministre des finances, M. John Bruton (Fine Gael), insiste sur la nécessité de réduire les dépenses publiques de 265 millions de livres irlandaises. C'est un effort tardif pour résorber le déficit budgétaire, qui a atteint en 1986 son taux le plus élevé jamais enregistré, soit 8,5 % du produit national brut.

Le gouvernement, dès son arrivée au pouvoir en novembre 1982, avait promis une réduction progressive du déficit budgétaire jusqu'à 5 % du PNB, mais le Parti travailliste s'est opposé à la politique d'austérité nécessaire à la réalisation de cet objectif. Une augmentation des taxes n'a pas été possible en raison du taux extrêmement élevé de l'impôt sur le revenu (en moyenne 60 %) et du taux de la TVA actuelle de 25 %. Les problèmes du gouvernement se sont intensifiés avec la publication, la semaine dernière, du taux de chômage qui, en dépit de l'émigration,

atteint 20 % de la population active (deux cent cinquante mille personnes).

De plus, à la suite de la défection d'un député du parti Fine Gael pour raisons politiques et d'une autre pour maladie, le gouvernement est actuellement minoritaire au Parlement avec quatre-vingt-trois voix contre les quatre-vingt-cinq de l'opposition, et il lui aurait été, de toute façon, presque impossible de faire voter son projet de budget. Le Parti travailliste, dont l'électorat est tombé de 10 % à 6 % dans les sondages, s'efforce de prendre ses distances par rapport à la politique économique et sociale du Fine Gael et affirme que le chômage est dû à la tendance de droite de son partenaire.

L'exécutif du Parti travailliste a pris la décision de ne plus participer à une coalition tant qu'il n'aura pas conquis 25 % de l'électorat, ce qui semble l'exercice du pouvoir pour longtemps. Le parti de l'opposition de M. Haughey formerait sans aucun doute le prochain gouvernement si l'on pouvait compter sans la nouvelle formation de M. Desmond O'Malley, les démocrates progressistes (conservateurs). En un an, M. O'Malley, qui a été expulsé du parti Fianna Fail en raison de divergences avec M. Haughey, a réussi à construire une véritable force politique, principalement parmi les classes moyennes. Avec 14 % dans les sondages, elle apparaît comme l'arbitre entre les deux grandes formations, Fianna Fail et Fine Gael.

JOE MULHOLLAND.

Prochaine nomination de M. Jack Matlock comme ambassadeur des États-Unis à Moscou

Le président Reagan doit annoncer prochainement la nomination de M. Jack Matlock au poste d'ambassadeur des États-Unis à Moscou en remplacement de M. Arthur Hartman, qui a annoncé son départ pour raison personnelle en décembre dernier. M. Matlock, diplomate de carrière et spécialiste des affaires soviétiques, était auparavant conseiller du président Reagan pour les affaires soviétiques et européennes au Conseil national de sécurité, où il avait été partisan d'une « ligne dure » envers l'URSS.

Parlant couramment le russe, M. Matlock a été directeur du bureau des affaires soviétiques au département d'État de 1971 à 1974, puis numéro deux de l'ambassade américaine à Moscou jusqu'en 1978. Durant ses trente années de carrière diplomatique, il a été également en poste en Afrique pendant sept ans et ambassadeur en Tchécoslovaquie. — (AFP.)

ROBERT MARJOLIN

Le travail d'une vie

MÉMOIRES 1911-1986

Préface de RAYMOND BARRE

Collection « Notre époque »

ROBERT LAFFONT



« Le Parti...
je sais...
pour...
je le... »

TURQUIE

M. Ecevit condamné à près d'un an de prison

ISTANBUL
de notre correspondant

Istanbul. — M. Bulent Ecevit, ancien président du Parti républicain du peuple, dissous après le coup d'État du 12 septembre 1980, a été condamné à onze mois et vingt jours de prison par un tribunal de première instance de la région d'Izmir. Il lui est reproché d'avoir affirmé, au cours d'une réunion électorale du Parti de la gauche démocratique présidée par sa femme, M^{me} Rahsan Ecevit, que « son cœur » était « avec la colonne », emblème de cette formation, et de s'être de la sorte mis en infraction avec la loi sur les partis politiques qui punit de six mois à un an de prison les anciens dirigeants qui apportent leur soutien à un parti.

La confirmation en appel de cette condamnation, ainsi que d'une précédente à neuf mois de prison, rendrait M. Ecevit constitutionnellement inéligible. La sentence a été rendue à la suite de la campagne électorale pour les élections partielles de septembre 1986 avait vu le retour en force des anciens dirigeants, M. Ecevit et M. Demirel, et que les nombreux procès instruits à leur encontre se sont presque toujours terminés par des acquittements.

Elle intervient à un moment où les propositions de M. Ozal tendant à faciliter la révision des articles provisoires de la Constitution de 1982 qui interdisent la participation organisée des anciens dirigeants à la vie politique ont été mises en veilleuse. Cela afin de ne pas ajouter aux différences d'appréciation sur la question de l'intégration d'un nouveau sujet de désaccord avec le président Evren, hostile à toute modification constitutionnelle.

MICHEL FARRÈRE.

LE POINT

Proche-Orient

LIBAN

Vague d'enlèvements et de contre-enlèvements à Beyrouth-Ouest

Beyrouth (AFP). — Des enlèvements et des contre-enlèvements de dizaines de personnes ont été signalés dimanche soir 18 janvier, à Beyrouth-Ouest (à majorité musulmane), entre le mouvement chiite Amal et le Parti socialiste progressiste (PSP), du chef druze Walid Joumblatt.

Des miliciens en armes, pour la plupart masqués, avaient dressé des barrières aux carrefours, alors que d'autres sillonnaient les rues de la capitale, à la suite de la tentative d'assassinat d'un dirigeant du PSP, responsable des services de sécurité à Beyrouth, M. Jamal Kraya (Abou Haytham).

M. Kraya, trente ans, de père égyptien et de mère libanaise, avait été grièvement blessé, et deux de ses gardes du corps tués dans un attentat à Ouzai, à la sortie sud de Beyrouth, dans une zone contrôlée par Amal.

« Disparition » d'un Allemand de l'Ouest

Dans un communiqué, Amal a démenti qu'il y ait eu attentat, affirmant que « deux membres du PSP et un membre d'Amal ont été tués à Ouzai dans un accident de voiture ». Il a cependant annoncé, tard dans la nuit, avoir fermé la route du littoral, isolant ainsi Beyrouth-Ouest de la montagne druze et du Liban sud.

D'autre part, l'ambassade d'Allemagne fédérale au Liban a confirmé, dimanche, la « disparition » à Beyrouth-Ouest d'un de ses ressortissants, M. Rudolf Cordes, représentant de la firme chimique Hoechst. L'ambassade a reçu un appel téléphonique anonyme samedi annonçant l'enlèvement de M. Cordes. Celui-ci aurait eu lieu alors que M. Cordes se rendait à son hôtel, après avoir franchi les contrôles de l'aéroport de Beyrouth. Cet enlèvement, qui n'a pas, comme celui du journaliste français Roger Anquet, été revendiqué, pourrait être lié à l'arrestation, mardi dernier à Francfort, d'un Libanais chiite, M. Hamade, qui était porteur d'explosifs.

M. Hamade, vingt-deux ans, serait l'un des auteurs présumés du détournement d'un Boeing de la TWA sur Beyrouth en juin 1985. La justice ouest-allemande a décidé de répondre favorablement à une demande d'extradition de la justice américaine, si elle obtient l'assurance qu'il n'encourt pas la peine capitale aux États-Unis.

Par ailleurs, un Palestinien a été tué et cinq blessés, dimanche, lors d'un bombardement par le mouvement chiite Amal des camps palestiniens de Beyrouth et du Liban sud. Des obus de mortier, cinq par minute, sont tombés sur le camp de

Bourj-Barajneh, enclavé dans la banlieue sud chiite de Beyrouth, a affirmé le Front de salut national palestinien (FNSP, coalition pro-syrienne).

Le camp de Chatila, à l'entrée sud de Beyrouth, a également été pilonné au mortier. Dans un communiqué, le comité populaire du camp a souligné que soixante-trois de ses habitants, dont dix-sept enfants, sont déjà morts depuis le début du siège, et que les vivres et les médicaments commencent à manquer dans le camp.

Au Sud, la marine israélienne a bombardé, ce lundi matin, le village de Magdouché, surplombant Saida, où se font face les combattants palestiniens et les miliciens chiites Amal, séparés par des hommes du Hezbollah. Il s'agit du second bombardement naval israélien depuis le 24 novembre, date du déploiement des combattants palestiniens à Magdouché. L'aviation israélienne a, pour sa part, effectué pendant cette période quatre raids contre des positions palestiniennes de l'est de Saida, faisant treize morts et trente et un blessés.

Enfin, Moustapha Saad, secrétaire général de l'Organisation populaire nassérienne (OPN) et leader sunnite de la ville de Saida, a échappé, dimanche soir, à une tentative d'assassinat lors du mitraillage de son convoi à la sortie sud de Beyrouth dans une zone contrôlée par Amal, a indiqué un responsable de l'OPN. La fille de M. Saad, Natacha, neuf ans, avait été tuée en 1985, lors d'un attentat à la voiture piégée à Saida, qui avait rendu aveugle M. Saad.

Selon « le Point »

Les amis de Georges Abdallah « de nouveau prêts à frapper à Paris »

Selon le Point du 19 janvier, les « amis » de Georges Ibrahim Abdallah « sont de nouveau prêts à frapper à Paris », si le procès de celui-ci « traîne trop en longueur ». L'hebdomadaire affirme que le réseau des fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL) auquel les policiers français imputent la vague d'attentats parisiens de septembre 1986 revendiqués par le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques arabes (CSPPA) a « engagé les services d'un des groupes les plus redoutables du terrorisme international : le FPLP-Opérations spéciales de Selim Abou Salem », issu d'une scission du FPLP de M. Georges Habbache.

Selon le Point, un avertissement avait été transmis « quelques jours avant Noël dernier, dans un pays du Proche-Orient », à un émissaire du gouvernement français par le numéro deux du FPLP, M. Bassam Abou Cherif. « Si le procès n'a pas lieu avant le mois de mars, de nouveaux attentats vont être commis en France », aurait assuré celui-ci, tout en précisant que les services spéciaux syriens sont « un poids relatif » sur les amis de Georges Abdallah.

Cette information n'est pas surprenante si l'on se rappelle que le gouvernement français avait, durant l'automne dernier, imposé une trêve au clan Abdallah par l'intermédiaire

de la Syrie et de l'Algérie. Comme l'avait rapporté le Monde du 30 octobre, les terroristes auraient accepté de suspendre leurs actions jusqu'en février 1987, date alors envisagée pour le procès de Georges Ibrahim Abdallah. Mais le dossier judiciaire de celui-ci s'est ensuite brusquement alourdi, le 19 novembre 1986, avec une troisième inculpation de complicité dans la tentative d'assassinat commise par les FARL le 26 mars 1984 à Strasbourg contre le consul américain.

Le juge d'instruction, M. Gilles Boulogne, a clos la procédure fin décembre en ordonnant que le dossier soit transmis à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Celle-ci, dans un délai de deux mois, doit se prononcer sur le renvoi de l'inculpé devant la cour d'assises.

Selon le Point, les nouvelles menaces des amis d'Abdallah auraient conduit la chambre d'accusation à inscrire le dossier à son calendrier « plus tôt que prévu ». « Elle devrait décider, ces jours-ci, d'envoyer le prévenu devant les assises au plus vite », assure l'hebdomadaire. Une décision qui ne préjuge pas cependant du sort judiciaire d'Abdallah, qui, selon la nouvelle législation adoptée en décembre pour les affaires de terrorisme, sera jugé par un jury composé de magistrats professionnels.

Un tournant dans la guerre du Golfe

(Suite de la première page.)

« La situation est stable, et les forces irakiennes la contrôlent parfaitement, a indiqué un porte-parole; les affirmations irakiennes ne cherchent qu'à camoufler les pertes énormes subies par leurs forces d'invasion à l'est de Bassorah. »

Quoi qu'il en soit de l'avancée exacte des troupes irakiennes, il est clair que celles-ci menacent cependant directement le grand port du sud de l'Irak. Depuis plusieurs semaines, la ville subit un pilonnage quotidien de l'artillerie iranienne, et un débat d'écroûle de la population a été signalé ces derniers jours. Plusieurs sociétés étrangères ont rapatrié leur personnel à Bagdad. Tous les bâtiments officiels ont été couverts de sacs de sable; des véhicules militaires patrouillent en permanence dans les rues.

Selon la plupart des experts, il n'est pas certain que l'Irak cherche à s'emparer de Bassorah — du moins pour le moment. L'objectif de l'offensive actuelle serait plutôt d'isoler la ville, de couper la route qui, au sud, mène au Koweït et de couper aussi celle qui relie Bassorah à Bagdad.

Il s'agit d'abord, à quelques jours de la réunion, le 26 janvier, du sommet islamique de Koweït, de marquer l'hostilité de l'Irak à la tenue de cette conférence dans un pays jugé pro-irakien. Il s'agit ensuite de manifester clairement aux participants au sommet que l'Irak entend poursuivre la guerre jusqu'à la réalisation de l'objectif que se sont fixés les dirigeants de la République islamique: obtenir la chute du président irakien, M. Saddam Hussein, pour le « punir » d'avoir déclenché ce conflit six ans plus tôt, en lançant ses troupes sur la rive est du Chatt-el-Arab, en septembre 1980. L'isolement total de Bassorah, escompté-on à Téhéran, sera un coup très dur porté à M. Saddam Hussein et susceptible de provoquer sa chute.

Comme elles l'ont fait depuis dix jours, les forces irakiennes ont essentiellement répliqué ce week-end à l'offensive « Karbala-5 » en multipliant les raids aériens contre les villes irakiennes. Samedi, six villes étaient touchées, dont Téhéran: un appareil irakien a lâché une bombe sur un quartier de la capitale, tuant, selon un communiqué irakien, deux enfants et un adulte. A Bagdad, on assurait que le



raid avait visé la résidence de l'imam Khomeiny, dans le nord de Téhéran. Dimanche, l'aviation iranienne a poursuivi ses opérations: Qom (la cité sainte des chiites), Dezfool (sud du pays), Isfahan (centre) et Tabriz (nord-ouest) ont été bombardés.

L'état-major irakien a précisé que depuis le déclenchement de « Karbala-5 », le 8 janvier, l'aviation avait effectué plus de trois mille sorties, contre des villes ou des concentrations de troupes.

Cette reprise de la « guerre des villes » a été vivement dénoncée par M. Rafsanjani qui a stigmatisé à cette occasion le soutien militaire que l'URSS apporte à l'Irak: « Nous avons vu, a-t-il dit, le président du Parlement, qu'avec le feu vert des Soviétiques, les Irakiens ont été encouragés à reprendre la guerre des villes criminelles. » Depuis quelques semaines — et c'est sans doute un signe de l'aggravation de la situation sur le terrain — les Soviétiques ont formulé, en termes fustigés, ce qui est, plusieurs déclarations appelant à la négociation et dénonçant la poursuite de la guerre par l'Irak.

AL. FL.

Sous la pression du Congrès américain

Israël réexamine ses relations avec l'Afrique du Sud

JÉRUSALEM de notre correspondant

Il est urgent d'attendre: telle est la réponse du gouvernement israélien à ceux qui, depuis plusieurs mois, l'invitent à suspendre ses liens privilégiés avec l'Afrique du Sud. Sur ce chapitre, l'Etat hébreu semble résolu à « bouger » le moins possible, du moins tant que l'Amérique ne l'y contraindra pas.

En quarante ans, Jérusalem et Pretoria ont noué des relations étroites multiformes et surtout occultes à partir de solides intérêts mutuels: un anticommunisme et une « mentalité d'assésés » longtemps partagés, un fort sentiment d'appartenance au monde occidental, les besoins pressants d'Israël en matières premières, une communauté juive sud-africaine nombreuse (cent dix mille hommes) et prospère.

Tout en condamnant rituellement, de longue date — notamment à l'ONU — le système d'apartheid, l'Etat juif a toujours menagé un allié peu fréquentable mais fidèle. En Israël, le pouvoir et l'opinion — si l'on en croit les sondages — restent par principe et par réalisme d'autant plus hostiles à des sanctions envers Pretoria qu'une telle politique rap-

pelle ici de mauvais souvenirs, ceux de l'embargo gaullien et du boycott arabe. Il y a quelques années, Israël se fixa comme ligne de conduite d'emboliser le pas des démocraties occidentales: il suivrait leur exemple, « ni plus ni moins », et ne saurait, s'agissant des sanctions, ni à l'avant-garde ni à la remorque.

Maintenant que les Etats-Unis et la Communauté européenne se sont engagés, encore timidement, sur cette voie des sanctions, Israël est gêné aux entournures. Etre blâmé en Europe, passe encore, mais comment faire la sourde oreille aux appels et aux demandes du puissant protecteur et bailleur de fonds américain? D'autant que le Congrès a pris les choses en main en demandant au département d'Etat de lui remettre avant le 1^{er} avril la liste des pays entretenant une coopération militaire avec l'Afrique du Sud. On voit mal comment Israël pourrait ne pas figurer en bonne place sur cette liste. Or le Congrès souhaite que Washington exhorte les coupables à rompre dans les six mois leurs liens militaires avec Pretoria, faute de quoi l'aide américaine qu'ils reçoivent risquerait d'être réduite.

La menace, pour théorique et lointaine qu'elle soit, ne peut être totalement prise à la légère. La semaine dernière, M. Shamir, premier ministre, Péra, ministre des affaires étrangères, et Rabin, ministre de la défense, ont entendu un rapport d'experts mettant en garde contre les retombées néfastes d'éventuelles sanctions, notamment sur l'économie. M. Shamir a réaffirmé, il y a quelques jours, que son gouvernement n'envisageait aucune sanction. Pourtant, Israël s'interroge, c'est l'évidence, sur la marche à suivre. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a reconnu, dimanche 18 janvier, que l'« ensemble du dossier sud-africain » faisait actuellement l'objet d'un « examen approfondi ».

Des sanctions envisagées?

Selon le journal *Davar* (travailleuse), Israël envisagerait de cesser toute fourniture d'armes à Pretoria, d'interrompre les échanges culturels et sportifs, et de ne plus envoyer de délégation officielle (les deux ministres qui ont visité l'Afrique du Sud l'an dernier n'ont pas rencontré leurs homologues locaux). Il ne toucherait ni aux relations commerciales, ni aux échanges scientifiques, ni aux liaisons aériennes.

Même dans le domaine militaire, les promesses d'Israël n'auraient qu'une portée symbolique. Car si l'Etat hébreu a bien vendu des équipements — notamment des vedettes, des missiles Gabriel, des fusils Uzi et Galil — à l'Afrique du Sud, celle-ci s'insère surtout, aujourd'hui, aux transferts de technologie et aux fournitures d'informations « sensibles » lui permettant de construire

elle-même ces armes sous licence. Comment un Etat tiers percerait-il tous les secrets d'une telle coopération militaire, par exemple en matière nucléaire? Israël assure n'avoir conclu aucun accord militaire avec Pretoria depuis celui signé en 1977. Pour importer si ce dernier reste en vigueur (ce que l'on ignore).

Les échanges bilatéraux civils ont, en 1985, représenté 250 millions de dollars, somme négligeable par rapport au commerce extérieur d'Israël, mais dont la valeur stratégique est cruciale. L'Afrique du Sud fournit à l'Etat juif certains alliages rares et indispensables à l'industrie d'armement et des aciers spéciaux utilisés notamment dans le blindage du char Merkava. Elle lui vend 2 millions de tonnes de charbon par an, consommées par la centrale thermique Hadera, et un tiers des diamants et pierres précieuses taillés et polis en Israël. Jérusalem et Pretoria

ont reconduit en août dernier une série d'accords commerciaux qui permettent à la communauté juive sud-africaine, sous couvert d'investissements — 100 millions de dollars par an —, de transférer sans contraintes du capital en Israël.

Si Israël devait se résigner à des mesures hostiles à Pretoria, ce serait le dos au mur. Le directeur politique du ministère des affaires étrangères, M. Yossi Beilin, a laissé entendre, dimanche, que Jérusalem avait le temps de voir venir: « Si en avril les Américains nous mettent en cause, a-t-il prédit, nous aurons six mois pour réagir. » Sans illusion sur les atomes crochus de l'Occident, sur l'hypocrisie du monde arabe (qui vend en sous-main du pétrole à l'Afrique du Sud), sur l'efficacité des sanctions, l'Etat juif n'entend pas se faire violence pour le seul bon plaisir de l'Amérique.

J.-P. LANGELLIER.

ÉGYPTE

Vague de chaleur inattendue

LE CAIRE de notre correspondant

Les Calotras se sont livrés le dimanche 18 janvier à un effluve public généralisé. Vêtu en fonction d'une température pluvieuse habituellement à 20°C, ils ont vu le thermomètre faire un bond à 30. S'il ne s'agit pas d'un record pour le mois de janvier, il n'en demeure pas moins que l'élévation de la température s'est accomplie de manière exceptionnelle brutale. Aux feux rouges, les automobilistes ont d'abord trotté la veste, puis le pull-over et sont enfin arrivés au travail en chemise largement déboutonnée et les manches retroussées. Le trafic a, lui aussi, été perturbé au gré des radiateurs transformés en bouillottes.

Les plages d'Alexandrie et les piscines des grands hôtels du Caire ont été prises d'assaut. On a même assisté à un début de manifestation dans un club sportif de la banlieue d'Héliopolis: la piscine était en réfection! Au zoo, si les animaux, et notamment l'ours polaire, étaient malheureux, les visiteurs, surtout les enfants, étaient au comble du bonheur. Pour ces derniers, dont c'était le premier jour de congé, les vacances de la mi-année s'annonçaient, sous d'heureux auspices. Il en va de même pour les responsables du tourisme, qui prévoient déjà une importante invasion d'Européens fuyant le froid pour se dorser au soleil.

A. B.



APPEL du Syndicat national FO des personnels de la Répression des Fraudes

Intégré récemment à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) au ministère de l'économie, la « répression des fraudes » — avec ses services d'inspection, ses laboratoires et son administration centrale — joue, depuis sa création en 1907, un rôle social et économique important. Veille à la loyauté des transactions commerciales, protège le consommateur dans sa santé et sa sécurité (exemples récents: vins et médailles, poussettes-cannes pour bébé...), et dans ses intérêts économiques (la qualité au « juste prix ») sont les deux aspects essentiels de son activité.

Tels agricoles à l'origine — mais l'économie de la France n'était-elle pas en 1907 essentiellement agricole? — les missions de la Répression des fraudes, s'adaptant aux réalités socio-économiques, ont évolué au fil des ans vers d'autres secteurs. C'est ainsi que ses compétences se sont élargies aux produits industriels, aux prestations de services, à l'assistance aux consommateurs, etc.

Dès lors, il devenait logique que le service de la répression des fraudes, d'administration du ministère de l'agriculture qu'il était depuis 1907, trouve sa place dans une structure ministérielle ayant une vocation plus large. Ainsi devint-il le fer de lance du ministère de la consommation en 1981; il gagna ensuite le ministère de l'économie lorsque celui-ci prit en charge en 1983 la consommation, pour être englobé ensuite dans la DGCCRF lors de sa fusion fin 1985 avec la direction générale de la concurrence et de la consommation.

Or, ces derniers mois, le ministère de l'agriculture a exprimé publiquement sa volonté de voir la « Répression des fraudes » regagner son département ministériel.

Nous tenons à attirer l'attention du gouvernement contre les dangers d'une telle opération. Tous d'abord, cette éventualité d'un départ des « Fraudes » au ministère de l'agriculture ne repose sur aucune justification technique. En effet, non seulement le contrôle des produits agricoles et alimentaires ne constitue qu'un volet de l'activité de la « Répression des fraudes », mais, à l'heure où le gouvernement prime la libre concurrence (ordonnance du 1^{er} décembre 1986), il faut avoir présent à l'esprit que celle-ci s'exerce sur la qualité comme sur les prix des produits.

D'autre part, l'expérience d'une unité de pays à économie libérale montre que les contrôles de qualité sont exercés essentiellement par des structures indépendantes des ministères de production.

Par ailleurs, si nous reprenons la préoccupation qui a présidé à la fusion de la « Répression des fraudes » avec la direction générale de la concurrence et de la consommation, revenant en arrière serait un aveu de la faiblesse de la direction générale de la concurrence et de la consommation, et de ce fait contraire à la volonté du gouvernement de rechercher par tous les moyens à faire des économies. Par contre, il est indispensable d'entreprendre la réflexion nécessaire englobant toutes les facettes de l'activité de la DGCCRF, sans oublier celles relatives à la qualité.

Au demeurant, il est envisagé une réforme du droit de l'alimentation, actuellement en gestation au ministère de l'agriculture. Dans le même temps, le ministère de l'économie a annoncé la nomination d'un ministre chargé de la consommation, qui est, tout naturellement, le ministère de l'agriculture. Procéder à un bouleversement des structures de la DGCCRF dans un contexte aussi incertain est une mesure tout à fait précipitée qui « mettra la charrue avant les bœufs » et conduira inévitablement à casser l'outil au service de l'ensemble des acteurs socio-économiques qu'est la « Répression des fraudes ».

Du plus, depuis quatre mois, l'étude du dossier a été confiée au ministre chargé des réformes administratives, lequel a procédé à des consultations avec des comités ad hoc. Une décision d'un dénouement total ou partiel de la « Répression des fraudes » au ministère de l'agriculture serait donc contraire en contenu des consultations avec nos structures spécialisées.

Aussi en appelons-nous à l'autorité de M. le premier ministre afin qu'il comprenne que, dans l'hypothèse où serait décidé un démantèlement de la DGCCRF, il ne pourrait s'agir à nos yeux que d'une décision à caractère politique, destinée à satisfaire les exigences du ministère de l'agriculture et de ses proches. Les personnels seraient alors en tirant les conclusions qui s'imposent.

Le Syndicat national FO des personnels de la Répression des fraudes.

Secrétariat général - 25, av. de la République - 91305 Massy

50 من الأصل

Amériques

Grandes manœuvres en Amérique centrale

(Suite de la première page.)

Bases militaires, camps d'entraînement, routes stratégiques, pistes aéroportuaires, les avions de transport de type Hercules, grandes manœuvres combinées et pannes : le Pentagone, s'il est possible, en demi-heure, déclencher la foudre sur le Nicaragua. Le colonel Bermudez, chef d'état-major militaire de la Contra et ancien officier de la garde nationale de Somoza, a eu l'imprudence de commenter le « plan d'invasion américain » du Nicaragua à un journal argentin. Tous les états-majors de toutes les armées du monde préparent des plans pour toutes les circonstances. Celui élaboré au Pentagone pour une éventuelle « opération Nicaragua » est presque du domaine public depuis deux ans, ce qui ne veut pas dire qu'il sera ou ne sera pas appliqué avant la fin du mandat de M. Reagan.

Le Honduras, pauvre parmi les pauvres d'Amérique centrale, est particulièrement dépendant des États-Unis, qui lui accordent une aide économique et militaire importante. Le gouvernement hondurien a récemment montré qu'il ne voulait, ou ne pouvait pas refuser grand-chose à Washington. Au lendemain de son élection, le président Azcona affirmait déjà sans rire qu'il « ignorait » si des groupes armés de la Contra stationnaient en territoire hondurien. Pourtant, un courant d'opinion civil et militaire important s'inquiète, à Tegucigalpa, des conséquences de la présence de plusieurs milliers de « combattants de la liberté ». Soit qu'ils contribuent à entraîner le Honduras dans un conflit armé direct avec le Nicaragua, soit que, battus par les sandinistes ou abandonnés par les États-Unis, ils ne deviennent des bandits de grand chemin. Une hypothèse émise par les plaintes de plus en plus fréquentes des paysans honduriens chassés de leurs villages frontaliers par les excès des « contras » ou par les combats entre ces derniers et les troupes sandinistes.

Le désir du gouvernement hondurien de voir les « contras » s'installer ailleurs rencontre un écho certain au Congrès de Washington, maintenant dominé par les démocrates. Une épine de plus pour l'administration Reagan, campée dans les résolutions de l'« Irangate ». M. Reagan savait-il ou non qu'une partie des fonds destinés à l'envoi de matériel militaire à l'Iran était détournée vers les « contras » ? Peu importe, le doute existe aux États-Unis, et de toute manière, la liste des pays sollicités par Washington de participer à la campagne d'aide financière à la Contra (pays du Golfe, Israël, Arabie saoudite, Portugal) s'allonge chaque jour.

« Si j'avais su... »

Si le sultan avait su ! Le sultan de Brunei, un petit mais riche État pétrolier de la côte de Bornéo, a donné 10 millions de dollars pour une aide humanitaire en Amérique centrale, à la demande expresse du secrétaire d'État George Shultz. Ces 10 millions sont allés à la Contra, via un compte numéroté en Suisse. « Si j'avais su », a dit le sultan, je n'aurais pas fait ce don.

Avec ou sans approbation du Congrès, la Contra n'a jamais manqué d'argent, mais elle a manqué, elle manque encore, de conviction, de volonté de se battre et d'unité. A Washington, on lui demande avec insistance de faire ses preuves, d'obtenir « des résultats ». Pas seulement les « faucons », comme Elliott Abrams, secrétaire d'État adjoint pour les affaires interaméricaines, qui se dit persuadé que « la pression militaire de la Contra peut renverser le régime sandiniste ». Des congressistes démocrates insistent pour que la totalité des effectifs de la Contra passent du Honduras à l'intérieur du Nicaragua. Plus facile à dire qu'à faire. M. Calero, porte-parole de la direction politique de la Contra, a promis — mais ce n'est pas

la première fois — que ses commandos, encore au Honduras, « s'infiltreront » par groupes de cinq cents hommes de l'autre côté de la frontière.

La résolution, la puissance de feu, la tactique, sont plutôt sandinistes, mais il est évident que les troupes du colonel Bermudez doivent faire quelque chose dans les semaines qui viennent. Faute de quoi, elles donneraient des arguments aux congressistes américains partisans de réduire, sinon d'annuler, l'aide militaire aux sandinistes.

Le régime de Managua est de plus en plus lié à Moscou et à La Havane ; il est surarmé par les pays du bloc communiste ; il limite les libertés ; il promulgue une Constitution qui légitime le pouvoir du parti « prépondérant », le Front sandiniste. Il est, selon le sénateur Chris Dodd, « intolérable », mais le sénateur ajoute : « C'est la faute à l'administration Reagan », qui favorise, par sa politique, « l'escalade militaire en Amérique centrale ». « Que faire ? », demande le sénateur Dodd, car un autre péril pointe pour les États-Unis : si les sandinistes ont l'intelligence de signer un accord de paix raisonnable et sérieux avec leurs voisins, Washington pourra plus difficilement mettre en avant l'argument de la sécurité des États-Unis.

Les recommandations dans ce sens auprès des sandinistes se multiplient. La dernière est à l'actif du président péruvien. Présent à Managua le 9 janvier pour la promulgation de la Constitution, M. Alan García a exprimé sa « solidarité » avec le peuple du Nicaragua et ajouté, à l'adresse de M. Ortega : « Pas de révolution sans liberté et sans démocratie ». La mission de bons offices des secrétaires généraux de l'ONU et de l'OEA, accompagnés des ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama) et du groupe d'appui (Argentine, Brésil, Pérou, Uruguay) s'inscrit dans ce contexte. L'OEA, que Fidel Castro qualifiait de « ministère des colonies des États-Unis », échappe aujourd'hui, en partie, à l'emprise de Washington. Et la très grande majorité des pays d'Amérique latine sont favorables à une solution politique des conflits d'Amérique centrale et du problème nicaraguayen.

Deux réalités

Le Costa-Rica n'a jamais été vraiment neutre dans le conflit, et il ne peut pas l'être pour des raisons historiques et culturelles. Une infrastructure militaire encore modeste mais récente, et éventuellement utilisable par la Contra a été mise en place à la frontière nord de ce pays, sous la pression américaine. Pourtant, M. Lewis Tamba, ambassadeur des États-Unis au Costa-Rica, a dû quitter son poste le 15 janvier. Motif : il n'a pas réussi à persuader le président Arias de laisser les mains libres aux commandos antisandinistes installés sur le territoire de son pays. Le gouvernement de San-José propose, en revanche, un plan de paix, un cessez-le-feu des « contras » « préalable » à l'ouverture d'un dialogue (réclamé par Washington) entre Managua et les différents courants d'opposition nicaraguayens.

Une initiative qui s'enthousiasme pas les conseillers de M. Reagan, bien qu'elle implique à terme de nouvelles élections générales au Nicaragua.

Il y a deux manières d'appréhender la réalité nicaraguayenne. La première consiste à insister sur les erreurs, les ambiguïtés, l'irréalisme lyrique et le double langage des sandinistes, sur le sur-armement, la montée de la grogne populaire, le chaos économique, l'alliance de fait avec l'Est, les limitations des libertés, l'enclavement bureaucratique. En bref, sur la marche au totalitarisme de gauche au nom de la « révolution ». Ce que fait, ou fait semblant de croire Washington.

La seconde vision n'admet que la montée des périls extérieurs, la préparation d'une éventuelle intervention armée directe ou indirecte de la première puissance de la planète contre un petit pays sous-développé et misérable, les interventions de la CIA (minage des ports, sabotages, aide à la Contra), déjà condamnées par la Cour internationale de La Haye, les crimes et les barclements meurtriers de la Contra, les complaisances ou les lâchetés de certains voisins du Nicaragua. C'est l'approche des amis inconditionnels du régime sandiniste.

En fait, ces deux réalités sont complémentaires, inter-dépendantes, indissociables. Et les efforts des hommes de bonne volonté devraient persuader tous les acteurs — et d'abord Washington et Managua — que la voie de la paix passe par le renoncement au maïchisme et au sectarisme.

MARCEL NIEDERGAANG.

● NICARAGUA : l'affaire Hasenfus liée à l'« Irangate ». Selon la CBS, — le chèque pour l'achat de l'avion ayant servi à la mission d'Eugene Hasenfus au Nicaragua a été établi au nom de deux firmes liées à l'affaire des ventes d'armes à l'Iran et du détournement de fonds au profit des « contras », a affirmé, samedi 17 janvier, la chaîne de télévision CBS, qui cite des sources gouvernementales non identifiées. Les enquêteurs fédéraux ont en leur possession un chèque de 475 000 dollars établi aux noms de Udell Research et Southern Air pour l'achat de l'avion de transport C-123, selon CBS. Southern Air a été pendant un certain temps la compagnie aérienne de la CIA et a été notamment utilisée par le lieutenant-colonel Oliver North, ancien membre du Conseil national de sécurité, pour acheminer des armes en Iran. — (AFP.)

EQUATEUR : après sa libération

Le président est vivement critiqué par l'opposition

Le président Febres Cordero, libéré après avoir été pris en otage pendant douze heures par des officiers mutins, est en butte à de vives critiques de l'opposition parlementaire. Son prédécesseur à la tête du pays jusqu'en 1984, M. Osvaldo Hurtado, a même demandé la démission du chef de l'Etat. Le président du Parlement, où l'opposition est majoritaire, a, pour sa part, convoqué les députés en session extraordinaire pour le mardi 20 janvier. M. Andrés Vallejo a déclaré que le Parlement devra « analyser la situation du pays ainsi que la conduite du président de la République, et adopter les solutions qui s'imposent ». Les parlementaires pourraient approuver la création d'une haute cour, afin de juger M. Febres Cordero sur la façon dont il a été libéré. Le Parlement a le pouvoir de démettre le président de son mandat pour haute trahison, corruption, incapacité physique ou mentale.

Dans des déclarations publiées dimanche par le New York Times et le Washington Post, il a précisé qu'au moment où il résistait aux exigences de ses ravisseurs, il lui avait été dit qu'un peloton d'exécution avait été formé. Finalement libéré après avoir accepté de ne pas prendre de mesures contre ses ravisseurs et de libérer le général d'aviation Frank Vargas qui était emprisonné, le président s'était aussi engagé à ne pas prendre de nouvelles sanctions contre ce dernier.

Selon le New York Times, il a néanmoins déclaré à ce sujet : « Je dois y réfléchir ». Son homologue vénézuélien, le président Jaime Lusinchi, a proposé d'accorder le droit d'asile au général Vargas pour favoriser un déblocage de la crise. « Le président Lusinchi s'entretient avec le président équatorien (...) pour tenter d'apporter une solution contraire », a déclaré le ministre des relations extérieures vénézuélien, M. Alberto Consalvi. — (AFP, AP, UPI.)

HEMISPHERES

SOLDES

MONDES EN DEVENIR

POUR UN NOUVEAU ORDRE MONDIAL

Sous la direction d'Edmond JOUVE

Le tiers monde et ses luttes

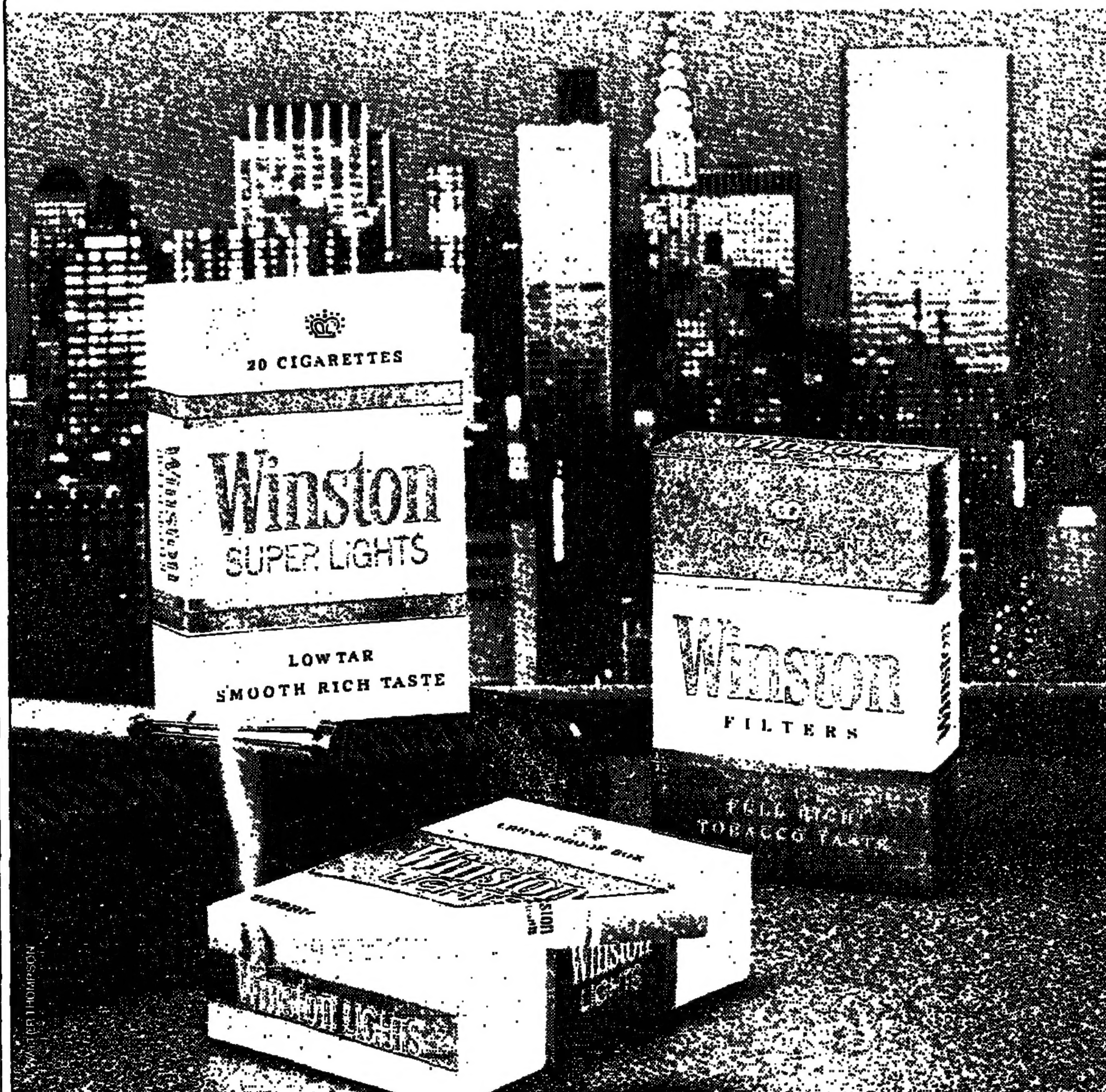
13,5 x 20 cm - 232 p. - 110 F

Editions BERGER-LEVRULT

22, av. de la Grande-Armée
75017 PARIS

1, bd Émile-Augier
75116 PARIS

WINSTON



PLEIN ARÔME, LÉGÈRE, SUPER LÉGÈRE

NICOTINE 1,14 M.G., Goudron 14,9 M.G.

NICOTINE 0,66 M.G., Goudron 9,7 M.G.

NICOTINE 0,45 M.G., Goudron 4,5 M.G.



VALENTINE PALOMBA
PARIS

SOLDES

CHAUSSURES, MAROQUINERIES, GANTS
CARRÉS DE SOIE, ÉCHARPES

23, rue du Dragon
75006 Paris
tél. : (1) 45-48-17-24

Amériques

ÉTATS-UNIS

M. George Wallace
prend sa retraite

Le gouverneur de l'Alabama, M. George Wallace, a quitté comme prévu ses fonctions lundi 19 janvier (le Monde du 4 avril 1986). M. Wallace, qui abandonne à son successeur, M. Hunt, le siège de gouverneur qu'il détient depuis seize ans, est resté célèbre pour avoir fait barrage aux Noirs voulant franchir les portes de l'université de l'Alabama et pour son apostrophe de janvier 1963 : « Ségrégation aujourd'hui ! Ségrégation demain ! Ségrégation toujours ! ». Huit mois plus tard à Washington, Martin Luther King proclamait son « rêve » de voir un jour les enfants noirs et les enfants blancs de l'Alabama « joindre leurs mains comme des frères et des sœurs ».

Aujourd'hui, M. Wallace, âgé de soixante-sept ans, quasiment sourd, à moitié aveugle et confiné dans une chaise roulante depuis l'attentat dont il fut victime lors de sa campagne pour la Maison Blanche en 1972, cherche à modifier son image. Lors de sa dernière élection, en 1982, il avait cherché et obtenu le soutien massif des Noirs. L'an dernier, il a même reçu un diplôme honoraire de l'une des plus importantes universités noires-américaines. Il a reconnu que les mots « ségrégation pour toujours n'avaient pas dû être prononcés » et a ajouté : « Je visais le gouvernement fédéral » et son pouvoir excessif sur les autorités locales. M. Wallace a espéré que les livres d'histoire retiendront que ses campagnes présidentielles (1964, 1968, 1972 et 1976) ont débarrassé le Sud de son complexe d'infériorité hérité de la guerre civile. M. Hunt sera le premier gouverneur membre du Parti républicain en Alabama. — (AFP, AP.)

● CANADA : démission du ministre d'État aux transports. — Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a annoncé, le 18 janvier, la démission de son ministre d'État aux transports, M. André Brissonnelle, et l'ouverture d'une enquête par la gendarmerie royale du Canada (GRC) à la suite d'une opération foncière suspecte dans laquelle le ministre aurait été impliqué. Ministre depuis le 30 juin 1986, M. Brissonnelle serait compromis dans une affaire de transactions spéculatives sur un terrain situé dans sa circonscription. S'il a commis une infraction à la loi fédérale, l'ancien ministre risquerait une peine pouvant aller jusqu'à sept ans de prison. — (AFP.)

Diplomatie

Bataille serrée pour la succession de M. Pflimlin
à la présidence du Parlement européen

Le Parlement européen procède, le mardi 20 janvier, à l'élection de son président pour une période de deux ans et demi. Pour succéder à M. Pierre Pflimlin, les deux principaux candidats en lice sont Sir Henry Plumb (conservateur britannique) et M. Enrique Baron Crespo (socialiste espagnol). MM. Marco Pannella (radical italien) et Paul Staes (écologiste belge) sollicitent également les suffrages de l'Assemblée de Strasbourg, mais sans avoir de chances réelles.

STRASBOURG
(Communauté européenne)
de notre correspondant

En principe, le centre droit et la droite de l'hémicycle européen détiennent largement la majorité, d'autant que les Droites européennes, conduites par M. Jean-Marie Le Pen, se sont prononcées en faveur de Sir Henry.

En fait, la partie va être très serrée. Officiellement, tous les groupes du camp de M. Plumb se sont prononcés pour lui : celui des démocrates européens, qui regroupe les conservateurs britanniques, et les représentants de la droite espagnole, celui des démocrates-chrétiens (Parti populaire européen ou PPE), des Rénovateurs et démocrates européens (le RDE, qui regroupe le RPR et quelques élus irlandais et portugais), enfin celui des libéraux. Pourtant, on perçoit, au fil des conversations, que sa candidature ne bénéficie pas de tout l'appui escompté.

Il n'est un secret pour personne que les libéraux vont aller au scrutin en ordre dispersé. Au sein du RDE, le RPR est catégorique. Ses représentants voteront comme un seul homme pour le candidat de droite. Mais les partenaires irlandais et portugais montrent moins de conviction. Le PPE constitue un cas particulier ; l'élection, en juil-

let 1984, de M. Pflimlin avait été l'objet d'un accord entre les conservateurs et les démocrates-chrétiens, les premiers soutenant l'ancien président du conseil, les seconds s'engageant à appuyer un candidat britannique pour l'élection de cette année.

Aussi, les membres du PPE ne peuvent-ils que clamer haut et fort qu'ils honoreront leurs engagements. Des rumeurs persistantes font cependant valoir que quelques démocrates-chrétiens grecs, et surtout italiens, ne sont pas prêts à se mobiliser pour Sir Henry Plumb. Il lui est reproché d'être trop « libéral » sur le plan économique et pas assez européen au sens fédéraliste du terme.

Le clivage Nord-Sud joue même à l'intérieur du groupe des démocrates européens : ses représentants espagnols ont déclenché une polémique dans leur pays, où l'on comprend mal que la défense de l'hispanité ne soit pas mieux assurée.

Le handicap
de M. Baron

M. Baron, ayant pour lui d'être un proche de M. Felipe Gonzalez et d'être de sa notoriété antifranquiste, n'a apparemment pas ce genre de difficultés avec ses troupes. Candidat du groupe le plus important de l'Assemblée (172 sièges contre 118 au PPE), il ne devrait pas enregistrer de grosses défécations à gauche. Il est favorable à une plus grande « cohésion sociale » dans la CEE, c'est-à-dire à une aide plus soutenue des pays du nord à ceux du sud. Mais il a peut-être contre lui, surtout chez les Français, d'avoir proclamé trop souvent qu'il fallait « réformer de fond en comble la politique agricole commune ».

Agé de quarante-trois ans, le chef de file des socialistes espagnols a aussi l'inconvénient d'être tenu de se présenter en juin prochain aux

élections européennes au suffrage direct (les parlementaires espagnols siégeant à Strasbourg sont, jusqu'à présent, des députés nationaux désignés par les Cortès). Pour certains, « il n'est pas possible d'avoir un président qui briguera dans quelques mois un mandat européen ».

Peu de sympathie
pour M^{re} Veil

En tout cas, M. Pannella n'est pas satisfait de cette candidature, ni de celle de M. Plumb. « Le maître de l'exhibitionnisme politique », comme l'appelle M. Baron, a ses propres candidats, dont M^{re} Simone Veil et M. Pflimlin. Aussi faut-il s'attendre qu'il maintienne son nom dans le cas où le conservateur ou le socialiste n'obtiendrait pas au premier tour la majorité des suffrages exprimés.

Le leader des radicaux italiens, même si son score reste en tout état de cause modeste (pas plus de vingt voix) peut enlever de précieux suffrages tant à la droite qu'à la gauche.

L'espoir de M. Pannella est que M. Plumb renonce à l'issue du deuxième ou du troisième tour. Quel cas il pourrait être fait appel à M^{re} Veil ou à M. Pflimlin, bien qu'ils se défendent d'être candidats.

M^{re} Veil, premier président de l'Assemblée élue au suffrage direct, ne bénéficie pas de la sympathie du PPE, qui rejette sans ambages l'idée d'une telle candidature. Le président actuel a contre lui son âge (quatre-vingts ans) et l'usure du pouvoir.

De toute façon, rien n'indique que Sir Henry se retirera en cours de route ; au contraire, on s'attend dans son entourage qu'il se maintiendra au quatrième tour, c'est-à-dire jusqu'au moment où il faudra choisir entre deux noms à la majorité simple.

MARCEL SCOTTO.

Afrique

TCHAD

Les Libyens ont « doublé leurs effectifs »
dans le nord du pays
déclare le président Habré

Une sorte de trêve tacite paraît s'être installée depuis trois jours dans le conflit tchadien, aucun combat n'étant signalé depuis les bombardements libyens du vendredi 16 janvier, dans le Tibesti et l'Ennedi. Cette suspension des hostilités pourrait cependant préfigurer une offensive de grande ampleur de la part de la Libye. Le président tchadien, M. Hissène Habré, qui a tenu, samedi 17 janvier, à N'Djamena, une conférence de presse, a affirmé que la Libye avait récemment « doublé ses effectifs et son potentiel aérien » dans le nord du Tchad. Ce renforcement de la présence libyenne est confirmé de source autorisée française. Jusqu'à présent, les estimations occidentales faisaient état d'environ huit mille à dix mille Libyens dans le BET (Borkou-Ennedi-Tibesti, nord du Tchad).

Le président tchadien s'est, d'autre part, montré assez optimiste quant au montant de l'aide militaire supplémentaire qui devrait être accordée à son pays, par la France et les États-Unis notamment, indiquant : « Ces pays font beaucoup d'efforts, mais nos besoins sont immenses. Nous souhaitons plus d'aide. Toutefois, entre partenaires, tout ne s'obtient pas d'emblée. L'atmosphère de nos discussions est très positive. » M. Hissène Habré a conservé ce ton conciliant — qui tranche nettement par rapport à de précédentes déclarations, dans lesquelles il critiquait la faiblesse de l'aide française.

Se refusant à « prononcer un jugement » sur la politique française à l'égard du Tchad, il a assuré que les relations entre Paris et N'Djamena étaient « excellentes ». De même, s'agissant de la passivité de la plupart des pays africains, qui se refusent à mettre en cause directement Tripoli, M. Habré a déclaré : « C'est d'abord aux Tchadiens de prendre leurs responsabilités, de supporter leurs sacrifices. » Citant le général de Gaulle, qui évoquait les « monstres froids » que sont les États, le chef de l'État tchadien a ajouté : « Si le Tchad est stable, libéré de toute armée étrangère, et notre position est d'atteindre cet objectif pacifiquement. » (AFP, Reuter.)

réprobation a-t-il rencontré ? M. Habré a enfin affirmé que le Tchad était et avait « toujours été prêt à discuter avec le régime libyen », bien que, selon lui, le colonel Kadhafi « ne veuille pas que le conflit soit réglé pacifiquement ».

« Aide d'un pays frère africain »

Sur le plan diplomatique, diverses initiatives sont en cours, notamment du côté libyen. Depuis plusieurs jours, Tripoli a intensifié une campagne d'explication, envoyant des émissaires dans plusieurs capitales africaines. M. Achekh Ibn Omar, chef du Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), qui s'est proclamé président du GUNT en remplacement de M. Goukouni Oueddei, a indiqué, dimanche, à Alger : « En tant que GUNT, nous sommes aidés militairement et matériellement par la Libye, qui est à nos côtés depuis 1980. Mais les Libyens, même s'ils nous aident, n'ont pas à se battre à notre place, et nous ne leur avons jamais demandé d'envoyer des troupes en première ligne. Nous n'avons aucune honte d'avoir recours à l'aide d'un pays frère africain, face au soutien français, américain et israélien à Hissène Habré », a ajouté M. Achekh Ibn Omar, affirmant qu'il était prêt à participer à « une table ronde » pour trouver « une solution pacifique ».

Pour sa part, M. Ahmet Kaïlan, directeur de cabinet de M. Goukouni Oueddei, a estimé que les émissaires de M. Achekh Ibn Omar dans diverses capitales étaient des « missions libyennes ». Enfin, les autorités soudanaises, qui, conjointement avec les autorités nigériennes et algériennes, tentent de jouer un rôle de médiation entre les belligérants, ont indiqué : « Les parties en présence au Tchad ont souhaité se servir des équipements militaires du Soudan, mais nous avons refusé d'accéder à leur requête, car l'espoir du Soudan est de voir un Tchad uni et stable, libéré de toute armée étrangère, et notre position est d'atteindre cet objectif pacifiquement. » (AFP, Reuter.)

Le Monde

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986

CONTRE-CHOCES :

L'ANNÉE DES ILLUSIONS

188 pages

Le Monde

BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1986

CONTRE-CHOCES

La chute des cours du pétrole, la baisse du dollar et des taux d'intérêt, ont longtemps fait espérer la reprise. Illusion. Partout dans les pays industriels le boom économique a manqué le rendez-vous de 1986.

L'arrivée d'une nouvelle majorité en France a pu faire croire à une rupture avec le passé. Illusion. La déréglementation à la mode aujourd'hui était en germe dans la politique socialiste de ces dernières années.

Le « Bilan économique et social » — véritable rapport sur l'état de la France et du monde — rassemble les dernières statistiques, commente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année.

AU SOMMAIRE

- La situation en France : La nouvelle politique libérale. Une timide croissance. Des pôles de déséquilibre.
- L'environnement international : La reprise manquée. La persistance du chômage.
- Le pétrole : L'évolution et la production depuis 1973. La carte des réserves. Un dossier spécial, largement illustré en couleurs.
- Cent quarante-six pays à la loupe : Les correspondants du Monde décrivent l'activité économique pays par pays.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 40 F

◀ Ou en vente par correspondance : 45 F

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Localité _____

Nombre d'exemplaires : _____ x 45 F (tous d'expédition inclus) : _____ F.

Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter. Commande à faire parvenir avec votre règlement à _____

Le Monde Service des ventes au numéro 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Ch. Min. 150

(Publicité)

(Communiqué)

CONFLIT COMMERCIAL EUROPE/USA

Le Cognac doit-il en être la victime ?

Les mesures de rétorsion américaines
signifieraient :

La condamnation d'un viticulteur sur quatre.
La perte de 1,5 milliard de francs en devises.
Un drame économique pour toute une région.

Les négociations décisives EUROPE/USA
vont s'ouvrir à Washington.

La solidarité européenne existe-t-elle ?
Oui ou non ?

Interprofession du Cognac.

Asie

CHINE : après le limogeage de M. Hu Yaobang

Incertitudes sur le nouveau rapport de forces à la tête du régime

PÉKIN
de notre correspondant

Trois jours après l'annonce officielle, dans la soirée du vendredi 16 janvier, du limogeage du secrétaire général du PCC et de son remplacement par le premier ministre, M. Zhao Ziyang, la population chinoise n'a toujours pas eu droit à la moindre explication sur cet événement. Elle n'a, jusqu'à présent, pu se mettre sous la dent que le bref communiqué diffusé à l'unisson par les médias, qui se contente de dire que

M. Hu Yaobang a reconnu ses erreurs sans préciser lesquelles. Ce manque d'informations explique qu'un certain nombre de Pékinois aient mis parfois vingt-quatre heures pour se rendre compte qu'ils avaient un nouveau « patron ». Encore que ce terme s'applique plus à M. Deng Xiaoping, qui tire toujours les ficelles, qu'à M. Zhao.

Aucune campagne politique, aucune publicité, n'a donc accompagné, pour le moment, ce que l'on veut présenter comme un simple remaniement. M. Zhao n'a été

nommé qu'à titre « temporaire », jusqu'au prochain plénum du comité central, pour lequel aucune date n'a été donnée. Certains estiment qu'il n'a pas le profil de l'emploi, qu'il est plus technocrate qu'idéologue et qu'il n'est qu'un candidat de compromis en attendant que la direction se mette d'accord sur un nouveau nom.

La question est de savoir si le limogeage de M. Hu représente la conclusion d'une grave crise, ou bien s'il n'en est que le début. En d'autres termes, les réformateurs ont-ils stabilisé leurs positions face aux vieux cadres du parti en abandonnant une grosse pièce sur l'échiquier, ou bien seront-ils contraints, après ce lourd sacrifice, à reculer à nouveau jusqu'à ce que le prochain congrès du parti, à l'automne, officialise un nouvel équilibre des forces ? La nomination d'un nouveau premier ministre pourrait apporter quelques éclaircissements. Si M. Zhao conserve ses deux fonctions, il sera difficile de se faire rapidement une idée claire. S'il est remplacé à la tête du gouvernement par un jeune technocrate « libéral », la première hypothèse se confirmerait. En revanche, si M. Li Peng devient premier ministre, après avoir rallié le camp des conservateurs et s'être manifesté quotidiennement dans les médias, alors on pourrait s'attendre à une application beaucoup plus restrictive des réformes et de la politique d'ouverture.

La « tactique du salami » ?

Après une semaine d'intense lutte de sérial, le fait que la direction chinoise n'ait pas encore été en mesure d'expliquer publiquement le remaniement indique que tout n'est pas réglé. En attendant que l'officiel *Quotidien du peuple* commente l'événement, les dirigeants s'efforcent de répéter que rien n'a changé. M. Li Peng veut rassurer les intellectuels, secourus par la pluie de critiques qui s'est abattue sur certains d'eux. M. Zhao, inaugurant ses nouvelles fonctions en recevant un membre du bureau politique du parti hongrois, a déclaré dimanche

que « le changement de personnes n'affectera pas notre ligne ni notre politique intérieure et extérieure, mais vise au contraire à les appliquer de manière plus correcte ».

On ne parle cependant plus beaucoup des réformes politiques. Le vice-premier ministre Tian Jiyun, juste avant de partir en visite au Japon, a été le seul dirigeant à les mentionner, pour dire qu'elles devraient se poursuivre « pas à pas » et sous la direction du parti. Le *Quotidien du peuple* de dimanche en a donné une définition qui n'a plus grand-chose à voir avec l'ouverture idéologique de 1986 : elles visent seulement, a écrit le journal, à l'« auto-perfectionnement du système socialiste et non à un changement complet du système politique ». Pékin s'acharne donc à présenter une image de stabilité et d'unité. La Chine ne lancera aucun mouvement politique, et aura encore moins recours aux pratiques « gauchistes » du passé, a réaffirmé M. Zhao. Pour le moment, le durcissement n'a fait que coller à M. Hu son poste de secrétaire général — mais pas de membre du bureau politique — leur place au parti à plusieurs intellectuels de renom, et a forcé le régime à réviser l'histoire récente. Il n'a encore coûté la vie à personne, et les arrestations restent rares, ce qui représente un progrès substantiel par rapport aux précédentes périodes de répression.

Il faudra cependant attendre que la situation se stabilise pour y voir plus clair. M. Hu conservera-t-il son fauteuil au bureau politique ou bien sera-t-il victime de la classique « tactique du salami », comme le fut son prédécesseur Hua Guofeng ? Les étudiants libérés après la manifestation du 1^{er} janvier à Pékin seront-ils condamnés par les tribunaux comme le demandent certains membres du bureau politique, ou bien passeront-ils à l'éponge. D'autres intellectuels vont-ils être mis à l'index ? En tout cas, le *Quotidien du peuple* préconise ce lundi une saine lecture : les « œuvres choisies » de M. Deng Xiaoping...

PATRICE DE BEER.

AFGHANISTAN : Kaboul réaffirme sa volonté d'ouverture

Visites à Islamabad de responsables des diplomatie américaine et soviétique

Le chef du régime de Kaboul, M. Najibullah, a critiqué, dimanche 18 janvier, la décision des principaux chefs de la résistance afghane de rejeter ses offres de cessez-le-feu (le *Monde* daté 17-18 janvier). Au cours d'une conférence de presse à Kaboul, il a qualifié cette décision de « légèreté et à courte vue ».

M. Najibullah a reconnu néanmoins que la trêve unilatérale décrétée par son régime avait été violée, tout en estimant qu'il était « trop tôt pour en déterminer les raisons : manifestations, provocations ou actes délibérés ».

Il a évoqué la possibilité d'un retrait total des troupes soviétiques si sa politique de réconciliation nationale se concrétisait. Dès qu'un accord sera intervenu aux négociations de Genève avec le Pakistan, « le nombre des troupes soviétiques [en Afghanistan] sera rapidement réduit », a-t-il assuré, tout en conditionnant la poursuite de ce processus

vers un départ total de l'armée rouge à « la cessation des ingérences extérieures » en Afghanistan.

Cette intervention sur le ton de l'ouverture faisait suite à l'arrivée samedi à Islamabad du premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Anatoli Kovalev, pour des entretiens avec les responsables pakistanaïses sur les perspectives d'un désengagement soviétique. Il a souhaité avoir un « dialogue franc » avec le président Zia Ul Hq dans la perspective de la reprise, le 11 février, des négociations indirectes entre le Pakistan et le gouvernement de Kaboul.

Le sous-secrétaire d'Etat américain chargé des affaires politiques, M. Michael Armacost, s'est également rendu dimanche à Islamabad, où il a déclaré avoir eu des entretiens « utiles » avec les responsables pakistanaïses. Il ne devrait pas, en principe, rencontrer M. Kovalev. — [AFP, Reuter.]

INDE : la tension au Pendjab

Soixante personnes interpellées dans le Temple d'or d'Amritsar

New-Delhi (AFP). — Soixante personnes, dont six responsables sikhs extrémistes, ont été arrêtées, samedi 17 janvier, au cours d'une opération de deux heures des forces de sécurité indiennes à l'intérieur du Temple d'or d'Amritsar, le sanctuaire sacré des sikhs dans l'Etat du Pendjab, a annoncé, dimanche, le chef de la police locale. L'intervention des forces de sécurité — environ trois cents hommes — s'est effectuée sans incident samedi à partir de 23 heures locales (17 h 30 GMT), et pas un seul coup de feu n'a été tiré, a-t-il indiqué. Trois des six responsables sikhs ont été arrêtés dans une auberge attenante au Temple d'or, où ils s'étaient enfermés. Un revolver, deux fusils et des munitions ont été saisis.

Les forces de sécurité n'ont pas pénétré dans la partie la plus sacrée

du sanctuaire et se sont limitées aux locaux administratifs et à trois auberges réservées aux pèlerins, dont une abrite les bureaux de la Fédération des étudiants sikhs d'Inde (AISSEF).

L'intervention a été ordonnée par le gouvernement sikh modéré de Pendjab, après des informations selon lesquelles le chef de la Force de commando du Khalistan (KCF) sécessionniste extrémiste, — Satna, avait été enlevé et tué à l'intérieur du Temple par un groupe rival, a ajouté le chef de la police. Cette intervention survient après une réunion, vendredi à New-Delhi, entre le premier ministre, M. Rajiv Gandhi, et M. Surjit Singh Barnala, chef du gouvernement du Pendjab, au cours de laquelle les deux hommes ont examiné les mesures à prendre en vue de combattre l'extrémisme sikh.

PHILIPPINES

Les autorités démentent l'existence d'un nouveau complot militaire

Le ministre philippin de la défense, M. Rafael Nieto, a démenti ce lundi 19 janvier des informations faisant état, dans la presse de Manille, d'une nouvelle tentative de coup d'Etat contre le gouvernement de M. Aquino. Il a, par contre, confirmé que, comme l'ont indiqué plusieurs journaux philippins, les forces armées avaient été placées en état d'alerte dans la nuit du samedi 17 au dimanche 18 janvier.

Cette mesure, a-t-il précisé, faisait suite à des craintes d'attentat contre Radio-Veritas, une station de radio soutenue par l'Eglise. Le ministre a précisé que l'alerte avait été levée dimanche.

Antérieurement, les journaux de Manille avaient fait état d'une tentative de putsch qui aurait été fomentée par des militaires hostiles au projet de nouvelle Constitution, soumis à un référendum le 2 février prochain et qui se seraient alliés à l'un des mouvements insurgés du sud de l'archipel, le Front de libération islamique Moro (FLIM). L'état d'alerte a été décrété quelques heures après la conclusion d'un cessez-le-feu « informel et provisoire » entre le gouvernement et le FLIM (le *Monde* daté 18-19 janvier).

Notre correspondant à Manille nous signale que, selon des sources militaires, l'état-major craignait samedi des attaques de membres du

FLIM infiltrés à Manille. Peu de gens croient à un lien entre ces maquisards et d'éventuels putschistes au sein de l'armée, ajoute notre correspondant.

Les principaux officiers impliqués dans la tentative supposée de coup d'Etat de novembre dernier, à la suite de laquelle M. Enrile avait perdu son portefeuille de ministre de la défense, ont été « dispersés ». Par contre, des militaires mettent en cause la Philippine Constabulary, une organisation paramilitaire de soixante mille hommes, au sein de laquelle se manifesterait un mécontentement croissant. Ce corps craint en effet d'être placé sous un commandement civil qui en ferait une simple force de police si la nouvelle Constitution entre en vigueur.

A Mindanao, où M. Aquino a lancé samedi un nouvel appel à la paix civile, aucun incident n'avait été signalé depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu provisoire entre le gouvernement et le FLIM. Les attaques anti-gouvernementales qui avaient précédé le cessez-le-feu paraissent résulter de la volonté des maquisards d'être reconnus par les autorités comme une force à part entière aux côtés de la principale insurrection du peuple Moro, celle du Front national de libération Moro (FNLMO), dirigée par M. Nur Misuari.

(Publicité)

Appel pour le retrait du projet de réforme du code de la nationalité

Le projet de réforme du code de la nationalité, adopté en conseil des ministres malgré l'avis du Conseil d'Etat, constitue une grave régression. En remettant en cause le droit du sol, il revient sur un principe très ancien dans notre droit, constamment réaffirmé par la tradition républicaine. Son adoption ramènerait plus de cent ans en arrière une législation qui a contribué à façonner le visage actuel de la France.

Les mesures proposées excluent de l'acquisition de plein droit de la nationalité française des enfants d'étrangers, nés en France, et qui y résident. Désormais ces jeunes devront réclamer la nationalité française, qu'ils ne pourront obtenir qu'à des conditions très sélectives et après une longue procédure.

Les conjoints de Français seront soumis aux incertitudes et à l'arbitraire de la procédure de naturalisation. Ce projet frappe ainsi de suspicion tout mariage mixte.

Il est faux de prétendre que ces mesures ont pour vocation « d'éviter d'intégrer des personnes qui ne le souhaitent pas ou n'en ont pas la conscience », ou de faire obstacle « à des actions frauduleuses ».

Ces dispositions sont indissociables de la loi du 9 septembre 1986 sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, dont l'application massive et sans retenue montre que nous ne nous étions pas trompés en dénonçant les dangers qu'elle faisait courir aux droits des immigrés et aux libertés publiques. La réforme du code de la nationalité, que rien ne justifie, n'est qu'une nouvelle concession aux discours racistes et xénophobes. Les mesures proposées excluront de la nationalité, donc livreront à l'arbitraire administratif et policier, des jeunes nés en France, y ayant toujours vécu, éduqués dans ce pays, essentiellement au motif que leur « sang » n'est pas français, comme si le fait d'être né et d'avoir été élevé dans un pays ne créait pas de liens aussi forts que la circonstance d'être né d'un père ou d'une mère qui en a la nationalité.

De telles dispositions, si elles étaient votées, viendraient renforcer encore la situation et le sentiment d'inégalité et de précarité des populations immigrées. Elles visent particulièrement des jeunes insérés par l'école ou des liens familiaux avec des Français. Leur retirer la certitude d'acquisition de la nationalité française, c'est accroître les difficultés d'insertion, c'est donc prendre le risque de déstabiliser la société tout entière.

Nous ne voulons pas croire que des parlementaires acceptent de voter un texte qui pose de tels problèmes moraux et politiques. Nous faisons appel à la conscience de chacun d'eux.

Les associations, mouvements et organisations soussignées appellent à une mobilisation et à des initiatives communes contre ce projet.

Signataires de l'appel

Accueil et promotion, Aide à toute détresse quart-monde, Agence Immédia, Alliance des équipes unionistes de France (solidarité, initiatives, communication), Association française d'anthropologie (AFA), Association française des juristes démocrates, Association de défense des droits de l'homme et des libertés démocratiques dans le monde arabe, Association des Français d'origine algérienne, Association démocratique des Français de l'étranger (ADFE), Association culturelle des Maghrébins de Sarcelles, Association des Marocains en France, Association des nanas beurs, Association Reflexion action prison et justice (ARAJEP), Association des travailleurs algériens en France (ATAF), Association des travailleurs arabes du Mans et de la Sarthe (ATAMS), Association des travailleurs du Kurdistan en France, Association des travailleurs marocains en France (ATMF), Association des travailleurs turcs (ATT), Association des travailleurs tunisiens en France (ATTF), Association Droits et nationalité, Association haute aide au femmes beuties, Association hors la zone (Paris), Association Le Relais (Paris), Association pour la création plastique et indépendante en Pologne (ACPLIP), Association pour le développement des relations entre les communautés (ADEREC), Association pour la diffusion du matérialisme (ADM), CEDETIM, Centre d'entraînement pour une méthode d'éducation active (CEMEA), Centre d'études et de dynamisation de l'émigration portugaise (CEDEP), Centre d'information et d'étude des migrations internationales (CIEMI), Chrétiens pour le socialisme, Collectif antiraciste et antifasciste de la Sarthe, Collectif antiraciste de L'Hay-les-Roses (34), Collectif féministe contre le racisme, Collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés, Collectif unitaire d'initiatives antiracistes KKK-KKK, Comité national d'action laïque (CNAL), Comité antiraciste des Impôts (CARIM), Comité J'y suis, j'y reste, Comité intermunicipaux auprès des évacués (CIMADE), Comité de liaison pour l'alphabetisation des populations (CLAP), Comité pour la défense des droits de l'homme en Pays basque (CDDHPB), Comité de soutien aux immigrés et d'action antiraciste de Rouen, Communauté de l'Arche Lanza del Vasto, Confédération française démocratique du travail (CFDT), Confédération française démocratique du travail - Fédération justice, Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV), Confédération syndicale de la famille, Conseil des associations d'immigrés en France (CAIF), Conseil de la communauté portugaise en France (CCPF), Convergence, Convergence pour l'égalité et contre le racisme (29), Coup de soleil, Culture et liberté, Démocrate et sécurité, Dialogue et coopération, Double expression, Droit et démocratie, Droits de l'homme et solidarité, Droits socialistes de l'homme (DSH), Eclaircisseurs et éclaircisseurs de France, Etudes et synthèses pour l'action culturelle, économique et sociale (Espaces 89), Expressions maghrébines au féminin (EMAF), Fédération des associations des Espagnols émigrés en France (FAEF), Fédération des associations de solidarité avec les immigrés (FASTI), Fédération des conseils de parents d'élèves, Fédération de l'éducation nationale, Fédération française des clubs Unesco, Fédération nationale des associations d'accueil et de réadaptation sociale (FNARS), Fédération nationale des associations pour l'enseignement et la formation des travailleurs immigrés et de leur famille (AFTFI), Fédération nationale Léo-Lagrange, Fédération des travailleurs d'Afrique noire immigrés (FRETANI), France Plus, France terre d'asile, Francs et franches camarades, Fraternité sans frontière, Gais pour les libertés, Génération 2001, Grain

de sel, Groupe d'études et de méthodes actives d'éducation (GERMAE), Groupe d'information et soutien aux travailleurs immigrés (GISTI), Groupement pour le droit des minorités, Identités Égalités, Information pour les droits des soldats, Comité droits et libertés dans l'institution militaire (COLIM), Inter service migrants (ISM), Jeunesse indépendante chrétienne (JIC), Jeunesse ouvrière chrétienne - Jeunesse ouvrière révolutionnaire féminine (JOC/JOCF), Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR), Ligue des droits de l'homme (LDH), Ligue pour la défense des droits de l'homme en Iran, Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente (LFEPP), Lettre (Temps présent), Logement et promotion sociale, La maison des femmes de Paris, La mémoire courte, Mission populaire évangélique de France, Mouvement pour une alternative non violente (MAN), Mouvement pour le désarmement, le paix et la liberté (MDPL), Mouvement français pour le Planning familial (MFPF), Mouvement gaulliste populaire (MGP), Mouvement de la jeunesse communiste française (MUCF), Mouvement international des juristes catholiques (action française), Mouvement international de la réconciliation (MIR), Mouvement des objecteurs de conscience (MOC), Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS), Mouvement jeunes femmes, Mouvement contre le racisme et l'antisémitisme (MRAJ), Mosquée finances, Nanterre 2000 (92), Non-violence 82, Nouvelle action royaliste (NAR), Parti communiste français (PCF), Parti communiste ouvrier de France (PCOF), Parti humaniste, Parti socialiste (PS), Parti socialiste unifié (PSU), Peuples solidaires, Parti pour une alternative communiste (PAC), Pour une éducation non sexiste, Radio Aigle, Radio Beur, Rassemblement des intellectuels contre le racisme, Regards et graphismes, Relais 59 (Paris), Réseau d'études, de formation et de liaison contre l'extrême droite et la xénophobie (REFLEX), Service interdiocésain des travailleurs immigrés (SITI), Solidarité Français-migrants (SFM), Socialisme et autogestion, SOS Racisme, Stop galère, Syndicat des avocats de France (SAF), Syndicat CFDT des travailleurs de l'éducation surveillée, Syndicat CGT des correcteurs de Paris et de la région parisienne, Syndicat des chômeurs, Syndicat de la magistrature (SM), Syndicat national CGT chancellerie, cours, tribunaux et conseils des prud'hommes, Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), Syndicat national des instituteurs et professeurs de collèges (SNIP/ECI), Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS-FEN), Service national de la pastorale des migrants, Solidarités internationales, Syndicat national des journalistes (SNJ), Syndicat national des personnels de l'éducation surveillée FEN (SNPF-FEN), Syndicat national unité des Impôts (SNUI), Syndicat des travailleurs de la recherche extra-métropolitaine (STREM), Théâtre de l'Opprimé, Union chrétienne des jeunes gens de France (UJCG), Union nationale des étudiants de France (UNEF), Union Nationale des Etudiants de France indépendante et démocratique (UNEF-ID), Union pacifiste de France (UPF), Union pour la promotion de la communauté noire française, Union nationaliste, Union de la résistance populaire contre la réaction, le fascisme et la guerre (URP), Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL), Union des travailleurs africains en France (UTAF), Union des travailleurs immigrés tunisiens en France (UGTSP), Université alternative antiraciste pour l'égalité (AARE), les Verts, Ville Nouvelle, Vivre ensemble, CNDTI, UEFF, JCR, SFA.

Pour s'associer à cet appel adresser signatures et pétitions à la Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.

Pour soutenir notre campagne envoyez vos dons à l'ordre de la Ligue des droits de l'homme.

هكذا من الأصل

La préparation du congrès du PS

Jeu de massacre

M. Pierre Mauroy a affirmé, le dimanche 18 janvier lors de l'émission « Les cahiers du Megahertz » de la radio 98,8 FM qu'il « pourrait » être candidat à l'élection présidentielle si les circonstances l'y conduisaient. M. Mauroy s'est « étouffé » de la polémique entre rocardiens et mitterrandistes. Au sujet de M. François Mitter-

rand, il a affirmé : « Le président de la République n'est ni un héros ni une tortue. D'une certaine manière, il est déjà au lit ». Les socialistes attendent sa « décision » afin qu'ils puissent « tous (...) se rassembler ».

M. Georges Sarre, député socialiste de Paris, et l'un des dirigeants de Socialisme et République (ex-CERES), a affirmé diman-

che, lors d'une réunion du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) que le débat du congrès « ne doit pas se fourvoyer plus longtemps » et qu'il doit porter sur « les questions de fond ». « Est-il normal, a-t-il demandé, que la question des alliances soit présente dans la presse et absente des premiers débats ? »

Un congrès socialiste ? Peut-être. Un sac d'embrouilles ? Sûrement. La préparation du congrès socialiste de Lille prend décidément une tournure curieuse. Alors que les idées des différents courants — à en croire du moins leurs contributions — n'ont sans doute jamais été aussi proches, le courant mitterrandiste dominant s'emploie à déboucher des différences qui, en d'autres temps, auraient été effacées en trois coups de cuiller à pot par n'importe quelle commission des résolutions souscrite d'arriver à un accord.

C'est qu'il faut que tout le monde se compte. Pas sur des idées, ou si peu. Mais pour des enjeux de pouvoir interne et parce que l'élection présidentielle approche.

A l'intérieur du courant A (mitterrandiste), la question du renouvellement de la direction continue d'empoisonner l'atmosphère. L'affaire Poperen — dépeçant maintenant la question de la personne du numéro deux du PS, car elle est devenue l'un des éléments de la rivalité entre les chefs du courant. La « guerre de cent ans » entre MM. Lionel Jospin et Pierre Joxe s'est rallumée. Les amis du premier accusent le second de nourrir une campagne contre leur chef de file et passent à la contre-attaque.

Les partisans du président du groupe parlementaire ne cachent pas l'agacement qu'ils éprouvent devant la gestion « jospiniste » du parti.

La question Rocard

La question Rocard est aussi une pomme de discorde potentielle entre les dirigeants mitterrandistes. M. Jospin veut pousser M. Rocard à se compter, en espérant voir l'ancien ministre atteindre un score moins élevé qu'au congrès de Toulouse de 1985. Mais comment nourrir une querelle destinée à pousser à la motion un Michel Rocard qui ne veut pas y aller, sans, du même coup, affaiblir ses chances au cas où M. Mitterrand ne se présenterait pas ?

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans la publication, dans le Monde daté 18-19 janvier, des résultats des élections régionales du 16 mars en Haute-Corse. Les résultats officiels sont les suivants : Inscr., 114 763 ; abs., 23,50 % ; suffr. expr., 86 110. RPR (M. J.-C. Colonna), 16 542 voix, 8 élus ; MRG (M. Giacobbi), 18 441, 8 élus ; UDF (M. Arrighi de Casanova), 8 989, 4 élus ; CNIP (M. Chierelli), 7 836, 3 élus ; PS (M. Motroni), 7 588, 3 élus ; UPC-MCA (M. Sirendi, UPCI), 7 214, 3 élus ; PC (M. Stuphan), 6 901, 2 élus ; PC-diss. (M. Padovani), 4 462, 2 élus ; FN (M. Calandini), 4 122, 2 élus ; div. g. (M. X. Colonna, MRG-diss.), 3 132, div. opp. (M. Orsattoli), 2 280 ; RPR-diss. (M. Bartoli), 1 604.

DE GAULLE EST DANS VIDEOMAG

Telephone et Coluche aussi !

LE PREMIER MAGAZINE MENSUEL SUR CASSETTE VIDEO VHS DE 3 HEURES REUTILISABLE.

GRANDES SURFACES, FNAC ET VIDEO-CLUBS 57 F. PRIX MAXIMUM.

che, lors d'une réunion du Mouvement de la jeunesse socialiste (MJS) que le débat du congrès « ne doit pas se fourvoyer plus longtemps » et qu'il doit porter sur « les questions de fond ». « Est-il normal, a-t-il demandé, que la question des alliances soit présente dans la presse et absente des premiers débats ? »

Quant aux amis de M. Chevènement, soudainement vertueux, ils appellent désespérément au débat d'idées, tout en sachant très bien que le principal débat que M. Jospin voudrait avoir avec eux, c'est savoir combien il pèsent dans le parti. Ce qu'ils sont eux-mêmes moins pressés de vérifier.

Mais il n'y a pas à se tromper. Comme le dit M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, dans l'Express : « L'unité est souhaitable avec Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement, après qu'ils se seront comptés ».

Bouches-du-Rhône, qu'il compte « beaucoup d'amis » dans sa fédération, il veut quand même ramener le ministre de l'Agriculture de 10 % à 4 % des mandats des Bouches-du-Rhône. Nul doute que M. Rocard apprécie cette preuve d'amitié.

Quant aux amis de M. Chevènement, soudainement vertueux, ils appellent désespérément au débat d'idées, tout en sachant très bien que le principal débat que M. Jospin voudrait avoir avec eux, c'est savoir combien il pèsent dans le parti. Ce qu'ils sont eux-mêmes moins pressés de vérifier.

Mais il n'y a pas à se tromper. Comme le dit M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS, dans l'Express : « L'unité est souhaitable avec Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement, après qu'ils se seront comptés ».

JEAN-LOUIS ANDREANI.

Petites manœuvres d'avant-campagne

Ce cher CNI...

Dans la concurrence que MM. Jacques Chirac et Raymond Barre se livrent depuis des électeurs de droite, sous l'œil gourmand de M. Jean-Marie Le Pen, il n'y a pas de petits placements ni de petits renforts. Et encore moins de petits moyens pour se faire des amis ou... se défaire des adversaires potentiels.

M. Yvon Briant, député non inscrit du Val-d'Oise, en sait quelque chose. Depuis qu'il a spectaculairement claqué la porte du groupe de M. Le Pen au Palais-Bourbon, l'été dernier, le nouvel animateur du Centre national des indépendants et paysans (CNIP), qui cherche à redorer le blason de ce vieux parti cher à M. Antoine Pinay, avec la complicité de son président, M. Philippe Malaud, est devenu un homme très courtisé, à la fois par les chiraquiens et les barriéristes.

Le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, lui porte une attention quasi fraternelle. L'hôtel Maiton tient ses favoris à sa disposition. On a même pensé à lui, « en haut lieu », quand il était question de procéder à un remaniement gouvernemental plus vaste, le faisant même contacter pour savoir s'il accepterait éventuellement le secrétariat d'Etat à la formation professionnelle.

Mais on voit aussi M. Briant, souvent, en compagnie de MM. Philippe Mestre et Charles Millon, deux des principaux lieutenants de M. Barre, tandis que M. Le Pen continue de lui manifester certains égards en dépit de sa « trahison ».

Or, le nouveau secrétaire général adjoint du CNI, qui joue sur du velours, ne se presse surtout pas de prendre part dans ces manœuvres d'avant-campagne présidentielle. Au contraire, il s'emploie plus que jamais à orienter sa petite formation, tiraillée en permanence, ces dernières années, entre le RPR, l'UDF et le Front national, sur une voie autonome, en s'adressant en même temps aux « déçus » du libéralisme et à

ceux de l'extrême droite. Et, apparemment, cet ancien nageur de combat de la base d'Aspreto, brillamment reconverti dans le monde des affaires, engrange déjà quelques bénéfices.

Son « tour de France » des amis du CNI, qu'il conduit à se rendre depuis l'été dans une soixantaine de départements, lui permet de constater, semaine après semaine, que certains membres du RPR ou du Front national, il enregistre notamment des ralliements dans les départements de l'Ouest, la Seine-Maritime, les Landes, le Doubs, ainsi qu'à Paris.

M. Malaud et lui-même sont donc encouragés à persévérer dans leur entreprise.

Contre-offensive croisée

Mais personne, parmi ceux qui le courtisent, n'a vraiment intérêt à ce que le CNI réussisse à élargir son audience dans le pays. Le RPR en a certes besoin sur ses marges pour affaiblir le Front national de réduire le champ des barriéristes, mais à condition, évidemment, que cela ne se fasse pas à ses dépens. M. Barre en a besoin, lui, pour des raisons totalement inverses. Quant à M. Le Pen, il ne désespère pas de le séduire. Bref, pour les uns et les autres, plus le CNI bouge, plus il devient urgent d'essayer de le maîtriser afin d'être assuré de son soutien au moment crucial.

C'est ainsi que M. Briant sera le cible d'une contre-offensive croisée à l'occasion de la prochaine réunion du comité directeur du parti qui doit aboutir, le jeudi 22 janvier, au renouvellement du bureau national du CNI. Le député du Val-d'Oise, qui briguera ce jour-là le poste de secrétaire général, veut s'opposer à sa stratégie M. Michel de Rostolan, député de l'Eure, membre du groupe de M. Le Pen au Palais-

Bourbon, dont l'objectif est d'annuler le CNI à l'extrême droite, avec l'appui du courant intégriste qui reprochait à M. Briant, en novembre dernier, de n'avoir pas signé une proposition de loi demandant l'abrogation de l'interdiction volontaire de grosses (le Monde du 19 novembre).

Le numéro deux du CNI subira également un nouvel assaut du courant pro-RPR, animé par les dirigeants de la fédération de Paris, MM. Jacques Féron, député appartenant RPR, et Michel Junot, rédacteur de la Ville de Paris, qui n'ont pas donné suite à l'annonce de leur démission, en mai, à l'époque où ils accusaient M. Briant de vouloir « infirmer » le CNI au Front national. Par leur intermédiaire, l'état-major national du RPR s'apprête, de toute évidence, reprendre le contrôle du bureau du parti afin d'éviter toute « mauvaise surprise ».

Bien qu'il paraisse assuré d'être soutenu par la majorité des membres du comité directeur et qu'il puisse se prévaloir du regain d'adhésions constaté ces temps-ci sous son impulsion (plus de vingt-cinq mille adhésions revendiquées), le député du Val-d'Oise peut difficilement, pour sa part, s'écarter de ces divergences. Il paraît donc enclin à proposer à ces contestataires un compromis qui consisterait à leur faire une petite place au sein du bureau de ce parti, à la condition, toutefois, que les uns et les autres s'engagent par écrit à soutenir, quel qu'il soit, le moment venu, le candidat du CNI pour l'élection présidentielle, ou, au moins, à ne pas critiquer ce choix.

Autant dire que toutes ces manigances promettent divers rapprochements, à une seule conclusion s'impose pour l'instant : il n'est décidément pas très facile de prétendre à l'indépendance politique... surtout chez les indépendants !

ALAIN ROLLAT.

Les débats à l'intérieur du PC

Quand les « rénovateurs » deviennent des « liquidateurs »...

Les « rénovateurs » du Parti communiste sont devenus, dans la terminologie officielle, des « liquidateurs ». Février 1985 : la direction, estimant que le Parti est assez fort pour le supporter, fait réélire au comité central « quelques camarades » qui ne sont pas d'accord avec la ligne définie au vingt-cinquième congrès. Avril 1986 : M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, reconnaît l'existence d'une « minorité » au sein du parti (le Monde du 8 avril). Janvier 1987 : M. Georges Marchais, secrétaire général, dénonce les « rénovateurs » en les qualifiant, pour la première fois publiquement, de « liquidateurs » du parti (le Monde du 16 janvier). Un cohabitation mouvementée, de près de deux ans, est-elle en train de prendre fin ?

L'accord ne cesse de grandir au sein du parti sur la politique que nous avons décidée au vingt-cinquième congrès et que nous mettons en œuvre de manière créative. Si mes souvenirs sont exacts, les documents la définissant ont été adoptés à l'époque à 95 % ou 96 %. J'ai la conviction que nous sommes aujourd'hui plus nombreux encore à considérer que c'est la bonne politique, celle qu'il fallait décider à l'époque et qu'il faut mettre en œuvre aujourd'hui. Tel était le jugement que portait M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, lors de l'émission « Le grand jury RTL-le Monde », le 30 novembre dernier. Il affirmait alors que son parti compterait plus d'adhérents à la fin 1986 qu'en 1985, soit « plus de six cent mille ».

Les affirmations du dirigeant communiste sont vraies et fausses en même temps. A l'évidence — qui pourrait le contester ? — une fronde sans précédent depuis la Libération s'est emparée du parti dès après l'échec électoral des législatives de mars dernier (9,7 % des suffrages). Il est tout aussi évident qu'elle ne s'est pas développée à la hauteur des ambitions de ceux qui y avaient placé leur espoir. L'appareil à leur raison des velléités de changements, de démocratisation interne et de rénovation. L'échec est patent, pour les contestataires, dans la partie incertaine qui s'est jouée ces derniers mois.

Le comité central du PCF n'a-t-il pas adopté une résolution au cours de la session du « parlement » communiste des 24 et 25 mars 1986, désapprouvant l'attitude de M. Pierre Juquin pendant la campagne des législatives ? Les contestataires n'ont-ils pas publié, dans la foulée, un appel signé par mille communistes réclamant un vingt-sixième congrès extraordinaire (le Monde du 2 avril) ?

Invité du « Forum de RMC », le 6 avril, M. André Lajoinie n'a-t-il pas admis l'existence d'une « minorité » à l'intérieur du parti ? Les contestataires de Meurthe-et-Moselle, du Rhône, d'Isère, du Puy-de-Dôme, de l'Hérault, entre autres départements, n'ont-ils pas tenté de s'organiser pour faire émerger publiquement leurs points de vue ? La direction du parti n'a-t-elle pas tenu, de son côté, des réunions regroupant, à diverses reprises, plusieurs directions fédérales (le Monde du 13 mai) afin d'affiner son activité d'écoute-contrôle de la base ?

L'inévitable : la lassitude

Les membres du comité central, après avoir appris, le 12 mai, que M. Marchais ne serait pas candidat à l'élection présidentielle, n'ont-ils pas voté une résolution « contre l'organisation fractionnelle dans le parti » qui visait implicitement la fédération de Meurthe-et-Moselle ? Les « rénovateurs » de cette fédération n'ont-ils pas maintenu leur position, malgré la mise en garde de la direction ?

Inévitablement, cette dernière n'a-t-elle pas poursuivi la normalisation dans le Puy-de-Dôme et dans le Finistère (le Monde du 24 mai), les contestataires y voyant, parfois, une « résurgence du stalinisme » dans le parti ? Les « rénovateurs » n'ont-ils pas — second coup de boutoir — publié un nouvel appel à congrès « urgent » (le Monde du 14 juin) signé cette fois par trois mille communistes ? N'est-il pas resté lettre morte, risquant de provoquer, chez les pétitionnaires, une déception et un abandon à la mesure de l'espérance que, pour certains, il avait soulevé ?

Il n'est pas nécessaire de poursuivre plus avant cette liasse. Elle prouve que dans cette bataille d'appareil, véritable guerre de tranchées, la direction a tenu bon après quelques flottements et que les opposants à « la ligne » n'ont guère marqué de points. Ou plus exactement, ils n'ont pas progressé de façon assez conséquente pour se situer en force de remplacement à l'intérieur du parti. Leur hétérogénéité, leur volonté de ménager l'attachement au parti des militants et l'absence de programme n'y ont pas été pour rien.

OLIVIER BIFFAUD.

(1) Selon le chercheur Philippe Buton, le PCF comptait 380 000 membres en 1984 (revue « Communisme » n° 7 de 1985).

M. Bérégovoy :

Trois Français sur cinq

M. Pierre Bérégovoy, invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le dimanche 18 janvier, a affirmé, à propos de la politique du gouvernement : « M. Jacques Chirac ne s'est pas comporté comme un chef de gouvernement. Il s'est comporté comme un chef de clan. (...) La paix sociale compromise, l'économie en panne, le franc dévalué, la RPR divisée, voilà le bilan de M. Chirac ! » Pour l'ancien ministre de l'économie et des finances, « rassembler la France (...) est une exigence patriotique » pour les socialistes, qui doivent ambitionner de rassembler « trois Français sur cinq ».

Par ailleurs, M. Bérégovoy a évoqué la polémique entre mitterrandistes et rocardiens pour affirmer que si M. Rocard « s'est égaré », il « a eu tort ». M. Bérégovoy pense qu'il

PROPOS ET DÉBATS

comité directeur de synthèse, le PS trouvera « une formule qui apaisera les passions qui sont nées ».

M. Labbé (RPR) :

équivoque

« La cohabitation pratiquée dans les plus mauvaises conditions ne permet guère au gouvernement que d'expédier les affaires courantes », déclare M. Claude Labbé, ancien président du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Pour lui, la cohabitation est un phénomène aberrant qui n'est pas conforme à l'esprit des institutions de la V^e République. Les conditions dans lesquelles s'effectue aujourd'hui le déséquilibre des pouvoirs desservent à la fois la fonction du président de la République et celle du premier ministre (...). Il s'agit d'une situation médiocre, équivoque ».

M. Toubon :

encerclément

M. Jacques Toubon, qui était dimanche janvier, l'invité du Forum RMC-FR 3, a vigoureusement critiqué le Parti socialiste, coupable à ses yeux de ne présenter aucune « solution alternative » crédible à la politique du gouvernement et coupable également d'avoir voulu « à travers l'angoisse des jeunes, faire beaucoup de politique ». D'autre part, le secrétaire général du RPR a dénoncé en M. Jospin « un irresponsable » qui voudrait porter tort à la force de frappe puisque, a-t-il expliqué, le premier secrétaire du PS a mis en cause l'utilité des essais nucléaires de Mururoa. Après avoir affirmé que le président de la République « est indiscutablement le chef des socialistes », M. Toubon s'est « interrogé », sur « la stratégie d'encerclément du pouvoir » d'un parti qui, selon lui, « est un encéphalogramme plat ».

LA POSTE VEND PARIBAS.

PARIBAS ouvre ses portes aux actionnaires. Aujourd'hui 19 janvier LA POSTE ouvre ses portes aux actionnaires de PARIBAS. Tout près de chez vous, dans les 17.000 bureaux de poste, les actions d'un des premiers groupes bancaires et financiers français sont à vendre. Alors n'attendez pas, courez à LA POSTE acheter PARIBAS.

Une note d'information (visa COB n° 86-449 du 19.12.86) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des guichets de poste chargés de la vente des actions.

LA POSTE 

Politique

En Polynésie française

M. Flosse désavoue spectaculairement une décision de justice

Papeete
correspondance

M. Gaston Flosse, secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique-Sud et président du gouvernement territorial de la Polynésie française, vient de désavouer spectaculairement une décision de justice en se livrant à une démarche sans précédent dans les annales politiques et judiciaires.

En compagnie des deux députés RPR du territoire, MM. Edouard Fritch et Alexandre Leontieff, et des conseillers territoriaux composant sa majorité locale, M. Flosse a en effet effectué, vendredi 16 janvier, à 11 h 30 (dans la nuit de vendredi à samedi en métropole) une visite imprévue à la prison de Nuutania, située à Fa'a, près de Papeete, pour donner publiquement... l'accolade à un de ses amis, M. Guy Sanquer, lui aussi conseiller territorial, écroué après une inculpation pour « abus de confiance, faux et usage de faux en écritures privées » et accusé d'avoir détourné 1 100 000 francs.

On a vu ainsi, dans la cour de cette prison, le secrétaire d'Etat et ses collègues, couronner de colliers de fleurs cet ami dans l'affliction, sous le regard ébahi du directeur de l'établissement pénitentiaire. Les caméras de RFO avaient été mobilisées pour la circonstance et toute la population polynésienne put ainsi découvrir, le soir, au cours du journal télévisé, cette « scène poignante », selon le commentaire du journaliste chargé de la présenter.

Cette manifestation d'amitié peu banale faisait suite à la décision de la chambre d'accusation du tribunal de Papeete de prolonger la détention préventive de M. Sanquer. Dans un communiqué officiel, la parti de M. Flosse, le Taiohanea-Huiraatara, affirmait vendredi soir : « Ce matin, la chambre d'accusation a refusé au conseiller Guy Sanquer sa mise en liberté. Convaincu que cette déci-

sion ne se justifiait pas, le président Flosse, accompagné du président de l'assemblée territoriale, de ses ministres, des conseillers territoriaux et de plusieurs membres de son cabinet, a tenu à manifester à Guy Sanquer qu'il lui conservait son amitié et son estime. »

Sans la moindre nuance d'ironie, ce communiqué des services de la présidence territoriale précisait : « Respectueux de la justice, le président Flosse a toutefois décidé d'attendre Guy Sanquer devant les portes de la prison et non à la sortie du palais de justice. » Quant aux élus de ce parti, ils attribuaient en chœur, dans une motion, la cause des difficultés de M. Sanquer « aux manœuvres politiques de l'opposition ».

« Il fait partie de la famille »

M. Sanquer a été inculpé en septembre dernier, et placé sous contrôle judiciaire à la suite d'une patiente enquête de deux ans effectuée par les gendarmes de la brigade de recherches. On lui reproche notamment d'avoir détourné une partie d'une subvention - qui s'élevait à vingt millions CFP - destinée à une association d'agriculteurs de Raiatea, chef-lieu des îles Sous-le-Vent. Tête de liste du Taiohanea à Raiatea, M. Sanquer avait été l'artisan de la victoire de M. Flosse dans cette circonscription lors des dernières élections territoriales, le 16 mars. Dans ce sief traditionnel de l'opposition, il avait remporté presque la totalité des sièges. Son incarceration à Nuutania, il y a dix jours, avait été perçue comme un affront par M. Flosse.

Lundi matin, les magistrats, piqués au vif par la réaction de la présidence, se sont réunis à Papeete pour examiner les développements de cette affaire, abondamment commentée par l'ensemble de la population. Selon certaines sources, ils auraient déjà saisi la chancellerie.

Cumuls

M. FLOSSE détiend déjà, en Polynésie, le pouvoir législatif. Son parti dispose en effet, depuis le 16 mars, de la majorité absolue à l'assemblée territoriale.

Président du gouvernement du territoire, et gérant, à ce titre, le statut d'autonomie interne, qui a transféré aux élus locaux de vastes compétences exécutées naguère par l'Etat, M. Flosse détiend aussi, localement, le pouvoir exécutif.

Membre du gouvernement de la République française, au poste de secrétaire d'Etat chargé des problèmes du Pacifique sud, M. Flosse incarne, en outre, aux yeux des Polynésiens, le pouvoir central.

Enfin M. Flosse, ancien député RPR, dispose apparemment d'un capital illimité de confiance auprès de M. Chirac qui voit en lui, ainsi qu'il le disait à Papeete en octobre dernier, « beaucoup plus qu'un ministre, plus qu'un président de gouvernement : un frère ».

Si l'exercice de ces pouvoirs cumulés s'inscrivait dans un système institutionnel soumis à quelques contraintes que ce soit, la singularité de cette situation pourrait être imputée à la « sensibilité » locale. Tel n'est pas le cas. C'est le sénateur centriste du

territoire, M. Daniel Millaud, bariste fervent, qui faisait remarquer, pour le regretter, le 22 novembre au palais du Luxembourg, que le pouvoir personnel de M. Flosse s'exerçait sous « une tutelle administrative moribonde » et « une tutelle budgétaire inexistante ».

A la rigueur, si la pratique de ces pouvoirs exorbitants était réputée pour ses vertus libérales et démocratiques, cette situation trouverait peut-être sa place au simple chapitre de la « spécificité » prévue par la Constitution pour l'outre-mer. Mais tel n'est pas le cas non plus si l'on en juge par le climat politique qui règne en Polynésie où diverses « affaires » valent à M. Flosse d'être accusé par ses adversaires d'« énarisme, ingérence et corruption » (Le Monde daté 23-24 novembre).

Voilà pourquoi le spectaculaire défi lancé aujourd'hui par cet homme-orchestre au pouvoir judiciaire ne saurait être interprété comme une simple extravagance, sauf à considérer que l'intéressé peut agir en Polynésie selon son bon plaisir, avec la bénédiction des plus hautes autorités de l'Etat.

A.R.

Au conseil régional du Centre

M. Bassot (PR) invalidé

LIMOGES
de notre correspondant

Le Conseil d'Etat vient d'annuler l'élection au conseil régional du Centre, le 16 mars dernier, de M. Hubert Bassot (PR), ancien chargé de mission auprès de M. Valéry Giscard d'Estaing de 1973 à 1981, au motif qu'il ne payait aucun impôt dans le département de l'Indre où il s'était présenté. Il sera remplacé à l'assemblée générale par son second de liste, M. Jacques Morin (CDS), ancien maire d'Euclisse (Indre).

M. Bassot, maire de Tincelbray (Orne), a été « parachuté » dans l'Indre, aux élections législatives du 16 mars, pour figurer en position éli-

gible sur une liste d'union de la majorité conduite par M. Michel Aurillac (RPR), vice-président du conseil général, aujourd'hui ministre de la coopération. Mais l'ancien député de l'Orne s'est heurté au refus catégorique de M. Daniel Bernardet (UDF), maire de Châteauneuf, de lui céder la seconde place, ce qui, en dépit des accords nationaux de l'extension de ce dernier de l'UDF, a entraîné l'organisation d'une primaire, dont M. Bassot est sorti vaincu, sa liste ne recueillant que 8,49 % des suffrages.

Il était néanmoins élu au conseil régional, à la tête d'une liste qui avait obtenu 10,73 % des voix.

G.C.

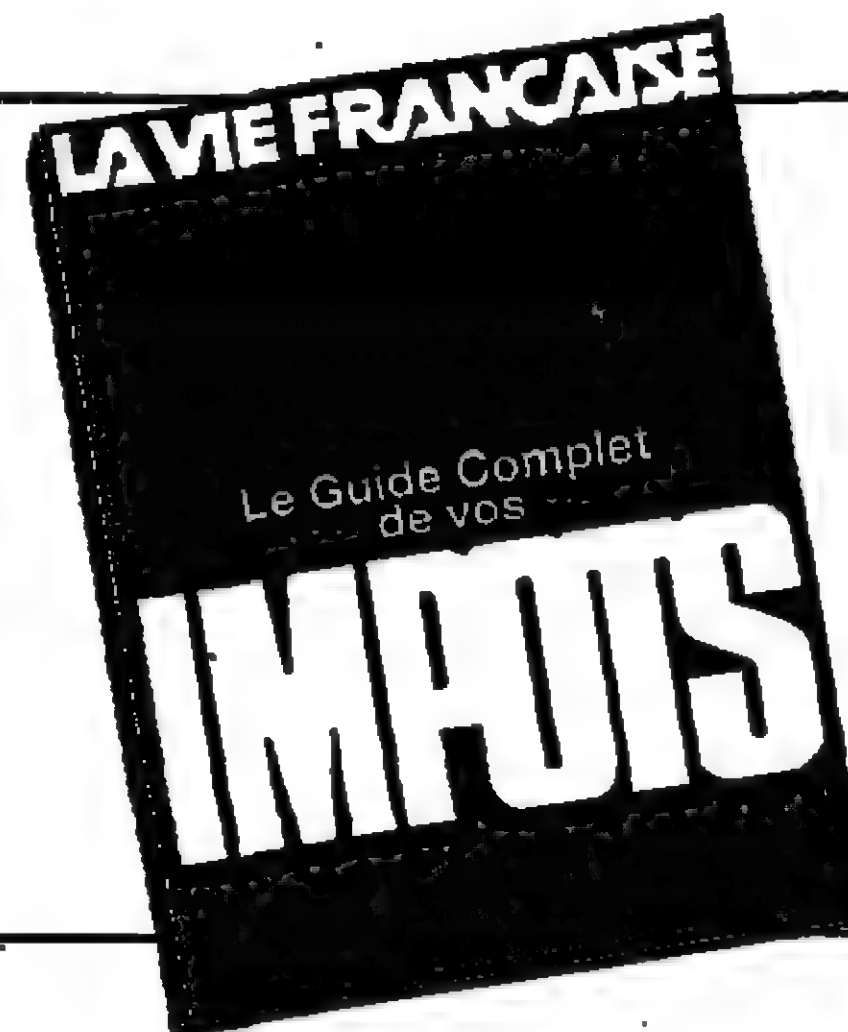
LE MONDE
diplomatique

PHILIPPINES

L'EFFORT DE RECONSTRUCTION
A L'EPREUVE DES FAITS

NUMERO DE JANVIER - EN VENTE PARTOUT

Nos lecteurs paieront moins d'impôts!



Avec ses 286 articles et presque autant d'astuces, vous saurez comment déclarer les SICAV, les Fonds communs de placement...

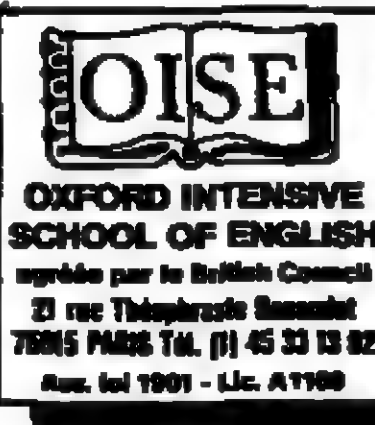
En un mot, vous profiterez du régime fiscal le plus favorable.

Réservez-le dès maintenant chez votre marchand de journaux. Offrez-le à vos amis!

En vente 6 semaines à partir du 17 janvier - 18 F

VOUS ECRIVEZ ?

Romans, poésies, récits, essais, mémoires. Nous vous éditerons sous contrat garantissant vos propriétés littéraires, commerciales et la publicité. Renseignements : Editions La Bruyère, 128, rue de Belleville, 75020 Paris.



L'ANGLAIS
A
OXFORD

Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toute durée, pour écrit et oral : BAC - HEC SCIENCES-PO DEUG - LICENCE CAPES

PREMIERES

Il y a ceux qui ouvrent des voies et il y a ceux qui les suivent. Il y a des entreprises innovatrices, des managers qui anticipent, il y a aussi des écoles qui innoveront. L'ISG est de celles-là. Depuis vingt ans, elle a pris l'habitude de créer des premières et se prépare à conquérir de nouvelles frontières.

LA PREMIERE ECOLE DE GESTION A ENSEIGNER LE MANAGEMENT COMPARÉ

En Europe, aux USA, au Japon, en Chine et en Corée, nos étudiants des 2^e et 3^e cycles multinationaux s'imprègnent, sur le terrain, des caractéristiques de ces économies.

LA PREMIERE ECOLE DE GESTION A ENSEIGNER «L'ACTION TERRAIN»

Chaque étudiant de nos 2^e et 3^e cycles nationaux ou multinationaux enrichit ses études théoriques par une expérience pratique de management dans le cadre du PROJET. En définissant, élaborant et réalisant par équipe un projet, les étudiants de l'ISG se préparent aux réalités de leur future entreprise.

LA PREMIERE ECOLE DE GESTION A DEVELOPPER LE THEME «CREATION D'ENTREPRISE»

Il y a 10 ans, l'ISG lançait la première journée d'envergure nationale en réunissant plus de 10 000 personnes sur le thème de la création d'entreprise. Aujourd'hui le pourcentage de créateurs d'entreprise à la sortie de l'école est le double de la moyenne nationale.

LA PREMIERE ECOLE DE GESTION A S'EXPORTER AU JAPON, EN CHINE ET EN COREE

Chaque année, 350 étudiants des cycles multinationaux se familiarisent directement avec les cultures, les coutumes et les techniques de management du Japon à l'IMUJA (International Management University of Asia à Tokyo) et de la Chine à l'UIBE (University of International Business and Economics à Pékin) et au G.I.F.T. (Guangzhou Institute of Foreign Trade à Canton).

L'ISG POUR ETRE DANS LES PREMIERS

Institut Supérieur de Gestion

Etablissement libre d'enseignement supérieur
8, rue de Lota 75116 Paris - Tél (1) 47 27 95 99

LE SENS DE LA REUSSITE



Société

JUSTICE

L'affaire du Carrefour du développement

Les déclarations de M. Chalié sur sa rencontre avec M. Pasqua

M. Yves Chalié, principal inculpé de l'affaire du Carrefour du développement, aurait personnellement rencontré M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, dans le courant du mois d'avril 1986, soit quel- que temps seulement avant de prendre la fuite vers le Brésil : c'est ce qu'a affirmé l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucci, vendredi 16 janvier, lors de sa dernière audition par M. Jean-Pierre Michau, juge d'instruction en charge du dossier. L'information, relatée par le *Journal du Dimanche* du 18 janvier, a provoqué un vif démenti du ministre de l'Intérieur.

Plusieurs journaux, notamment *Libération* et le *Canard enchaîné*, avaient déjà évoqué la possibilité d'une rencontre entre M. Pasqua et M. Yves Chalié, mais c'est la première fois que, par procès-verbal, l'inculpé s'exprime lui-même à ce sujet. Vendredi 16 janvier, l'audition à laquelle il participait touchait à sa fin lorsque le juge lui demanda si, comme cela était affirmé ici et là, il était vrai qu'il avait rencontré M. Charles Pasqua avant de s'enfuir au Brésil. M. Yves Chalié répondit par l'affirmative. La rencontre, précise-t-il, avait eu lieu quelques jours après qu'il eut rencontré M. Mitterrand, à l'Élysée, le 15 avril 1986. M. Pasqua lui avait donné rendez-vous avenue Montaigne, à Paris, dans les locaux du Club 69 que dirige M. Michel Aurillac, ministre de la coopération. Il lui demanda des précisions sur la situation financière du Carrefour du développement, puis le dirigea vers l'un de ses proches, M. Jacques Delebois, qui n'était encore que simple commissaire divisionnaire.

Aussitôt après cette audition, M. Jean-Pierre Michau devait rencontrer M. Yves Chalié, procureur général de la cour d'appel de Paris, et M. Michel Reynaud, procureur de Paris, tous deux récemment nommés. Les magistrats du parquet ont été informés du tour pris par le dossier.

Qu'est-ce qui pousse M. Yves Chalié à briser ses derniers vœux ? En se rendant à la justice, en novembre 1986, après six mois de

cavale, le fugitif avait remis son « vrai-faux » passeport assorti d'un « vrai-faux » permis de conduire. De rapides vérifications avaient permis de savoir que ces pièces lui avaient été fournies par la DST, alors qu'il était déjà recherché. Du même coup, le dossier Carrefour du développement changeait de nature : il n'était pas seulement symbole de la malhonnêteté de certains socialistes dans le maniement des fonds publics, il devenait l'exemple d'une manipulation politico-policière menée par une membre de la majorité contre l'opposition. Rapidement se succédèrent les informations, mettant en cause M. Jacques Delebois, chef du service de coopération technique internationale de police (SCTIP), inculpé peu après, puis M. Bernard Gérard, directeur de la DST, service où avait été partiellement fabriqué le faux passeport, enfin M. Pasqua lui-même qui, supérieur hiérarchique de M. Gérard, aurait donné son aval à la délivrance de la fausse pièce d'identité.

L'avocat de M. Chalié se refuse « à infirmer ou à confirmer »

M. Yves Chalié, le principal accusé dans l'affaire du Carrefour du développement, a « été manipulé par tout le monde », a affirmé le lundi 19 janvier l'un de ses deux avocats, M^{rs} Xavier de Roux.

S'exprimant sur Europe 1, M^{rs} de Roux a estimé que « ce que dit mon client est la vérité ». Toutefois, l'avocat s'est refusé « à infirmer ou à confirmer » les informations faisant état d'une rencontre entre M. Yves Chalié et le ministre de l'Intérieur Charles Pasqua.

M^{rs} de Roux a estimé que, dans cette affaire, il ne fallait pas mélanger « les manipulateurs et les manipulés ».

L'ancien chef de cabinet de M. Nucci était, jusqu'à présent, resté muet sur sa rencontre avec le ministre, comme s'il voulait se garder en réserve une ultime carte de négociation. Selon certaines sources, en effet, M. Yves Chalié aurait manifesté le désir de négocier son silence contre une rapide remise en liberté. Lui a-t-on fait savoir qu'aucun arrangement n'était possible ? Le récent refus du juge d'instruction d'ordonner sa mise en liberté l'a-t-il encouragé à franchir un pas supplémentaire ? A-t-il pensé que moins il en cachait, plus il serait en sécurité lorsqu'il sortirait de prison ?

Quoi qu'il en soit, M. Yves Chalié parle aujourd'hui. Certes l'accusateur n'est pas, comme on dit, au-dessus de tout soupçon, mais c'est grâce au rapport de M. Yves Chalié envoyé du Brésil que de graves accusations ont été portées contre M. Nucci ? Ceux qui contestent aujourd'hui son témoignage sur M. Pasqua sont les mêmes qui lui faisaient crédit lorsqu'il accusait l'ancien ministre de la coopération.

La filière des jeux

Ces rebondissements intervenant le jour même où, à Paris, expulsé du Brésil, M. Jules-Philippe Fillipeau chez qui M. Yves Chalié avait trouvé refuge en quittant, en mai 1986, Paris. Citoyen français considéré comme le chef de la mafia du vidéo-poker au Brésil, M. Jules-Philippe Fillipeau avait monté avec M. Yves Chalié, alias Yves Navarro, et M. Arnaldo Campana, ancien chef de la police de l'État de Rio, destinée pour corruption, la société Terrarum, entreprise d'import-export installée à Rio. Les inspecteurs de la brigade financière qui, le 17 janvier, attendaient M. Jules-Philippe Fillipeau à l'aéroport de Roissy ont immédiatement interpellé. Ce lundi matin, il était toujours placé en garde à vue. L'interrogatoire des policiers a notamment porté sur les circonstances qui ont permis à M. Yves Chalié d'entrer en possession du

« vrai-faux » parvenu au Brésil grâce à l'entremise de M. Jacques Delebois.

Depuis quelques semaines, les enquêteurs ont considérablement avancé dans leurs investigations, mettant en lumière de nouvelles complications, notamment dans le milieu des jeux en France. Dans un interview au *Point*, M. Yves Chalié avait déjà expliqué que avant de quitter Paris, son ami Delebois l'avait envoyé prendre avis chez un comptable parisien qui s'est révélé être un collaborateur de M. Jean-Dominique Fraton, ancien patron du casino Ruhl, à Nice, récemment rouvert après cinq ans de fermeture. Mais la filière des jeux ne s'arrête pas là. C'est ainsi que, la semaine dernière, le juge d'instruction a discrètement entendu le docteur Pierre Chiarelli, qui, le 23 mai 1986, a rapporté de Rio le rapport de M. Yves Chalié sur le Carrefour du développement, ainsi que les deux photos qui ont servi à la confection du « vrai-faux » passeport.

Au terme de douze heures de garde à vue, le docteur Chiarelli a reconnu que son avion à peine posé à Roissy, il avait été appelé à la coupée par l'hôtesse qui l'avait fait débarquer le premier. Au bord de la passerelle, dans la zone internationale, l'attendaient deux hommes qui lui ont fait traverser les contrôles de police et de douane sans qu'il ait à dévoiler son identité et sans que ses bagages soient fouillés. Le docteur Chiarelli a assuré qu'il ignorait l'identité de ces hommes, mais, selon les enquêteurs, il ne fait aucun doute que l'un des deux était un policier, vraisemblablement membre de la police de l'air et des frontières (PAF). L'autre, contrairement à ce que nous avons écrit (*Le Monde* du 17 janvier), était, d'après lui, non pas un policier, mais le responsable d'un important cercle de jeux parisiens.

C'est ce dernier qui aurait personnellement rapporté au ministère de l'Intérieur — où il a ses entrées — les photos d'identité de M. Yves Chalié ainsi que le fameux rapport sur le Carrefour du développement. Autre audition faite, la semaine dernière, par les enquêteurs : celle

de M. Christian Corsiez, dirigeant de la société Franco-Afrique, à Bègles, dans la banlieue de Bordeaux. Homme d'affaires travaillant en direction de l'Afrique, lui aussi associé, semble-t-il, à la direction d'un cercle de jeux de la capitale, M. Corsiez a été mis plusieurs fois en cause par M. Yves Chalié. Le 21 novembre 1986, devant la magistrat instructeur, M. Yves Chalié a ainsi raconté que M. Corsiez l'avait un jour appelé à Rio pour lui dire qu'« il avait vu Jacques Delebois, et que tous allaient bien. Corsiez a ajouté qu'ils étaient allés ensemble voir le « chef ». Selon M. Yves Chalié, c'est encore M. Corsiez qui, sous le pseudonyme de Mortimer, a remis de l'argent liquide à M^{rs} Maggy Bacquian, amie de M. Yves Chalié, pour qu'elle puisse venir le rejoindre à Rio. Enfin, c'est encore M. Corsiez qui avait le contact direct avec le « ministre ». Le 13 octobre 1986, affirme l'ancien collaborateur de M. Nucci, cet homme a appelé pour dire que Jacques Delebois avait vu le ministre, et qu'il y avait un risque de commission rogatoire au Brésil. Cet après cette mise en garde que M. Yves Chalié, refusant de s'enfuir au Paraguay et craignant pour sa vie, décida — dit-il — de rentrer en France et de se livrer à la justice.

Effet boomerang

Les affirmations de M. Yves Chalié, comme les investigations menées par les enquêteurs, viennent conforter ce qui, de jour en jour, apparaît comme une évidence : le dossier du Carrefour du développement a maintenant tous les attributs d'un dossier... multidirectionnel.

Les détournements de fonds publics, point de départ de l'affaire, ne peuvent plus être contestés. Selon certains, ce scandale pourrait même déboucher sur un autre, nettement plus consistant. Reste, en attendant, à évaluer la responsabilité exacte de M. Christian Nucci. Ancien ministre de la coopération, celui-ci pourrait avoir à répondre des détournements commis sous son autorité.

s'il n'y avait, justement, son statut d'ancien ministre.

Selon des sources judiciaires, le dossier Nucci, quasiment bouclé, est bloqué depuis le début du mois. Les accusations portées par M. Yves Chalié, précises, vérifiables et vérifiées, ont permis d'avancer. Mais contre M. Nucci, ministre au moment des faits, la justice ordinaire ne peut pas grand-chose. Seule la Haute Cour est compétente. Encore faut-il que la justice renvoie le dossier devant cette juridiction. Autant dire que les autorités judiciaires y regardent à deux fois avant de se lancer dans une telle entreprise. Autant dire aussi que les autorités politiques qui connaissent les risques de boomerang de telles procédures sont tout autant hésitantes.

Deux faits mineurs mais suffisants pourraient, pourtant, autoriser l'inculpation de l'ancien ministre de la coopération selon la règle commune : un versement d'argent liquide de 200 000 francs effectué hors du cadre de ses responsabilités ministérielles et deux fausses factures acquittées par un bureau d'études au bénéfice de M. Nucci, candidat à la députation. M. Nucci serait déjà inculpé si le parquet n'hésitait à prendre des réquisitions d'inculpation. Dans un dossier devenu éminemment politique, tout doit être fait pour que cette éventuelle inculpation n'apparaisse pas comme unilatérale, et que les poursuites soient équilibrées, pense-t-on au Palais de justice. Autrement dit : qu'à l'inculpation de M. Nucci réponde celle, par exemple, de M. Gérard, directeur de la DST dont les services ont fourni le « vrai-faux » passeport.

Bref, la justice avance prudemment. Au point que le procureur général et le procureur de Paris viennent de s'adjointer deux collaborateurs, M. Francis Casorla, ancien procureur adjoint à Versailles, et M^{rs} Claude Marber, juge à Paris, appelés spécialement auprès d'eux pour traiter les affaires délicates. Celle du Carrefour du développement prend déjà l'essence de leur temps.

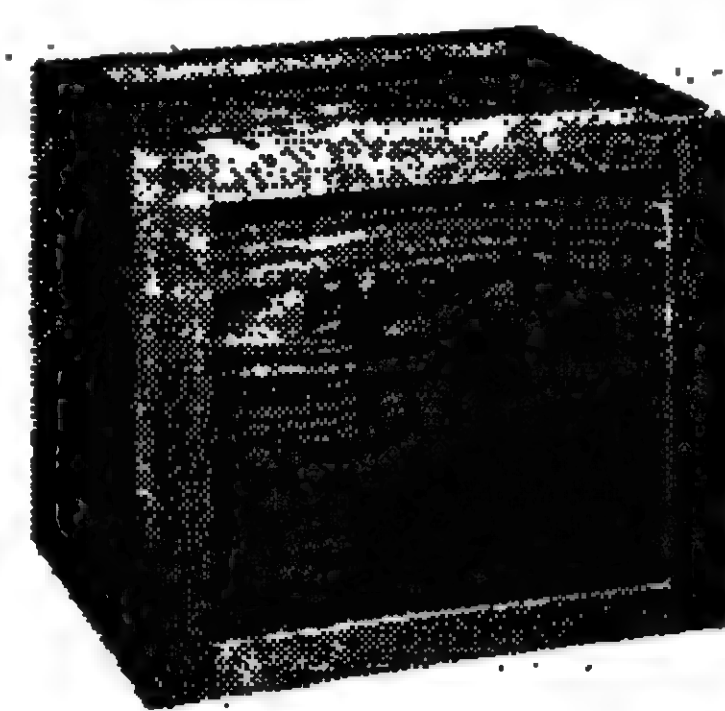
GEORGES MARION.

CE N'EST QU'UN DEBUT, LA SEINE-SAINT-DENIS CONTINUE

MOIS DU SPORT ET DE LA JEUNESSE



SALON DU LIVRE DE JEUNESSE



LABEL D'AUJOURD'HUI

Seine-Saint-Denis, la galaxie industrielle

1987 : la Seine-Saint-Denis a 20 ans. L'âge de tous les enthousiasmes, de toutes les dynamiques !

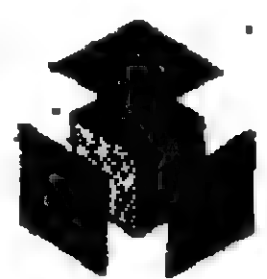
En 1986, des événements importants ont connu un vif succès : Mois du Sport et de la Jeunesse, action économique « Made in Seine-Saint-Denis »



Georges Valbon Président

Label d'Aujourd'hui, Salon du Livre de Jeunesse. Plus que jamais, la Seine-Saint-Denis va de l'avant avec vous. Alors en avant l'avenir avec la Seine-Saint-Denis !

Ce n'est qu'un début, la Seine-Saint-Denis continue.



Seine-Saint-Denis le département
Conseil Général

Société

JUSTICE

M. Hersant et le « petit juge »

Au palais de justice de Paris M. Jean-Pierre Michau, chargé d'instruire l'affaire du Carrefour du développement, assiste une audition reconstruite. Il tient à l'œil M. Christian Nucci, ancien ministre socialiste, le neveu de l'ancien ministre par M. Charles Pasqua. Voilà un « petit juge » exemplaire, se réjouissent ses confrères, qui redonne l'image des magistrats instructeurs ternie récemment, par M. Jean-Michel Lambert, le juge de l'affaire Villemin.

Promu symbole de l'indépendance de la magistrature et de son aptitude à tenir tête à tous les pouvoirs, M. Michau est porté aujourd'hui au pinacle. Les couloirs du palais résonnent de ses exploits présents et passés, comme ses poursuites, engagées il y a quatre ans, contre M. Robert Hersant et dont les détails commencent à filtrer.

A cette époque, M. Michau, qui a été pendant treize mois conseiller technique au cabinet de M. Alain Peyrefitte alors garde des sceaux, est soupçonné de sympathies pour la droite.

A cette époque aussi, la Direction générale des impôts découvre que la PDG du Figaro a revendu à bas prix, à une société dont se fonde le gérant, un yacht appartenant à la SOCFRESS, la société de M. Hersant. La transaction semble effectivement avantageuse : la SARL Maritime Méditerranée Caraïbes, que

dirige M. Roland Hersant, aurait acquis la Bagheera, un bateau de 38 mètres, pour 4 millions de francs, alors qu'il est assuré pour 10 millions. Autre indice troublant : ses moteurs ont été récemment remplacés pour 6,5 millions de francs.

Une information judiciaire est ouverte et confiée à M. Michau. Le 1^{er} février 1983, le juge inculpe le patron de la SOCFRESS d'abus de biens sociaux. Dans le Figaro du lendemain M. Hersant se rebiffe : « Un nouveau juge vient de me notifier une nouvelle inculpation pour un nouveau délit. Déjà plus grotesque encore que les précédents. » Et M. Hersant de prendre ses lecteurs à témoin de l'acharnement de M. Michau : « Le juge d'instruction m'a inculpé sans me poser la moindre question. » Les lecteurs du Figaro ne sauront pas de quoi et pourquoi M. Hersant est inculpé. Celui-ci n'en dit rien, ils ne savent pas non plus, bien sûr, que la loi interdit à un juge d'instruction de poser des questions à un inculpé le jour où cette inculpation lui est notifiée.

Une « affaire minable »

Sans se démonter, M. Michau commence son enquête. En juin 1983, il convoque M. Hersant pour, cette fois, lui poser des questions. Le 9 de ce mois de juin, il reçoit du PDG du Figaro une lettre outragée dont la

« chute » donne le ton : « Le régime en place a fait la responsabilité de me faire vivre dans un goulet administratif, policier, douanier, judiciaire. J'ai pris la décision de m'accorder aucune considération à ces persécution. Je ne serai plus à aucun moment le complice des persécution. »

Dans ces conditions l'estime sans intérêt de prendre connaissance du dossier de cette affaire minable. Mon avocat étudiera la suite qu'il jugera utile de lui donner. »

Ce même 9 juin, M. Michau entend M. Hersant ou plutôt l'avocat lui dire qu'il n'a rien à dire : « Je n'ai pas d'observations particulières à faire. » « Je n'ai rien à dire sur ce que vous venez d'indiquer. Si cela apparaît nécessaire, mon conseil vous remettra des observations écrites. » « Je n'ai rien à dire », M. Hersant ponctue ainsi son interrogatoire comme en témoigne le procès-verbal d'audition rédigé ce jour-là.

Quatre ans après le début de cette affaire, le parquet de Paris, hiérarchiquement soumis au ministère de la justice, souhaite obtenir de M. Michau un non-lieu en faveur de M. Hersant. Que va faire le magistrat instructeur ? Non-lieu ou pas, la vie d'un juge d'instruction indépendant n'est pas, comme on voit, de tout repos.

BERTRAND LE GENDRE.

La vague de froid en Europe

Une situation qui dure

Le froid continue à régner sur une grande partie de l'Europe. En France cependant, les températures ont un peu remonté dans la moitié nord, mais elles restent tout de même en dessous des normales de janvier. Partout, sauf sur le littoral breton et la Côte d'Azur, les températures sont inférieures à zéro. Partout aussi, la circulation est très difficile ou même impossible sur les routes secondaires. En revanche, les grands axes ont été débarrassés. Dans la Drôme et l'Aveyron cependant, des congères dues au vent qui souffle violemment ne cessent de se reformer.

Des pannes d'électricité privent des abonnés de courant, à Paris notamment. Quant aux chauffages de fortune, ils continuent à tuer : le 18 janvier, à Metz, trois enfants sont morts asphyxiés — le quatrième a été très gravement intoxiqué — par la fumée dégagée par une couverture et un rideau enflammés par un radiateur électrique trop proche. Un sexagénaire de l'Ariège est mort d'une crise cardiaque dans les rues de Foix.

Dans la Haute-Loire, c'est sans doute l'avarice qui a fait mourir de froid un vieux fermier. Vivant seul sans eau ni électricité dans sa ferme, Arthur Chazot (soixante-quatorze ans) avait pourtant la porte de la main assez de bois pour se chauffer pendant des années ; les gendarmes ont aussi trouvé chez lui deux livres de caisse d'épargne « pleins », des relevés d'un compte bancaire bien garni et un portefeuille d'actions.

A Bordeaux, une sexagénaire a été retrouvée morte dans son appartement mal chauffé, et dans le Vaucluse une femme très âgée a été tuée par le froid dans sa cabane. A Marseille, quelques quatre cents familles « oubliées de la vie » et souvent sans existence légale pour l'administration essaient de survivre dans leurs baraquements de bois, de carton et de toile.

La chasse, notamment celle du gibier d'eau et des oiseaux migrateurs, a été interdite à titre temporaire dans plusieurs départements.

Un peu partout en Europe, ce ne sont que grands axes routiers et fer-

rovaires coupés et personnes privées de courant électrique par dizaines de milliers. Dans de nombreuses villes, on note aussi une forte augmentation de la pollution de l'air en raison du froid qui ralentit la circulation atmosphérique. Un décompte provisoire a dénombré quelque trois cent trente personnes tuées en Europe par la vague de froid.

CCFD : forum sur les sans-abri le 20 janvier

Préside par Léopold Sédar Senghor, ancien chef de l'Etat sénégalais, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) organise le 20 janvier un forum sur les sans-abri avec la participation de l'abbé Pierre. Le colloque se tiendra toute la journée à la Maison internationale de la Cité universitaire, avec la participation attendue de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'Équipement, du logement, de l'aménagement du territoire et des transports, et de M. Michel Aurillac, ministre de la coopération.

Quand les sans-abri préfèrent la rue

(Suite de la première page.)

Par ailleurs, les organismes d'aide sociale publics et privés ouvrent, en période de grand froid, des centres d'hébergement d'urgence d'une capacité totale à Paris de 2 500 lits. Ceux-là, y compris les stations de métro et les églises, il faut les faire connaître aux zonards et autres chômeurs qui se présentent aux portes des foyers spécialisés permanents. En d'autres termes, plus d'exclusive. Dans chacune des vingt mairies d'arrondissement fonctionnent désormais tous les jours, jusqu'à 23 heures, des permanences de renseignements et d'orientation. Les panneaux d'informations électroniques vont afficher les adresses des lieux où l'on peut trouver un repas, un lit et, éventuellement, des vêtements. Un bus municipal accompagnera les véhicules de l'association Emmaüs qui distribuent des repas dans plusieurs quartiers de Paris, et transportera dans un foyer d'hébergement ceux qui le souhaitent. Chaque matin, et chaque soir, un PC dirigé par M. Georges Herter, secrétaire général du collectif, fera le point de l'offre et de la demande d'hébergement. Il

établira la liste des centres où il reste de la place. En cas de trop-plein, le foyer municipal situé rue du Château-des-Rentiers, dans le 13^e, s'engage à accepter les laissés-pour-compte.

Il n'est pas certain que ce dispositif suffise à remplir les lits disponibles. Les zonards n'ont pas attendu l'hiver pour trouver un abri, qui dans une cave, qui dans les combles d'un immeuble. Chaque nuit, par exemple, 600 à 1 000 d'entre eux, estime-t-on, envahissent discrètement les couloirs du métro et les dépôts où stationnent les rames du RER et de la SNCF. Ces « débrouillards » ne veulent pas perdre leur bon coin qu'un colporteur ne se ferait pas faute d'occuper aussitôt. Les interstices de la capitale sont autant de refuges non répertoriés où des milliers de Parisiens inconnus survivent sans bruit, à l'écart de la tapageuse sollicitude publique.

MARC AMBROISE-RENDU.

FAITS DIVERS

A Carcassonne

Cinq parachutistes sont incarcérés pour avoir molesté des Maghrébins

Cinq parachutistes, Frank Herbeuz, Cyrille Aubert, Fabrice Chassara, François Philippin et Patrick Lefebvre, du 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine, ont été écroués, samedi 17 janvier, à Carcassonne (Aude), pour avoir attaqué des passants d'origine maghrébine, quelques jours avant, dans un quartier de cette ville. Ils sont inculpés de coups et blessures, avec arme et avec préméditation, et de dégradation volontaire de biens.

Accompagnés d'une dizaine d'autres de leurs camarades, ces cinq parachutistes ont molesté trois personnes qui circulaient en voiture dans le quartier de La Contre à Carcassonne, pour se venger, selon eux, d'une agression dont auraient été victimes, la nuit précédente, deux militaires, isolés, de la même unité. Les cinq parachutistes ont frappé leurs victimes à coups de crosse, de matraque et de poing américain. Ils sont considérés, par le parquet, comme les auteurs des coups et les meneurs du commando.

Le colonel Serge Méneard, qui commande le 3^e RPIMa, a stigmatisé « cette conduite inadmissible » mais il ajoute, dans son communiqué, que « des agressions antérieures avaient échauffé les esprits ». Il conclut : « Cette agression est le fait d'un groupe isolé qui voulait venger un camarade agressé la veille et elle ne peut être assimilée à un acte de racisme. »

Le premier d'otages de la Caisse d'épargne de Pontoise inculpé et écroué. — Remo Vallet, un artisan garagiste âgé de trente-cinq ans, auteur d'une prise d'otages à la Caisse d'épargne de Pontoise (Val-d'Oise), samedi 17 janvier, a été inculpé dimanche de tentative de vol à main armée et de vol à main armée, d'extorsions arbitraires, par le juge d'instruction, M. Jean-Marie Charrier, du tribunal de Pontoise.

Remo Vallet, écroué à la maison d'arrêt de Pontoise, a reconnu avoir commis le 31 décembre dernier une tentative de vol à main armée à la Caisse d'épargne d'Éaubouville (Val-d'Oise) ainsi que la vol à main armée avec prise d'otage réalisé dans cette même Caisse d'épargne de Pontoise, le 7 janvier dernier. Pour renflouer son entreprise en difficulté, cet artisan garagiste avait, samedi matin, pris en otage sept clients de la Caisse d'épargne de Pontoise durant quatre heures après avoir raté son hold-up. C'est le préfet Robert Broussard, aidé de trois autres policiers, qui devait l'arrêter à l'intérieur des locaux de l'agence.

RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qui a été imprimé dans le Monde daté 18-19 janvier, M^{me} Alice Dieumieu nommée vendredi 16 conseiller à la cour de cassation n'était pas jusqu'ici président de Bordeaux mais président de chambre à la cour d'appel de cette ville.

POINT DE VUE

Ancienneté ou mérite : l'avancement des policiers

par Jean-Pierre Gualazzi, secrétaire général de la Fédération générale autonome des fonctionnaires

Le récent conflit de la SNCF a mis en relief l'hostilité des personnels à la mise en place d'une nouvelle grille de rémunération et d'avancement fondée sur le mérite plutôt que sur l'ancienneté. Appelé à s'appliquer à l'ensemble de la fonction publique, ce système intéresse les policiers.

L'essentiel réside peut-être dans la définition préalable de la notion de mérite, s'appuyant autant que faire se peut sur des critères objectifs acceptés par toutes les parties prenantes. Une fois le contenu bien circonscrit, il restera à déterminer son champ d'application : salaires (et dans quelles proportions ?), promotions ?

Dans la fonction publique, la rémunération découle, pour l'essentiel, de la situation personnelle de l'agent (corps, grade, fonction) et elle est protégée statutairement. Nous passerons volontiers sous silence certaines rémunérations annexes qui varient de façon exorbitante suivant le contexte local, le place dans la hiérarchie et l'intérêt qu'y porte l'agent parfois au détriment de sa mission principale, rémunérations qui mériteraient d'être transformées en indemnités fixes attachées au salaire. C'est pourquoi, sans préjudice de quelques primes d'importance numérique faible mais pouvant cependant être incitatives à condition de ne pas ressortir au clientélisme, le mérite ne nous paraît pouvoir entrer en jeu que dans le déroulement des carrières.

Il y a entre déjà, mais selon des critères qui restent généralement subjectifs, l'avancement au choix, apportant chaque année son lot d'exemples condamnables et les alternances politiques multiplient les iniquités, dans le sens descendant comme dans le sens descendant.

Aussi, puisque existe une volonté de changement, pourquoi ne pas saisir l'occasion pour aller plus loin, encore et réfléchir à une conception complètement nouvelle et équilibrée des carrières ? C'est dans ce sens que, dès 1981, dans un livre blanc intitulé *Le Temps du respect*, la Fédération autonome des syndicats de police a proposé que le déroulement des carrières repose sur l'acquisition d'unités de valeur dont chaque fonctionnaire aurait la maîtrise, devenant ainsi le propre gestionnaire de sa vie professionnelle. Ces unités de valeur seraient de différentes natures, de façon à prendre en compte à la fois le mérite et l'ancienneté, le mérite de servir à un niveau de responsabilité déterminé (actions particulièrement remarquables, exemplarité, bilan d'activité, réussite au quotidien...) ou comme l'effort de spécialisation ou de qualification technique accompli (brevets professionnels, diplômes universitaires...).

Les franchissements de grade, voire même de certains échelons ainsi que l'accès aux corps supérieurs découleraient de l'acquisition d'un nombre déterminé de ces unités de valeur, créant ainsi des déroulements de carrière à vitesse variable, suivant la volonté et la capacité ou non du fonctionnaire à se remettre continuellement en cause. Ainsi nos concitoyens auraient-ils l'assurance que leurs impôts sont bien utilisés.

SÉCURITÉ

Un nationaliste corse écroué à Paris

Un militant nationaliste corse, M. Maurice Galliani, a été placé sous mandat de dépôt, le dimanche 18 janvier à Paris où il avait été transféré, par M. Jean-Claude Vaillem, juge à Paris.

Interpellé mardi en Corse, dans le cours d'une enquête sur le meurtre, le 2 janvier, d'un commerçant d'Ajaccio, Marc Garguy, Maurice Galliani, qui a reconnu appartenir à l'ex-FLNC, a été inculpé de « réconstitution de liège dissoute » et d'infraction à la législation sur les armes et munitions de première catégorie, détention d'explosifs, destruction ou détérioration d'objets mobiliers ou biens immobiliers appartenant à autrui par l'effet d'une substance explosive. Ces inculpations étant en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler l'ordre public par l'intimidation ou la terreur. C'est la quatrième section du parquet de Paris, spécialisée dans les affaires de terrorisme, qui est chargée du dossier.

Lors d'une perquisition au domicile de M. Maurice Galliani, les policiers ont découvert 200 grammes de dynamite, un détendeur et un morceau de mèche lente avec un dispositif artisanal de retardement ainsi qu'un colt 11.43 avec cinquante cartouches. Marc Garguy, le commerçant assassiné, d'origine continentale, avait déjà été l'objet de quatre attentats avant celui qui devait lui coûter la vie. Se sentant menacé, il avait relevé les numéros d'immatriculation de deux voitures suspectes. Le premier véhicule appartenait à

M. Jean Nicoli qui a été condamné par le tribunal d'Ajaccio pour détention illégale d'armes. La seconde voiture était celle de M. Galliani.

Manifestation et attentats

Une manifestation groupant un millier de personnes environ a, d'autre part, eu lieu, samedi soir 17 janvier, à Ajaccio. Les manifestants, répondant à l'appel de l'Union du peuple corse (UPC), du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA), du Syndicat des travailleurs corses (STC) et de l'organisation « A Ricassone », ont défilé, entre 18 heures et 18 h 45, de la place de la Gare jusqu'à la préfecture, en élevant le statut politique pour les militants nationalistes emprisonnés. Les forces de police, qui stationnaient à proximité de la manifestation, ne sont pas intervenues.

Dimanche matin, six attentats à l'explosif, non revendiqués, ont, d'autre part, été commis à Ajaccio entre 5 h 30 et 6 heures. Ils ont provoqué des dégâts matériels relativement importants, mais il n'y a pas eu de victime.

Deux explosions avaient pour cible des établissements bancaires (une agence du Crédit lyonnais et un bureau du Crédit agricole) au centre de la ville. Une troisième visait une agence des télécommunications, également au centre de la ville. Un magasin d'alimentation et un appartement du quartier Sainte-Lucie, où demeure un inspecteur des impôts, ont enfin été la cible des plastiques.

ÉDUCATION

Le colloque de Matière grise à la Sorbonne

Laborieuses retrouvailles

Le colloque organisé, les 16 et 17 janvier à la Sorbonne, par l'association Matière grise sur l'université de demain devait marquer les premières retrouvailles des étudiants, un mois après le mouvement de grève qui a conduit au retrait du projet de réforme de M. Alain Devaquet. Née en décembre dernier, animée par des étudiants non syndiqués et par des militants de plusieurs organisations (UNEF-SE, proche des communistes, Jeunesse étudiante chrétienne, Pour un syndicalisme autogestionnaire et UNEF-ID, proche des socialistes), Matière grise a pour ambition de coordonner les travaux des commissions de réflexion qui se sont créées dans la plupart des universités à l'occasion du mouvement de novembre-décembre 1986.

Mais les lendemains de fête sont souvent douloureux. Alors qu'ils espéraient se retrouver à un millier, voire davantage, les quelque deux cents étudiants venus des universités parisiennes et d'une dizaine d'universités de province auront pu méditer sur le constat dressé par Daniel Cohn-Bendit, qui avait répondu à leur invitation : « Vous dites que l'après-86 ne doit pas être comme l'après-68, mais vous allez vous apercevoir que les mêmes problèmes se posent. Car, lorsque le mouvement retombe, les groupes politiques s'engouffrent dans l'espace politique que le mouvement vient d'ouvrir. »

De fait, si les commissions de travail ont planché pendant deux jours sur la pédagogie, les structures de l'université et son financement, l'enseignement supérieur en Europe ou l'orientation et la sélection, si les étudiants ont écouté — sans enthousiasme excessif — les exposés de MM. Claude Fair, Georges Sarda ou Bernard Decomps, anciens collaborateurs de M. Alain Savary, c'est

sur l'organisation des futurs états généraux étudiants que le débat s'est surtout animé. Au point que le bureau de l'association Matière grise apparaissait très divisé au terme de ces deux jours.

Qui organisera les états généraux ?

L'enjeu est clair : la dernière coordination étudiante du 11 décembre dernier avait retenu l'idée d'états généraux qui devaient avoir lieu au mois de mars. Mais comment et par qui seront-ils organisés ? Un appel a été lancé le 15 janvier par les étudiants de Paris-VIII (Saint-Denis), Strasbourg et Nancy-II, invitant toutes les universités à tenir, le 31 janvier à Saint-Denis, des assemblées préparatoires aux états généraux.

C'est sur cet appel que n'ont pas réussi à se mettre d'accord les responsables de Matière grise. Pour Jean-François Kervan, vice-président et non-syndiqué, le choix de Saint-Denis n'est pas « neutre » et risque d'être dissuasif pour beaucoup d'étudiants. A qu'il le présidente, Marie-Florence Rosellens, répond : « C'est vrai que nous ne sommes pas mandatés pour nous joindre à cet appel, mais cette proposition se situe dans la dynamique de mouvement. » A l'évidence, le choix de Saint-Denis n'est pas neutre : l'extrême gauche et l'UNEF-SE, proche des communistes, y sont les plus actifs, et la section de l'UNEF-ID est tenue par des militants du PCI (Parti communiste internationaliste) et de la Ligue communiste révolutionnaire. En arrière-plan se poursuivent donc les manœuvres engagées depuis plusieurs semaines entre les différents courants étudiants et syndicaux du milieu étudiant.

GÉRARD COURTOIS.

Le Monde sur minitel

PARIS-DAKAR

Tous les classements. Gagnez une moto

36.15 TAPEZ LEMONDE

Religions

L'élection des pasteurs Stewart et Schweitzer

La Fédération protestante de France rajeunit sa direction

Le conseil de la Fédération protestante de France a renouvelé, le dimanche 18 janvier à Paris, son équipe dirigeante. En président, le pasteur Jacques Stewart (cinquante ans), qui, jusqu'à présent, présidait la région Est de l'Eglise réformée de France, succédera officiellement en juillet au pasteur Jacques Maury.

L'audace tranquille

Difficile, quand on s'appelle Stewart, de cacher qu'on a du sang écossais dans les veines. Venu d'Aberdeen, son grand-père paternel s'est installé, au début du siècle, dans le nord de la France. L'autre branche de la famille est héritière de la colonie vaudoise du Piémont.

Produit authentique de la « diaspora » protestante européenne, Jacques Stewart est né à Cannes (Alpes-Maritimes) le 24 juillet 1936, d'une famille qui, avant lui, ne comptait pas encore de pasteur, mais ne manquait jamais l'office au temple, ni l'école du dimanche.

Comme s'il lui fallait encore affirmer son identité protestante, il entre à la faculté de théologie de Montpellier. « Avant d'être des animateurs, des entraîneurs pastoraux, dit-il aujourd'hui, nous devons d'abord être des théologiens sûrs. » Il consacre beaucoup de temps à l'écologie et a toujours participé à des groupes locaux de recherche biblique, le plus souvent œcuméniques.

Après une année supplémentaire de théologie aux Etats-Unis, Jacques Stewart fait ses premières armes de pasteur dans une zone rurale du Pas-de-Calais, à Wancourt. Marié à une institutrice, il est le père adoptif de deux jeunes Coréennes. De 1965 à 1970, il est secrétaire général du Mouvement d'action rurale, avant d'exercer un ministère urbain dans des paroisses réformées de Strasbourg, puis de Nancy, où il est en même temps aumônier de prison. Entré au conseil régional Est de l'Eglise réformée en 1976, il en devient, à partir de 1979, le président.

Successeur de Marc Boegner, Charles Westphal, Jean Courvoisier et Jacques Maury, le pasteur Stewart, malgré une chevelure précocement blanche, est, à cinquante ans, un jeune président de Fédération. Voix posée, tout en rondeurs, il est la force tranquille du protestantisme. Il n'ignore pas les critiques qui pèsent sur la Fédération, son appareil jugé lourd, bureaucratique, lointain et même inutile, trop bavard pour les uns, muet pour d'autres.

Il en faut plus pour l'émouvoir. Jacques Stewart n'est pas loin de penser que les protestants français font une fixation avec leurs structures. Il entend cependant faire davantage équipe avec le nouveau secrétaire général, Louis Schweitzer. Il croit surtout que la Fédération peut être une plate-forme pluraliste permettant à chaque composante de s'exprimer, et à toute la famille protestante de se retrouver pour débattre des positions sur les nouvelles pauvretés, sur la bioéthique, l'apartheid ou le chômage.

Ministère et dévouement, le protestantisme français est, à l'entendre, trop porté à l'autocritique. « Quand on voit le dynamisme de bon nombre de paroisses, de la Cime, de la Mission populaire évangélique, etc., il est faux de dire que le protestantisme ne produit plus rien de neuf »,

Pour favoriser la cohésion, un nouveau secrétaire général a été élu pour la première fois en même temps que le président : il s'agit du pasteur baptiste Louis Schweitzer (trente-quatre ans), appelé à succéder au pasteur Pierre Chretien. Cette double élection marque un réel rajeunissement de la direction de la Fédération protestante de France (voir Le Monde daté 18-19 janvier).

tantes, peu nombreuses et dispersées, sont appelées à rendre témoignage là où elles sont. C'est une situation qui permet l'exercice le plus vivant du sacerdoce universel. »

HENRI TINCO.

[Né le 2 avril 1952 à Périgueux (Dordogne), le nouveau secrétaire général de la Fédération protestante de France, Louis Schweitzer, a suivi les cours de la faculté de théologie évangélique de Vaux-sur-Seine (Yvelines) et de la faculté protestante du boulevard Arago, à Paris. En 1977, il devient pasteur de l'Eglise baptiste de la rue de Lille. Il est, depuis 1981, membre du conseil de la Fédération des Eglises évangéliques baptistes. Il organise des rencontres régulières avec des catholiques. Marié, père de trois enfants, le pasteur Louis Schweitzer a été aumônier de l'ENA, avant d'enseigner à la faculté de Vaux-sur-Seine.]

Georges Casalis est mort

La foi du contestataire

Le pasteur Georges Casalis est mort d'une crise cardiaque, le 16 janvier 1987, à Managua (Nicaragua), où, proche du régime sandiniste, il avait des conférences. Il avait eu soixante-dix ans le 4 janvier dernier. Il devrait être enterré à Managua.

Georges Casalis a été assurément l'un des hommes les plus contestés et les plus contestataires du protestantisme contemporain. Engagé au point de ne jamais transiger, même avec ses amis les plus proches. Et du coup se laissant personnel dans l'indifférence.

Engagé et militant, il le fut dès le début. Au nom et au service de l'Evangile, qu'il avait appris de Karl Barth à reconnaître comme une puissance irrésistible de contestation de toutes les forces de mort. C'est en effet dans les dernières années de l'après-guerre, au temps du combat de l'Eglise protestante allemande contre le nazisme (dite « confessionnelle »), qu'il fut, à Bâle, l'élève du principal inspirateur de celle-ci.

Et, depuis, il n'a cessé de se lever parmi nous en témoin intransigeant de l'exigence de justice et de libération qui est en Jésus-Christ. D'abord, pendant l'Occupation, comme secrétaire général de la Fédération française des associations chrétiennes d'étudiants, lorsque, appuyé sur les paroles rares et précieuses qui venaient des chrétiens d'outre-Rhin engagés dans la lutte contre la perversion nazie, il nous apprenait la Résistance. Il la vécut lui-même dans l'équipe de *Témoignage chrétien* et dans sa participation active au sauvetage de nombreux Juifs.

Puis, quand revint la paix, il fut envoyé à Berlin comme aumônier militaire, pour y diriger en particulier l'indispensable reprise de contact avec tous les chrétiens qui,

là-bas, se réveillaient douloureusement des années de cauchemar.

Il ne cessa de se tenir aux carrefours de l'histoire et d'y rendre attentifs ceux et celles auprès desquels il exerça son ministère, à Strasbourg, à la faculté de théologie de Paris et, ces dernières années, à Noyon (Oise), dans le cadre du musée Calvin.

Et toujours il s'y dressa en témoin de l'Evangile, dans des combats multiples, au service de la réconciliation dans la Conférence chrétienne pour la paix, qui tenta d'établir un dialogue essentiel entre chrétiens de l'est, de l'ouest et du sud. C'est dans la même dynamique qu'il fut le principal avocat, parmi les protestants français, des théologies latino-américaines de la libération.

Dans les institutions de l'Eglise réformée, au Conseil œcuménique, à la Fédération protestante, avec le texte *Eglise et Pouvoir*, dont il fut l'un des principaux rédacteurs, et surtout dans sa prédication puissante et chaleureuse, mais aussi hors des limites de l'institution, par exemple au Tribunal des peuples de Russell, Georges Casalis payait toujours le prix de sa foi et de son trébuchement. Ce qu'il trouva aussi, en étant sans doute l'artisan essentiel de la préparation et de la publication de la Traduction œcuménique de la Bible (TOB).

Ses nombreux livres (1) nous restent, tous témoins de sa conviction essentielle : l'Evangile concerne l'histoire du monde et des peuples, et il faut lui obéir, quel qu'en soit le coût. Il a tant promené cette assurance que ce n'est pas seulement le protestantisme français mais aussi la communauté œcuménique mondiale qui se trouvent amputés par sa disparition.

Pasteur JACQUES MAURY, Président de la Fédération protestante de France.

(1) *Portrait de Karl Barth* (Labor, 1960), *La foi et l'Eglise confessionnelle* (Le Seuil, 1962), *Prédication, acte et politique* (Le Cerf, 1970), *Les Idées justes ne tombent pas du ciel* (Le Cerf, 1977).

EN BREF

● **Alerte à la pollution à Strasbourg.** — Quinze jours après sa création, le processus d'alerte à la pollution atmosphérique, (PAPA) de l'agglomération de Strasbourg (Le Monde daté 18-19 janvier) a été appliqué jeudi 15 janvier. La concentration en dioxyde de soufre (SO₂) en effet dépassé 400 microgrammes par mètre cube d'air. Vingt-six entreprises ont grosses cheminées polluantes sont des lors contraintes à réduire leurs rejets de dioxyde de soufre en modifiant leur rythme de production ou en employant du fioul à basse teneur en soufre, moins polluant mais plus coûteux. La vague de froid est l'une des causes de cette concentration, déjà observée plusieurs jours de suite en février 1986. — (Corresp.)

● **Poissons morts à Calais.** — On découvre, samedi 17 janvier, des centaines de poissons morts sur une plage près de Calais. Des bateaux des services maritimes et de la gendarmerie ont pris la mer pour effectuer des prélèvements, la pollution étant jugée « importante ». Une usine de la côte pourrait en être responsable.

Communication

Le rachat du groupe australien Herald and Weekly Times

La chère victoire de « Citizen Murdoch »

SYDNEY

de notre correspondant

Dans la bataille pour le rachat du groupe de presse australien Herald and Weekly Times, tout est bien qui finit bien pour « Citizen Murdoch », dont une nouvelle biographie paraît, cette semaine et sous ce titre à New York. Tout est bien, ou à peu près.

Le 15 janvier, les deux rivaux — M.M. Holmes A'Court et Rupert Murdoch — ont en effet brusquement mis fin à la partie de bras de fer qu'ils se livraient depuis six semaines, acceptant de négocier un compromis. De quoi laisser à penser que la surenchère de M. Holmes A'Court sur l'offre initiale de M. Murdoch n'était en fait qu'une tactique du « mal de l'ouest » — assez classique dans les histoires de reprise — pour pousser son adversaire dans ses derniers retranchements. Car M. Holmes A'Court l'a prouvé : il n'était pas prêt à payer aussi cher que son rival pour s'assurer le quasi-monopole de la presse écrite australienne.

M. Holmes A'Court renonce à ses prétentions sur le Herald and Weekly Times, et fait grâce à M. Murdoch des poursuites légales qu'il avait commencé d'intenter contre lui, dans l'espoir de mettre son OPA en échec. Il accepte de lui vendre — et au prix fort — les parts

qu'il détenait déjà dans la publication (environ 4 % du capital) ainsi que ses actions (14 % du capital) dans le groupe Queensland Press, le principal actionnaire dans le Herald and Weekly Times.

Toutefois, en échange, M. Murdoch a dû accepter de partager le butin, chose qu'il jugeait impensable au début de l'opération. Il cède à son rival les lots que celui-ci convoitait le plus : les deux grands quotidiens de Perth ainsi qu'une grande chaîne de télévision à Melbourne.

« Citizen Murdoch » règnera sur Flinders Street, la rue du Herald and Weekly Times. Un vieux rêve, sentimental aussi, puisque son père Sir Keith Murdoch, fonda jadis ce groupe auquel le fils vient de prouver son attachement, en devenant à cette occasion le maître incontesté de la presse écrite australienne. Quatre lots de choix, entre autres, sont venus s'ajouter à son empire : la totalité du groupe Queensland Press — avec le prestigieux Courier Mail (Brisbane), — deux journaux importants de Melbourne et une bonne part de l'Advertiser, le grand quotidien d'Adélaïde.

Il n'empêche, dans la bataille, M. Holmes A'Court a fait perdre quelques plumes à M. Murdoch. Mais surtout, l'effort s'est révélé beaucoup plus ardu — six semaines d'enchères et de surenchères — que

M. Murdoch ne l'avait soupçonné quand, le 3 décembre, superbe et confiant, il avait déposé son offre initiale sur la table des directeurs du groupe de Melbourne. Et, sous la pression de son rival, M. Murdoch a dû hausser considérablement la mise : le Herald and Weekly Times lui cote aujourd'hui 500 millions de dollars australiens de plus qu'il ne l'avait prévu.

Le seul véritable perdant est le groupe John Fairfax and Sons, qui, pour tenter de contrecarrer les projets « antidémocratiques » du magnat Murdoch, avait fléchi son enchère à 910 millions de dollars australiens, pour tenter de racheter le Queensland Press, principal actionnaire du Herald and Weekly Times, et dont la voix était déterminante pour le succès de la reprise.

L'offre de M. John Fairfax ne tenait qu'à condition que M. Holmes A'Court remporte l'OPA. Aujourd'hui, les Fairfax — une famille de magnats de la presse, discrète et cultivée — doivent se rendre à l'évidence. La voix de leur groupe — le dernier peut-être en Australie à se réclamer d'une éthique — n'a été qu'un point d'orgue et quantité négligeable dans cette joute brutale entre deux milliardaires hauts en couleur.

SYLVIE CROSSMANN.

Accord entre la CLT et le BLIC

La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) vient de signer un « très important accord » avec le Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC). La CLT, qui émet dans l'est de la France par le biais de RTL-TV et qui est candidate à la reprise de la « 5 », s'est engagée à s'aligner « dans l'immédiat » sur les délais minimaux de diffusion et les quotas en faveur des films des pays de la Communauté économique européenne.

Cette convention devrait être complétée, indique le BLIC, par un accord avec les sociétés de télévision par câble françaises, concernant la grille des programmes et les conditions financières d'autorisation de diffusion des œuvres audiovisuelles. Pour le BLIC, ces accords « assurent le maintien du système d'harmonisation des relations cinéma-nouveaux médias qui a permis au cinéma français de conserver le premier rang en Europe » et « constituent un premier pas vers une harmonisation européenne des relations cinéma-nouveaux médias », politique soutenue par le « très ferme appui de M. François Léotard, ministre français de la culture ».

Polac plébiscité

L'émotion a-t-elle été trop forte pour Michel Polac ? Pris d'un malaise dans la nuit de samedi à dimanche, hospitalisé à la suite d'une défaillance cardiaque, heureusement jugée par les médecins « peu préoccupante », l'animateur de « Droit de réponse » venait de savourer un double triomphe.

A l'occasion du cinquantième anniversaire de cette émission — cible favorite de la droite, — un sondage IFOP-Le Parisien libéré, réalisé auprès de mille personnes représentatives de la population de plus de quinze ans, révèle que les Français estiment à 82 % que « TF1 privatisée devrait garder Michel Polac ». 42 % des personnes interrogées « regardent l'émission de temps en temps », et 50 % la trouvent « plutôt intéressante ». Enfin, pour 67 % d'entre elles, Michel Polac est « un journaliste indépendant ».

Deuxième coup au cœur pour l'un des personnages les plus controversés de l'audiovisuel : les deux cent quarante-neuf numéros de « Droit de réponse » étaient une fête d'anniversaire peu commune. Parmi les deux cents invités sur la plateaux venus triquer à la santé de l'émission et regarder des extraits des meilleurs numéros, il y avait des représentants du Tour-Paris médiatique (Sérillon, Rapp, Messure, Kahn), artistique (Bernadette Lafont, Stéphane Audran, Rika Zavel, sportif (Marcelle

Goitchev), sans parler de quelques personnalités politiques.

Les extraits d'émissions mémorables — tel le témoignage émouvant du lamineur de Longwy, celui de Serge Combret sur l'éclat ou de l'ineffable Marie Paolochi (quatre-vingt-deux ans) racontant sa vie de prostituée dans le milieu marseillais — ont montré à quel point l'émission de Polac est devenue un espace de débat et de liberté indispensable dans une télévision de plus en plus fléau. Comme devait le dire Marcel Jullien, dans « 7 sur 7 », dimanche soir, « c'est une des rares émissions qui prend le risque du direct, alors qu'on nous sert toujours plus d'émissions en conserve, voire surpâtées. Il faudrait multiplier les « Droit de réponse ».

La consécration suprême — qui a achevé Polac ? — est venue du PDG de TF1. Compensant l'émission aux dessins de Daurier, à Céline, à l'Assiette au beurre et au Canard enchaîné, M. Hervé Bourges a déclaré : « Droit de réponse », émission unique à la télévision, doit continuer. » Et de s'écrier : « Gardons-nous un jour de connaître la dictature des beaux ! » Avec ce dernier avènement : « Avant de supprimer « Droit de réponse », il faudra supprimer le PDG ! » De quoi réchauffer le cœur de Michel Polac sur son lit d'hôpital.

ALAIN WOODROW.

Pour la première fois

La CNCL autorise une expérience de TV locale hertzienne

Elle s'appelle joyeusement Canal Portes du soleil, du nom du domaine skiable qui englobe huit stations autour d'Avoriaz. Elle a déjà trois jours mais doit vivre six semaines : elle espère toucher environ huit cent mille personnes et dispose d'un budget de 8 millions de francs. Elle emploie près de trente-cinq professionnels, compte une dizaine de sponsors (UAP, Crédit agricole, Société lyonnaise de banque...) deux parrains importants (la DATAR et l'INA) et une marraine de choix en la personne de Jacqueline Baudrier.

Elle a pignon sur rue. Pensez ! Le bâtiment qui l'abrite, situé en plein cœur d'Avoriaz, n'est autre que l'ancien office du tourisme, et les projecteurs que l'on voit à travers les vitres du studio incitent les promeneurs à ralentir le pas. Et puis elle a ses stars : André Campana, son président, qui a quitté FR3 ; Christian Debois-Fungé, son directeur général (ex-RTL) et Patrice Laffont (présentateur « Des chiffres et des lettres »), responsable des programmes. Et puis, bien sûr, pendant toute la durée du Festival du film fantastique, acteurs, cinéastes, et même ministre de la culture et de la communication. Elle propose en direct deux rendez-vous quotidiens — 8 h-10 h (un guide pratique des stations) et 17 h-20 h (variétés, jeux, informations) — et met en scène une série de programmes thématiques et des grands reportages fournis par Gamma TV.

A ceux qui parlent de télévision hertzienne locale (par opposition aux chaînes câblées, comme ce fut le cas l'an dernier pour TV-

fait des processus pour rendre possible l'expérience et lui assurer une couverture parfaite dans les deux vallées. Un accord avec les sociétés immobilières et les hôteliers ne prévoit-il pas le branchement systématique des récepteurs dans les appartements et chambres d'hôtel sur Canal Portes du soleil ?

C'est donc bel et bien d'une première qu'il s'agit. Et nul doute que la CNCL ne suive de près cette expérience aux enseignements multiples, notamment sur le plan du financement et d'un nouveau type de relations entre une société de programmes et des entreprises privées. Et nous nous souvenons de la différence d'attention prêtée par la CNCL à TV-Carallès, l'expérience de télé locale présentée par le président du conseil régional (PS) de Guadeloupe. Faute de feu vert, et d'accord avec une société publique (en l'occurrence RFOT), celui-ci a dû se résoudre à émettre en pirate et s'exposer au blâme. Comme Point-à-Pitre est loin de l'avenue Poincaré !

ANNICK COJEAN.

● **Grève de la CGT au Télégramme de Brest.** — Le quotidien breton Le Télégramme de Brest et de l'Ouest n'a pas paru ce lundi 19 janvier, en raison d'une grève de vingt-quatre heures décidée la veille par le syndicat CGT. A l'origine du conflit, la négociation salariale qui a donné lieu, le 16 janvier, à un accord signé par la CGC et Force ouvrière mais rejeté par la CGT. Il porte notamment sur l'application d'accords nationaux qui seront négociés les 27 et 28 jan-

LA PUB EN PLEIN ET MOI

P. Weil, Directeur de Recherches à Publicis Conseil

ET MOI EN MOI

La communication publicitaire face à la montée de l'individualisme.

les éditions d'organisation

EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES, DANS LES BRIBOUTES ET À LA FRANCE

هكذا من الأصل

ESSO N'A PAS ATTENDU QU'IL FASSE FROID POUR S'EN OCCUPER.

Ici
Gasoil
Grand froid

-18°C

Température limite de filtrabilité

Fin novembre, Esso a mis en place le gasoil grand froid dans une cinquantaine de stations situées dans les zones les plus froides et sur des grands axes routiers.

Aujourd'hui, pour vous aider à mieux combattre le froid, Esso fait le maximum pour mettre en place ce nouveau gasoil dans encore plus de stations.

STATIONS AUTOROUTES ESSO :

A1 sans Paris-Lille - 62 CROISILLES - Esso Service Croisilles - 21.48.91.11
A1 sans Lille-Paris - 80 PERONNE - Esso Service Assailly - 22.85.20.44
A4 sans Paris-Strasbourg - 51 LES PETITES LOGES - Esso Service Champagne Sud - 26.03.92.17
A4 sans Strasbourg-Paris - 51 LES PETITES LOGES - Esso Service Champagne Nord - 26.01.02.17
A4 sans Paris-Strasbourg - 67 ECKARTSVILLER - Esso Service Saverre - 89.31.31.10
A6 sans Lyon-Paris - 21 BUGHY - Esso Service Bégy - 80.20.10.07
A6 sans Lyon-Paris - 71 SAINT-AMBEUIL - Esso Service St-Ambreuil - 85.44.22.85
A6 sans Lyon-Paris - 77 ACHÈRES - Esso Service du Parc - 64.24.40.97
A6 sans Lyon-Paris - 77 DAINVILLY - Esso Service Dainville - 64.28.06.05
A31 sans Oyonnax - 52 NODANT - Esso Service Nodant - 25.07.55.54
A38 sans Mulhouse-Belfort - 25 MARCILLIAT - Esso Service Marcillat - 81.57.93.43
A38 sans Mulhouse-Belfort - 25 MARCILLIAT - Esso Service Marcillat - 81.57.93.43
A41 sans Annecy-Chambéry - 73 MOUTON - Esso Service Drumettaz - 79.88.04.86
A42 sans Lyon-Chambéry - 38 BOURGOM - Esso Service La Lombard - 74.27.02.90
A9 sans Espagne-Narbonne - 11 LAPALME - Esso Service Lapalme - 06.45.77.31
A72 sans St-Etienne-Cherbourg - 63 LEZOUX - Esso Service Orléans - 73.73.18.19

AUTRES STATIONS ESSO :

01 PUNON - Esso Service Lyon-Gare - 74.37.20.86
01 LES ECHETS - Esso Service Les Echets - 74.91.50.00
01 POLLAT - Monsieur André Subit - Station Esso - 74.30.40.24
02 EPRES - Esso Service Epres - 44 - 23.24.56.55
02 VALDUN - Esso Service Valdun - 43 Route de Paris - 23.73.11.18
06 CLIRON - Esso Service Cliron - 81 - 24.54.90.88

11 NARBONNE - Esso Service Crêt Sud, échangeur Sud autoroute - 81.41.44.00
21 TIL-CHATEL - Esso Service Maigis - RN 74 - 80.95.20.14
25 MONTBELLARD - Peugeot Auto - Station Esso - 16 bis, av. d'Alsace - 81.94.52.15
25 MONTBELLARD - Esso Service Les Dunes Vertes - boulevard Léon Blum - 81.88.42.51
27 PONT-AUDOMER - Esso Service de la Risle - 67, route de Rouen - 32.41.14.11
38 GRENOBLE - Esso Service Les Dalmatins - 176, cours de la Libération - 76.09.12.43
38 GRENOBLE - Esso Service S.A. - Station Esso - 233, cours de la Libération - 76.09.43.54
38 BOURGOM - Esso Service Bourgoin - 45, avenue Alsace-Lorraine - 74.93.11.26
38 LE BOURG-D'OSANS - M. Alain Paschet - Station Esso - Avenue de la Gare - 76.80.02.56
38 URGELLE-LES-BAINS - Esso Service Urge - RN 624 - 76.89.01.59
38 MORAINS - Esso Service Morains - 11, route de Grenoble - 76.35.33.05
39 DUISA - Esso Service de Revirement - RN 83 - 84.95.51.18
42 SAINT-ETIENNE - Els Jacob - Station Esso - 14, rue Scheurer-Kestner - 77.74.25.35
42 RIGGES - Esso Service Esre - 46, avenue Charles de Gaulle - 77.72.41.77
51 SEZANNE - Esso Service Sézanne - RN 4 - 28.80.51.70
51 BLACY - Esso Service des Indes - Route de Paris - 26.74.16.38
52 SAINT-DIZIER - Esso Service Adre - Route de Vitry - 25.05.34.93
52 SAINT-DIZIER - Esso Service Robinson - Route de Vitry - 25.05.34.93
54 NANCY - Esso Service Saint-Jacques - 40, avenue de la Libération - 83.95.55.68
57 CREUTZWALD - Esso Service Esre - 3, rue du Barrois - 87.93.08.17
57 METZ - Monsieur André Dubois - Station Esso - 149, route de Thionville - 87.32.16.52
57 METZ - Esso Service Barry - Route de Strasbourg - 87.50.60.03
57 HAYANGE - Esso Service Hayange - Rue de Manteuil-Foch - 82.84.10.70
57 BETTING-LES-ST-AVOUD - Esso Service RN 3 - 87.81.44.86
58 BAYAT - Esso Service Bayat - Route de Valenciennes - 27.63.14.55
62 AIRE-SUR-LA-LYS - Esso Service Ingold - Route de Lambres - 21.39.04.09
62 BOULOGNE-SUR-MER - Esso Service - Station Esso - 2.1. boulevard de la Liberté - 21.31.97.40
63 CLERMONT-FERRAND - Esso Service Montfermeil - Boulevard Léon Jouhaud - 73.25.12.13
66 PRA - Esso Service de P - RN 9 - 68.03.03.20
67 ERSTEN - Esso Service de l'Est - Route de Lyon - 88.98.11.57
67 HAGUENAU - Esso Service Haguenau - 121, route de Strasbourg - 88.93.38.09
68 NORDBOURG-VRH - Esso Service Nordbourg - 73 Grande-rue - 89.24.29.76
71 MACON - Esso Service de Macdonald - 830, avenue Charles de Gaulle - 85.38.33.75

73 USME - Esso Service Arly - 13, route d'Albi - 91.05.25.05
73 BOURS-ST-MAURICE - Esso Service Petit-Saint-Bernard - Avenue du Général Lachère - 70.07.05.12
73 PONTAMAPREY - Esso Service Relais France/Italie - RN 6 - 79.59.05.01
73 ST-JEAN-DE-MAURENNE - Esso Alpettes - Station Esso Les Pins - RN 6 - 79.84.33.88
73 CHAMOUSSET - Esso Service Pont Royal - RN 6 - 79.36.42.20
74 ANNEBASSE - Esso Service des Vallées - 6, route des Vallées - 50.37.44.48
74 CHAM-GEVRIER - Esso Service de Paris - 1, avenue de la République - 50.57.32.15
74 THONON-LES-BAINS - Esso Service Bonne Rencontre - 48, avenue d'Evian - 50.71.00.30
74 CLUSES - Esso Service Cluses - 1, avenue du Mont-Blanc - 50.98.15.07
74 MORZINE - Esso Service Prémont - Les Plagnes - 50.79.91.11
74 ABONDANCE - Esso Service des Alpes - La Forêt - 50.73.01.41
74 ST-PIERRE-EN-FAUCIGNY - Esso Service du Borne - Route d'Annecy - 50.87.25.52
75 PARIS 10^e - Esso Service de la Chapelle - 85, rue de la Chapelle - 46.07.35.62
76 LE TRAIT - Esso Service des Abbayes - 48, rue R. Bréche - 35.37.06.91
76 N.-O. DE GRAVENCHON - Esso Service N.-O. de Gravenchon - Carrefour de l'Europe - 35.38.24.84
76 LE HAVRE - Esso Service Le Havre New York - 199, boulevard de Strasbourg - 35.42.35.43
76 LE HAVRE - Esso Service Porte d'Orléans - 8, rue Beranger - 35.42.32.51
76 LE HAVRE - Esso Service Caennaise Sud - Avenue du Général Ferey - 35.47.21.56
76 LE HAVRE - Esso Service Weston Churchill - 14, boulevard Weston Churchill - 35.26.56.01
76 LE HAVRE - Etablissements Renault - 253, rue du Bass du Cq - 35.46.45.57
76 LE HAVRE - Société Industrielle Automobile du Havre - 94, rue Dentfert-Rochereau - 35.25.25.05
76 DIEPPE - Esso Service des Canadiers - 70, rue Gambetta - 35.84.25.37
76 BULLEC - Esso Service Rancherelles - RN 15 - 35.31.04.83
77 MEAUX - S.A. des Garages Meaux - Station Esso - 81, avenue du Président Roosevelt - 64.33.20.00
88 SAINT-DIE - Esso Service St-Martin - 81, rue d'Alsace - 29.56.20.43
93 AULNAY-SOUS-BOIS - Garonor - Station Esso - Gare Routière Autoroute A1 - 48.67.13.00
94 BONNEUIL-SUR-MARNE - Esso Service Bonneuil - CD 60 - 43.06.10.85



AVEC NOUS SOYEZ PLUS EXIGEANTS

Culture

M. Raymond Soubie et l'avenir de l'Opéra Pour une politique lucide

La transmission des pouvoirs de M. André Larqué à M. Raymond Soubie, nouveau président du conseil d'administration de l'Opéra de Paris, a eu lieu vendredi 16 janvier. Un tournant dans l'existence agitée du palais Garnier.

Cette nomination marque peut-être un tournant décisif dans la crise de l'Opéra de Paris et sa réforme, annoncée par M. François Léotard, ministre de la culture, comme un « dossier prioritaire en 1987 » (*Le Monde* du 12 décembre). Elle met fin à un conflit de pouvoirs qui opposait M. Larqué à l'administrateur général, M. Jean-Louis Martinoty.

Ce conflit est d'ailleurs endémique depuis le décret du 30 décembre 1972, exigé par la Cour des

comptes, et plaçant, à côté ou au-dessus de l'administrateur, doté de pouvoirs absolus en 1939, un conseil d'administration chargé du contrôle budgétaire, financier et comptable. Les dissensions entre M. Lieberman et M. Salusse, dénouées tragiquement par le suicide de ce dernier en 1977, en furent l'épisode le plus spectaculaire.

La prééminence du président fut clairement confirmée par un décret de février 1978, signé par M. d'Ornano, puis par le gouvernement socialiste, lors de la nomination de MM. Poux et Bogianckino. Après un premier interregne, provoqué par la démission de M. Bernard Lefort en 1982, et géré par M. Poux avec un triumvirat, un second fut causé par l'élection de M. Bogianckino à la mairie de Florence en 1985 et obligea M. Larqué (successeur de M. Poux) à assumer la totalité des charges jusqu'à la nomination de M. Martinoty en 1986. M. Larqué a eu le mérite de tenir « la grande boutique » d'une

main ferme, sans conflits sociaux, au cours d'une saison très lourde (quelque trois cent quarante spectacles), mais la répartition des responsabilités avec le nouvel administrateur, exigeant à juste titre de retrouver ses prérogatives, s'est ensuite assez mal passée.

D'autant que l'année 1986 a été marquée par une incontestable perte d'audience (avec, en particulier, l'échec de *Salomé* et de *Don Carlos*) et un déficit de 11 300 000 F, cependant que les luttes politiques et l'incertitude entretenue autour de l'Opéra de la Bastille ne favorisaient guère l'établissement d'un climat serein.

Dans ces conditions, l'arrivée de M. Raymond Soubie apparaît comme une éclaircie. Agé de quarante-six ans, cet ancien élève de l'ENA a été le conseiller chargé des affaires sociales et culturelles à Matignon, auprès de M. Jacques Chirac, puis de M. Raymond Barre, de 1974 à 1981 ; à ce titre, il a suivi de près la vie de l'Opéra dans ses années les plus glorieuses et difficiles. Professeur de sociologie des organisations à l'Institut d'études politiques et président, depuis mars 1980, du Théâtre des Champs-Élysées, qui a remporté brillamment une petite dangerouse, il semble vraiment l'homme de la situation.

Il n'aura pas trop de toute son expérience et de sa connaissance très approfondie des lieux pour affronter, avec son regard lucide et dépressif, l'immensité des problèmes qui se posent à très court terme. Nul doute qu'il saura prendre de la hauteur, tout en épaulant Jean-Louis Martinoty pour lui permettre de franchir une passe assez critique. Il pourrait être un agent essentiel dans la définition de la politique que compte annoncer prochainement M. Léotard.

Une certaine spécialisation

L'avenir est conditionné par l'éducation, devenue irévocable, du théâtre de la Bastille, qui doit ouvrir normalement en 1989. La construction avance, respecte ses délais et son enveloppe financière, mais au-delà aucune décision n'est prise. La grande bataille politique est terminée ; désormais le projet lancé par le président de la République et son

ancien ministre de la culture est devenu celui de l'État. Le départ de M. Jack Lang, son remplacement par un conseiller de MM. Chirac et Barre, contribueront sans doute à apaiser les difficultés psychologiques. Il faut maintenant réussir la transition, trouver un équilibre financier, tirer le meilleur parti des différents théâtres, faire évoluer les esprits à l'intérieur et à l'extérieur de l'Opéra.

Les questions sont nombreuses et pressantes, statutaires, administratives, sociales et artistiques. Première évidence : il sera impossible de maintenir l'activité actuelle du palais Garnier et de la salle Favart en y surajoutant une pleine exploitation de la Bastille. La charge en serait intolérable pour l'État. Selon les estimations du ministère de la culture (*Le Monde* du 14 août 1986), l'augmentation de la subvention atteindrait 65 % (soit 530 millions de francs sur la base de celle de 1986, qui s'élevait à 306 millions, sans compter 50 millions pour les caisses de retraite). On voit mal d'ailleurs la nécessité d'offrir deux cent cinquante soirées supplémentaires, représentant six cent soixante-quinze mille places, aux amateurs d'opéra et de ballet.

Une certaine spécialisation paraît donc s'imposer, affectant des missions propres à chaque théâtre. La solution radicale, proposée par M. Bloch-Lainé et le gouvernement socialiste, de consacrer le palais Garnier uniquement à la danse semble mal accueillie par l'opinion et a été rejetée par M. Léotard. Il conviendrait donc de réserver à cette scène, comme le préconise M. Bogianckino, des séries homogènes de spectacles (par exemple cinq par an, joués chacun dix fois) particulièrement adaptés à son cadre, avec de grandes vedettes, pour un public élégant et fortuné. Ces soirées ne nécessitant qu'un seul jeu de décor montés, elles alterneraient avec des ballets, qui ont des dispositifs plus légers, ce qui éviterait une des causes majeures de surchauffe et de relâche : la vétusté des installations techniques.

Il est évident en tout cas que le Ballet de l'Opéra devrait rester en priorité au palais Garnier ; l'exiler à la Bastille serait risquer de perdre

une partie de son public, y compris celui qui vient avant tout contempler le monument fameux, son grand escalier, ses foyers et le plafond de Chagall. La Bastille devrait rapidement polariser l'esprit d'initiative, l'intervention, l'espoir des artistes et l'intérêt du public, comme c'est le cas du Centre Georges-Pompidou. Il ne faudrait pas que, du même coup, le palais Garnier devienne un corps sans âme, et l'on doit donc lui trouver une véritable vocation.

Ce dernier pourrait être, ou rester, « le grand salon » de Paris, accueillant, à côté de l'opéra et du ballet, de grands galas, des fêtes, voire des congrès de prestige, quelque chose comme l'Alte Oper de Frankfurt (*Le Monde* du 12 juin 1985) qui, à côté de l'opéra moderne et de ses deux cent vingt représentations, accueille tout autant de manifestations dans sa salle de quelque deux mille cinq cents places. Et ce « salon », avec son acoustique célèbre, ne serait-il pas un lieu privilégié pour l'Orchestre de Paris, qui (toujours comme à Frankfurt) y donnerait ses concerts et assurerait l'accompagnement des spectacles lyriques, évitant ainsi l'écartèlement de l'Orchestre de l'Opéra ou son accroissement démesuré ?

Une nouvelle équipe

A terme, cette distinction des tâches et des objectifs aboutira peut-être à une séparation du palais Garnier et de l'Opéra de la Bastille en deux établissements distincts (voire à la privatisation partielle de l'un d'eux), mais au début il sera nécessaire d'assurer une transition harmonieuse. L'erreur majeure serait, dans les prochaines années, de se désintéresser de Garnier, en misant tout, et d'abord les moyens financiers, sur la Bastille. Il importe d'aider Jean-Louis Martinoty à réussir les deux saisons et demi qui lui restent, sous peine de voir le public se dissoudre, ce qui rendrait très aléatoire le succès du nouveau théâtre. Cela passe par une réorganisation administrative et sans doute une aide accrue de l'État.

La charge actuelle est assez lourde pour qu'on ne demande pas à l'administrateur de penser la Bastille. La désignation d'une équipe

nouvelle s'impose donc de toute urgence ; elle aura à travailler la main dans la main avec les responsables en place. Outre les problèmes énormes que posent le déménagement, la formation des personnels, la mise au point de conventions collectives adaptées, la constitution d'une troupe de chanteurs, une autre approche du public, etc., la programmation des prochaines saisons (qui se préparent au minimum trois ans à l'avance) devra être faite également dans la perspective de futur théâtre, qui ne saurait montrer son répertoire ex nihilo : il faut dès maintenant prévoir des productions qui puissent passer de l'un à l'autre.

Dans cette perspective, quel sera le sort de l'Opéra-Comique ? Ne conviendrait-il pas, dans un premier temps, de concentrer toutes les ressources financières sur Garnier pour assurer son rétablissement ? Mais, la salle modulable de la Bastille étant abandonnée, au moins provisoirement, que deviendront des spectacles de haute qualité comme *Ariane à Naxos*, *Alys* et le répertoire baroque ou contemporain ? La rénovation du Théâtre des Champs-Élysées, dont l'Opéra reste actionnaire, n'incitera-t-elle pas à abandonner Favart pour une salle dotée d'installations modernes et bien plus confortable ?

Autant de questions, à peine esquissées ici, et aux trois réponses rapides, une politique lucide, un engagement ferme de l'État, la nomination d'hommes de haute compétence assurés de la durée, pour éviter que la grande chance qui s'offre à l'art lyrique ne soit gâchée.

JACQUES LONCHAMPT.

Un poste de directeur technique est créé au palais Garnier. — Il est confié à Henri Cécillon, qui occupait jusqu'à présent les mêmes fonctions à la Monnaie de Bruxelles. Le poste de chef des choristes revient à un artiste italien, Andrea Giorgi, en remplacement de Jean Laforgue, qui dirigera les chœurs du Théâtre de Genève la saison prochaine. Le poste de directeur de la programmation artistique pour les deux salles — Garnier et Favart — est confié à Thierry Fouquet, jusqu'ici conseiller pour la programmation, après avoir été administrateur de la danse.

L'anti-semaine du mélomane

Ayant entendu à France-Musique l'enregistrement d'une des plus mémorables et des plus longues colères de Toscanini, traitant les honorables membres de l'Orchestre de la NBC des épithètes les plus blessantes pour un laïco pas tout à fait juste, le mélomane n'aura pas honte de se montrer lui aussi exigeant à l'écoute. Il raye donc de son agenda les concerts qu'il s'était promis : « L'univers intime de Nadia Boulanger » (Stravinski, Franck, Bach, Liszt, Bouliou, Koell) à la Comédie des Champs-Élysées, lundi à 20 heures, par les Musiciens associés ; le récital de Jorge Bolet (ballades de Grieg, Bravins, Liszt et Chopin), salle Pleyel, mardi à 20 h 30 ; les créations de Duccol, Finzi, Reibel, Dusapin et Doo, mercredi à 20 h 30, à l'Auditorium 108 de la Maison de Radio-France ; le Chant de la terre, de Mahler,

avec H. Schwarz et J. Lawton, par le Nouvel Orchestre Philharmonique, direction M. Janowski (présidé de la Bourse, de Horowitz, et des Places opus 6, de Weber), vendredi à 20 h 30, au Grand Auditorium de la Maison de Radio-France ; le Requiem, de Verdi, avec S. Dava, Y. Minon, F. Bonifazi, P. Bouchoulet, les chœurs et l'Orchestre national de France dirigés par G. Rokostevski, salle Pleyel, le 24 à 21 heures et le 26 à 20 h 30. Il renonce même à la Clémence de Titus, de Gluck, à Tourcoing (20, 23 et 25 janvier), aux Puritains, de Bellini, à Toulouse (23, 25, 27 et 30 janvier) et se met à la recherche d'une partenaire pour écouter sauvagement chez lui quelques tristes de Mozart à quatre mains. Orelles délicates s'abstiennent.

G. C.

Vacances quatre étoiles, même pour la star de la famille, dans un appartement de vacances Interhome.



Ampuriabrava, Costa Brava, Espagne. Maison de 3 pièces avec terrasse, pour 5 personnes

1750.-

Les prix indiqués sont valables par semaine (juin 87).



Kirchberg, Tyrol, Autriche. Appartement de 5 pièces pour 10 personnes

2796.-



Cop d'Agde, Languedoc-Roussillon. Studio pour 4 personnes

950.-



Capbreton, Aquitaine. Studio avec vue port, pour 4 personnes

992.-

INTERHOME

Hôtels de vacances. Logements de vacances. Vacances.

CINÉMA

« The Roaring Twenties », de Raoul Walsh L'Amérique entre deux guerres

Sur une idée de Mark Hellinger (le futur producteur de *La Cité sans voiles*, juste après guerre), *The Roaring Twenties* se veut un « mémoire » sur une époque disparue, les ruisselantes années 20 du titre original. Le héros en est James Cagney, chauffeur de taxi, venu combattre en Europe pendant le premier conflit mondial. De retour à New-York, il se retrouve chômeur, et la prohibition aidant, ne voit d'autre alternative que de se lancer dans le commerce illégal de l'alcool.

Un commentateur à voix de stentor ne manque pas de moraliser à plusieurs reprises sur le contexte social où s'inscrit cette irrésistible ascension. Bien que présenté à New-York fin novembre 1939, peu après l'entrée en guerre de la France et de la Grande-Bretagne il est fait clairement allusion à l'enjeu de ce nouveau conflit). *The Roaring Twenties* se relève déjà plus du film de gangsters où s'illustre le Warner au début de la décennie. L'action pour l'action cède le pas à des arrière-pensées critiques. Le gangstérisme, encore d'actualité quand se tourne *The Public Enemy* (1931), avec le même James Cagney, appartenait à l'histoire. Mark Hellinger et les producteurs — Raoul Walsh, le metteur en scène, prête son savoir-faire — se rappellent visiblement la série documentaire *March of Time*, qui, sous une forme légèrement romancée,

dénonçait vers 1936 les fléaux sociaux, en même temps qu'ils anticipent sur la version américaine du néo-réalisme qui s'imposera un moment après-guerre, à travers *Panique dans la rue* et *La Cité sans voiles*, déjà cités.

Le personnage de James Cagney s'inspire d'un gangster, Larry Fay, abattu sur les marches d'une église. La chanteuse qu'il adore, jouée par Priscilla Lane, est la réplique de la petite amie de Latty Fay, Texas Guinan. Ce mélange de faits vécus replacés à distance et la présence du film noir donnent une œuvre bâtarde et fascinante, avec la collaboration, pour l'aspect d'histoire, phrey Bogart en minuscule de la gâchette. Il deviendra bientôt star à part entière, et Cagney amorcé son déclin.

La vérité, l'émotion du sujet, on les doit à l'authenticité de certains détails, par exemple à l'accroissement pacifique des premières images (faut-il y reconnaître l'influence de Robert Rossen, cocodé, futur victime du maccarthysme ?). Derrière son cinquantenaire, Cagney, avec le brio des principaux interprètes, *The Roaring Twenties* appartient à une époque précise : celle où l'Amérique essaie de prendre conscience de ses responsabilités.

LOUIS MARCORELLES.

« La Vie dissolue de Gérard Floque », de Georges Lautner

Vaudeville

Le jour où il vient de perdre son travail dans une agence de publicité, Gérard Floque apprend que sa fille fait du trafic de drogue à l'école et que sa femme, Cécile, le trompe avec Francis Clément, présentateur vedette de télévision. Pour la drogue, c'était un malentendu. Mais pour le reste, catastrophes ! En fait, tout face au mauvais sort, Gérard Floque tombe d'inconscience en catastrophe.

Le scénario et les dialogues sont écrits dans l'esprit du café-théâtre : humour noir, situations absurdes, meurtres branchés. Sortie de ses aventures dans le domaine de la paternité (*Trois hommes et un couffin* et *Le Complexe du kangourou*), Roland Girard devient ici un type humain à la fois drôle et attri-

chant, un homme tranquille aimant bien son confort et brusquement projeté dans l'instabilité, les caprices et les humeurs des autres. Qu'on lui mette des bâtons dans les roues ou qu'on cherche à l'aider, tout se retourne contre lui, le pouce en avant, rend sa vie folle. Roland Girard semble remonter un fleuve à contre-courant. Il est excellent avec ses réactions imprévisibles, très bien entouré par Clémentine Célesti (qui s'affirme de film en film), Gérard Rinaldi, Jacqueline Maillan, Marie-Anne Chazel et quelques autres. Domage que la mise en scène retienne le défilé de l'histoire en se contentant du mouvement d'un vaudeville traditionnel.

JACQUES SICLER.

هكذا من الأصل

Culture

MUSIQUE

Quatre concerts inattendus avec le NOP

La méthode Janowski

Les orchestres de Radio-France s'élèvent peu à peu au « top niveau ». Pour le Nouvel Orchestre philharmonique, Marek Janowski est l'artisan du renouveau.

Depuis 1984, Marek Janowski est, selon la formule consacrée, premier chef du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France. C'est dire qu'il vient à périodes régulières veiller à la diversité du répertoire, à l'efficacité et à la rapidité des méthodes de travail de ces cent trente-trois musiciens dont la particularité est, depuis leur réunion en 1976, de pouvoir adopter des effectifs différents selon les œuvres et les genres musicaux abordés.

Né en pleine guerre à Varsovie, de père polonais, Janowski a fait ses études supérieures de Wolfgang Sawallisch à Cologne, Cologne qui lui a confié la responsabilité de son orchestre du Gürzenich, après Abendroth et Ginter Wand. A une époque où les maîtres débattaient jeunes et par les sommets, ce nouveau prototype du maître de cha-

pelle a passé sur les scènes et dans les fosses de l'Allemagne profonde (Aix-la-Chapelle, Opéra de Cologne, Düsseldorf, Hambourg, Bonn, Dortmund...) l'essentiel de ses années d'apprentissage, l'ascension de disques parcellaires (1), homme de métier sévère et rigoureux, bûcheur obstiné et aimé. Le triomphe en quatre concerts d'une Tétralogie assimilée à l'arraché fut, l'an dernier, son cadeau royal pour les dix ans du NOP. Messiaen et Ligeti (lire en encadré la critique de Gérard Condé), Mahler et Webern, Busoni et Florent Schmitt, Milhaud, Canteloube et Vincent d'Indy : son programme dans les semaines à venir constitue toute une philosophie.

« La mission d'un chef permanent auprès d'un orchestre jeune est de l'ouvrir à tous les répertoires, dit Marek Janowski. Pas question de s'enfermer dans une époque ou dans un idiome particulier. Il faut d'abord établir ensemble, par un échange d'influx et d'idées, une manière de travailler qui permette d'atteindre partout la même qualité. »

Il y a cinquante ans, les orchestres français se cantonnaient dans

Debussy et Ravel. Ce temps-là est terminé. Tous les orchestres doivent désormais se plier aux normes internationales, qui imposent de jouer aussi bien Beethoven et Liszt, Schumann et la Seconde Ecole de Vienne. Dans Brahms et Schumann, on forme la sonorité et la pulsation rythmique. Dans les symphonies de Haydn, que les chefs n'osent pas toucher mais que conseillait Erich Kleiber, on acquiert la classe et la pureté.

Mon contrat avec le NOP m'invite à diriger aussi des œuvres moins connues du répertoire français. Je m'y prête volontiers. Si la radio veut bien me garder dix ans encore, il sera toujours temps de me consacrer à Strauss et à Brahms, mon répertoire préféré. Pour l'instant, le but est l'efficacité : cette souplesse d'adaptation propre aux instrumentistes efficaces. Le style vient après.

Je ne dirais pas que je ne vous ai jamais à la Première Symphonie de Schumann ni aux Troisième et Quatrième de Bruckner. Mais je m'en méfie, c'est un fait. Non que je les trouve particulièrement difficiles, mais je ne peux pas m'y donner tout entier. Quand j'étais jeune, j'avais l'impression d'avoir composé la musique que je dirigeais. Cela, bien sûr, m'a passé. Pourtant, j'ai toujours besoin d'y adhérer, sans la moindre distance critique. On trouve chez Knappertsbusch l'exemple même de cette direction par identification (2).

Des partitions difficiles

De nos jours, les chefs pratiquent volontiers la méthode distancée. Sans doute parce que les partitions contemporaines sont si difficiles : les interpréter se résume à mettre en place le rythme et les nuances. Quand Ligeti demande, dans son Requiem, l'entrée simultanée des trois trombones et du tuba sur un quadruple pianissimo, aucun orchestre au monde n'est capable de la réaliser. Alors, on s'adapte. Et l'on consacre à des questions d'organisation les forces que l'on mobiliserait au siècle dernier pour la tension et la pulsation. Il est vrai que Wagner et Bruckner ont eu à leur époque des exigences que les musiciens étaient alors incapables de réaliser : dans cinquante ans, on jouera sans doute Ligeti sans difficulté.

Pour les chefs, comme pour les orchestres, le monde est devenu tout petit. Ils doivent diriger régulièrement aux Etats-Unis et au Japon, se partager entre plusieurs formations, alors qu'il serait sans doute plus fructueux de se fixer. Et, avec leurs orchestres, enregistrer. Un chef qui n'enregistre pas et qui, à quarante ans, n'a pas atteint la célébrité, est à part de très rares exceptions comme Ginter Wand, un chef fou. Telles sont les lois du marché. Mais ne parlons-nous pas de musique ?

Propos recueillis par ANNE REY.

Prochains concerts du NOP, dirigés par Janowski : 23 janvier (Chants de la terre de Mahler ; Pièces opus 6 de Webern) ; 29 janvier (Concerto pour piano de Busoni, avec Peter Donohue ; Tragédie de Salomé de Florent Schmitt) ; 6 février (Milhaud, Canteloube, d'Indy).

(1) Marek Janowski a enregistré la Tétralogie avec la Staatskapelle de Dresde (Eurodisc).
(2) Hans Knappertsbusch (1888-1965), Wagnerien d'une majesté légendaire, il a succédé à Bruno Walter comme directeur de la musique à Munich et a souvent dirigé à Bayreuth après 1951. Ses deux enregistrements du Parsifal, datés 1962 et 1951, sont parus chez Philips et Decca.

Résurrection et repos éternel

Créés à quelques semaines d'intervalle, au printemps 1985, le Requiem de Ligeti et Et expecto resurrectionem mortuorum de Messiaen, que le Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France avait réunis dans son concert du 15 janvier, offrent de prime abord l'image du contraste le plus absolu. Ligeti affecte les trames sonores denses qui se meuvent lentement, les brouillages, le pianissimo continu (sauf dans le Dies irae, nettement dramatisé), Messiaen choisit ici des lignes bien définies, des couleurs franches, des effets saillants, des rythmes nets.

Il est vrai que le premier évoque le repos éternel dans une atmosphère d'angoisse sourde, d'immobilité affligée, tandis que le second, confiant dans la Résurrection, laisse libre cours à une sorte de jubilation ritualisée. Mais, à la réflexion, au-delà des différences de propos et de langage, on perçoit une parenté esthétique, car les deux ouvrages sont des fresques, des visions intellectuelles de la mort et de la Résurrection qu'ils ne cherchent pas tant à illustrer de façon discursive qu'à exprimer continuellement.

Ainsi, le Requiem de Ligeti compte-t-il parmi les musiques les plus déprimantes à écouter et l'œuvre de Messiaen parmi les plus roboratives. Les murmures raffinés des Chœurs de Radio-France préparés par Michel Tranchant, les voix contenues de Beth Griffith et Uta Trekel-Burkhardt, le soin de Marek Janowski à obtenir de son orchestre des pianissimos si ténus qu'ils étaient presque couverts par la ventilation de la salle, distillant un charme puissant. Mais celui-ci s'efface un peu à la longue, tandis que le nombre d'interprètes, si subtils derrière une apparence de simplicité crue, captive plus durablement l'attention parce que la gamme des effets est beaucoup plus vaste.

On y est plus sensible, en revanche, aux légères approximations dans l'exécution : pas au point, cependant, de méconnaître la qualité d'un orchestre aussi à l'aise dans la création contemporaine que dans le grand répertoire et qui trouve, avec des œuvres frontalières comme celles-ci, l'occasion de conjuguer sa double expérience.

GERARD CONDÉ.

Le concert de l'Orchestre de Paris que Zubin Mehta devait diriger le 1^{er} février, salle Pleyel, pour l'anniversaire d'Arthur Rubinstein, est remplacé par un récital Chopin de Daniel Barenboim, Mehta ayant déclaré forfait.

C'est Guy Reibel, professeur de recherche musicale et de musique électroacoustique au Conservatoire de la rue de Madrid, qui dirigera finalement le Groupe vocal de France pour sa saison 1987-1988. Le GVF, qui fête cette année son dixième anniversaire, était sans chef permanent depuis que Michel Tranchant l'avait quitté pour diriger les chœurs de Radio-France.

Une mise au point d'Yves Montand. — A la suite d'un entretien avec Yves Montand publié samedi 17 janvier dans le Figaro Magazine, le comédien a publié le communiqué suivant : « L'interview reprise dans le Figaro Magazine de cette semaine est une interview que j'ai donnée le dernier jour de mon séjour à Rio de Janeiro il y a plus d'un mois. Malgré certaines inexactitudes relevées ici ou là dans l'entretien, je n'aurais rien dit, mais je ne peux en aucun cas laisser passer certaines déclarations que j'aurais dites sur l'apartheid. Je le répète donc même si nous faut rester vigilant. Je suis totalement contre ce régime. »

Coproduction Centre culturel français de Milan, Compagnie Adelbert, Théâtre national de Chailloir

LES DESOSSÉS

Louis-Charles Sirjac • Sophie Louchevsky

THÉÂTRE GÉMIER 47 27 81 15

Du 22 JANVIER AU 14 FÉVRIER à 20h30

Dimanche à 15h. Relâche dimanche soir et lundi

création

18 h 30

mar. 20 janvier mer. 21

ven. 23 sam. 24

CARLOS D'ALESSIO

pianiste compositeur

HOME MOVIES II

AVSC

CAROLINE MARCADE

danseuse

PRIX UNIQUE 48 F

2 PL. DU CHATELET

42 74 22 77

PATRIMOINE

Cent cinquante ans de restauration en Picardie

Sisyphes mégalomane

La bibliothèque de la direction du patrimoine montre à travers une exposition l'évolution du service des monuments historiques. De la vision mégalomane des architectes à la Viollet-le-Duc à celle plus modeste de ses successeurs, au lendemain de la première guerre mondiale.

Brûlés par les Anglais, ravagés par les Espagnols, saccagés par les Allemands, les monuments picards, comme tout ceux du nord de la France, n'ont pas eu une existence paisible. Ils ont souffert au cours des âges des envahisseurs successifs. Sans parler des maux proprement nationaux : guerres de religions, frondes et soulèvements divers, révolutions.

Chacun d'entre eux porte les cicatrices d'une histoire mouvementée. Au dix-neuvième siècle, sous l'impulsion de Prosper Mérimée, les Monuments historiques songèrent à passer les plaies des plus menacés de ces édifices. L'exposition organisée au Musée des monuments français, palais de la Belle au bois dormant, retrace cet effort jusqu'au lendemain de la guerre de 1914.

Les instructions de Mérimée étaient précises. Les architectes devaient effectuer un relevé exact de l'œuvre en péril avant de suggérer, par un dessin tout aussi minutieux, les travaux à entreprendre et le résultat final. Cela nous permet d'avoir un aperçu d'une quantité d'édifices avant restauration et dans certains cas (le château de Coucy, par exemple) avant destruction irrémédiable.

Un « prototype » médiéval

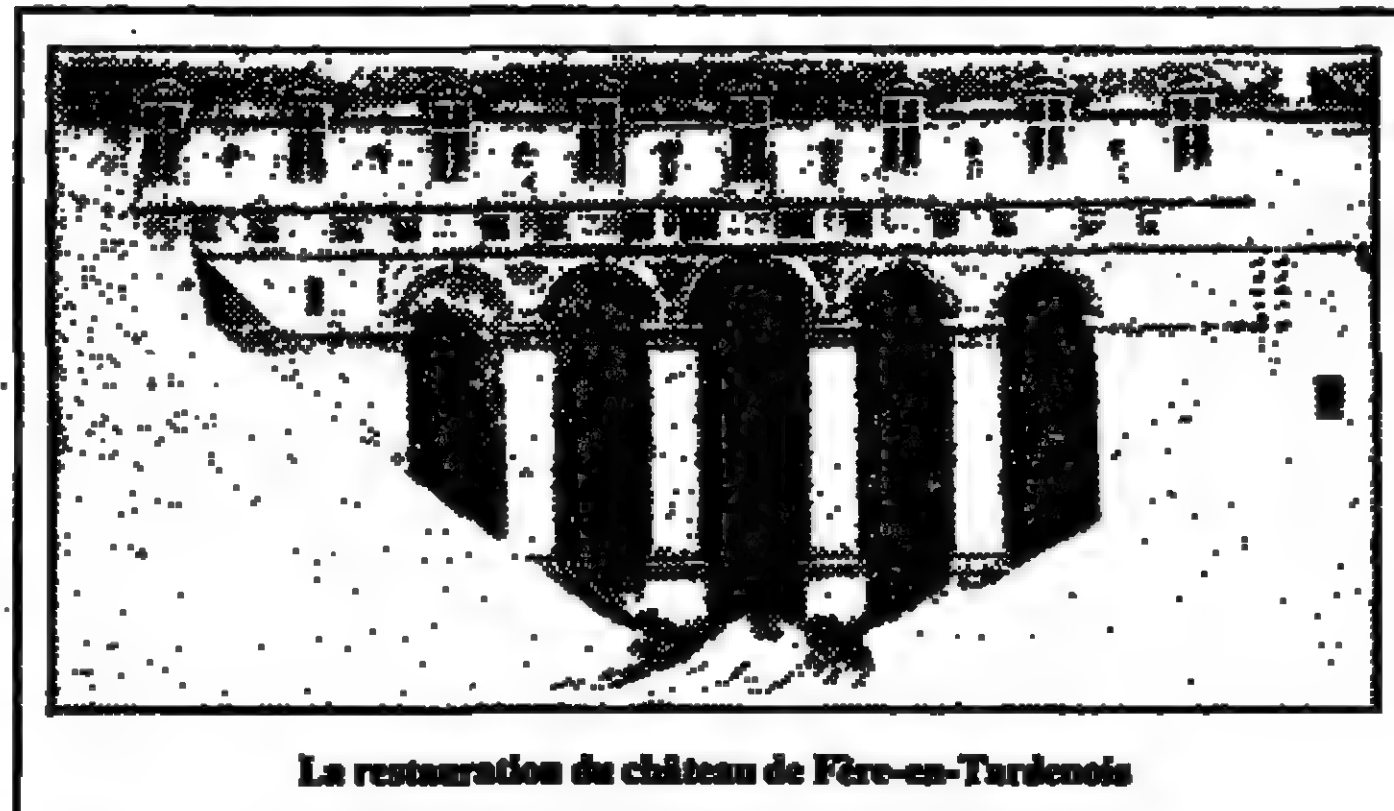
Les architectes, Viollet-le-Duc, Boeswillwald, Hardion, Semersheim ou Boitte, ont tous la même perspective : « retrouver » l'œuvre originale sous les ajouts composites. On va donc modifier une façade, diminuer la hauteur d'un

pigeon, transformer un clocher, surbaissier une toiture ou percer des orifices, au nom d'un purisme tout théorique et d'une unité de style parfaitement factice.

L'abbaye romane de Morienval, coupable d'avoir été remaniée au seizième siècle reprend ainsi son « aspect primitif ». L'édifice, dont on peut mesurer le charme et l'harmonie grâce au relevé pointilleux de Semersheim va perdre une bonne part de son élégance au

lignes de feu pendant quatre ans de guerre, pratiquement anéantie au moment de l'armistice, en 1918, est rétablie par André Collin sur ses plans d'avant guerre. C'est-à-dire sur ceux de son collègue Verdier, qui l'avait quasiment reconstruite quelques années auparavant.

Mais ces maladroites ou ces excès ne doivent pas nous faire oublier que sans ces architectes parfois trop imprégnés d'un idéal



La restauration du château de Fère-en-Tardenois

profit d'une « vérité » parfaitement illusoire. Le château de Pierrefonds, « l'œuvre » la plus connue de Viollet-le-Duc, est présentée avant, pendant, et après la restauration.

Les dessins et les photos nous montrent la ruine imposante se transformant peu à peu en un prototype médiéval qui servira de modèle à tous les Disneyland de la planète. La forteresse de Fère-en-Tardenois, flanquée au seizième siècle d'une belle galerie sur pilotis, avait été démantelée par l'un de ses derniers propriétaires, Philippe Egalité. Boitte propose lui aussi son projet idéal de restitution. Il traite la galerie haute comme un passage, ce qu'elle n'était sans doute pas, et pour justifier sa proposition, l'allonge d'une travée, puis la flaque d'une lourde construction octogonale qui n'avait jamais existé.

Parfois, le pastiche est au carré. L'église de Tracy-le-Val, sur la

sulpicien de nombreux bâtiments civils, militaires ou religieux n'existeraient plus.

Au milieu du dix-neuvième siècle, avant l'intervention de Boeswillwald, la cathédrale de Laon menaçait littéralement de s'écrouler. Celle de Soissons comme la collégiale de Saint-Quentin n'étaient plus que ruines au lendemain du premier conflit mondial. Les Monuments historiques relevèrent plus de sept cents édifices détruits. Les restaurations étaient à peine finies à la veille de 1939. Ils durent reprendre, six ans plus tard, leur travail de Sisyphe. Mais avec moins d'idéalisme et plus de modestie. Les grands visionnaires « troubadours » ont fait place aux historiens d'art. L'ère des grandes reconstitutions est close.

EMMANUEL DE ROUX.

★ Cent cinquante ans de restauration en Picardie, Musée des monuments français, place du Trocadéro, jusqu'au 16 mars 1987.

THÉÂTRE

« Risotto », à la Maison de la culture de Bobigny

L'art d'accommoder l'amitié

Fabrizio Beggiano est un spécialiste de textes romains anciens, docteur en philosophie et professeur à l'université de Rome. Amedeo Fago est scénographe au cinéma, cinéaste et scénariste à la télévision, dans le petit Teatro polifonico qu'il a créé via Teapolo, où il interprète des textes d'auteurs contemporains.

Comme ce Risotto, qu'il a lui-même écrit et qui narre son amitié vraie, avec Fabrizio. La mise en scène est simple comme un bon petit plat : à droite, Amedeo, attablé. A gauche, Fabrizio, derrière un plan de travail où sont rassemblés tous les ingrédients nécessaires à la préparation d'un bon risotto. Ce soir-là : du riz, des oignons, de l'ail et de l'échalote, un vin blanc, des truffes blanches. Fabrizio aurait pu utiliser des bettes, des poivrons, du saumon. Ce risotto était aux truffes blanches.

OLIVIER SCHMITT.

Il faut environ quarante-cinq minutes pour préparer et cuire un risotto. C'est la durée de ce spectacle insolite, le temps de raconter plus de trente années de compagnon-

nage dans l'Italie contemporaine qui semble bien être et rester une douleur. Les souvenirs se dessinent peu à peu, des images surgissent. Beaucoup d'humour, un zeste d'ironie et, au bout du compte, une somme de déceptions diverses souvent poignantes.

L'essentiel désormais n'est-il pas que le risotto soit bon ? « Pourvu que tu y mettes un peu d'amour, il vient toujours bien. » Cela est d'autant plus important que le public est convié à le découvrir avec ses propres papilles, à la fin du spectacle. Goltz étrange qui donne l'envie de s'interroger plus encore sur une Italie débarrassée des fumets du folklore. Jamais on n'a mangé italien comme avec ces deux drôles de Romains.

Jusqu'au 12 février, du mardi au samedi, à 20 heures précises. Possibilité d'assister le même soir au spectacle Gassman ou Heiner Müller.

THEATRE EUROPE JANVIER

CARTES BLANCHES AUX COMEDIENS ALLEMANDS

en collaboration avec le GOETHE INSTITUT

21 JANVIER OTTO SANDER - PETER FITZ

24 JANVIER ANNE DAVID, HEINZ BENNETT

26 JANVIER EVA MATTES

ODEON THEATRE NATIONAL Tél. 43.25.70.32

Renseignements Réservation

42.43.17.17

Minitel : COM 21

LE TERRIER

SALLE J.-M. SERREAU

SALLE GERALD ROBARD

THEATRE GERARD PHILIP 59 BOULEVARD JULES GUESDE 93207 SAINT DENIS

LES ENSORCELES

LE JOURNAL D'UN FOU

OTTO SANDER - PETER FITZ

ANNE DAVID, HEINZ BENNETT

EVA MATTES

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 19 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20.35 Cinéma : Les Arnauds. □ Film français de Léo Joannon (1967). Avec Bourvil, Christine Delacroix, Adamo, Michel de Rê.
22.10 Magazine : Acteur studio. Émission proposée par Frédéric Mitterrand et Martine Jovano.
23.25 Paris-Dakar : résumé.
23.30 Journal.
23.50 Magazine : Première page.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20.35 Série : Les cinq dernières minutes. Crime sur mégahertz, téléfilm de Jeanick Desclers. Avec Jacques Dubarry, Marc Eyraud, Roland Barthe, Michel Bonjean.
22.00 Documentaire : Des trains pas comme les autres. L'Inde : quatre milliards de voyageurs. Dernière émission d'une série de trois, proposée par François Gall.
23.00 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20.35 Cinéma : La mariée était en noir. ■■ Film français de François Truffaut (1968). Avec J. Morau, C. Rich, J.-C. Rial, M. Bouquet, M. Lonsdale, Ch. Dumez.
22.25 Journal.
22.50 Documentaire : Pierre-Dominique Gaisseau, aventurier. (P et dernière partie.) Prélude à la nuit. Presto, d'Albanis.
23.40 Journal.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Philadelphia Experiment. ■■ Film américain de Stuart Raffill (1984). Avec Michael Paré, Nancy Allen, Eric Christmas, Buddy DiCicco. 22.10 Flash d'informations ; 22.15 Échelles et buts ; 22.45 Les drives de Canal + ; 23.45 Football américain ; 0.55 Cinéma : Massacre dans un train. Film américain de Tobo Hooper (1981). Avec Elizabeth Berkley, Cooper Huckabee, Miles Chapin, Largo Woodruff, Sylvia Miles ; 2.25 Série : Les monstres.

LA « 5 »

20.30 Série : L'inspecteur Derrick ; 21.35 Série : Kojak ; 22.35 Série : Supercopier ; 23.30 Série : La cinquième dimension ; 0.20 Série : L'inspecteur Derrick ; 1.35 Série : Kojak ; 2.20 Série : Star Trek.

TV 6

20.30 Série : Les chevaliers ; 21.20 Série : Les superhéros ; 22.05 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20.30 Cinéma psychanalytique de Freud. 1. L'homme aux rats ; 21.30 Musique : Les origines traditionnelles du rap, avec la chanteuse Chikha Remettez ; 22.30 La nuit sur un plateau. Invité : André de Bouchet.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollo. Concert (en direct de la salle Gaveau à Paris) : Concerto en la mineur, de Kreitz ; Sonate en ré majeur, de Méhul ; Sonate à quatre mains n° 3 en ré bémol majeur, de Clementi ; Andante con variazioni en fa mineur, de Haydn ; Sonate à deux claviers en ré majeur, K.448, de Mozart, par Yannick Le Gallard et Patrick Cohen ; Piano ; à 23.08, la vie passionnée et romantique de Louis-Ferdinand Kersfeld ; 24.00 Les soirées de France-Musique. Dvorak et le sens du sacré.

ZENITH 19h15: EN DIRECT D'AVORIAZ
TOUTE LA SEMAINE
Avec MICHEL DENISOT tous les soirs
c'est l'actualité du spectacle.

CANAL+
LA TÊLE
PAS COMME LES AUTRES
EN CLAIR

Mardi 20 janvier

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

13.50 Série : La croisière s'amusse.
14.40 Feuilleton : Laura (12 épisodes).
15.15 Ravi de vous voir.
16.00 Série : Alfred Hitchcock présente... La provocation.
16.30 Ravi de vous voir (suite).
17.00 Variétés : La chance aux chansons. Avec Juliette Gréco, Daniel Delfino, Léo Bissel.
17.25 La vie des Bontes.
17.50 Feuilleton : Huit, ça suffit.
18.20 Mini-journal, pour les jeunes.
18.40 Jeu : La roue de la fortune.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.40 Cocoricochery.
20.00 Journal.
20.25 Loto sportif.
20.35 Feuilleton : Dalles. 3^e épisode : Quels yeux.
21.25 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. Le baiser de Mides.
22.20 Documentaire : Nouveaux mondes, l'Australie. Premier volet d'une série de trois : La dernière conquête de l'Ouest.
23.20 Paris-Dakar : résumé.
23.25 Journal.
23.45 Magazine : C'est à lire. Émission de Lucie Perrot.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

13.45 Feuilleton : Le riche et le pauvre.
14.35 Magazine : Ligne directe. De Jacques Pradel et Dominique Verdelhan.
15.35 Feuilleton : Lili, petit à petit.
16.05 C'est encore mieux l'après-midi.
17.30 Récit A2.
18.05 Série : Les maîtres de l'univers. Quik et Flupin.
18.30 Magazine : C'est la vie.
18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19.15 Actualités régionales.
19.40 Le nouveau théâtre de Boulevard.
20.00 Journal.
20.35 Cinéma : Kluge. ■■ Film américain de Alan J. Pakula (1971). Avec Jack Fonda, Donald Sutherland, Charles Cioffi, Nathan George, Dorothy Tristan, Rita Gam, Roy Scheider.
Un homme de science, bon époux et père de famille, disparaît. Le policier chargé de l'enquête découvre qu'il a fréquenté une call-girl à New-York et nouvelle call-girl. Un suspense rebondissant en étude de meurtre et de meurtre, une peinture déconcertante de l'Amérique moderne livrée à la débâcle et à la corruption, le portrait d'une femme étrange et complexe : Jane Fonda, c'est tout dire.
22.25 Magazine : Cinéma, cinéma. Émission d'Anne Audren, Michel Bojot et Claude Ventura. Au sommaire : Samuel Fuller, Buster Keaton, Wim Wenders, Janet Leigh, Gérard Depardieu, Maurice Pialat.
23.15 Série : Johnny Staccato.
23.45 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

14.00 Documentaire : Encyclopédie audiovisuelle du cinéma.
14.30 Magazine : L'art en tête (rediff.).
15.00 Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.
15.50 Les métiers d'avenir : Le gang des informaticiens.
16.00 Documentaire : Les grandes villes. Rome.

FEUILLETON : Demain l'amour.

17.25 Dessein animé : Lucky Luke.
17.30 Série : Zorro.
18.00 Inspecteur Gadget.
18.30 Feuilleton : Flipper le dauphin.
18.57 Juste ciel, petit horoscope.
19.00 Le 19-20 de l'information (et 19.35).
19.15 Actualités régionales.
19.55 Dessein animé : Ulysse 31.
20.05 Les jeux à Aix-les-Bains.
20.30 D'accord, pas d'accord.
20.35 Cinéma : War games. ■■ Film américain de John Badham (1983). Avec Matthew Broderick, Dabney Coleman, John Wood, Ally Sheedy.
En plein dans les jeux vidéo sur son ordinateur, un lycéen de Seattle capte, sans le savoir, les véritables données de la guerre thermonucléaire totale. Un postulat qui fait froid dans le dos : danger de l'ordinateur à la maison, suppression de l'intervention humaine dans la déclenchement de la guerre mondiale. Et aussi un extraordinaire spectacle qui tient en haleine.

CANAL PLUS

14.00 Cinéma : Une femme en Afrique. ■■ Film français de Raymond Depardon (1985). Avec Raymond Depardon, François Prentat ; 15.20 Cinéma : Time Walker, le Film américain de Tom Kennedy (1982). Avec Ben Murphy, Kevin Brophy, Nina Axelrod, James Karen ; 16.45 Série : Espion à la mode ; 17.30 Série : Les monstres ; 18.00 Flash d'informations ; 18.05 Dessein animé ; 18.15 Jeu : Les affaires sont les affaires ; 18.45 Top 50 ; 19.15 Zénith ; 19.55 Flash d'informations ; 20.05 Séquence : 20.30 Les séries ; 20.35 Cinéma : Metropolis, film français de Fritz Lang (1926). Avec Gert Fröbe, Hansi Martin, Hansi Martin, Corine Marchand, Clémentine Célaré, Bernard Giraudet ; 22.00 Flash d'informations ; 22.10 Cinéma : P.R.O.F.S. le Film français de Patrick Schmitman (1985). Avec Patrick Bruel, Fabrice Luchini, Christophe Bourseiller, Laurent Goulet, Martine Sacrey, Yolande Gilot ; 23.40 Cinéma : Maria solist. ■■ Film français de Michel Deville (1966). Avec Robert Hirsch, Véronique Vendell, Walter Rilla, Paul-Emile Deibler ; 1.30 Jeu : Shanghai-Paris.

LA « 5 »

14.10 Série : L'inspecteur Derrick ; 15.20 Chipe ; 16.10 Série : K 2000 ; 17.10 Série : Stéef, fais-moi peur ; 18.5 Série : Supercopier ; 19.5 Série : Happy days ; 19.35 Série : Star Trek ; 20.30 Cinéma : Le tri de la liberté ; 21.00 Film français de Serge Korber (1977) ; 22.00 Série : Supercopier ; 23.00 Série : Les Grands ; 23.35 Série : La cinquième dimension ; 0.45 Série : Star Trek ; 1.45 Série : Les Grands ; 2.40 Série : La cinquième dimension.

TV 6

14.00 6 Tonic ; 17.00 Système 6 ; 18.50 NRJ 6 ; 19.40 Série : Max la menace ; 20.10 Feuilleton : Le temps des copains ; 20.30 Cinéma : Deux sœurs vivent en paix. ■■ Film américain d'Irving Reis (1947) avec C. Grant, M. Lay, S. Temple. Un confesseur juif, qui a eu affaire à une femme-juif, est en butte aux avances de la sœur de celle-ci, une adolescente énamourée. Pas follement original dans le scénario et la mise en scène, mais le trio Cary Grant/Miriam Loy/Shirley Temple fait des étincelles ; 22.05 6 Tonic.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le journal de corps. L'homme nait à la mer ; Le handicap : la culture handicapée ; 21.30 Musique : Diagonales. Enregistrement avec Michel Jonasz ; 22.30 Nuits magiques. La nuit et le moment ; Louis Jovet ; 0.10 Du jour au lendemain.

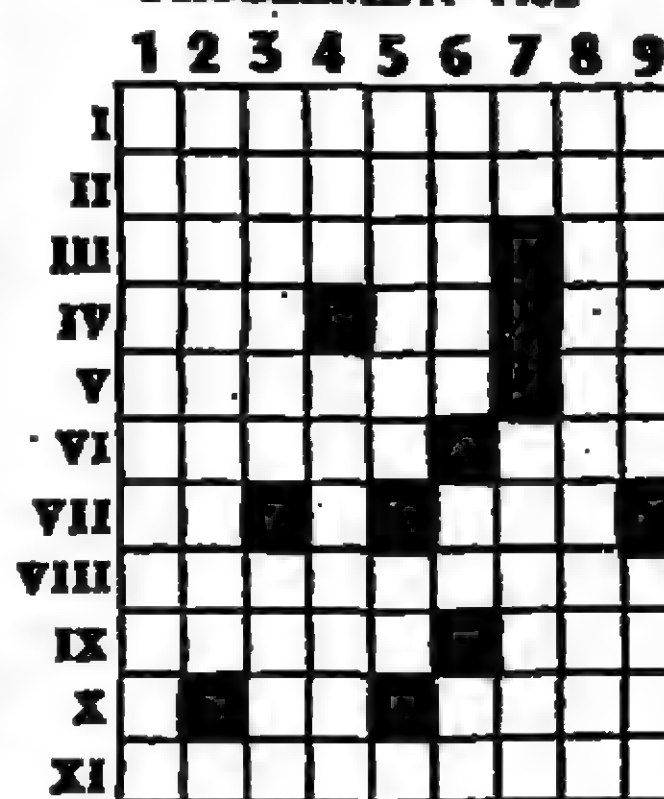
FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la salle Pleyel). Récital Jorge Bolet, piano ; 22.00 Les soirées de France-Musique. Concert de musique : ouverture de Manfred, de Schumann ; Guillaume Tell, de Rossini ; Neuvième symphonie en mi mineur, op. 95, de Dvorak (enregistré le 31 janvier 1953 au Carnegie Hall) ; Le barbare de Séville (ouverture), de Rossini ; Sixième symphonie en si mineur, de Tchaïkovski (enregistré le 21 mars 1954 au Carnegie Hall) ; par l'Orchestre symphonique de la NBC, dir. Arturo Toscanini.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4402



HORIZONTALEMENT

1. Qualifie une personne qui n'a pas de dents. — II. Ont souvent des « figures » à faire peur. — III. Célèbre facteur. Abrégé d'enseignement. — IV. Prise d'eau. Abréviation religieuse ou guerrière. Aurait confirmé le proverbe : « souvent femme varie ». — V. N'est donc pas restée seule. Démonstratif. — VI. Se consomment grillés ou fumés. Cassant ou casseur. — VII. Temps. Relève des épaules. — VIII. Des femmes souvent à la page. — IX. Prophète juif. Liquide. — X. Dans le vent. Apprécié ou n'est pas apprécié. — XI. Convertes d'arabes.

VERTICALEMENT

1. Caractère d'une personne peu faite pour le commerce. — 2. Sont donc sur la bonne voie. — 3. Gros cordage. Chef de la police à l'étranger, chef du milieu en France. — 4. Possessif. Partie de « boule ». — 5. Bien roulés. Note. — 6. Panier à poissons. Forme d'auxiliaire. Le platine. — 7. En instance. Est à faire sans faute. — 8. Finit toujours bien. — 9. Intime conviction. En France.

Solution du problème n° 4401

Horizontalement
I. Plastiqueur. Ego. — II. Rococo. Cristal. — III. Epris. Boie. Ange. — IV. Sien. Or. Atelier. — V. S.O.S. Abêtir. — VI. El. Voltaire. Nain. — VII. Céder. Lie. No. — VIII. Ost. Elucide. — IX. Tartes. Erre. Ris. — X. Risi. Ana. Mâina. — XI. Or. Aile. Bague. — XII. Nidifier. Décor. — XIII. Sir. Oui. On. — XIV. Attelé. Brel. Tir. — XV. Hesse. Teen-ages.

Verticalement
1. Presse-citron. Ah ! — 2. Lépiote. Aoriste. — 3. Acres. Dort. Dits. — 4. Soit. Vestiaires. — 5. Tus. Aorte. If. La. — 6. Is. Obi. Salive. — 7. Querelle. Née. — 8. Tuiles. Robe. — 9. Eclairer. Ure. — 10. Urètre. Comédien. — 11. Ri. Visage. La. — 12. Salon. Tuer. — 13. Etui. Améric. Té. — 14. Gage. Ia. Ia. Soir. — 15. Oléron. Masseurs. GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du samedi 17 janvier 1987 :

DES DÉCRETS

● N° 87-24 du 15 janvier 1987 relatif à l'exercice du droit de communication par les agents de la direction générale des impôts ;
● N° 86-1415 du 31 décembre 1986 pour l'application des dispositions du chapitre premier du titre premier du livre premier du code rural et relatif aux dispositions communes aux divers modes d'aménagement foncier ;
● N° 86-1422 du 31 décembre 1986 modifiant le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

DES ARRÊTÉS

● Du 16 décembre 1986 relatif à la diffusion de mises en garde et de précautions d'emploi concernant l'utilisation de certains jouets-poussettes pliantes ;
● Du 16 janvier 1987 fixant les modalités de la privatisation de la Compagnie financière de Paribas.

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 18 janvier 1987 :

DES ARRÊTÉS

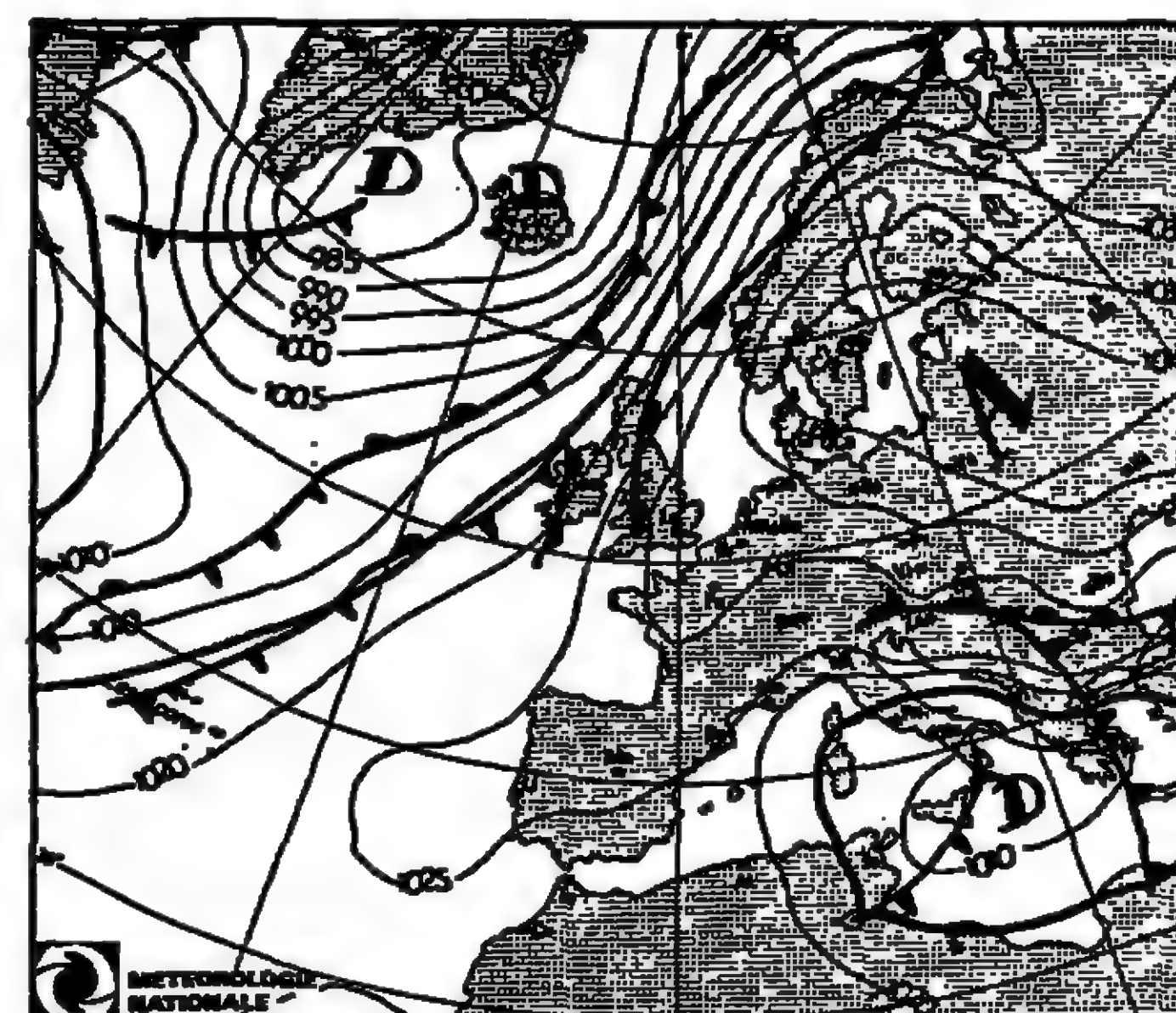
● Du 1^{er} décembre 1986 relatif à l'aménagement du titre alcoométrique naturel des raisins frais, des moûts et des vins de la récolte 1986 ;
● Du 7 janvier 1987 modifiant l'arrêté du 2 février 1982 relatif à la création de zones dangereuses en Nouvelle-Calédonie.

SUR MINTEL

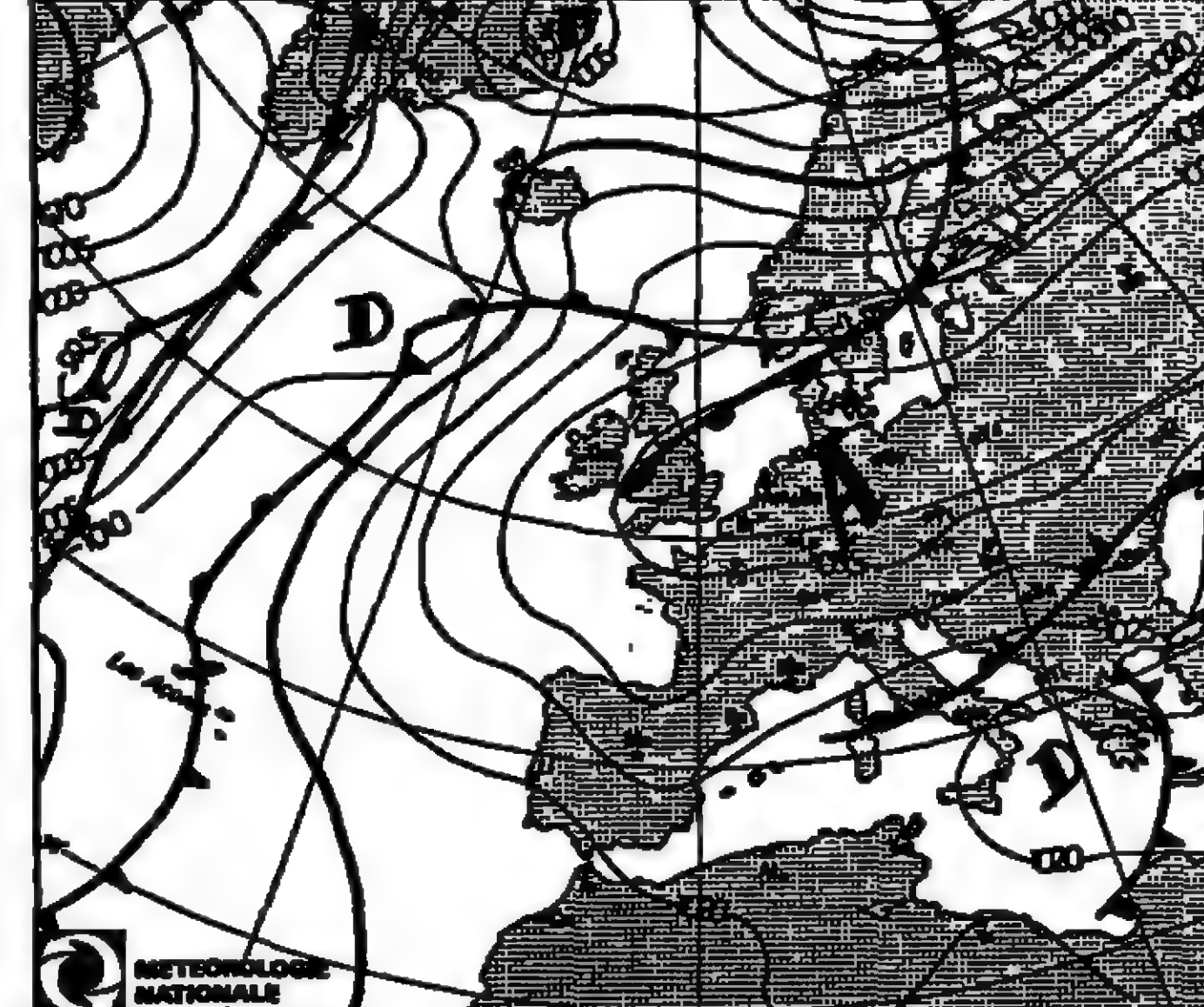
Prévisions complètes
Météo marine
Temps observé Paris, province, étranger
36.15 Tapes LEMONDE puis METEO

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19 JANVIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 21 JANVIER A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le lundi 19 janvier à 0 heure et le mardi 20 janvier à 24 heures.

Durant les quarante-huit heures à venir, la France sera soumise à un régime anticyclonique stable, froid et sec, le centre des hautes pressions (1040 hPa) se situant sur le nord de la Russie. Les journées se caractériseront par de fréquents brouillards et nuages bas matinaux, qui devraient laisser place dans l'après-midi à des éclaircies.

Mardi : la journée débute presque partout dans le brouillard et le brouillard, localement givraie (notamment en Bretagne). Seuls les habitants du Sud-Est y échapperont grâce à une couverture nuageuse abondante. Par contre, ils devront s'attendre à quelques pluies vergasseuses près du littoral entre Marseille et Nice.

En cours d'après-midi, des éclaircies se développent sur la plupart des régions. En revanche, pas d'amélioration à attendre dans le Sud-Est, où les nuages envahissent peu à peu le Languedoc, l'Aude et le Roussillon.

Côté températures, elles s'échelonneront le matin entre -10 et -6 degrés dans l'intérieur du pays, 2 et 5 degrés près de la Méditerranée, pour avoiser 0 degré sur la côte bretonne.

En cours de journée elle remonteront sensiblement grâce à l'ensoleillement pour atteindre généralement -5 à 0 degré, et 3 à 8 degrés près du golfe du Lion.

Quant au vent, il soufflera faiblement du secteur nord à nord-est. Mistral et tramontane ne dépasseront pas 30 à 40 km/h.



TEMPS PREVU LE mar. 20 janv. DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre le 18-1 à 6 h TU et le 19-1-1987 à 6 h TU											
FRANCE				TOULOUSE				LOS ANGELES			
ALGER	13	2	N	TOULOUSE	9	9	C	LOS ANGELES	16	5	D
BARCELONE	12	4	B	PORTO	20	20	D	MADRID	7	3	C
BORDEAUX	7	8	C	ÉTRANGER				MARRAKECH	20	7	N
BREST	5	6	P	ALGER	13	3	C	MEXICO	28	9	B
CAEN	5	8	C	AMSTERDAM	5	6	C	MILAN	5	4	C
CHERBOURG	5	7	B	ATHINES	15	10	P	MOSCOW	-10	-17	*
CLERMONT-FERR.	6	7	C	BANGKOK	33	25	N	NEW-YORK	24	16	C
COCHINCHINE	3	5	C	BARCELONE	11	0	D	NEW-YORK	3	3	C
LIJIE	4	6	C	BERLIN	-7	-11	B	OSLO	-9	-12	D
LONDRES	6	8	C	BRUXELLES	-4	-6	C	PALM-SPRING	12	2	D
LYON	4	8	C	LE CAIRE	31	16	N	PARIS	10	10	C
MASSILLON	1	8	D	COPENHAGUE	2	7	N	ROME	15	4	D
NANCY	4	6	C	DALAS	23	19	N	SEASIDE	13	4	D
NANTES	5	7	C	DELHI	17	9	N	SINGAPOUR	29	29	C
NICE	13	5	D	DUBLIN	13	9	N	STOCKHOLM	-6	9	*
PARIS-MONT.	4	8	C	GENEVE	3	4	C	SYDNEY	27	22	D
PARIS-MONT.	4	8	C	HONGKONG	28	17	C	TOKYO	11	2	N
PERMAN	8	1	D	STAVROPO	7	7	C	TUNIS	12	9	P
RENNES	6	8	C	LISSONNE	12	5	D	VARSOVIE	-8	-16	N
STRASBOURG	7	7	B	LONDRES	2	4	C	VENISE	5	1	D
STAVROPO	4	6	C					VIENNE	-5	5	C

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France ; heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Médecine

Médecins sans frontières grande cause nationale de l'année

Contrairement à ce que M^{me} Michèle Barzach avait annoncé, la lutte contre le SIDA ne sera pas la « grande cause nationale » de l'année 1987 (le Monde du 29 novembre 1986). On apprend en effet que c'est l'association d'aide humanitaire Médecins sans frontières qui bénéficiera cette année de ce label.

L'association du docteur Claude Malhuret — aujourd'hui secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme — a été désignée par une commission interministérielle dans laquelle étaient notamment représentés les ministères de la santé, de l'intérieur, de la culture et, pour la première fois, le secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme.

Le bilan de santé d'Isabelle Adjani

« Convenable », selon le conseil de l'ordre

Le professeur Raymond Villey, président du conseil de l'ordre des médecins, a déclaré, le dimanche 18 janvier, au cours du journal de TF 1, les rumeurs qui, depuis quelques mois, couraient sur l'état de santé d'Isabelle Adjani. « Son bilan de santé est convenable, a déclaré le professeur Villey. Elle a une bonne santé. Tout ce que j'ai pu lire ou entendre comme rumeur est faux. Ce sont des fables, ce sont des inventions. En outre, le professeur Villey a ajouté que « jusqu'à un instant, que, peut-être, des membres de professions de santé avaient pu contribuer à répandre ces rumeurs, nous cherchons. Parce que si cela — auquel je ne veux pas croire, c'est trop abominable — était prouvé, évidemment les auteurs de ces médianes, de ces calomnies, de ces affirmations fausses répandues dans le public, seraient l'objet de poursuites disciplinaires ».

Ce label permet de bénéficier d'une série de messages télévisés gratuits sur les chaînes publiques. Trois campagnes « d'intérêt général » seront organisées, d'autre part, au profit de la Fondation pour la recherche médicale, du Comité catholique contre la faim, et de la lutte contre le SIDA. Les messages télévisés diffusés dans le cadre de ces campagnes bénéficieront d'une réduction de tarif de 65 %.

On indique, dans l'entourage de M^{me} Barzach, que la campagne de prévention contre le SIDA sera lancée durant le premier semestre et qu'elle s'adressera au grand public et aux professionnels de la santé. Aucune précision n'a toutefois encore été donnée en ce qui concerne le financement de l'ensemble de ces actions.

● **SOLIDARITÉ** : Sauvez les enfants. — Famine en Afrique, cyclone au Bangladesh, tremblement de terre à Mexico, éruption volcanique en Colombie, l'association Save the children (Sauvez les enfants), créée en 1919, est chaque fois sur place, pour secourir les enfants qui souffrent, sans considération de race ou de religion, et ses programmes d'assistance sont élaborés en collaboration étroite avec chaque pays.

Présente dans quatre-vingt-dix pays (Grande-Bretagne, Etats-Unis, Canada, Danemark, Norvège, Australie, Autriche, entre autres), elle a distribué une aide directe de 790 millions de francs en 1985, et cinq mille personnes s'emploient sur le terrain à lutter contre la maladie, la misère et l'analphabétisme. En 1987, Sauvez les enfants entreprend une action en France et Afrique francophone pour « permettre à chacun de se prendre en charge » et « préparer l'avenir du monde ».

★ Adressez les dons à Sauvez les enfants, 9, rue Benjamin-Godard, 75116 Paris. Tél. (16-1) 47-39-41-82. Compte d'association à la Fondation de France n° 060571.

Naissances

— Anne BRUNEL-FLIEDER et Laurent FLIEDER

sont heureux de faire part de la naissance de

Gaspard.

Paris, le 4 janvier 1987.

— Chloé CAMPOMIZZI-VILLOIN

a la joie d'annoncer la naissance de son petit frère

Nicolas,

le 14 janvier 1987.

La Haye-aux-Moines, 94000 Créteil.

Mariages

— Philippe DELLEUR et Marie-Louise BARRETTO

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 27 décembre 1986, à Rio-de-Janeiro, par dom Helder Camara.

16, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly.

Décès

— Marius Limonst. Paris. Lyon. Chambéry.

M. François Allix, ses enfants et petits-enfants, Dupin de Saint-Cyr, M. et M^{me} Jacques Allix, leurs enfants et petite-fille, M^{me} Alfred Manthe, M^{me} Georges Allix, M. et M^{me} Denis Allix et leurs enfants.

M^{me} Edmond Fardel, M. et M^{me} Pierre Yakovlev, leurs enfants et petite-fille, M. et M^{me} Guy Lejeune, M. et M^{me} Jean-Pierre Allix et leurs enfants.

M^{me} Gladys Kirk, M^{me} la directrice, Et le personnel de la maison de retraite de Marlioux, ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} André ALLIX, née Jeanne Manthe, épouse de l'Université, survenue à Marlioux, le 12 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

Selon son expresso volonté, les obsèques ont eu lieu le 15 janvier, à Lancy (Rhône), dans la stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Les amis de

Etienne CAHEN, dit Jean Albrecht,

annoncent son décès, survenu le 11 janvier 1987, à Angers.

Il a fait don de son corps à la médecine. Une messe sera célébrée le 22 janvier, à 19 h 15, dans la chapelle Notre-Dame-de-Pitié, à la cathédrale d'Angers.

De la part de M. et M^{me} Gauthron, 15, square Mongzon, 49000 Angers. Tél. : 41-66-92-59.

Dieu ! scoute-moi et console mon cœur : Epreuve-moi et console mes soucis. Vols donc si je prends le chemin périlleux. Et conduis-moi sur le chemin de toujours. (Psaume 139.)

Georges CASALIS

est mort à Managua (Nicaragua), le 16 janvier 1987, alors qu'il aimait un partage théologique avec les communautés chrétiennes locales.

L'inhumation a eu lieu à Managua.

De la part de : Dorothea Casalis-Thurneysen, qui l'accompagnait dans ce voyage.

France Sarraoun, Florence et Joseph Heringer, Sylvaine et Bernard Tassat, Olivier Cassali.

Ses petits-enfants : Anne-Sophie, Nicolas, Laure, Jérôme, Emmanuel-Etienne, Et sa mère, au Chili. Sa famille de Reims, Paris et Bâle. Ses amis d'ici et de par le monde.

Des dons peuvent être faits à la CIMADE, pour les projets au Nicaragua, CCF Paris 4088 87 Y.

Managua, Albuquerque. Chambéry. Etelans. Saint-Martin-d'Hères.

6, place Aristide-Briand, 69004 Noyon.

(Lire page 14.)

— M. et M^{me} Henri-Pierre Coland et leurs filles.

M. et M^{me} Roger Gros

M^{me} Marie-Jacqueline Gros,

font part du décès, survenu le 14 janvier 1987, de

M. Etienne CULAUD.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, square Delambre, 75014 Paris.

— M^{me} Jacques Demey, son épouse.

M. et M^{me} Jean-Philippe Demey, M. et M^{me} Nicolas Demey, M^{me} Ariane Demey,

M. et M^{me} Dominique Demey, M. et M^{me} Gilles Fleissner, leurs enfants.

Ses deux petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques DEMEY, ancien président-directeur général du journal Nord-Eclair,

piéusement décédé en son domicile, le 16 janvier 1987, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La messe des obsèques aura lieu à Roubaix, où il sera inhumé.

Une messe sera célébrée à Paris, en la chapelle de l'Amnion, 222, rue du Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8^e, le samedi 24 janvier, à 11 h 30.

Mé le 23 février 1988, décédé de l'école de la police, M. Jacques Demey est décédé en chef de police, en 1936, de l'école de la police. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

En 1952, M. Demey devint directeur, puis en 1956, directeur de la rédaction. Il est entré en service pendant la guerre et, en 1945, passa un accord avec la Résistance (d'inspiration chrétienne). C'est ce qui permit de préparer clandestinement, au sein même de l'entreprise et dans la région, la parution du quotidien Nord-Eclair.

Le Monde CADRES

Conseillers Grande Clientèle Privée dans une banque au rayonnement mondial.

Notre image est celle d'une banque professionnelle et performante. Il y a de bonnes raisons, parmi lesquelles : une implantation exceptionnelle à l'étranger, un savoir-faire reconnu en matière de marchés financiers, de gestion de patrimoine, d'opérations de haut de bilan.

Nous souhaitons renforcer les équipes de notre département Clientèle Privée, à Paris et en Province. Leur mission ? Conseiller la clientèle privée à hauts revenus ou patrimoine important dans le choix de ses investissements. Un conseil financier à pratiquer en généraliste averti et fin relationnel, en sachant utiliser les sources d'informations internes. Il entre également dans leur fonction de développer progressivement la clientèle qui leur est confiée.

Les consultants du cabinet SIRCA, en charge de cette recherche, étudieront avec attention votre candidature si, diplômé (e) de l'enseignement supérieur, vous exercez déjà cette fonction depuis 3 ans environ. La réussite dans ce poste vous ouvrira de larges perspectives : la province, l'étranger, le marché financier, les grandes entreprises, etc. Merci d'écrire sous référence 649 517 M. à SIRCA, 64 rue La Boétie 75008 Paris, en précisant votre rémunération actuelle.



Sirca

Membre de Syntec

Jeune juriste valorisez votre expérience immobilière avec nous

H/F

Le Groupe de la Compagnie Bancaire recherche pour l'une de ses filiales un jeune juriste (25/30 ans) doté d'une maîtrise de Droit privé et bénéficiant d'une première expérience de 3 à 5 ans, réussie dans une société de promotion immobilière.

Au sein d'une petite équipe jeune et soudée, vous serez chargé tant de l'étude du montage juridique d'opérations immobilières complexes, que de la conduite d'affaires contentieuses. Votre réussite dépend de vos qualités de contact, d'analyse et de synthèse.

De bonnes perspectives d'évolution existent tant dans cette société qu'au niveau du Groupe. Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 418 M à Madame JANIN - COMPAGNIE BANCAIRE 5, avenue Kléber 75116 PARIS

groupe de la compagnie bancaire

RESPONSABLE

DE LA COMMUNICATION H/F

PRISMA PRESSE, filiale française d'un groupe de communication de renommée internationale est devenue, en quelques années, l'un des leaders de la presse magazine grâce à la réussite commerciale de ses titres et à ses méthodes de gestion.

Nos atouts : un état d'esprit enthousiaste et un souci permanent de qualité et de rigueur.

Soucieux de valoriser ces atouts, nous voulons développer une véritable politique de communication et créons le poste de : RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION.

Rattaché à la Direction Générale, votre mission consiste à définir la stratégie et les moyens d'une politique de communication externe et interne.

Au niveau externe, vous aurez à promouvoir l'image du Groupe et de ses réalisations. Vous interviendrez dans les actions menées autour de chacun de nos titres pour en assurer la cohérence avec la politique de communication du Groupe.

Au niveau interne, vous serez maître d'œuvre des principaux outils d'information et de développement de notre culture d'entreprise : livret d'accueil, journal d'entreprise, en particulier.

Agé d'au moins 30 ans, diplômé d'études supérieures (BAC + 4), votre professionnalisme et votre personnalité correspondront à ce que nous attendons de vous : rigueur intellectuelle, créativité, sens aigu des contacts.

Une expérience journalistique pourrait constituer un atout supplémentaire. La pratique courante de l'anglais ou de l'allemand est indispensable pour vous imposer à ce poste.

Merci d'adresser curriculum vitae, lettre manuscrite et photo, sous la référence RC/M, à Dominique THUILLEZ - PRISMA PRESSE - 6, rue Daru - 75008 PARIS.

PRISMA PRESSE
6 rue Daru - 75008 Paris

GEO **ca** **prima** **Le Monde** **Le Figaro**

RESPONSABLE GRANDS COMPTES

TELECOMMUNICATIONS

Direction Générale des Télécommunications
Service des Grands Comptes

Dans le cadre du développement de sa stratégie commerciale, la Direction Générale des Télécommunications crée des postes de RESPONSABLE GRANDS COMPTES, chargé de développer les opportunités commerciales et de promouvoir l'usage de services des Télécommunications auprès des grandes entreprises. Ces postes sont destinés à des ingénieurs et à des commerciaux diplômés d'une grande école ayant déjà acquis une première expérience commerciale ou technico-commerciale dans les secteurs de l'informatique ou de la communication d'entreprise. Représentant la Direction Générale des Télécommunications sur le plan national et international, chargé d'entretenir des relations de haut niveau, l'Ingénieur Télécom Grands Comptes est un développeur d'affaires, un diplomate, coordinateur, animé par un excellent esprit d'équipe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature qui sera traité confidentiellement : lettre manuscrite, CV, photo (retournés), prétentions, au Service des Grands Comptes Direction Générale des Télécommunications 20, avenue de Ségur, 75700 PARIS CEDEX.

DE GRANDS PROJETS POUR DE GRANDS METIERS

Expert-comptable ou ESC + DECS

pour diriger un service comptable étoffé

Une importante société chimique, filiale d'un des tout premiers groupes français, recherche le chef de ses services comptables.

- il dirigera un service comptable central étoffé (35 personnes), assurera la consolidation des filiales françaises et étrangères et pilotera, sur le plan technique, les antennes comptables décentralisées dans les usines,
 - il fera évoluer les méthodes et procédures comptables afin que leur efficacité soit constamment à la mesure de la progression de la société.
- Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de premier plan, bon animateur, bon organisateur, ayant de solides compétences en comptabilité générale et analytique ainsi qu'en fiscalité et disposant de 5 à 10 ans d'expérience en qualité de responsable de l'ensemble des activités comptables d'entreprises industrielles disposant d'outils de gestion performants.

Poste à Paris

Ecrire sous réf. ZK 283 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



PMI dynamique (50 millions de francs de CA dont 85 % à l'export) ; une des cinq premières entreprises mondiales dans le domaine de la conception et la réalisation d'équipements de production de fils et de câbles métalliques, recherche un

Jeune directeur technique

Rattaché à la Direction Générale, il sera chargé, après intégration, d'animer les services techniques (26 personnes) : bureaux d'études mécanique et électrique, atelier de montage et de mise au point, achats, sous-traitance. En relation étroite avec la Direction Commerciale, il participera personnellement à la négociation des affaires sur le plan technique.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé (AM, INSA, CESTI, ENL...), d'une trentaine d'années, possédant une expérience industrielle d'environ 5 ans de direction d'atelier et d'études, si possible dans le domaine des machines de production. Dynamique et de bon contact, il sera désireux de participer, dans une structure légère, au développement de la société. Connaissance CAO appréciée. Anglais indispensable.

Lieu de travail : banlieue est Paris.

Ecrire sous réf. OD 287 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Jeune juriste immobilier

Jeune et dynamique société de développement immobilier, filiale d'importants groupes financiers, recherche un RESPONSABLE JURIDIQUE.

Sa mission est d'assister la Direction dans l'achat, la vente et la location de terrain et d'immobilier après leur mise en valeur à des fins industrielles ou commerciales et, dans ce but :

- de participer à des montages juridiques,
- rédiger des actes, des baux commerciaux,
- traiter le contentieux, les problèmes d'assurances.

Situation intéressante et évolutive pour candidat de valeur, disposant d'une solide formation juridique, d'une expérience d'environ 3/5 ans dans le secteur immobilier et alliant des qualités de rigueur, d'imagination et de bonnes capacités relationnelles.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. PE 288 AM

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



**ARTHUR
ANDERSEN
& CIE**
conseils en organisation

NOTRE METIER : CONSEILLER LES ENTREPRISES

- Pratiquer le métier de conseil aux entreprises dès votre entrée dans la vie professionnelle ou sein d'une équipe d'intervention ;
- Recevoir une formation continue - en France et aux Etats-Unis - ; diversifier vos compétences ; devenir en 5 ans responsable d'une ou de plusieurs missions ;
- Intervenir dans des secteurs aussi variés que l'industrie, la distribution, la banque, la communication, l'Administration ou les collectivités locales ;

C'est ça que vous propose ARTHUR ANDERSEN & CIE

Si vous êtes intéressés par ces possibilités d'évolution. Si vous êtes diplômés d'une grande école de gestion (HEC, ESSEC, ESCP) ou d'une grande école scientifique (X, ENST, ESE, ENPC, MINES).

Envoyez votre dossier de candidature à :
Bruno CORMOULS, ARTHUR ANDERSEN & CIE
Tour 6m, Cedex 13, 92082 PARIS LA DEFENSE 2

**BERTEIL
SOLDES**

Le Monde CADRES

Cadres de personnel ! Consultants R.H. !..

Bâtir une vraie stratégie sociale...

C'est ce que vous propose cette importante Société (6 000 personnes, à forte composante Ingénieurs et Cadres : 1 500), filiale de l'un des tout premiers GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS à l'IMAGE de MARQUE IMPORTANTE... Après de son DIRECTEUR, vous ferez œuvre d'

Ingénierie sociale

en animant une équipe chargée de préparer l'évolution des métiers et des hommes, à partir d'une stratégie d'entreprise dynamique, efficace et adaptée à un environnement très concurrentiel. En liaison avec la politique Groupe : créations d'activités nouvelles, regroupements d'entités, vous aurez à imaginer, construire et mettre en place un plan de gestion prévisionnelle du personnel, global ou sectoriel, qui permettra à la fois la flexibilité de l'activité, la mobilité des Ressources Humaines, en un mot l'adéquation maximale des « objectifs » et des « aspirations ».

Votre formation supérieure et votre expérience acquise dans une Société à établissements multiples « où il se passe souvent quelque chose » vous a préparé à cette nouvelle dimension que vous souhaitez donner, à présent, à votre carrière. Venez nous en parler. A bientôt ! René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/S/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Concevoir les batteries de demain...

INGENIEUR RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DES PRODUITS NOUVEAUX

FULMEN La Compagnie Européenne d'Accumulateurs (1^{er} fabricant français - 2400 personnes - Groupe CGE) est spécialisée dans l'étude, la fabrication et la commercialisation d'accumulateurs au plomb. Le service Développement de sa Division Batteries Automobiles souhaite renforcer son équipe.

Rattaché au Responsable du service, le titulaire du poste a pour principales missions, l'étude des conceptions des produits nouveaux et la définition des procédures de fabrication, l'élaboration et le suivi de l'exécution des essais labo et l'exploitation des résultats. Il collabore étroitement avec la fabrication.

Pour ce poste à responsabilité, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur physico-chimiste diplômé (ESPCI...). Agé d'environ 30 ans, il justifie d'une expérience réussie d'environ 5 ans d'animation d'équipe et possède des aptitudes à la communication et une bonne pratique de l'anglais.

Les conditions offertes et les perspectives d'évolution sont susceptibles d'intéresser des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rému- **CIGIE** nération actuelle sous référence M 19431 AL à :

EGOR S.A.

8, rue de Berni - 75008 PARIS

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

Consultant opérationnel études économiques et statistiques sur la diffusion de la presse

Bien organiser la distribution en France et à l'étranger, connaître le marché, ses besoins, ses tendances, la concurrence, prévoir au mieux et développer les ventes, réussir les réglages... autant d'impératifs quotidiens qui obsèdent les responsables de nos ventes au numéro, de nos abonnements et de notre distribution. Sous l'autorité de la Direction Commerciale, vous mènerez des missions d'études, de propositions et de conseil très opérationnel sur la diffusion de notre Journal et sur l'élaboration de tous les moyens d'information. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une Ecole de Commerce ou de Gestion - ESSEC, HEC, SUP DE CO, ECOF, DAUPHINE - avec une spécialité en statistiques. Ils posséderont une expérience d'au moins cinq années dans des fonctions similaires en entreprise et/ou en cabinet d'organisation, où ils auront acquis la maîtrise de l'informatique et si possible la connaissance des circuits de la diffusion des journaux. Esprit d'analyse et maîtrise de la synthèse des aspects techniques, économiques, commerciaux, et financiers, goût de la communication et de la pédagogie leur permettront d'assister avec efficacité les différents services et d'éclairer avec professionnalisme les choix de la Direction Commerciale.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10 rue du Colisée - 75008 Paris, sous la Réf. 305.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

BANQUE PARISIENNE

recherche

POUR RENFORCER SON EQUIPE D'EXPLOITANTS

CADRE CONFIRMÉ

Le candidat retenu, de formation supérieure (formation scientifique appréciée), devra assurer l'entretien et le développement d'une clientèle d'entreprises grandes et moyennes.

Il devra justifier d'une solide expérience dans ces fonctions et d'une réussite dans la vente des produits de marchés.

Une bonne connaissance de la langue anglaise est utile.

Adresser lettre manuscrite et C.V. sous réf. 226-M à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

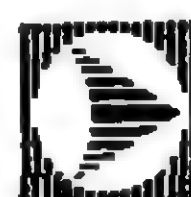
Conseil études stratégie/développement

Au sein de Bernard Julhiet Conseils, importante société de conseils en développement commercial, (40 consultants), le département Etudes & Stratégie a une activité en progression constante auprès de clients d'activité et de taille variées mais visant en priorité des clientèles professionnelles.

Les missions sont centrées sur des problèmes liés au développement de l'entreprise : diversification, stratégie marchés-produits-applications, potentiels, organisation... qui exigent des consultants implication et disponibilité en même temps qu'une large autonomie.

Celui ou celle qui rejoindra notre équipe aura un profil à son image : une formation supérieure et l'expérience de l'entreprise, si possible industrielle, un tempérament ouvert au commercial, un sens de la communication écrite et orale. Une bonne pratique des études acquise en entreprise et/ou en société de conseil souhaitée. La pratique de la micro-informatique constituerait un autre atout.

Si vous êtes disposé(e) à vous engager auprès d'une équipe performante et ambitieuse, si le travail bien fait vous tente, alors adressez-nous sans tarder votre dossier à Bernard Julhiet Conseils, sous référence WES 87.1 M, 28 boulevard Belle Rive 92500 Rueil-Malmaison.



GROUPE BERNARD JULHIET

Membre de Syntec

Créer la Fonction Communication et Développement Social au sein d'un Grand Groupe

L'une des clés de la compétitivité de notre très important groupe agro-alimentaire est notre volonté de mener de front efficacité économique et développement social. La cohérence et la réussite de nos évolutions passent par l'élaboration d'un PROJET D'ENTREPRISE véhiculant une culture commune et fédérant toutes les énergies.

En liaison étroite avec le Directeur des Ressources Humaines, vous animerez ce projet en établissant une stratégie globale de l'information destinée tant aux salariés qu'aux partenaires extérieurs et portant sur tous les aspects professionnels, économiques, culturels de l'entreprise. Dans le cadre de la mise en place d'un management participatif par la hiérarchie, vous favoriserez le développement de structures interactives, l'organisation de l'expression directe et de la concertation.

La réussite dans cette fonction catalysatrice, basée dans une ville universitaire de l'Ouest implique une formation supérieure et une expérience d'au moins 6/8 ans de développement social et de communication au sein d'entreprises industrielles évoluées, à travers la prise en charge d'un plan de communication global. La maturité du candidat, son intelligence des situations, son charisme social constitueront les critères déterminants du choix.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 57 6701 M. Elle sera examinée confidentiellement par notre Conseil, qui vous contactera rapidement.



EQUIPES ET CARRIERES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS

Gilbarco

UNE SOCIÉTÉ INOTEC

Nous sommes une jeune société française très performante de 50 personnes, bénéficiant de l'appui de grands groupes industriels et financiers. Nos produits sont destinés aux technologies électroniques et informatiques les plus modernes. Notre marché est la distribution pétrolière. Pour concrétiser et poursuivre notre développement, nous recherchons :

ingénieur développement

De haut niveau, diplômé d'une grande école (ECP, SUPÉLEC, ENSEIHT...). Le candidat, homme ou femme a de préférence 2 à 3 ans d'expérience. Nous lui proposons de travailler sur des projets motivants traitant de la physique, de l'électronique, de l'informatique dans le cadre d'équipes jeunes et innovantes.

ingénieur développement logiciel

Diplômé d'une grande école ou titulaire d'une maîtrise informatique (MAGE). Le candidat, homme ou femme, a de préférence une première expérience dans l'analyse et l'écriture de logiciel d'application et de gestion sur petits systèmes (PC-AI).

techniciens BTS/DUT électronique et informatique

Titulaires d'un diplôme BTS ou DUT option électronique et informatique, débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience. Plusieurs postes sont à pourvoir. Nous vous proposons d'une part, de participer aux développements de systèmes électroniques à base de micro-processeurs et de logiciels d'applications applicatives et d'autre part, aux développements des méthodes de test des ensembles électroniques de nos fabrications.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) à : **GILBARCO DISTRIBUTION S.A.** 19, rue de la Jeune-Fille, B.P. 10223, 95703 ROISSY, Aéroport CDG.

GENERAL MOTORS FRANCE DIVISION DELCO MORAINÉ



Le développement de nos systèmes de freinage nous amène à recruter un **INGENIEUR SYSTEME** Il assurera l'interface technique entre General Motors France, ses clients et d'autres unités General Motors participant au programme A.B.S.

Il sera responsable de la mise au point des procédures de contrôle et de spécification, coordonnera les essais de développement des algorithmes et des logiciels. En liaison avec nos clients, il aura la responsabilité de la mise au point des logiciels.

Il devra donc avoir une expérience de développement logiciel au sein d'un service de contrôle de qualité ou de développement de logiciels.

Une très bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. De nombreux déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. Adresser lettre de candidature, CV et photo à : **General Motors France** 10-12 Avenue L. de la Harpe 92031 GUYMORVILLE Cedex

CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

Auditeur interne groupe Paris

- Profil -

Ce poste intéresse un candidat correspondant aux critères suivants :

- Formation supérieure HEC-ESSEC-ESCP niveau Expertise Comptable ou équivalent.
- Expérience d'environ 5 ans dans un Cabinet d'audit anglo-saxon.
- Anglais courant indispensable.
- Audit informatique souhaité.

- Mission -

- Les interventions de l'audit interne portent sur la fiabilité des résultats des filiales, le contrôle des procédures dans les agences et le fonctionnement des systèmes informatiques de notre Groupe.

- Basé à Paris, il dépend de la Direction Financière et il est amené à effectuer des déplacements de courte durée en Europe et aux USA.

Ses perspectives d'évolution, en France ou à l'étranger, sont à la mesure de notre Groupe à vocation très internationale.

Adresser CV + photo + prétentions à **CAP GEMINI SOGETI SA**, Audit Interne, 11 Rue de Tilsitt - 75017 Paris, sous référence HMA.001.

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 20 janvier 1987 23

Le Monde
CADRES

Directeur industriel

300.000 F

Matériels mécaniques et électroniques - Un groupe européen qui fabrique et commercialise dans le monde entier des matériels de levage et de manutention recherche le directeur de son unité industrielle située dans la région de Troyes (160 personnes). Sous l'autorité de la direction générale France, il assurera l'ensemble des responsabilités qui incombent habituellement à un responsable d'unité de fabrication et auxquelles il conviendra d'ajouter la supervision du bureau d'études et de différents services fonctionnels (comptabilité, administration des commandes et informatique). Ce poste s'adresse à un ingénieur (type Arts et Métiers ou équivalent), âgé de 35 ans minimum et possédant couramment l'anglais. Il doit nécessairement avoir exercé pendant plusieurs années des responsabilités de fabrication dans une usine confrontée à des impératifs rigoureux de qualité et de productivité et produisant en moyenne série des matériels mécaniques et/ou électroniques. Des connaissances précises en gestion constitueront un atout important. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 300.000 francs. Ecrire à JM. JACLOT, en précisant la référence A/R 9218M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Créer la première école de consultants

Ouest - L'Ecole de consultants d'entreprises, créée sous l'égide d'organismes publics, d'institutions de développement économique, d'organismes professionnels, d'écoles de gestion, débute ses activités en septembre 1987. Elle formera des spécialistes du conseil aux entreprises, diplômés issus de l'enseignement supérieur - bac + 4 minimum - et cadres expérimentés. Son directeur, en liaison avec un conseil d'orientation stratégique et pédagogique, assurera le lancement de l'Ecole, sa promotion, et la coordination des moyens matériels et humains. L'équipe pédagogique sera composée d'intervenants de haut niveau issus des entreprises, des professions de conseil, de l'enseignement supérieur. La réussite dans cette fonction suppose une formation supérieure - grande école, 3ème cycle... - avec une composante de gestion, et une expérience professionnelle diversifiée - responsabilités en PME-PMI, conseil, pédagogie d'adultes... - Une bonne connaissance de l'Ouest et des organismes régionaux constitueront des atouts supplémentaires. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant la référence A/1446M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

1, rue Daguerre - 44000 NANTES - Tél. 40.48.48.52
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Consultants en maintenance ou en logistique

Neully - PA, Cabinet International de Conseil (1200 consultants dans le monde), poursuit son développement dans le conseil en management. Notre société française recherche des consultants chargés aussi bien de conseiller les directions générales et industrielles que de dialoguer à tous les niveaux de l'encadrement. Les missions auront trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'action dans les domaines de la maintenance et de la logistique industrielle (amélioration des flux). Ces postes basés à Neully impliquent une mobilité certaine sur la France et, occasionnellement, des déplacements de moyenne durée en Afrique francophone. Les candidats doivent avoir une formation d'ingénieur complétée par un diplôme de gestion (IAE, ICG...). Ils ont une première expérience industrielle orientée vers la gestion de la maintenance d'installations complexes ou vers la logistique (approvisionnement, gestion de production, distribution physique). Ils savent manager des équipes et peuvent s'impliquer dans des actions de formation. La maîtrise de l'anglais est nécessaire pour les échanges au sein du groupe PA. Ecrire à F. MAUBOUCHE, Directeur Général, en précisant la référence A/062MLM. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Filiale française d'un Groupe américain occupant dans le secteur de la chimie une position de tout premier plan, nous recherchons pour notre siège social à Paris un :

MANAGER LOGISTIQUE

Il assurera pour nos deux principales unités de production la responsabilité complète de la gestion des flux matières destinés à l'ensemble de notre clientèle. S'appuyant sur un réseau informatique de première qualité, il optimisera le mix coûts/délais grâce à la rigueur et à l'efficacité de son planning opérationnel. Mobile, en contact permanent avec la clientèle, il veillera à la qualité des prestations fournies, facteur essentiel de notre réussite. Ses facultés de dialogue et ses compétences lui permettront d'exercer une autorité naturelle auprès de son équipe, de motiver les hommes, de stimuler les énergies en communiquant sa passion du service de haute qualité. Il mettra en œuvre ses talents de négociateur auprès des contractants et des sous-traitants afin d'exploiter au mieux les ressources de son budget de fonctionnement (env. 30 MF). Agé de 35-40 ans, le candidat pourra se prévaloir d'une formation initiale de type Ingénieur Arts et Métiers et d'une expérience valorisante de 8 à 10 ans dans une fonction de production industrielle. Maîtrisant parfaitement l'anglais, il saura saisir l'opportunité d'un poste clé dans notre organisation, qui lui permettra par la suite d'évoluer vers d'autres responsabilités au sein du Groupe. Un véhicule de fonction sera fourni.

Envoyez votre dossier de candidature sous réf. 804 à :

ADVANTAGE
35, rue Brunel
75017 Paris

Adjoint au responsable de la Comptabilité Générale

GRANDE BANQUE PARIS

recherche pour sa Comptabilité Générale un candidat de formation supérieure Grande Ecole de Commerce, Expertise ou équivalent, expérience professionnelle d'environ 3 années dans le secteur bancaire ou en cabinet d'audit.

Il aura à assurer progressivement la responsabilité de l'établissement des situations réglementaires, des déclarations fiscales et des travaux relatifs à l'établissement du bilan et de la consolidation.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions, sous référence 2290 M à

SOURCES

108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

Dans le cadre de notre programme
QUALITÉ TOTALE, nous recrutons

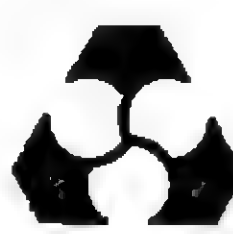
un ingénieur assurance qualité contrôle

pour une de nos unités de production
de 400 personnes dans la région Rhône-Alpes.

Vous êtes de formation Centrale ou Mines, débutant ou ayant 1 à 3 ans d'expérience.
Vous maîtrisez parfaitement l'anglais.
Vous avez une constante volonté de progression, un fort potentiel d'évolution : ce poste vous prépare à assumer les responsabilités de Direction.

Envoyez lettre manuscrite, CV, photo à la Direction du Personnel :
UNION CARBIDE FRANCE - 4, place des Etats-Unis - Silic 214 -
94318 RUNGIS CEDEX.

UNION
CARBIDE



Renouveler l'idée du marketing bancaire

Le GROUPE CREDIT MUTUEL D'ALSACE, DE LORRAINE ET DE FRANCHE-COMTE c'est d'abord bien sûr, une banque (et même le 1^{er} groupe bancaire régional en France). Mais il faut savoir que c'est aussi un ensemble performant et très diversifié de Sociétés de Services qui emploie près de 6 000 salariés et s'adresse à plus de 2 millions de clients avec qui il entretient des relations fondées depuis longtemps sur la confiance réciproque. Position exceptionnelle dont le CREDIT MUTUEL entend bien se servir pour continuer à progresser sur ses marchés.

Cette vocation de développement est peut-être l'essence du Département Marketing que nous vous proposons d'intégrer et à l'intérieur duquel vous prendrez la responsabilité du Service Clientèle et Marchés à Strasbourg. Dix personnes. Les uns auront des recherches et des études sur notre clientèle, nos marchés, notre image et notre implantation, sur la conception et l'adaptation de nos produits et services. Les autres sont en charge des différents segments de marchés, acquis ou potentiels, que concerne l'ensemble de nos activités.

Vous animez et coordonnez le tout.

Avec l'aide de l'informatique, vous concevez des outils pour vendre et des moyens pour suivre les objectifs.

Avec la Direction, vous participez à la définition du plan de développement.

Le présent et l'avenir de ce poste nous ont aidés à préciser ce que nous vous demandons : un grand diplôme commercial (HEC, ESSEC, SUP de CO...), une dizaine d'années d'expérience avec un passage obligatoire dans la Banque, l'Assurance, le Crédit... une forte connaissance des problèmes de distribution dans le Service et certainement la pratique opérationnelle des études et de la stratégie.

Quant au reste, sachez que vous passerez votre temps à communiquer et à convaincre, que nous comptons sur vous pour imaginer ce qui n'existe pas encore et que nous avons une envie formidable de succès.

Merci de nous croire. A votre tour vous direz, nous ayant rencontré, si vous avez envie de tenir ce pari avec nous.

SEFOP, notre Conseil, vous donnera toutes précisions sur nos projets. Merci de leur adresser votre dossier sous réf. MR 137.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTHEC.

REDACTEURS H/F CONTENTIEUX SINISTRES

Statut Cadre

Vous êtes Rédacteur et vous souhaitez une progression de votre statut, de votre polyvalence, de vos responsabilités. C'est ce que vous offre une importante Compagnie d'Assurances (ARD) pour son siège social. Votre rôle sera de conseiller et de guider ses délégations régionales dans la gestion et le règlement amiable ou judiciaire des sinistres Auto et autres produits et de gérer vous-même les sinistres importants, notamment corporels. Ces postes vous intéressent si vous êtes titulaire au minimum d'une licence en Droit et si vous avez une expérience d'au moins 2 ans dans une Compagnie d'Assurances où vous avez acquis une bonne autonomie dans la gestion des sinistres corporels. Une bonne réussite personnelle dans la fonction, qui est évolutive, vous permettra de disposer d'une plus grande délégation dans votre gestion. Lieu de travail : banlieue Est (RIE). Horaires souples. Restaurant d'entreprise. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération sous réf. 11743/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS Tour Chénoueix 92516 BOULOGNE CEDEX.

Sélé
CEGOS

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
(quartier Dardart-Rochereau)
recherche afin de renforcer
ses services sinistres au sein
de son service régional
de l'ÎLE-DE-FRANCE

2 REDACTEURS CONTENTIEUX CORPORELS H/F

Les candidats (tous) de formation juridique devront avoir acquis une première expérience professionnelle et être en mesure de s'insérer dans une équipe d'environ 10 personnes.

Nous vous invitons à adresser votre candidature accompagnée d'un C.V. détaillé et photo à l'attention de M. DUPONT, 28, rue de la Tourne-lasse, 75003 PARIS BRUNE.

ETS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR CINÉMA ET AUDIOVISUEL

RECHERCHE pour la prochaine rentrée
praticiens ayant exp. de l'ENSEIGNEMENT dans les domaines suivants :

• Média - Marketing
Publicité, Sémiologie, scénario, mise en scène, réalisation technique de la vidéo, journalisme, anglais, économie, droit.
Env. C.V. et prêt. (Rémunération horaire)

Ecrire sous le n° 8.287
LE MOULIN PUBLIETTE
5, rue de Montmorency, Paris-7.

Consultant opérationnel études économiques et statistiques sur la diffusion de la presse

Bien organiser la distribution en France et à l'étranger, connaître le marché, ses besoins, ses tendances, la concurrence, prévoir au mieux et développer les ventes, réussir les réglages... autant d'impératifs quotidiens qui obsèdent les responsables de nos ventes au numéro, de nos abonnements et de notre distribution. Sous l'autorité de la Direction Commerciale, vous mènerez des missions d'études, de propositions et de conseil très opérationnel sur la diffusion de notre Journal et sur l'élaboration de tous les moyens d'information. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des diplômés d'une Ecole de Commerce ou de Gestion - I SEC, HEC, SUP DE CO, ECOFI, DAUPHINE - avec une spécialité en statistiques. Ils posséderont une expérience d'au moins cinq années dans des fonctions similaires en entreprise et/ou en cabinet d'organisation, où ils auront acquis la maîtrise de l'informatique et si possible la connaissance des circuits de la diffusion des journaux. Esprit d'analyse et maîtrise de la synthèse des aspects techniques, économiques, commerciaux, et financiers de la communication et de la pédagogie leur permettront d'assister avec efficacité les différents services et d'écarter avec professionnalisme les choix de la Direction Commerciale.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10 rue du Colisée - 75008 Paris, sous la Réf. 305.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL

Le Monde
CADRES

Faire vivre notre double projet économique et humain en usine

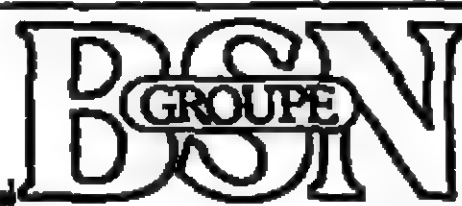
evian

La société Evian (1,4 milliard de francs de CA, 1250 personnes) poursuit son expansion sur le marché français avec ses marques Evian, Badrit, Fruité, Aïkhan et consigne son rang de leader mondial de l'exportation d'eaux minérales.

Jeune ingénieur en organisation

L'unité d'Amphion (800 personnes, à 7 km d'Evian) qui exploite la source Evian, est la plus importante de la Société. C'est une usine de pointe utilisant largement les automatismes et l'électronique. Elle démarre actuellement un ambitieux projet de réorganisation de sa production pour créer des unités décentralisées par produit qui enticheront les tâches et supporteront des efforts importants de diversification notamment à l'export. Réussir ce changement avec et par les hommes est l'un de vos challenges.

Rattaché au responsable du service Hommes et Organisation, vous avez aussi à rechercher pour l'ensemble des services, l'amélioration et l'innovation en matière de productivité, d'organisation et de conditions de travail, et contribuez aux programmes d'action. Vous jouez un rôle majeur dans la préparation des changements socio-industriels de l'usine. Jeune ingénieur diplômé d'une grande école généraliste, vous êtes attiré par le terrain, vous savez toute à la fois écouter les autres et agir avec eux. Votre évolution de carrière est ouverte après cette première expérience valorisante.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. P 1 M, en prévision de votre réintégration actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Tolbiac, 75008 Paris.

LE PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

laboratoires WYETH-BYLA

**Plus qu'un adjoint de notre D.R.H...
... un généraliste de la fonction**

Le titre ? Peu vous importe. Tout comme à notre D.R.H., qui attend avant tout de faire EQUIPE avec un jeune généraliste de la Fonction Personnel, dynamique et compétent. De formation supérieure, maîtrisant bien l'anglais, vous avez acquis en quelques années une première expérience de la Fonction. Vous souhaitez maintenant développer votre professionnalisme dans un contexte international en saisissant l'opportunité de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une politique sociale nouvelle, dans une entreprise à taille humaine, en étant rapidement opérationnel auprès de notre D.R.H. Venez nous rejoindre... Nous sommes la filiale française d'un des tous premiers Laboratoires Pharmaceutiques américains ; l'expansion soutenue de notre C.A. (600 millions de francs en 1986) s'appuie sur des produits renommés et des collaborateurs performants. Merci de prendre contact avec notre Conseil Denis SESBOUE, en lui adressant votre dossier complet (C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions), sous la référence S/DP/LM, qui le traitera en toute discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Région Paris-Ouest

Filiale d'un groupe de dimension internationale, notre société (360 MF, 750 personnes) développe ses activités dans les produits et services liés aux ouvrages d'arts.

Au sein de la Direction Technique, la section "Chimie" met au point et commercialise des produits spécifiques de synthèse (résines époxy, polyuréthanes, acryliques...). Elle recherche actuellement un

INGENIEUR CHIMISTE

Répondant au Directeur Technique et vous appuyant sur les moyens logistiques du service, vous développez de façon autonome cette activité : analyse des besoins de la clientèle, mise au point de produits nouveaux, coûts, suivi et contrôle des produits en phase d'élaboration et de mise en œuvre, respect des délais, etc.

Nous attendons un candidat diplômé en chimie (école d'ingénieur, doctorat, maîtrise) qui, à 28/30 ans, possède une expérience similaire de 3 ans minimum. La candidature de techniciens supérieurs sera prise en considération si l'expérience est plus importante.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 5/1258 B à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS



PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREEK-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

En accord avec la Direction Générale, vous aurez à animer et améliorer la politique sociale de notre société. Vous assurerez les responsabilités traditionnelles de la fonction :

- gestion des hommes,
- recrutement,
- formation,
- information,
- rémunération

Homme de terrain, de niveau baccalauréat ou maîtrise droit social, votre personnalité et votre capacité vous permettront d'appréhender les Relations Humaines avec simplicité, souplesse et pragmatisme et de vous adapter rapidement à notre société industrielle (300 pers.) rattachée à la convention collective de la métallurgie.

Posez vous en tête de France (Ouest de Paris). Merci de préciser sous double enveloppe le nom des sociétés auxquelles vous ne souhaitez pas que soit transmise la candidature que vous allez adresser sous réf. 51034 à R. OGER/228, 15 rue du Louvre, 75003 PARIS.

Chef du Personnel

GROUPE SYSECA

SYSECA (350 MF de C.A., 900 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de service et d'ingénierie en informatique, porteuse d'un groupe industriel de taille internationale.

Nous développons l'intelligence ART. Pour faire face à la croissance de nos activités, applications et études avancées, nous recherchons plusieurs

ingénieurs en intelligence artificielle

diplômés Grandes Ecoles ou Universités (DEA et/ou doctorat en I.A.).

Ils s'intégreront à notre équipe I.A. forte aujourd'hui de 25 ingénieurs et disposeront de moyens puissants : machines LISP, stations de travail I.A. DEC et SUN, logiciels logiciels ART.

Lieux de travail : Région parisienne et Toulouse.

Merci d'adresser votre candidature à SYSECA SELECTION, réf. M1917 315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD CEDEX

SYSECA SELECTION

JEUNE DIPLOMÉ

Importante Société de travaux Publics recherche pour son siège de Bordeaux un

INSA Lyon (option GMC)

Opérationnel dès votre arrivée, vous assisterez le Directeur du matériel dans la gestion administrative du service.

Si vous avez le sens des responsabilités, de l'initiative, de nombreuses opportunités vous seront offertes au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV et photo) sous réf. 2283 M à

SOURCES

108, rue Saint-Henri - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

LE BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Neuilly-Sablons

recherche pour

son département international

UN FISCALISTE CONFIRME

Pour ce poste d'avenir, une formation spécialisée, une expérience de 3 à 5 ans dans un cabinet international, le sens du contact et la pratique courante de l'anglais sont nécessaires.

Adresser lettre manuscrite, photo et C.V. au :
3, villa Emile Bergerat - 92522 Neuilly-sur-Seine Cedex.

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Directeur d'un groupe d'agences

250 KF + DREUX

Basé à DREUX, vous serez responsable d'un ensemble de 4 unités d'exploitation que vous gèrerez comme des centres de profit en développant vos clientèles et leur équipement.

Agé d'environ 35 ans, votre formation supérieure, votre expérience de la direction d'agence (notamment dans une banque régionale) font de vous un homme d'entreprise aguerri. Vos qualités de manager et votre conviction mobilisent vos collaborateurs sur des objectifs ambitieux. Homme de gestion et de communication, vous serez reconnu dans le tissu économique de votre région.

Votre réussite sera synonyme de promotion.

Prenez l'avenir au bout du fil ! Contactez les collaboratrices d'ALLO-CARRIERES. Elles vous informeront et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, au (1) 45.02.15.74. (Précisez la réf. 475).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la réf. 475/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Banque Populaire

(1)45.02.15.74

FINANCIAL TIMES
EUROPE'S BUSINESS NEWSPAPER

Sales Executive Paris-based

The Financial Times is looking for a circulation/advertising sales assistant to the Manager of its Paris office.

Ideally you will be aged between 25 and 35 and fluency in French and English is mandatory. A proven track record of selling is required and the ability to negotiate at all levels is paramount. Some direct marketing experience would be an added asset. Salary and conditions are commensurate with the responsibility of the position and a company car will be provided.

Please apply in writing to:
Ben Hughes, Financial Times (France) Ltd.,
168, rue de Rivoli, 75044 PARIS CEDEX 01.

Responsable des Ventes Paris

Le Financial Times cherche, pour son bureau de Paris, le bras droit de son Directeur des Ventes et de la Publicité. Agé de 25 à 35 ans, il parle couramment le français et l'anglais. Il faut avoir fait ses preuves dans la vente et la capacité à négocier à tous les niveaux est fondamentale. Une expérience dans le marketing direct constitue par ailleurs un atout supplémentaire. Salaire et conditions sont en rapport avec les responsabilités du poste et une voiture de fonction est fournie.

Répondre par écrit à:
Ben Hughes, Financial Times (France) Ltd.,
168, rue de Rivoli, 75044 PARIS CEDEX 01.

Pour faire face à sa forte expansion, la filiale française d'un important groupe bancaire international recherche pour son siège parisien :

ADJOINT CHEF COMPTABLE

Vous avez : environ 30-35 ans ; 5 à 10 ans d'expérience en comptabilité bancaire ; une solide formation universitaire (DECS) ; une bonne autonomie de travail.

Vous aurez pour mission : d'assister notre chef comptable dans toutes les opérations de comptabilité générale, fiscalité, de contrôle budgétaire, de contrôle des changes. (R.M. 84/LM)

ADJOINT CHEF DES CREDITS

Vous avez : 25-30 ans ; 2 à 3 ans d'expérience des crédits ; une solide formation universitaire (Sup de Co ou équivalent) ; une bonne autonomie de travail ; des qualités d'analyse, de méthode et un sens affirmé de l'esprit d'équipe ; de bonnes connaissances en informatique (IBM-PC) et en anglais seraient un plus.

Vous aurez pour mission : d'assister notre chef des crédits ; de préparer et de présenter les dossiers de crédit à la clientèle d'entreprises ; et d'en assurer la surveillance et le suivi. (R.M. 85/LM)

Pour ces deux postes : La rémunération sera fonction de votre expérience, votre évolution sera liée à votre réussite au sein d'une banque dynamique en pleine expansion.

Merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite, photo, et prétentions, sous la référence choisie à O.C.B.F. SERVICES - 68, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS



VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE

Le Monde CADRES

TRANSPORTS GRAVELEAU

Groupe Transports Graveleau (1 200 personnes - âge moyen : 30 ans), 35 agences en France, une logistique informatisée, 8 000 clients, 450 millions et l'ambition de devenir l'un des

10 PREMIERS GROUPEMENTS DE TRANSPORT DE L'EUROPE DE DEMAIN...

Pour y parvenir, nous avons fortement investi en matériels équipements et technologies de pointe ; nous avons également élaboré un ambitieux projet d'entreprise et nous recherchons, pour le consolider, gérer et manager un

Directeur des relations humaines

qui partage notre enthousiasme et nos valeurs.

Véritable trait d'union entre la direction, l'encadrement et le terrain, il accompagne de très près notre évolution en catalysant les besoins et en intervenant comme conseil auprès des hiérarchies.

Tout en inspirant une politique de personnel à la hauteur de notre développement, il assure la promotion de l'existence : évaluation des potentiels, cercle de qualité, système de rémunération à la performance, marketing social.

Nous attendons, bien sûr, un praticien confirmé, diplômé d'études supérieures, 35-40 ans, capable de concilier l'administratif et le social et qui soit un homme d'ouverture, de dialogue et de réalisation, bref, le bâtisseur et le gestionnaire de toute notre politique sociale.

La fonction basée à notre siège en VENDEE implique des déplacements sur toute la France ; elle bénéficie de nombreux avantages (congé, assurance) et d'une rémunération attractive.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à notre Conseil

Michel AUBRY

1 et 3 Place de la Vendée 85000 LA ROCHE S. YON

La qualité de nos prestations, la rigueur de notre gestion, le professionnalisme et la motivation de notre personnel (1 500 collaborateurs) ont fait de notre société
L'UN DES LEADERS DU TRANSPORT ROUTIER DE MARCHANDISES.

Nous souhaitons renforcer notre équipe de la **DIRECTION DES AFFAIRES SOCIALES** et nous recherchons un

cadre fonction personnel

qui sera plus particulièrement chargé de conduire les opérations de **RECRUTEMENT** sur la zone qui lui sera dévolue ainsi que des actions de **FORMATION** et d'**INFORMATION**. Ce poste conviendrait à un **JEUNE DIPLOME** (licence, maîtrise), de préférence de formation juridique.

Une première expérience du recrutement, acquise en entreprise, serait appréciée.

Il pourra aussi être associé au développement dans l'entreprise du management participatif.

Poste basé à **TRAPPES**, nécessitant de fréquents mais courts déplacements en province. Nous vous remercions de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous référence 4327 à Organisation et Publicité - 2, rue Marango, 75001 PARIS, qui transmettra.

Avec nous. Allez au bout de vos idées

Tout comme vous, nous avons ressenti un jour en entreprise le besoin d'avoir plus d'initiative, une écoute plus grande de nos propositions, une vue plus large des choses. Habité par la passion d'entreprendre, nous avons alors choisi le métier de consultant et rejoint Bernard Julhiet Conseils.

Pour faire face à notre important développement, nous recherchons aujourd'hui deux :

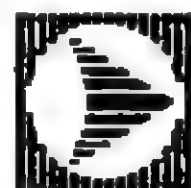
Consultants "produits grande consommation"

qui nous ressembleront. Véritables "Conseillers opérationnels" vous aiderez les entreprises de ce marché à maîtriser l'évolution de leur environnement et à accroître leurs performances marketing et commerciales.

Vous développerez vos actions tant au plan de la réflexion qu'à celui de la mise en œuvre des solutions retenues. Ainsi vous pourrez aller jusqu'au bout de vos idées.

Après des études commerciales supérieures, vous avez depuis 5 ans minimum des responsabilités opérationnelles commerciales ou marketing dans une entreprise de produits de grande consommation dans les branches alimentaires ou non alimentaires (plutôt hygiène, beauté, textile) et vous y avez en particulier démontré votre sens de l'autonomie.

Notre message vous a convaincu que le passage de l'entreprise au Conseil est une ouverture séduisante. Merci de nous écrire sous la référence **PGP87 M** en joignant à votre lettre un CV et une photo. Notre adresse : Bernard Julhiet Conseils 28 bd Belle Rive 92500 RUEIL MALMAISON.



GROUPE BERNARD JULHIET

Membre de Syntec



Secrétaire général en Gascogne

Notre **CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU GERS** - 32000 AUCH (Effectif : 540 - 80 % du marché du Crédit - 50 % du marché des Ressources), recherche d'urgence, pour faire face au départ à la retraite du titulaire de ce poste, son **SECRETAIRE GENERAL**.

Rattaché à la Direction Générale, ce cadre sera avant tout le **CONSEIL JURIDIQUE** interne de notre Caisse et aura, à ce titre, à intervenir au niveau des aspects juridiques de tout dossier et, notamment, en matière de contentieux. Il éclairera utilement les décisions de la Direction Générale concernant la création, le fonctionnement et l'évolution de nos filiales, et dans tous les domaines où son intervention sera souhaitée.

Oeil juridique interne et externe de notre Caisse, sa tâche sera élargie à des missions de Secrétariat Général : organisation et secrétariat des Comités de Direction, Assemblées Générales, etc.

Nous désirons rencontrer de jeunes candidats (30 à 35 ans), de formation juridique supérieure (Doctorat en Droit - Maîtrise), justifiant d'une expérience significative et réussie en Cabinet (avocat d'affaires - conseil juridique), en Entreprise ou dans une Banque.

Membre du Comité de Direction, un candidat compétent, fin négociateur, large d'esprit et bien intégré à notre Equipe, trouvera dans ce poste, à la fois une situation de premier plan dans une région très agréable, et des perspectives d'évolution au sein du Crédit Agricole.

Adressez lettre de candidature, C.V., photo et dernière rémunération à notre Conseil : Henri THOMAS - CAPFOR Grand Sud-Ouest - 5, Place de la Libération - 32000 AUCH - 22, rue Lafayette - 31000 TOULOUSE, qui vous assure de sa totale discrétion.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - METZ - NICE
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - CAEN - MONTLUÇON - NIORT - QUIMPER

GROUPE SYSECA

SYSECA (360 MF de C.A., 900 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de service et d'ingénierie en informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...

De 0 à 5 ans d'expérience, désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence M191, à GROUPE SYSECA, Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLLOUD CROIX.

SYSECA SELECTION

LA VILLE DE CHERBOURG

ville centre d'une agglomération de 90.000 habitants
RECRUTE

UN DIRECTEUR DU SERVICE ANIMATION/théâtre

LE POSTE PROPOSÉ COUVRE TROIS SERVICES
EXPLOITÉS EN RÉGIE DIRECTE :
THÉÂTRE MUNICIPAL
SERVICE ANIMATION-EXPOSITIONS
ARTOTHÈQUE

au sein d'un centre culturel qui abrite également une bibliothèque municipale et un musée consacré à la peinture et à la sculpture.

Le directeur sera chargé de l'organisation et de la gestion de ces trois services.

Il assurera la programmation théâtrale. Il sera, au titre de l'animation, l'interlocuteur des différents partenaires culturels, il leur apportera son concours et accueillera toutes les propositions et initiatives, il devra établir un planning d'expositions et de manifestations culturelles au centre culturel ou autres édifices municipaux.

CE POSTE EST OUVERT :
- aux attachés territoriaux « option Animation » figurant sur la liste d'aptitude ou par voie de mutation ;
- ou, sur contrat, aux personnes titulaires, à la fois, d'une licence et ;
- ou d'un diplôme sanctionnant une formation particulière dans l'animation culturelle ou la gestion d'équipements culturels ;
- ou d'une expérience similaire.

Les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé doivent être adressées à M. le Maire de CHERBOURG 50108, avant le 31 janvier 1987.

(Renseignements au 33-94-55-28, poste 231.

ORGANISME ÉCONOMIQUE GRAND SUD-OUEST

recherche

pour sa direction des transports

UN CHARGÉ DE MISSION

Plus spécialement chargé du développement du fret international

PROFIL : formation supérieure

Expérience du transport et du fret appréciée
Âge : 35 à 45 ans

C.V. (+ photo) et prétentions à adresser à :
l'Agence D. 10 - réf. 56-20 - B.P. 2
33360 Latresne
qui transmettra.

COLLABORATEUR

FONCTION PERSONNEL

Votre profil :

- 25 ans environ ;
- formation supérieure BAC + 4 ou DEA Sciences Eco et IAE ;
- une première expérience dans l'organisation et la gestion de la formation dans un secteur similaire ;
- ouvert aux technologies nouvelles (Enseignement Assisté par Ordinateur) ;
- organisé, apte à vous intégrer rapidement dans une équipe jeune et motivée.

Votre mission :

- participation à la mise en œuvre de la politique d'information et de communication ;
- principalement chargé de la création, la gestion et l'animation du CENTRE DE FORMATION LOCAL : lieu privilégié de la formation et de la communication, doté de moyens adaptés (Enseignement Assisté par Ordinateur, vidéo, fond documentaire).

Si vous êtes doté d'un bon sens du contact et de l'écoute, faites-nous parvenir votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à la

CAISSE D'ÉPARGNE DE VERSAILLES

Service du Personnel - 143, boulevard de la Reine - 78000 VERSAILLES

Banque italienne recherche

pour son bureau de représentation à Paris

• 1 ADJOINT DU REPRÉSENTANT

LE CANDIDAT IDÉAL AURA :

- un âge de 35 ans environ ;
- une excellente maîtrise du français, de l'italien et de l'anglais ;
- une expérience significative (5 ans minimum) au sein du département international d'une banque active dans le cadre du commerce extérieur ;
- une vocation spécifique au contact avec les banques et les entreprises ;
- une bonne connaissance des principes de l'analyse financière ;
- une très grande disponibilité aux déplacements sur l'ensemble du territoire français.

• 1 CADRE

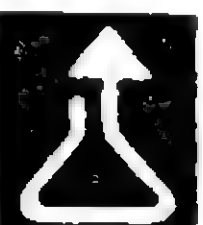
LE CANDIDAT IDÉAL AURA :

- un âge de 28 ans environ ;
- une expérience juridique/administrative et comptable de 3 ans minimum au sein du service du personnel d'une banque ou d'une entreprise ;
- une bonne expérience de programmation et utilisation de procédures informatiques sur personnel ordinateur.

TITRE PRÉFÉRÉNTIEL :

- bonne maîtrise de la langue italienne.

Envoyer les demandes de candidature + C.V. et photo sous n° 8273 M,
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montigny, PARIS-7.



ROHM AND HAAS FRANCE S.A.

ROHM AND HAAS COMPANY est un des plus importants groupes chimiques américains dans le domaine des spécialités pour l'agriculture et l'industrie (C.A. mondial 2 milliards de dollars, résultat net 141 millions de dollars en 1985).

En France, nous fabriquons et commercialisons avec succès une part importante de nos gammes de produits (C.A. 2 milliards de FF en 1985).

Notre usine de Lauterbourg, située en Alsace au Nord de Strasbourg, comprend 4 unités de production et compte environ 630 personnes.

L'une de ces unités, qui fabrique des modifiants utilisés dans l'industrie du plastique, recherche un

Ingénieur de Production

De formation ingénieur chimiste, vous avez une expérience d'environ 3 ans en production ou en développement. Une spécialisation en génie chimique donne à votre candidature un atout supplémentaire.

Votre anglais est opérationnel et vos qualités de contact vous permettent de communiquer efficacement.

Vous êtes ouvert à l'idée de mobilité nationale ou internationale.

Nous vous remercions d'envoyer C.V., photo + prétentions au

Directeur Adjoint du Personnel

Société ROHM AND HAAS FRANCE S.A. - La Tour de Lyon
185, rue de Bercy - 75579 Paris Cedex 12

Le Monde
CADRES

Importante société d'assurances-vie
recherche

**LE CHEF DE PROJET
FORMATION**
DE SON RESEAU DE VENTE

Au sein du département commercial, il prend en charge les différents aspects de la formation du réseau de vente.

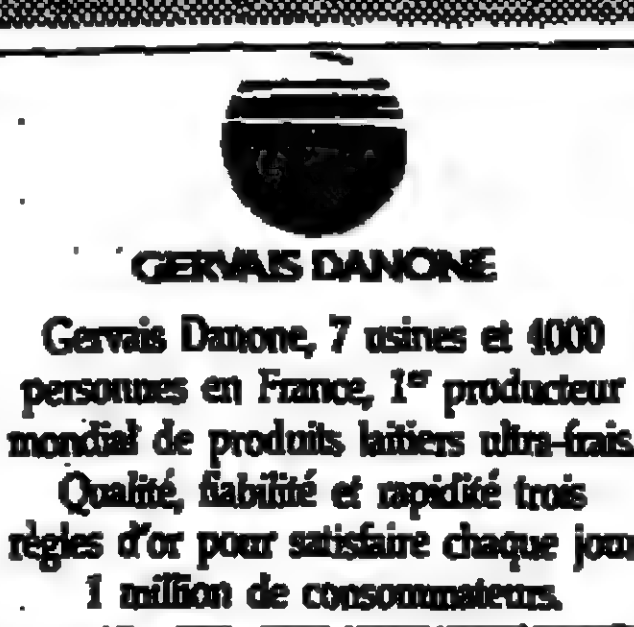
A ce titre :

- il participe à l'analyse des besoins,
- il conçoit les modules du plan de formation destinés aux animateurs de la force de vente,
- il organise les stages d'accueil des nouveaux animateurs,
- il assure certaines formations,
- il procède aux évaluations et aux suivis des opérations.

Pour ce poste impliquant un fort investissement personnel et une grande disponibilité, nous souhaitons rencontrer un professionnel de la formation, ayant une expérience d'encadrement de vendeurs si possible dans une société de services.

Merci d'envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et préférences sous référence 19523 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra.

Ingénieur alimentaire
«dimension Gervais Danone»



Gervais Danone
Gervais Danone, 7 usines et 4000 personnes en France, 1^{er} producteur mondial de produits laitiers ultra-frais. Qualité, fiabilité et rapidité trois règles d'or pour satisfaire chaque jour 1 million de consommateurs.

Produire 70 000 tonnes de yaourts, c'est le défi que relève chaque année l'usine de Gervais Danone du Plessis Robinson (400 personnes). Le conditionnement est une fonction clé de ce type de fabrication. Avant tout la fraîcheur, mais aussi les contraintes du marketing, imposent rigueur, rapidité et fiabilité. Ingénieur de formation alimentaire, vous connaissez la production. Vous pouvez aujourd'hui prendre en charge 7 lignes de fabrication automatisées et une équipe d'une centaine de person-

nes avec comme objectif d'améliorer à tous les niveaux les conditions de sécurité, qualité, maîtrise des coûts et respect des délais. Ce challenge vous le gagnerez avec votre équipe que vous encadrerez et animerez dans un esprit de participation. A vous d'apporter également les améliorations nécessaires à l'évolution technologique de votre outil. Professionnalisme et dynamisme sont les deux qualités fondamentales qui vous permettront de réussir dans cette mission et d'évoluer dans le Groupe.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. C.T.M. en précisant votre rémunération actuelle, à BSN, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran, 75008 Paris.

Diriger la filiale...
d'un groupe réputé et puissant

La Direction Générale de notre Groupe français à vocation internationale et performant, a su créer et développer une activité complémentaire, mais toujours axée sur la haute technologie, notre raison d'être ! Aujourd'hui, nous souhaitons vous confier la

Direction générale

de cette filiale axée sur les composants passifs (CA 120 MF, 35 pers.) tournée à 35 % du CA vers l'export. Vous mettrez en œuvre une politique de développement commercial, marchés et produits, et d'animation des hommes tant en France qu'à l'étranger. Bien entendu votre domaine d'intervention s'étendra à la gestion administrative et à la logistique. Une fonction complète de DIRIGEANT, donc, avec une acoustion du domaine commercial... distribution oblige...

De toutes façons, une occasion de vous faire connaître et apprécier par la Direction du Groupe...

Dans cette perspective, adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo), sous la référence C/DG/LM, à notre Conseil, qui vous garantira toute discrétion.



Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

BESANCON

Vous exercez des fonctions commerciales ou marketing en banque. Diplômé de l'Université ou d'une Ecole Supérieure, vous participez depuis 5 années minimum au développement d'un établissement financier. Dynamique et volontaire, vos aptitudes relationnelles et vos capacités d'analyse et de synthèse vous ont valu d'obtenir très vite des responsabilités. Vous cherchez une structure légère privilégiant travail d'équipe et performances, un grand réseau offrant de réelles possibilités d'évolution. Devenez

**Chargé de produits
et services d'un établissement
financier régional**

Vous assurerez au sein de notre Direction du Développement, et dans un esprit essentiellement opérationnel : la création, le suivi, l'actualisation des produits et services, la conception et la réalisation d'outils commerciaux.

Notre Conseil Françoise Petit attend votre candidature (lettre, C.V., photos + prétentions) à CDPA : 62, rue Miromesnil - 75008 Paris. Tél. : 42 89 10 08, sous réf. P.001.



Distribution Spécialisée

**créer la fonction
d'auditeur opérationnel**

Vous élaborez et mettez en œuvre les procédures, recherchez les gains de productivité et contrôlez la validité des chiffres. Vous êtes rattaché à la Direction Exploitation et Développement.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans un cabinet d'audit ou dans une entreprise si possible de la distribution.

Notre Société de Distribution Spécialisée réalise en région parisienne 700 Millions de Francs de chiffre d'affaires avec 600 personnes. Notre croissance est supérieure à 25 % par an.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, envoyez votre CV, sous réf. 883.51 à notre Conseil

ONOMA 26 rue de Berri 75008 Paris.



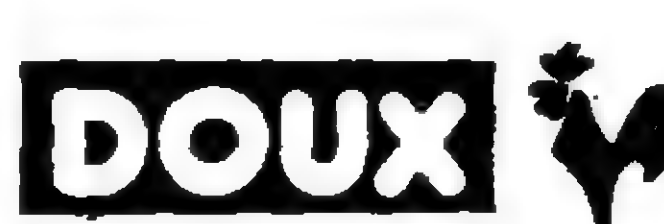
UNIVERSITE DE TECHNOLOGIE DE SEVENS
Département Informatique
Le service de recrutement de la Direction des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 93000 Bobigny, vous invite à adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous la référence C/DG/LM, à notre Conseil, qui vous garantira toute discrétion.



UNIVERSITE DE TECHNOLOGIE DE SEVENS
Département Informatique
Le service de recrutement de la Direction des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 93000 Bobigny, vous invite à adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous la référence C/DG/LM, à notre Conseil, qui vous garantira toute discrétion.



UNIVERSITE DE TECHNOLOGIE DE SEVENS
Département Informatique
Le service de recrutement de la Direction des Ressources Humaines, 10, rue de la République, 93000 Bobigny, vous invite à adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo) sous la référence C/DG/LM, à notre Conseil, qui vous garantira toute discrétion.



AGRO-ALIMENTAIRE
Groupe DOUX - 1 750 personnes
1^{er} Producteur Européen de volailles.
6 usines.
Filières aliment du bétail, accoupage, transport par route et par mer, nous créons le poste de

**RESPONSABLE
MAINTENANCE ET TRAVAUX NEUFS**

Rattaché à la Direction générale, il sera chargé de préparer et d'étudier sur le plan technique tous les projets d'investissement ou de modification des installations existantes. Ce poste implique qu'on soit capable d'imaginer les solutions les plus pratiques aux problèmes les plus divers, de mettre au point avec rigueur les plans d'exécution des travaux envisagés, puis d'en assurer la supervision. Une telle fonction peut convenir à un candidat (30 ans minimum), de formation A et M, ICAM, INSA ou équivalent, ayant déjà occupé un poste similaire par les compétences de généraliste qu'il exige.

Poste basé au Siège Social à CHATEAULIN (29).

Envoyer C.V. + lettre + photo sous la réf. suivante : DOUX SA - Direction Générale - BP 22 29150 CHATEAULIN.



CHEF D'AGENCE

Il prendra en charge le développement et le suivi d'opérations d'aménagement diversifiées. Bénéficiant d'une large autonomie, il assurera également les contacts nécessaires avec les élus locaux. De formation supérieure, il doit avoir une expérience confirmée dans l'aménagement et/ou l'immobilier.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Média-System, 1 (Réf. 3560) 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

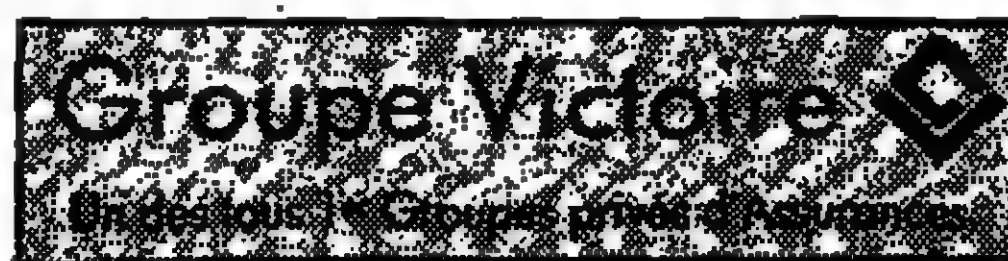
Pensez-vous que les gains de productivité dans le secteur tertiaire doivent être améliorés par des actions sur les structures et les mentalités ?

Trouvez-vous motivant de travailler avec des équipes qui utilisent une méthode d'analyse participative ou chacun apporte sa culture et ses compétences ?

Avez-vous l'esprit ouvert et de réelles qualités d'animateur et de négociateur ?

Etes-vous un jeune ingénieur ou un universitaire titulaire ou minimum d'une maîtrise ?

Si vous répondez oui à toutes ces questions le



D'ORGANISATEURS

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 02 GROUPE VICTOIRE - Madame Imbert 52, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

Engineering
Directeur Général

Vous avez déjà expérimenté vos talents de Manager ou Dirigeant Entrepreneur en intégrant le développement technique et commercial au sein de Société Engineering ou ensemble industriel concevant des usines ou biens d'équipements industriels clés en main. Une expérience en ingénierie liée à l'industrie de transformation de matières plastiques, du traitement des matériaux, du verre est appréciée. Notre Société française d'Ingénierie a acquis une notoriété internationale solide. Elle est dotée d'une équipe d'ingénieurs et de Techniciens fortement investis à leur outil de travail. Elle bénéficie d'une expertise reconnue dans son domaine d'activité. Auprès de son PDG, le DIRECTEUR GENERAL est un homme de développement, manager confirmé et un animateur commercial rompu aux négociations difficiles. Il est responsable de l'expansion et de la prospérité de la Société à partir d'une définition concertée de la politique générale.

40 ans min, nous souhaitons une formation d'Ingénieur Grandes Ecoles complétée par une spécialité en Gestion des Affaires type ICG, CPA, INSEAD, etc... Il dispose d'une bonne introduction en milieu industriel haut niveau.

Merci d'adresser CV manuscrit et détaillé avec photo et salaire actuel sous référence 8415 CHM à notre Conseil 58 avenue de Wagram - 75017 Paris 17 rue Courmeaux - 51054 Reims cedex

333.3 MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

En région de Cergy-Pontoise
**LE DIRECTEUR
DU DEPARTEMENT
AUTOMATION ROBOTIQUE**
recherche
SON ADJOINT

De formation Arts et Métiers (ou équivalent), vous serez à prendre en charge : avant projets clients, devis, planning, études, coordination technique avec fournisseurs et ateliers de montage, suivi des prix de revient, ... Une expérience dans domaine robotique et vente d'applications matérielles avec équipements intégrés serait un atout, ainsi que la connaissance de la langue anglaise. Si vous souhaitez intégrer la filiale française d'un leader mondial en produits industriels, envoyez rapidement votre C.V. en rappelant la référence 64209 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris, qui transmettra.

Le Monde CADRES

GROUPE BANCAIRE

dans le cadre de son expansion recherche
pour son Agence de

ROUEN

1 CHARGE DE CLIENTELE HF

Il devra être diplômé d'Etudes Supérieures (ESC ou équivalent, ITB ou CESB), et avoir une expérience de l'action commerciale et des études de crédit de 3 à 5 ans.

Il sera spécialement chargé de promouvoir les produits du Groupe et de développer ses clients (Coopératives, Groupements d'Entreprises, Associations et Mutuelles).

La responsabilité de ce poste implique une excellente capacité d'analyse financière et le sens des contacts.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5723 PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui tr.

FONCTION FINANCIÈRE

SOCIÉTÉ DE SERVICES
EN TRÈS FORT DÉVELOPPEMENT
FILIALE D'UN GRAND GROUPE FINANCIER PRIVÉ
RÉALISANT DES MISSIONS DE HAUT NIVEAU
DANS DES SECTEURS PORTEURS ET
POUR UNE CLIENTÈLE HAUT DE GAMME
recrute pour base à PARIS (9^e)

CONSULTANT junior

La mission

Au sein d'une équipe jeune et très professionnelle, PARTICIPER A DES MISSIONS DE CONSEIL, ANIMER DES SÉMINAIRES DE FORMATION et apporter SA PARTICIPATION A LA CONCEPTION DE NOUVEAUX PRODUITS.

L'homme

Motivé par la diversité des actions à conduire nécessitant une grande exigence de qualité et une compétence professionnelle certaine : FORMATION SUPÉRIEURE : Grande Ecole de Gestion ou équivalent - Une première EXPÉRIENCE (2 à 4 ans) DE LA FONCTION FINANCIÈRE DANS UN GROUPE INDUSTRIEL, UNE SOCIÉTÉ DE CONSEIL OU UNE BANQUE.

S.C. vous garantit une DISCRÉTION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. dét., photo et rémunér.) ss réf. 8576 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

FENWICK

dont le siège est situé en Région Parisienne, recherche pour un de ses Services chargés de diffuser des machines automatiques destinées à l'industrie électronique

Cadre Technico-Commercial
Niveau ENSI électronique ou ESIEE
bilingue anglais

ayant déjà acquis si possible une expérience de 2 ou 3 ans. Le candidat retenu se sera déjà intéressé au marché de l'électronique et se sentira très disponible pour la vente. Ce poste, pour lequel la formation est assurée, comporte de très nombreux déplacements en France, Belgique et Suisse. Envoyer CV et prétentions à Fenwick, Service du Personnel, 69 rue du D^r Bauer, 93400 Saint-Ouen.

ROCKWOOL ISOLATION
N°2 européen sur le marché des fibres minérales offre, dans le cadre de son expansion, à un jeune cadre diplômé(e) de l'enseignement supérieur et immédiatement opérationnel(le), la responsabilité des actions de

RECRUTEMENT ET FORMATION

Après une expérience de quelques années en entreprise, vos qualités relationnelles et votre rigueur vous permettront d'assurer, en liaison avec l'ensemble des directions de l'entreprise, la mise en œuvre du plan annuel de recrutement et de formation. La Société offre de larges possibilités de développement aux personnes à la fois ouvertes et affirmées.

Adressez votre lettre motivée + CV + photo à
ROCKWOOL ISOLATION - Direction du personnel
111 rue du Château des Rentiers 75013 Paris.



ROCKWOOL-ISOLATION

LAINE DE ROCHES VOLCANIQUES

TEXTUEL

L'une des premières agences françaises
de création de journaux d'entreprise, recherche :

DIRECTEUR DES PUBLICATIONS

Vous êtes journaliste, chef de service ou chef d'édition. Vous avez environ 36 ans. Vous avez le goût d'entreprendre, la capacité d'animer une équipe (10 personnes) et un sens des relations avec les entreprises. Vous vous proposez de diriger la réalisation des magazines que nous publions « clés en main » pour le compte de grandes entreprises ou institutions.

Vous serez à la fois le conseil de nos clients et le garant de la qualité de nos journaux.

Vous animerez l'équipe de journalistes de l'agence et assurerez la rédaction en chef interne. Vous conseillerez nos clients pour la conception du sommaire et le suivi de chaque numéro. Vous assurerez la coordination du travail des directeurs artistiques et des fournisseurs. Vous serez responsable de la rentabilité des budgets de l'agence.

Envoyez lettre + C.V. + photo à CPM, Christophe Bapst, 25, bd Baudouin, 75004 Paris, réf. T87-P-M.

METHODES ET PROCEDURES COMPTABLES Grande Banque Paris

recherche un

Adjoint au responsable

du service Méthodes et procédures comptables, de formation supérieure Grande Ecole de Commerce Expertise ou équivalent, ayant une expérience de quelques années dans un poste similaire ou dans un cabinet d'audit, et possédant de bonnes capacités d'organisation et de rédaction.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 2291 M à

SOURCES

22 rue Saint-Vincent - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité

SI LA TÉLÉMATIQUE ET LA PUB VOUS BRANCHENT, CE QUI SUIT VOUS CONCERNE :

Nous proposons à un jeune Chef de Produits, diplômé de l'enseignement supérieur (IEC, ESSEC, SUP. DE CO), ayant une expérience marketing réussie d'un mois trois ans, d'exercer ses talents au sein d'une société de services résolument tournée vers la télématique et la communication d'entreprise.

Disponibilité immédiate exigée.

Ecrire sous n° 7 030 LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montreuil, 75007 Paris.

Société Robinetterie Industrielle Sud Paris recherche

JEUNE COMMERCIAL

POUR SUIVI DÉPARTEMENT 93 et 94

Ecrire avec C.V. et prétentions, sous n° 8.280 M
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil, PARIS-7.

INGÉNIEUR DE RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT

Nous sommes une entreprise de conserves de viandes et plats cuisinés, filiale d'un grand groupe agro-alimentaire.

Le dynamisme des marchés sur lesquels nous intervenons et les projets de développement que nous avons nous incitent à renforcer notre potentiel de recherche.

Ingénieur agro-alimentaire, avec au moins 5 ans d'expérience, vous avez acquis une connaissance technologique complète dans le domaine des conserves de viandes et de plats cuisinés.

Basé à Strasbourg, vous serez responsable du développement technique de nos produits actuels et futurs.

Merci d'adresser votre candidature à COMALIM
M^{me} PARIER - 23, avenue de Neuilly, 75116 Paris.

INTAKTA FRANCE SARL

Partenaire d'un groupe solide
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE (ESPCI, ENSCP, ENSIC...)

Pour travaux d'études sur les
DÉCHETS NUCLÉAIRES

- Anglais courant nécessaire.
- Période d'essai à accomplir à STOCKHOLM
- Connaissances informatiques (SOFTWARE) appréciées.

Adressez C.V. à :
Didier MERLE - INTAKTA FRANCE SARL
22, rue Vignon,
75009 Paris.

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

RECHERCHE

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

ENST, ESE, ENSIMAG, INSA
ENSI, DEA, MAGE

POUR ASSURER DES DÉVE-

- LOGICIELS DE BASE
- LOGICIELS SYSTÈMES
- LOGICIELS D'APPLICATION
- TEMPS RÉEL
- TÉLÉCOM, RÉSEAU
- CAO, CFAO, IA

Rechercher à : S.D.I. 75/90, avenue
Gallieni, Tour Gallieni 1
93174 BAGNOLET CEDEX

Hébergement
d'informations professionnelles
recherche SON FUTUR

Rédacteur en Chef

La candidate devra justifier
d'une solide connaissance
des problèmes socio-économiques
et d'une exp. réussie de la presse
écrite

Env. C.V. + photo + lettre
manuscrite, + réf. 18.565
à CONTESSE, 30, rue de l'Opéra
75002 PARIS Cedex 01.

Vous êtes actuellement très
bon vendeur, cela ne suffit pas,
vous devez être un vrai patron
qui sait organiser, diriger, un
travail de négociation à niveau
très élevé, pour acheter, vendre de
propre PARIIS, Ile-de-France,
bureau dans le 93, statut indé-
fini, cadre, revenus importants,
vous êtes célibataire, achetez
C.V., photo, BOURGET/AVIS
68, Boulevard Saint-Jacques
75003 PARIS.

Société étudiante de marché
recherche

CHARGÉ D'ÉTUDES

Formation psychologique
spécialisée dans la motivation
de qualitatives, créativité

Envoyer C.V. sous n° 8.288
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil, Paris-7.

Rédacteur études de crédit

Nous sommes un établissement spécialisé de groupe des
BANQUES POPULAIRES dans les domaines de l'effica-
cité et du financement des équipements. Pour étoffer
notre service ETUDES DE CREDIT, nous recherchons un
RÉDACTEUR.

Vous serez chargé d'étudier les demandes de financement
d'équipement d'entreprises de tous secteurs et d'établir les
contrats concernant les dossiers acceptés.

Agé d'environ 25 ans, vous êtes diplômé de l'Enseigne-
ment Supérieur (Maîtrise de gestion ou Ecole de Com-
merce), débutant ou ayant une 1^{re} expérience dans un éta-
blissement financier ou bancaire.

Votre rigueur et votre sens du risque vous permettront de
rejoindre une équipe jeune et d'y évoluer selon votre
réussite.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et préten-
tions, au Service du Personnel - B.P.F.D. - 31, quai de
Grenelle - 75738 PARIS Cedex 15.

**BANQUE
POPULAIRE
FÉDÉRALE
DE DÉVELOPPEMENT**
-BKFDF-

Conseil en Recrutement Futur Associé HF

Au sein d'EQUIPES ET ENTREPRISES, Cabinet spécialisé dans le Conseil
en Ressources Humaines, EQUIPES ET CARRIÈRES à pour vocation la
recherche et la sélection de collaborateurs par voie d'annonces, ainsi que
les bilans de personnalité. Nous souhaitons intégrer un futur associé,
capable de gérer une clientèle confiée et d'en développer progressivement
une propre, de façon autonome.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur (une formation psychologique et
graphologique approfondie représenterait un plus), vous avez impérati-
vement 5 à 10 ans d'expérience du recrutement en entreprise et peut-être
pour partie en Cabinet.

Outre des moyens humains et financiers, nous vous apporterons la
notoriété de notre marque, une longue pratique des méthodes de recrui-
tement de cadres, l'expérience réussie de l'association de consultants seniors
formant une équipe ayant une commune volonté d'entreprendre.

François CORNEVIN vous remercie de lui écrire ou de lui téléphoner, sous
la référence 17 6905 M, à :



EQUIPES ET CARRIÈRES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 42.93.18.72

JEUNES DIPLOME(E)S + 1 à 2 ans d'expérience

Formation Ecole d'Ingénieurs pour notre Unité de Production Région Centre
Vous serez responsable de la préparation des budgets et de l'analyse, en col-
laboration avec le Contrôleur de Gestion, de l'activité de la Société au moyen
des tableaux de bord principalement.

Vous aurez également à conseiller les autres Départements, et exercerez, à
terme des fonctions plus larges.

Proche des opérationnels, vous êtes ouvert, rigoureux et autonome.

Ecrivez à ROCKWOOL ISOLATION, Service Recrutement
111 rue Château des Rentiers - 75013 Paris



ROCKWOOL-ISOLATION

LAINE DE ROCHES VOLCANIQUES

Directeur administratif et financier

400.000 F

Paris - Ce groupe d'investissements et de gestion est très diversifié (immobilier, distribution, gestion locative...). Vivant une période de très forte croissance, il souhaite consolider ses structures et recherche pour son siège un directeur administratif et financier. Sa mission sera d'assurer la gestion (comptabilité, trésorerie, personnel, juridique et fiscal) de la holding et des différentes sociétés du groupe. Il mettra en œuvre et fera vivre des outils de gestion performants notamment l'informatique. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 38 ans, de formation supérieure, disposant d'une expérience complète de la fonction, maîtrisant l'informatique, ouvert sur le juridique et le fiscal. La connaissance de l'immobilier est un atout supplémentaire. Son étroite collaboration avec l'équipe dirigeante et son implication dans la réalisation des affaires nécessitent beaucoup de vivacité d'esprit et une grande disponibilité. La rémunération, fonction de l'expérience, pourra atteindre 400.000 francs. Ecrire à B. COULANGE en précisant la référence A/S 8150M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Adjoint au responsable titres

Banque - 180/200.000 F

La filiale française d'un important groupe bancaire international recherche un adjoint au responsable titres pour son siège à Paris. Il aura la responsabilité de la supervision des différentes filiales (caisses titres, comptabilité, opérations sur titres, coupons...) et sera plus spécialement chargé de la section bourse étrangère. Dans ce domaine particulier, il sera assisté d'un collaborateur, et assurera la liaison avec les correspondants (brokers), exécutera les ordres en devises sur les marchés étrangers en appliquant la réglementation propre à chaque place financière. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat possédant une expérience de l'activité bourse étrangère, acquise dans une banque ou une charge d'agent de change. La rémunération de l'ordre de 180/200.000 francs pourra éventuellement être supérieure en fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9220M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Chargé d'affaires crédit-bail immobilier

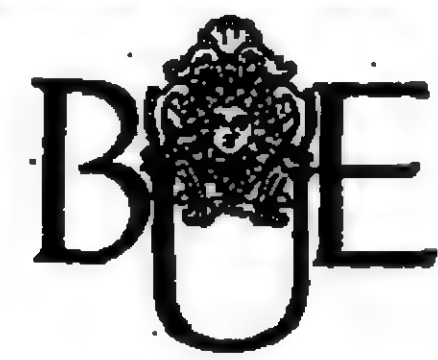
Banque - 120/170.000 F

Une importante banque spécialisée dans les crédits immobiliers notamment auprès des professionnels, recherche un chargé d'affaires pour son département crédit-bail. Basé à Paris, il aura pour mission d'assurer, après une période de formation, le montage complet et le suivi des dossiers de crédit-bail immobilier sous l'angle juridique, fiscal et comptable auprès d'une clientèle diversifiée (PME, investisseurs, professions libérales...). Il devra assurer la recherche d'opérations en collaboration avec les commerciaux de la banque, procéder à l'analyse du risque, négocier les conditions, approuver, garantir... et superviser le bon déroulement de l'opération en faisant preuve d'un esprit créatif. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 25 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (BSC, SCPO, école d'ingénieurs...) détenant ou ayant une courte expérience professionnelle de la banque et/ou de l'immobilier. Il sera en outre familiarisé à l'outil informatique. La rémunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R 9221M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



BANQUE DE L'UNION EUROPEENNE.

recherche

CADRE Classe V - H/F pour le secteur

CAUTIONS INTERNATIONALES

Au sein d'une équipe d'une vingtaine de personnes vous :
• animerez un groupe de quatre collaborateurs.
• et serez pour mission essentielle le montage des dossiers de caution.

Ayant déjà acquis plusieurs années d'expérience, éventuellement dans un autre secteur lié à la grande Exportation, vous avez le sens du contact commercial et une bonne maîtrise de l'anglais (la connaissance d'une autre langue étrangère sera appréciée).

Ce poste vous offre de réelles possibilités d'évolution.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
sous réf. 18943 à BUE
Service du Recrutement, 75107 Paris Cedex 02.

Contrôleur de gestion junior

Du diagnostic à la prescription... en milieu pharmaceutique

700 personnes en France, filiale d'un important Laboratoire Pharmaceutique américain, nous avons intégré la dimension analyses et prévisions dans l'ensemble de nos actions... notamment Marketing/Ventes. Vous appuyant sur le Contrôleur de Gestion vous « vivrez » donc avec ce Département et serez associé à toutes les actions, dès leurs origines. Simulations, établissements et suivi des objectifs de ventes et de dépenses, budgets, analyses puis recommandations opérationnelles, vous saurez également « parler boîtes, échantillons, promotions ou nombre de visites ». C'est votre rôle d'interface entre la Finance et le Commercial.

Diplômé d'études supérieures, une première expérience dans le Contrôle budgétaire, l'administration des ventes ou l'audit, est un préalable. Une bonne connaissance de l'anglais et le goût de la réussite sont par ailleurs vos principaux atouts pour évoluer au sein du groupe... en France ou à l'Etranger, dans la Finance ou dans d'autres types de fonctions.

Merci d'adresser votre résumé de carrière, sous la référence QO/COG/LM, à notre Conseil Didier LESUEUR, qui vous garantira une totale discrétion.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Le Monde CADRES

Groupe Bancaire Paris 8^e
recherche pour son Service Contentieux

Inspecteur

expérience de quelques années dans le domaine de l'immobilier
connaissances juridiques
ce poste implique de nombreux déplacements en région parisienne et en province.

Rédacteur

maîtrise droit privé
formation bancaire (DEA droit bancaire)
ou
expérience de quelques années dans le secteur bancaire.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo
+ prétentions sous réf. 10877 à L'UNION
St Lazare 58, rue de l'Arcade 75008 Paris
qui transmettra.

LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE

recrute

UN MÉDECIN DU TRAVAIL

PAR VOIE DE DÉTACHEMENT
OU PAR CONTRAT

CONDITIONS :
- être fonctionnaire titulaire du grade de médecin du Travail ou ;
- être titulaire du certificat d'études spéciales de médecin du travail.

Transmettre les candidatures accompagnées d'un curriculum vitae, d'une photocopie des diplômes, d'une photographie d'identité et de 2 enveloppes timbrées portant nom et adresse à :

L'HOTEL DU DÉPARTEMENT
DU VAL-DE-MARNE
Direction du Personnel Départemental
1^{er} Bureau - Recrutement
Avenue du Général-de-Gaulle
94000 CRETEIL

Téléphone : 48-99-94-00 - Poste 24-04
AU PLUS TARD LE 28 FÉVRIER 1987.

FILIALE FRANÇAISE D'UN GROUPE MULTINATIONAL
LEADER SUR LE MARCHÉ DES SYSTÈMES D'ÉTIQUETAGE

Effectif : 550 personnes, 10 établissements.
Siège ouest parisien

RECHERCHE

INGÉNIEUR

en organisation administrative

POUR

- Analyse fonctionnelle et rédaction cahier des charges.
- Définition des procédures en amont et en aval des traitements informatiques.

- Simplification et intégration des charges de travail.

FRED : Organisateur informaticien ou école d'ingénieurs + gestion.

Expérience minimum 3 ans, anglais courant.
Merci d'adresser c.v., lettre et photo sous n° 8 286
LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Montessuy, Paris-7^e.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche

ADJOINT RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

• Niveau DECS et/ou diplôme 3^e cycle de gestion.
• Expérience bancaire de 3 années minimum exigée.
• Capacité à diriger petite équipe.

Envoyer c.v. et prétentions à :

R.A.I.L.
12, place Vendôme,
75001 PARIS.

Cabinet d'Audit recherche
EXPERT HAUT NIVEAU

TAXES FONCIÈRES

rémunération
motivation
possibilité d'acquiescence
Compétence, expérience appréciée
Téléphone : 40-10-01-31.

Cabinet d'Audit en expansion
recherche

JEUNE COMPTABLE

Niveau D.E.C.S. même débutant
si ambitions, formation haut
niveau assurée. 40-10-01-31.

Conseil Juridique et Fiscal
(Droit des sociétés)
recherche

COLLABORATEUR (H.F.)

Conditions exigées :
- titulaire d'un DEA ou DESS
approprié ;
- 2 ans min. d'exp. dans un
cabinet de conseil administratif,
avec pratique effective
des sociétés, fiscalité, contrats,
rédaction d'actes.

Ecrire avec C.V. détaillé, réf.
précises et rémun. actuelle à
SOCOGES
104, bd Haussmann
75008 Paris, qui transmettra.

A PARIS

Organisme professionnel
spécialisé dans le conseil
aux entreprises
du commerce spécialisé
leader dans son domaine
recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES

- Jeune diplômé(e) d'école
de commerce, OU
- Première expérience
d'urbanisme commercial.

Disponible rapidement

Adr. lettre de candidature
C.V. détaillé, photo et grés.
LE MONDE PUBLICITÉ
sous n° 8.279

5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Société d'Édition
recrute

UN CHEF DE PUBLICITÉ

Jeune, dynamique et motivé
pour gestion d'un nouveau
magasin Grand Public spécialisé

Envoyer C.V. à SERVAC
70 bis, rue de Valenciennes
75019 PARIS.

Sit d'ingénierie informatique
rech. pour travailler sur un
important projet de
fabrication de satellites

TECHNICIENS GESTION DE CONFIGURATION

pour accompagner à terme
équipe « Gestion de Projet »
ils devront connaître la
gestion de configuration dans
les domaines mécaniques,
électroniques, informatiques

Adresser C.V. à M. LANGOIS
sous réf. JPC 701 M
INFO ROP 70, avenue du
Général-de-Gaulle
94000 CRETEIL.

DAO
Programmeur FORTRAN
ASSEMBLEUR Contrat
temporaire, possibilité d'intégration
Ecrire sous le n° 8.285

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

Imprimerie centre Paris
recherche

CONDUCTEURS PETITES MACHINES OFFSET

Ecrire sous le n° 8.278

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

AGENCE D'URBANISME
cherche

ARCHITECTE URBANISTE

EXPÉRIENTÉ

Très bonne pratique du droit de
l'urbanisme et de la composition
urbaine, pour missions
d'études, conseil et assistance
technique auprès des collectivités
locales et maîtres d'ouvrage

Envoyer C.V. et prétentions
sous le n° 8.283

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

QUAD INFORMATION

recherche pour son
département Exploitation

Chargé(e) d'études disposant
au minimum d'une première
expérience en dépouillement
d'enquêtes statistiques et
analyses de données

Connaissance du langage
A.P.L. souhaitée

Ecrire à Alain TRIPIER
QUAD Informatique - 72, rue
du Château-des-Frères,
75013 Paris.

IMPORTANT GROUPE IMMOBILIER

recherche

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Première expérience souhaitée
mais non indispensable

- Salaire motivant.
- Large possibilité d'évolution pour candidat de valeur.

Adressez candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo)
sous réf. 474 à HAVAS NEUILLY
136, avenue Général-de-Gaulle, 92521 NEUILLY.

SOCIÉTÉ DE SERVICES

CHIFFRE D'AFFAIRES 1986 : 1 MILLIARD DE FRANCS
consolidé, effectif de 2 000 personnes

RECHERCHE :

UNCE) JURISTE D'ENTREPRISE

expérimenté(e) dans les domaines suivants : droit des sociétés,
contrats liés aux activités de la société, contentieux commercial
et social, baux commerciaux, négociation et détermination des
coûts.

Le (la) candidat(e) devra justifier de 5 à 8 années de pratique
soit dans un cabinet d'avocat, soit au sein de services juridiques
d'une entreprise de taille significative.

Pour réussir dans ce poste évolutif, il (elle) devra s'intégrer à
l'équipe en place, être fortement motivé(e), avoir le sens de la
négociation et faire preuve de sa capacité à adapter les solutions
juridiques disponibles aux nécessités opérationnelles.

Adressez c.v. et photo à Madame Huguette CORTIER,
SSI, 5, rue de Turin, 75008 PARIS.

SPÉCIAL

UNIVERS DE
LA GESTION

FINANCE



Cadre Financier

Responsable de la Trésorerie et du Crédit Management

HERCULES FRANCE est l'un des leaders de la Chimie dans sa spécialité et réalise un CA de 500 MF. Dans le cadre d'un redéploiement de ses activités, la Direction financière souhaite renforcer ses structures.

Rattaché au Directeur Financier, vous animeriez un service de 3 personnes. Chargé d'appliquer la politique de crédit de la société, vous assurerez le suivi des comptes clients, gèrerez les relations, procéderez au recouvrement des dettes et à l'analyse de la situation financière des clients. Appuyé par l'outil informatique, vous mettrez en place les procédures nécessaires. D'autre part, vous contrôlerez les opérations bancaires et gèrerez la situation de trésorerie.

Vous êtes diplômé d'études supérieures (Sup de Co + spécialisation finances, Dauphine...) vous possédez déjà une première expérience réussie de la fonction acquise de préférence au sein d'une société industrielle anglo-saxonne.

L'anglais est indispensable ainsi qu'une bonne connaissance des techniques de change et de l'assurance crédit.

Le poste est situé à Rueil.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV, photo et prétentions à TEG sous référence M 60301 NLE.

TEG,
113 rue de
l'Université
75007
PARIS



PME

Banque Sud

Équipements et Loisirs
Filiale française d'un groupe anglo-saxon CA : 10 MF recherche son

Directeur Administratif et Financier

Directement impliqué dans le management, l'organisation et la gestion générale de la société, il est plus particulièrement responsable du développement des affaires, des marges dégagées, des objectifs à atteindre, de la trésorerie et des relations avec les banques.

Il coiffe le service comptable, les services généraux et gère l'ensemble du personnel. Il assure le reporting anglo-saxon.

Diplômé d'Études Supérieures de Commerce ou de Gestion, vous possédez une solide expérience administrative et financière acquise au sein d'une P.M.E. anglo-saxonne. Vos contacts avec la société mère et avec l'étranger impliquent une parfaite maîtrise de la langue anglaise et sera nécessaire à votre évolution.

Les entretiens en anglais auront lieu à Paris avant la fin janvier avec le Contrôleur Européen.

Adresser très rapidement votre lettre de candidature en anglais, CV en anglais, photo et prétentions à TEG S/né. M60401 NLE.

TEG,
113 rue de
l'Université
75007
PARIS.



CONTROLLER

Filiale française d'un puissant groupe international, nous occupons une place de leader sur nos marchés (biens d'équipements). Quelques chiffres : CA 2 MMF, effectifs : 5200 personnes.

Ce poste de Controller, par la diversité des responsabilités qu'il recouvre, occupe une place véritablement stratégique dans notre organisation.

Gardien de notre plan comptable, vous êtes responsable de l'élaboration et de l'application des règles et procédures touchant à la comptabilité et au contrôle interne. Vous êtes par conséquent le premier concerné par le fonctionnement optimum des comptabilités analytiques, fournisseurs, clients et du contrôle de gestion export et filiales. Financier de premier ordre, vous n'en demeurez pas moins très avisé en matière de fiscalité. L'impact du poste vous rend interlocuteur privilégié de plusieurs responsables de départements. Vous leur apportez toutes les informations, toutes les idées nouvelles susceptibles d'améliorer leurs performances, veillant toutefois à ce que celles-ci restent en harmonie avec les procédures du groupe.

Agé de 35 ans environ, formé dans l'une des meilleures Ecoles de Gestion, vous maîtrisez parfaitement les techniques de gestion comptables et budgétaires françaises et anglo-saxonnes, acquises si possible en cabinet d'audit et en entreprise multinationale.

Anglais impératif.
Rémunération liée bien sûr à l'envergure du poste...et du candidat, basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 521M à notre conseil :

SODERHU
22 rue Saint Augustin,
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTHEC

Le Monde
CADRES

Importante entreprise industrielle
située en SAONE-ET-LOIRE
effectif 400 personnes

recherche

RESPONSABLE DU SERVICE COMPTABLE

Poste pouvant convenir à candidat (homme ou femme)
titulaire MSTCF, DECS ou équivalent et disposant d'une
première expérience de 5 années minimum.

Les conditions générales de collaboration seront communiquées au cours de premier entretien.

Rejoindre sous n° 8 274 M LE MONDE PUBLICITE,
5, rue Montessuy, Paris-7.

CABINET CONSEIL
spécialisé dans le secteur immobilier
recherche un

CONSULTANT JUNIOR

pour lui confier la responsabilité du département
formation commerciale et le développement de son
activité conseil en recrutement.

Poste à pourvoir dès février 87 à Paris. Première expérience exigée. Rémunération liée à l'investissement.
Adresser candidature en indiquant vos prétentions à

CEFFU RECRUTEMENT

5, rue de Vienne - PARIS 9ème
La clé de l'emploi dans l'immobilier.

Société à vocation
Océan-Mer

RECHERCHE

HEC - ESSEC
OU EQUIVALENT

35 ans minimum, pour assurer
au Siège Parisien le suivi admi-
nistratif, commercial et de ges-
tion de deux Sociétés en
Afrique

Ce poste comprend de très
bonnes possibilités de
développement

Le candidat idéal devra avoir :
- une bonne expérience de
l'Afrique Noire ;
- de bonnes capacités de
négociation ;
- une connaissance parfaite
de l'anglais ;
- une bonne formation finan-
cière ;
- de bonnes connaissances
généralistes d'information ;
- la possibilité de se déplacer
en Afrique ;
- l'esprit d'un homme de ter-
rain et les connaissances
d'un homme d'étude.

La rémunération sera comprise
entre 250.000 F et 350.000 F
selon références

Adresser, candid, manuscrite, avec
photo au MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Contrôleur Interne

Vous analyserez, participerez à la mise en place et contrôlerez les procédures permettant une information financière et opérationnelle adéquate dans notre filiale.

Issu(e) d'une Ecole de Commerce ou d'une Université, 3 à 5 ans d'expérience en contrôle/audit interne ou externe dans un environnement international, l'anglais, vous sont nécessaires pour vous sentir à l'aise dans ce poste.

A terme, vous serez offertes des possibilités d'évolution vers des fonctions plus opérationnelles.

Merci d'envoyer votre dossier à Anne CHEVALLIER sous réf. MON329, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, 2, rue Gaston Crémieux 91004 EVRY CEDEX.

Digital : un choix de société

digital

HAUT NIVEAU
Cadre financierHEC
ESSEC
EXPERTISE
COMPTABLE

A 35 ans environ, diplômé HEC ou ESSEC et titulaire de l'expertise comptable, vous avez fait vos preuves au cours de ces dix dernières années dans les domaines de la finance et de la comptabilité, de préférence en secteur bancaire.

Groupe industriel français de premier plan également implanté à l'étranger, nous connaissons une expansion constante avec un C.A. de près de 3 milliards de francs.

Nous recherchons le Cadre Financier à qui nous confierons progressivement de très importantes responsabilités dans le groupe.

Dans un premier temps, vous allez vous former à nos

procédures internes, et acquérir une parfaite connaissance des structures du groupe.

Vos facultés d'adaptation, votre personnalité affirmée, vos compétences ainsi que votre fort potentiel seront vos meilleurs atouts pour gagner la confiance du groupe et, à terme, jouer un rôle capital pour l'entreprise.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prêt), s/réf. 4380/LM, à

MEDIA BA 71, av. Victor-Hugo
75116 PARIS,
qui transmettra.

contrôleur
de gestion

HAUT NIVEAU

PARIS

UN ENGAGEMENT
VERS LA REUSSITE

A 30 ans environ, votre formation ingénierie (grande école de gestion) ou Grande Ecole de Commerce et éventuellement une première expérience vous ont donné une bonne perception et un goût de solides connaissances en comptabilité et finance, avec vous une rigueur et un dynamisme, la volonté de réussir et le goût d'entreprendre.

Grand groupe industriel français à vocation internationale, nous connaissons un déve-

loppement constant et nous souhaitons recruter un collaborateur de haut niveau.

Vos qualités d'initiative et d'autorité, votre fort potentiel seront vos meilleurs atouts pour potentieliser vos compétences au sein du groupe.

Votre collaboration étroite avec nos Directeurs Financiers et Comptables vous permettra de mettre en œuvre votre savoir-faire et de donner toute sa dimension au poste de haut niveau que nous vous offrons.

71, av. Victor-Hugo
75116 PARIS,
qui transmettra.

C.V.

jeunes diplômé(e)s HEC, IEP, EXPERTISE COMPTABLE...
choisissez l'inspection dans un grand organisme financier

qui regroupe de nombreux établissements répartis sur l'ensemble du territoire national. A la fin de vos études ou après une première expérience professionnelle, de préférence financière, vous vous joignez au corps d'inspection de notre organisme central situé à Paris, tout en étant disponibles pour des déplacements en province. Vous apprendrez à exercer des fonctions qui mettent en valeur votre sens de l'analyse et de la synthèse ainsi que votre aptitude à communiquer. Vous participerez à nos interventions dans les différentes entreprises de notre groupe puis, vous devenez responsables de missions d'inspection. Vous avez pour objectifs de vous assurer de l'application de la réglementation par les établissements, d'apprécier les moyens qu'ils utilisent pour leur gestion et de contribuer à l'information de la Direction Générale. Votre activité devrait être la voie privilégiée d'un développement de carrière dans notre groupe.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/87.002, à notre conseil, Hélène REFREGIER, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 66, rue de Pontlieu 75008 PARIS.

SERTI
SELECTIONENTREPRISE INDUSTRIELLE
Rouen

recherche un

CONTROLEUR
DE GESTION

Dans le but d'optimiser sa productivité et d'en contrôler l'évolution, cette Entreprise réputée cherche à s'adjoindre un collaborateur de qualité. Diplômé d'Études Supérieures, ayant une expérience d'au moins 3 ans dans la fonction, il aura acquis une connaissance véritable des prix industriels.

Ce poste implique essentiellement :
- l'établissement des budgets annuels par département et leur suivi ;
- l'étude des prix de revient et de leur évolution.

Adresser CV détaillé + lettre manuscrite + prétentions sous référence CV1572/02 à FRANCE CADRES 22, rue Saint Augustin 75002 Paris qui vous garantira le plus strict anonymat.

Adresser, candid, manuscrite, avec photo au MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

DURACELL®

Filiale de KRAFT Inc

Contrôleur budgétaire

La Société par la qualité de ses produits, de sa stratégie, de sa publicité et de ses hommes, bien sûr... n'est imposée, vicie et durablement, sur son marché. Mais toutes ses actions sont évidemment accompagnées d'une gestion rigoureuse. D'où l'importance du rôle du nouveau Contrôleur Budgétaire que nous recherchons pour se joindre à l'équipe de la Direction Financière.

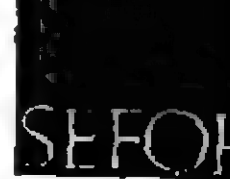
En relation avec l'ensemble des services il étudie, prépare, détermine les budgets puis suit et analyse les résultats (écarts, commentaires...) de même, il est celui qui, en relation avec le Contrôleur Budgétaire, assure le « reporting ». Enfin, il participe activement à la progression d'une information déjà performante.

Pour ce poste, à pourvoir rapidement, nous souhaitons un jeune diplômé d'enseignement supérieur (ESCP, Université...) possédant une expérience même brève, dans ce domaine (reporting, budgets...) voire, si possible, dans une structure légère. Il est précis, relationnel et responsable.

La parfaite maîtrise de l'Anglais est nécessaire.

Le poste est basé à Puteaux (92).

11, rue des Pyramides



SEFOP, notre Conseil, remercie les personnes intéressées d'adresser leur dossier sous réf. CB133M 75001 Paris

5521 من الأصل

SALOMON

Leader mondial sur le marché des équipements de sports d'hiver (1700 p. - 2400 MF de CA), notre croissance et notre forte rentabilité sont obtenues par la recherche permanente d'améliorations et une responsabilisation de tout notre personnel. Pour développer avec nous cet esprit d'entreprise, nous cherchons pour Annecy,

un jeune contrôleur de gestion, H/F

Au sein de notre direction commerciale Europe, en liaison étroite avec la direction financière du groupe, venez aider nos cinq filiales européennes à définir les méthodes et moyens pour améliorer leur gestion (élaboration budgétaire, mise en place et animation d'outils de gestion).

De formation supérieure (Sup de Co ou universitaire), vous avez une expérience de deux ans en cabinet d'audit ou en entreprise. La pratique de l'allemand et/ou de l'anglais est indispensable.

Nous vous offrons, en retour, l'environnement stimulant d'une entreprise qui bouge.

Mme F. JOUISHOMME,
vous remercie
de lui écrire (réf. 1226 LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTec

Le Monde

Avec 900 millions de Chiffre d'Affaires, des ventes Presse et Publicité en hausse, une diversification des produits et 1000 personnes, notre Journal construit son avenir d'entreprise performante dans le monde des médias. La Direction Financière recherche un

Professionnel de la comptabilité pour assister le contrôleur de gestion

En collaboration étroite avec le Contrôleur de Gestion et le Directeur de la Comptabilité, nous vous confierons l'élaboration et la mise au point des systèmes de gestion, de la comptabilité analytique aux tableaux de bord. A partir de ces nouveaux outils et systèmes, vous rédigerez l'ensemble des procédures qui présideront aux nouvelles méthodes de travail des équipes comptables - une quinzaine de personnes - dont vous assurerez la formation. Le succès dans cette mission doit naturellement vous faire évoluer vers l'animation et l'encadrement du Service Comptabilité. Pour ce poste aux responsabilités évolutives, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la comptabilité possédant au moins 5 ans d'expérience avec éventuellement un passage en cabinet d'audit. Avec une formation Ecole de Commerce ou de Gestion et le DECS, nous apprécierions une spécialisation en organisation. Ces responsabilités font appel à la rigueur et à l'imagination qu'à la souplesse et à la ténacité. Nous parlerons ensemble de votre rémunération et de votre évolution dans notre structure.

Merci d'adresser votre dossier + CV + photo + prétentions à notre Conseil, 10, rue du Collège - 75008 PARIS, sous la réf. 306.

PAUL-EMILE TAILLANDIER & CONSEIL

jeune contrôleur de gestion

dans une société en très forte croissance, filiale d'un groupe multinational. Vous créez cette fonction dans notre usine de 250 personnes, située à l'est de la région parisienne et spécialisée dans l'assemblage de pièces de précision pour l'industrie. Vous établissez les prix de revient standards, déterminez les coûts de production directs et indirects à l'aide d'un système informatisé. Vous calculez également la rentabilité des investissements en appliquant les procédures de contrôle de gestion du groupe. Cette situation s'assortit de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Vous êtes âgé(e) de 26 ans minimum et, de préférence, titulaire d'un diplôme d'Ecole de Commerce. Vous bénéficiez d'au moins deux ans d'expérience de la comptabilité analytique anglo-saxonne acquise dans une unité de production et vous parlez anglais.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/477.04, à notre Conseil, NICOLE DOGNIN, qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
66, rue de Pontchou 75008 PARIS

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE

recherche pour la Direction Financière de sa Division pièces de rechange

ANALYSTE DE GESTION

Le candidat sera diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, de Gestion ou universitaire) et aura une première expérience dans une entreprise si possible anglo-saxonne.

Au sein de la Direction Financière et sous l'autorité du contrôleur de gestion, le candidat retenu se verra confier des missions dans les domaines comptables, financiers ou contrôle budgétaire.

Ce candidat sera ouvert aux techniques informatiques et aura le sens du contact humain.

La connaissance et la pratique des langues étrangères (anglais et allemand) sont nécessaires pour le poste recherché.

LIEU DE TRAVAIL PROCHE BANLIEUE NORD-EST DE PARIS.

Envoyez CV, lettre manuscrite, photo et prêt. sous réf. 18935 à CONTEXTE PUBLICITE 90, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE

BANQUE INTERNATIONALE D'AFFAIRES
en pleine expansion
PARIS 8ème

proposé 2 postes à candidats de valeur:

UN RESPONSABLE DES SECTIONS - SOUSCRIPTIONS - TITRES - COUPONS -

5 ans d'expérience dans la fonction. Classification : minimum Classe V Bonne connaissance de l'anglais.

UN ASSISTANT DU RESPONSABLE DE LA BOURSE ETRANGERE

Service : administration titres bourse. Section : bourse étrangère. Classification : Classe V Anglais exigé.

Ces 2 postes s'adressent à des cadres expérimentés, ambitieux, à fort potentiel et susceptibles d'évoluer.

Téléphoner pour rendez vous à : 42.65.48.29 poste 7

Une énergie nouvelle en Auvergne

Spécialiste produits financiers

250/300.000 F

La Banque Populaire Auvergne et Corrèze, dont le siège est à Clermont-Ferrand représente 400 personnes, 3 milliards de francs de dépôts gérés, et exerce son activité sur quatre départements (44 agences). Sa direction générale a défini un ambitieux plan de développement à moyen terme et recherche un spécialiste des produits financiers pour intensifier l'action de la banque sur le marché des capitaux : SICAV, FCP, gestion de patrimoine, épargne des salariés, opérations financières des entreprises... Dépendant du directeur général adjoint, il disposera de moyens administratifs propres et s'appuiera sur le réseau pour le développement commercial. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure possédant une expérience confirmée des produits financiers bancaires (particuliers et/ou entreprises). La rémunération annuelle pourra atteindre 300.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire à J. MOUNIER en précisant la référence A/2821M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Als - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

BANQUE INTERNATIONALE PARIS 8^e
recherche

ANALYSTES DE CREDITS CONFIRMES H/F CLASSE IV - V

Fonction principale : - analyse autonome des risques
- montage et suivi des dossiers.

Profil :

- 3 à 5 ans d'expérience dans la profession et/ou
- diplôme de l'enseignement supérieur (Grande Ecole Commerciale avec au minimum 1 an d'expérience dans l'analyse du risque).

Bonne maîtrise de la langue allemande - Bonnes connaissances des produits bancaires.

Adresser CV et prétentions sous réf. 649 à M. A. DANNENBERGER
CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS - Discrétion assurée.

AUDIT COMPTABLE ET FINANCIER

Diplômé d'école de commerce ou équivalent et après une expérience de 2 à 4 années en cabinet ou en entreprise, vous maîtrisez solidement la technique d'audit comptable. Vous souhaitez acquérir de nouvelles responsabilités en exerçant votre métier dans le sens d'une plus grande implication personnelle. La Redoute Catalogue, entreprise leader dans le domaine de la VPC, vous offre cette opportunité. Rattaché au Directeur Financier, vous prenez en charge les missions d'audit dans les différents secteurs de la Société, en apportant conseil et assistance dans l'évaluation des circuits et procédures comptables. Sur ce poste opérationnel, votre sens pratique et vos qualités relationnelles doivent vous permettre d'être rapidement efficace dans la Société. La réussite de cette mission vous conduira à exercer de nouvelles responsabilités au sein de l'entreprise. Poste basé à Roubaix.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prêt) s/réf. 89 à Jean-Michel ANDOT - Service Emploi-Orientation - LA REDOUTE CATALOGUE 57, rue de Blanchemaille, 59082 Roubaix Cedex 2

La Redoute
catalogue



Groupe informatique coté au second marché
recherche dans le cadre de son expansion

CONTROLEUR FINANCIER H/F

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, avec une expérience de 2 à 3 ans dans un grand Cabinet d'Audit et une bonne pratique de la micro-informatique, vous serez chargé du suivi du reporting.

Homme de dialogue, vous aurez la responsabilité de l'Audit opérationnel et financier des filiales.

Vous participerez également au montage des opérations financières.

Vous reporterez au Directeur Financier.

Ce poste est à pourvoir rapidement à Amiens.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et rémunération souhaitée à : Madame Bert - METROLOGIE 4, avenue Laurent Cély 92600 Amiens.

Groupe important, spécialisé dans l'aménagement et la gestion d'équipements publics, recherche pour sa Direction Régionale à Rennes un

responsable de gestion comptable et financière

Il devra assurer :

- des missions d'Audit Comptable, de gestion et de suivi financier auprès des sociétés du Groupe,
 - le suivi de la gestion de la Direction Régionale (comptabilité, paie...).
- De formation supérieure en comptabilité et en gestion (DECS - écoles de commerce ou de gestion). Il doit avoir des connaissances en micro-informatique et une expérience confirmée en entreprise ou en cabinet. Adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions à Média-System, (réf. 3732), 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris, qui transmettra.

SPÉCIAL

UNIVERS DE
LA GESTION

FINANCE

France Loisirs
le plus grand
club de livres

recherche

**CONTRÔLEUR
DE GESTION**

H ou F

Pour s'intégrer à une équipe jeune formée aux méthodes d'un important groupe international et y évoluer.
Plus spécifiquement axée sur le département marketing, sa mission comportera également des études ponctuelles pour la direction contrôle de gestion.
De formation supérieure (gestion, comptabilité, sciences économiques ou équivalent) le candidat justifiera d'une première expérience du contrôle de gestion, et de solides connaissances en micro-informatique. La pratique de l'Anglais et de l'Allemand sera un atout supplémentaire.
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à Danielle Lecharpentier, France Loisirs - BP 6 - 75725 Paris Cedex 15.

COTISSE

Mexico - Chicago - Lille ou Paris ...**Contrôlez et Développez notre Gestion Comptable**

Groupe de renommée internationale, nous concevons, développons et réalisons des projets, incorporant une technique très en pointe au niveau informatique, électronique et micro informatique. Nous répartissons nos activités entre Paris, Lille et nos filiales et missions à travers le monde. Nos problèmes comptables sont par conséquent intéressants et nous ne pouvons les offrir qu'à un

Audit Comptable ... très opérationnel

Développement des méthodes comptables, aides ponctuelles, gestion des clôtures, consolidation, reporting au Groupe, missions d'Audit et même votre appui en cas de création de filiales seraient les principaux volets de votre activité. Dépassant les notions de Comptabilité, d'audit ou d'organisation que vous possédez déjà, gestionnaire capable de penser à la fois en continu et en kilofrancis, c'est un poste large que nous vous offrons. Si de surcroît vos études, un passage significatif à l'Audit, s'ajoutent à une bonne connaissance de l'anglais vous avez de sérieux arguments pour débiter un parcours prometteur au sein de notre Groupe, surtout si vous acceptez de résider à Lille pour l'instant.

Merci d'adresser votre résumé de carrière sous référence O/AC/M à notre Conseil Didier LESUEUR



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

DES RESPONSABILITÉS ÉLARGIES, UN CONTEXTE INTERNATIONAL

GESTIONNAIRE DE DÉPARTEMENT

Assisté par l'équipe comptable dont vous assurez l'encadrement, vous êtes responsable de la totalité de la gestion du département. Outre les aspects classiques de votre mission (reporting, contrôle budgétaire...), vous prenez notamment en charge la détermination des besoins informatiques.
Rattaché au directeur opérationnel, vous assurez de plus le suivi des performances commerciales des activités de négoce.
Diplômé Grande Ecole de Gestion ou titulaire du DECS complet, vous justifiez d'une expérience de 3 à 5 ans en milieu industriel.
Outre votre compétence technique, vos réelles qualités de contact vous permettront de dialoguer avec vos nombreux interlocuteurs.

Ce poste, basé à ISSY-LES-MOULINEAUX, s'exercera à court terme à partir de notre usine de STAINS (93).

Groupe International présent dans 93 pays, avec environ 70 % de son CA à l'export, THOMSON-CGR est un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Dans un secteur très porteur, nous créons, réalisons et développons des équipements médicaux de haute technologie. Notre ambition de renforcer notre position internationale repose sur la maîtrise technologique et la compétence de nos équipes.
Dans ce contexte, nous offrons à un jeune professionnel de la gestion à fort potentiel, l'opportunité de valoriser son expérience au travers de l'une de nos activités de négoce.

THOMSON-CGR

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. GPB/GFA/LM à Pierre GROISY - THOMSON-CSF - 52, boulevard Gallieni - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX.

UNILEVER recherche HEC, ESSEC, CENTRALE PARIS (option gestion)

Débuts ou munis d'une première expérience.

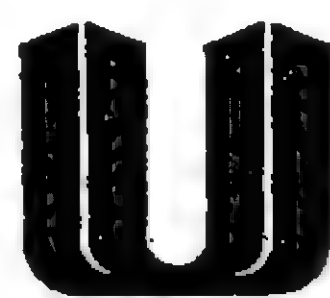
Performance, Professionnalisme, Diversité caractérisent l'activité des sociétés du Groupe UNILEVER

**CONTRÔLEURS
DE GESTION**

Des postes sont à pourvoir dans trois des sociétés du Groupe à Paris et en Province :
LEVER : produits détergents (Skip, Sun, Omo...)
FRALIB : thés, polages (Lipton, Elephant, Royco)
COGESAL : glaces et surgelés (Mott, Iglo)
Au sein du siège social ou d'une usine, vous participerez, dans le cadre d'un poste opérationnel, au contrôle de gestion d'une société performante.
Vous prendrez part notamment à l'élaboration des objectifs, au contrôle de leur réalisation et mènerez un certain nombre d'études de fond (tableaux de bord, suivi budgétaire...).

**AUDITEURS INTERNES
OPÉRATIONNELS**

Au sein du Département Audit (basé à Paris), vous effectuerez des missions auprès des différentes sociétés du Groupe UNILEVER situées en France, Afrique Francophone, Espagne, Portugal, Amérique Latine.
Vous interviendrez dans les domaines comptable, financier, informatique, gestion, marketing, organisation...
Vos contacts s'effectueront à tous les niveaux et vous rapporterez au Département d'Audit à Londres.
Vous parlez couramment l'anglais et, si possible, espagnol ou portugais. Vous avez de bonnes connaissances en informatique.



Intégrés à une équipe performante, vous mettrez en œuvre vos compétences techniques, votre sens des responsabilités et vos qualités humaines. Vous évoluerez ensuite vers un poste de haut niveau à la mesure de vos résultats et de la dimension internationale du Groupe UNILEVER.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence I/87 M à
UNILEVER FRANCE SERVICES - Recrutement des Cadres - 8 Avenue Delcassé - 75384 Paris Cedex 08

UNILEVER UNE DIMENSION INDUSTRIELLE À L'ÉCHELLE HUMAINE

POUR PROMOUVOIR LA BOURSE DE NANCY

LA COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE, recherche pour sa délégation de NANCY, fonctionnant avec 7 personnes,

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Animer votre équipe, gérer votre établissement et agir auprès de votre environnement, sont les axes principaux de la mission que nous vous proposons.

Vous assurez le fonctionnement du marché régional. En outre, avec le concours des agents de change locaux, vous concevez et animez sur le terrain, un programme d'actions promotionnelles, orienté vers les entreprises, les chambres de commerce, les établissements bancaires et financiers, les écoles, la presse, etc.

Une formation économique supérieure et la connaissance des réels besoins financiers des entreprises à travers une dizaine d'années d'expérience s'imposent pour être crédible. De même, l'aptitude à la communication et l'ouverture sur le monde économique régional seront des atouts indispensables.

Une formation à PARIS et dans une autre Bourse régionale (2 mois environ) est prévue.

Nous vous remercions de faire part de votre intérêt pour ce poste à notre Cabinet Conseil, en lui adressant votre C.V. détaillé + photo, sous la référence 1199/M.

Nous vous assurons une totale confidentialité.

managing

65, rue de Troie
97070 METZ-GRANDVILLE
Tél. : (03) 766.52.35

TRÈS IMPORTANT ORGANISME D'ASSURANCE (proximité RER - 15^e Étoile) recherche

**GESTIONNAIRES
JURISTES**

HF

maîtrise en droit privé (droit des assurances, droit de la construction, LEJ, appréciés) ou bien expérience équivalente.

Après formation complémentaire, il leur sera confié la gestion de dossiers de sinistres de la construction, tant amiables que contentieux.

Avantages sociaux.

Merci d'adresser CV détaillé, photo et niveau de rémunération sous référence 1117 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Combativité et créativité

Notre société, spécialisée dans les systèmes de gestion manuels et informatiques, opère un retour en force. Pour accompagner ces efforts entrepris pour reconquérir une place de leader sur notre marché, nous recherchons notre

Directeur Administratif et Financier

Bordeaux

La gestion financière, l'informatique, le contrôle de gestion et la fiscalité seront sous sa responsabilité. Une importante mission d'organisation comptable lui sera confiée dans un premier temps. Des professionnels compétents l'assistent dans ces divers domaines où beaucoup reste à faire.

Nous recherchons un excellent gestionnaire, dynamique, ayant de réelles qualités d'organisation et de management et fort motivé pour nous accompagner dans la réussite de notre projet d'entreprise. Homme de PME, vos 10 années d'expérience dans la fonction comptable et financière feront de vous un membre actif et écouté de notre Comité de Direction.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et prétentions) à réf. C074 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil



Filiale depuis peu d'un grand groupe US très performant dans le domaine des équipements audiovisuels, nous renforçons nos structures et créons, auprès de notre Directeur Comptable, le poste de

Chef ComptableBasé à Paris 13^e

260/300 KF

Votre première mission consistera à mettre en place et à produire le reporting mensuel. Vous participerez également à l'implémentation d'un nouveau logiciel comptable ainsi qu'à la refonte de nos procédures, en harmonie avec celles de la société-mère dont vous serez l'interlocuteur. Vous assurerez enfin avec votre équipe (5 pers.) l'établissement des divers états comptables et fiscaux.

Le candidat, de formation comptable supérieure (minimum DECS) justifiera d'une expérience d'environ 10 ans, acquise à un poste d'encadrement dans une société filiale d'un groupe international. Il maîtrisera parfaitement la comptabilité et le reporting anglo-saxon. De réelles qualités de Manager, l'esprit d'équipe, la disponibilité ainsi qu'une pratique courante de l'anglais sont indispensables.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV) sous réf. CORSI à Ernst & Whinney Conseil, 150 Bd Haussmann 75008 PARIS, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion avant de vous répondre.



Ernst & Whinney Conseil

A un(e) Fiscaliste...

ERNST & WHINNEY, l'un des grands cabinets d'audit, de conseil fiscal et de gestion (28.000 personnes et 350 bureaux dans 75 pays), recherche pour participer au développement de son département fiscal à Lyon un(e) fiscaliste ayant acquis une expérience professionnelle de 3 à 5 ans.

Votre connaissance pratique de l'anglais sera appréciée.

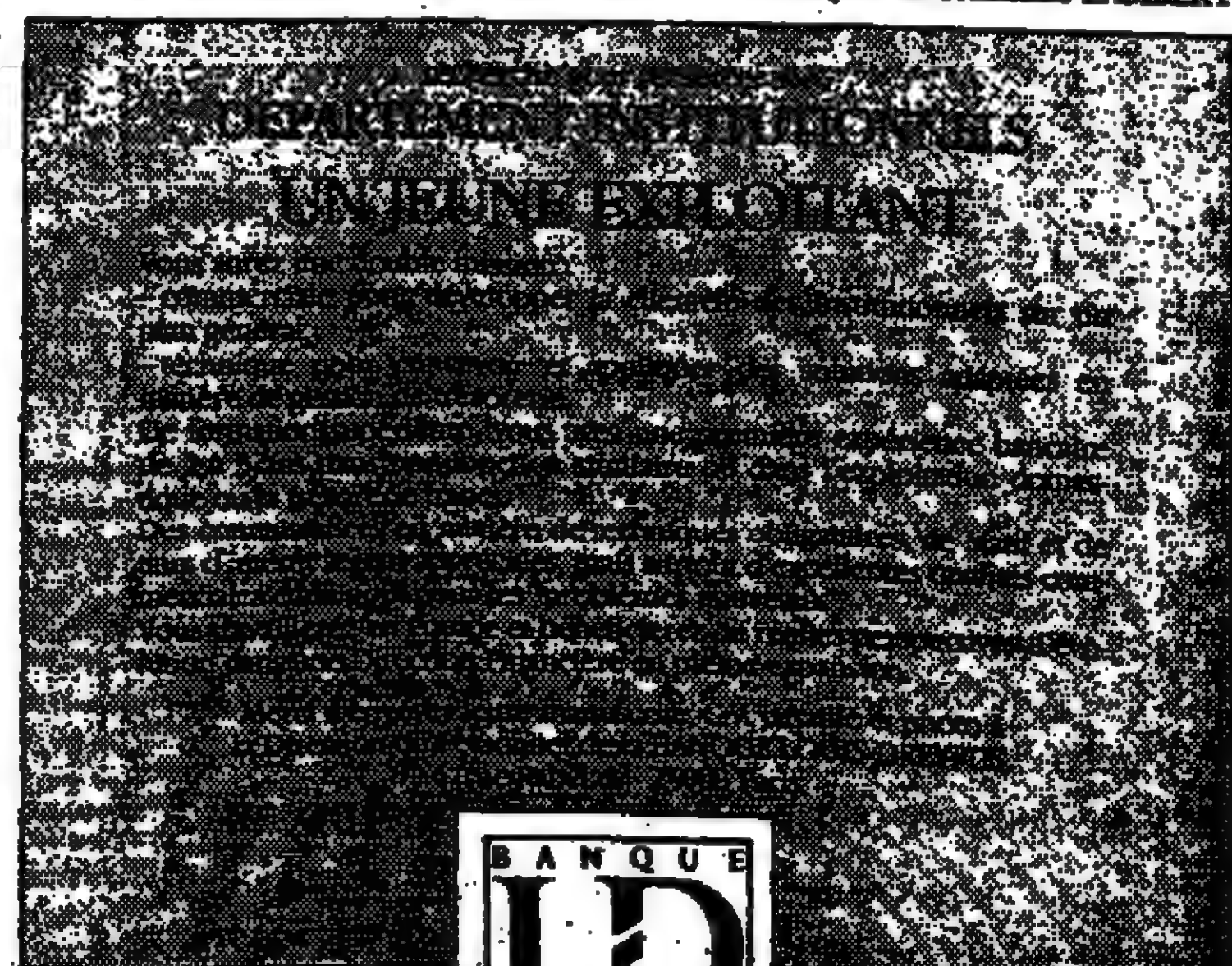
Nous vous remercions d'adresser à Christian Clocher, ERNST & WHINNEY Fiscalité, 208 rue Vendôme, 69003 LYON, qui étudiera votre dossier avec soin et discrétion.



Ernst & Whinney Fiscalité

BANQUE LOUIS-DREYFUS

AFFILIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT



CENTRE DE GESTION
AGRICOLE IMPORTANT !
DIRECTEUR

هكذا من الأصل

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 423 à Catherine MANGET - DMC - Direction Gestion des Cadres - 88, rue de Bavière - 75004 PARIS

SPÉCIAL

UNIVERS DE
LA GESTION

FINANCE

Important Groupe
du tertiaire
Nous renforçons
notre équipe
Audit Interne
par unAUDITEUR
1ère Expérience

Diplômé de l'enseignement supérieur de Gestion, vous travaillez depuis 1 ou 2 ans dans un cabinet ou au sein du département audit interne d'un groupe important.

Nous vous proposons de vous confier des missions d'audit opérationnel portant sur tous les domaines des différentes directions du Groupe et filiales (gestion, comptabilité...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée réf. 18887 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CHARENTE

Société implantée à 30 km d'ANGOULEME leader dans son domaine recherche son

Chef comptable

Votre mission :
- assurer la comptabilité générale jusqu'au bilan,
- superviser la comptabilité analytique,
- animer une équipe de 4 personnes.

Votre profil : formation BTS ou équivalent. Expérience significative en PME.



Adresser lettre manuscrite, C.V. + prétentions à BORDEAUX RECRUTEMENT 33, rue Ferrère - 33000 BORDEAUX.

COMMUNICO

GROUPE FINANCIER DE PREMIER PLAN recherche
FISCALISTE
Compétence

POUR SON SECTEUR ASSURANCES (CA : 10,5 Mds)

Responsable de la cellule fiscale ses principales missions seront :

- le suivi et la justification des comptes fiscaux de l'institution,
- la réalisation des déclarations fiscales,
- l'étude des nouvelles réglementations et le conseil en matière fiscale à la direction,
- l'animation d'une équipe de 3 personnes.

Pour ce poste à larges responsabilités, nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce ou université) ayant impérativement une expérience d'au moins 3 ans de la comptabilité et de la fiscalité en grande entreprise.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous réf. 19524 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTEXTE

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
nous recherchonsL'ADJOINT DE NOTRE
P.D.G.

Paris 8ème 250.000 F+

Rattaché directement au P.D.G. de ce cabinet (15 personnes), vous aurez rapidement pour vocation de coordonner les missions de commissariat aux comptes, de contrôle, d'expertise comptable, de bilans, de conseil. Vous assurerez de façon autonome la responsabilité de certains dossiers.

De formation expert comptable, vous avez de 3 à 5 années ou moins d'expérience acquise au sein d'un cabinet d'une importance moyenne. Vos connaissances en fiscalité et en droit des sociétés seraient des atouts très appréciés.

Votre intégration réussie vous permettra de devenir l'un des associés et de prendre de plus en plus de responsabilités.

Nous vous remercions d'écrire sous référence 613/M à A.L. CONSEIL, 102, bd. Malesherbes 75017 PARIS.

AL conseil

CONTEXTE

Importante Société de Réassurance
recherche l'adjoint au
directeur financier
350.000 +

Les placements et investissements sont faits en 25 monnaies

Mission : il participera au Comité Financier au cours duquel est définie la politique de gestion du PORTFEUILLE TITRES. En liaison avec la Comptabilité, il devra surveiller la bonne marche du service titres et traiter les problèmes fiscaux afférents aux valeurs mobilières.

Profil : le candidat retenu sera âgé de 35 ans minimum, issu d'une Grande Ecole (option finances), et justifiera de 5 à 10 ans d'expérience en gestion de valeurs mobilières dans une entreprise du secteur Banque/Assurances.

PRATIQUE DE LA LANGUE ANGLAISE INDISPENSABLE ET REELLES APPTITUDES A EVOLUER EN MILIEU INFORMATIQUE.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M161, à notre Conseil (10 ans d'expérience)



MICHEL JOUSSE 13, rue Tronchet 75008 Paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ METALLURGIQUE
recherche pour sa filiale en PROVINCE (400 personnes)UN RESPONSABLE
DE LA FONCTION PERSONNEL

- Cadre de formation supérieure avec une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction personnel en milieu industriel.
- Pratiquant la législation sociale tout en restant un homme de contact et de communications, rompu aux réalités de chaque jour.
- Poste d'avenir dans le Groupe, rémunération en conséquence.

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous réf. 11750, qui seront transmis par :



Pierre Lichau s.a.
11, rue de la Laine - 75002 PARIS

Contrôleur de gestion
pour le Siège d'une Banque Parisienne

Il sera chargé, au sein d'une équipe dynamique, de contribuer au développement du système d'informations de gestion de la Banque.

De formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, Sup de Co, maîtrise de gestion, expertise comptable ou ingénieur avec formation complémentaire de gestion), il aura une expérience de quelques années, pas nécessairement dans le domaine bancaire.

Il sera demandé outre des qualités de rigueur et de méthode, une aptitude aux contacts et de la créativité. Merci d'envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 2287 M à

SOURCES

108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
qui transmettra en toute confidentialité



1 200 personnes - 750 M C.A.

Leader dans la fabrication des mousses polyuréthane recherche

RESPONSABLE
COMPTABILITE GENERALE (150 KF +).

De formation BTS - DECS, vous avez acquis la maîtrise de l'ensemble des techniques comptable et fiscale et de leur application informatique.

Sous l'impulsion du Chef de Comptabilité et au sein d'une petite équipe, vous assumerez la responsabilité de la comptabilité générale de l'établissement, du suivi des comptes et des déclarations fiscales et sociales.

Position cadre - Avantages sociaux.

Votre potentiel déterminera votre évolution au sein de notre société.

Adresser lettre, C.V., photo à :

Société RECTICEL
Direction des Relations Humaines
6, boulevard du Général Leclerc
92115 CLICHY-LE-VAL



Pierre Lichau

GROUPE BANCAIRE

DU SECTEUR COOPERATIF
recherche

UN JURISTE HF

chargé de conseils et d'assistance en droit des obligations et en droit des sociétés auprès des services du Groupe.

Pour répondre aux exigences de ce poste évolutif, il est demandé :

- maîtrise de droit privé
- expérience de 3 à 5 ans en tant que juriste dans le monde bancaire de préférence.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions à N. 5722 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 PARIS qui transmettra.

PARIS - LYON - TOULOUSE - BORDEAUX
* CONSEIL FINANCIER
recherche
* CONSULTANT

Clients : entreprises 100 à 1.000 salariés.

28 36 ans, HEC - ESC - EHEC - GFA - IGC

Mit en œuvre des instruments spécifiques : rentabilité, performances, efficacité, stratégie, système de promotion / Controlement / Groupes

Statut indépendant possible à titre

J. COULAND - 33, rue de Naples, 75008 PARIS.

les annonces classées

Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 18 heures
au 45-55-91-82

Audit Bancaire

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole de Commerce et vous avez suivi une formation comptable et/ou financière. Vous avez acquis une première expérience professionnelle en Cabinet ou en entreprise dans le domaine de l'audit ou du contrôle des engagements bancaires.

L'Inspection Générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel à Paris recherche

2 Auditeurs

Vous serez chargés d'effectuer, seuls ou en petites équipes des missions sur l'ensemble des activités de nos Fédérations situées en Province.

Pour réussir dans ces fonctions, il est nécessaire d'être disponible (déplacements fréquents), d'avoir le contact facile et le souci de la rigueur.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 445/M à Michel HERTH, GNCM, 88, rue Cardinet 75017 Paris.

Crédit Mutuel

CONTEXTE

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche pour son Siège Social basé
dans la Banlieue Sud Ouest de la Région Parisienne

AGENTS COMMERCIAUX EXPORT

Missions :

- assurer la gestion des dossiers clients
- établir les devis, répondre aux demandes
- veiller à la bonne exécution des commandes selon les cahiers des charges
- établir et vérifier les avoirs, commissions...
- déclencher la facturation.

Profil souhaité :

- formation BTS commerce International ou équivalent
- connaissance de l'anglais indispensable.

Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 2987 à Lévi Tourmay/Asscom 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Lévi Tourmay/Asscom

LA PRIVATISATION DE PARIBAS

Une grande compagnie financière

C'EST le 27 janvier 1872, il y a tout juste cent quinze ans, qu'un groupe de banquiers catholiques, protestants et israélites créèrent à Paris une banque d'affaires, qu'ils fusionnèrent avec la Banque de crédit et de dépôt des Pays-Bas, déjà installée depuis 1863 à Amsterdam. Cet établissement figure toujours dans l'organigramme du groupe sous le nom de Banque Paribas Nederland, au neuvième rang du pays.

Dès sa création, la nouvelle banque, volontairement privée de guichets, se spécialise dans les montages financiers et les prises de participations minoritaires et souvent temporaires. Elle affirme aussi sa vocation internationale, s'installant immédiatement à Amsterdam (c'était logique), à Bruxelles et à Genève. Les origines européennes vont laisser des traces jusqu'à nos jours, puisque, parmi les filiales les plus prospères du groupe, on compte, outre Paribas-Nederland, Paribas-Belgique et Paribas-Suisse.

Des emprunts russes au pétrole

Schématiquement, le développement de la Banque de Paris et des Pays-Bas (BPPB) connaît trois périodes successives. De 1872 à 1914, phase d'émergence du capital financier international, son activité se déploie dans deux secteurs : le placement des emprunts étrangers, d'abord sud-américains, puis russes, générateur de grosses commissions que les grands établissements de la place de Paris se disputent ardemment ; le placement direct du capital de la banque dans celui d'entreprises privées, qui, pour certains, prend le relais des placements publics.

Sa rivale sera une autre banque d'affaires, la Banque de l'Union parisienne (BUP), qu'elle finira par absorber en 1974 après une longue bataille avec le groupe Suez, pour la fusionner avec sa filiale, le Crédit du Nord. En 1914, la BPPB est devenue un véritable groupe financier : elle a participé à cent neuf opérations différentes de souscription ou de lancement. Son portefeuille contient plus de 100 millions de francs (1,5 milliard de francs 1987) de titres de quatre cent onze sociétés différentes dans tous les secteurs industriels et dans un grand nombre de pays.

A partir de la fin de la guerre de 1914, et jusqu'à la guerre suivante, la Banque de Paris et des Pays-Bas inaugure une nouvelle stratégie nationale et internationale, en accentuant sa pénétration massive dans l'industrie, et cela pour trois raisons. Tout d'abord, la vague des emprunts étrangers connaît un reflux sévère, surtout après le désastre des emprunts russes et les moratoires décrétés par bien d'autres pays, notamment la Turquie, et en Amérique latine. Ensuite, le rôle de Paris place financière

s'est affaibli au profit de New-York. Enfin, plusieurs secteurs industriels se développent à grande allure, pour devenir les « piliers » de l'expansion mondiale : le pétrole, la chimie et l'électricité.

Sous l'impulsion d'un financier secret et génial, Horace Finaly, la BPPB, dès 1916, en pleine guerre, prend l'initiative de créer la Compagnie nationale des matières colorantes et des produits chimiques, destinée à battre en brèche le quasi-monopole de la société allemande Badische Anilin (qui, après 1945, devra céder en trois unités, devenues les géants Hoechst, Bayer et BASF). Plus tard, elle participe au lancement

Six personnalités marquantes.
25 milliards d'actifs.
Des centaines de participations.

Shell et de la Banque Lazard — que consacre l'accord de San Remo, signé par Alexandre Millerand avec Lloyd George en 1920. — Horace Finaly fonde la Standard franco-américaine (qui deviendra plus tard Esso Standard) dont la BPPB détient 51 % et la Standard Oil of New Jersey 49 %. En 1924, c'est encore la Banque de Paris et des Pays-Bas qui négocie avec l'Irak Petroleum Co. une participation de 23,75 % de l'Etat français

que. Elle échouera, néanmoins, dans le renflouement de la Banque industrielle de Chine.

Avec la seconde guerre mondiale débute la troisième période. En 1945, la Banque de Paris et des Pays-Bas est exsangue. Les nationalisations emportent ses intérêts dans la production d'électricité, tandis que ceux d'Europe centrale disparaissent derrière le rideau de fer.

L'aventure immobilière et l'ingénierie financière

C'est l'heure de M. Jean Reyre, qui va, à la force du poignet, rendre la banque son lustre évanoui. Il lance dans l'aventure immobilière et l'ingénierie financière (fusions et absorptions, notamment celle de CSF par Thomson). Ce faisant, il pousse, sans ménagements, beaucoup d'intérêts, ce qui lui vaut bien des inimitiés : « Où Paribas passe, l'actionnaire trépane », maugréaient des boursiers échaudés au lendemain d'opérations « musclées » sur certaines sociétés.

En 1968, un tournant décisif : après la loi Debré, instituant la banque à tout faire, Paribas — c'est devenu son nom familier — devient société de portefeuille, une « compagnie financière ». Y figure, au premier rang, un établissement bancaire, la Banque Paribas, strictement emprunteur et plus particulièrement spécialisée dans le crédit aux entreprises, qui va se hisser au cinquième rang français. Viennent, ensuite, des holdings regroupant les participations industrielles (pétrole, commerce international, mécanique lourde, électronique, cimenteries, travaux publics) et bancaires. S'y ajoutent, enfin, les « belles » filiales étrangères, Belgique, Pays-Bas et Suisse.

A la recherche de liquidités

En même temps, anxieuse de pouvoir disposer des liquidités suffisantes, Paribas se lance dans la « course aux guichets » — c'est la mode à l'époque : on en est revenu aujourd'hui ! — avec d'abord la prise de contrôle du Crédit du Nord, puis une bataille féroce avec la Compagnie financière de Suez pour celle du Crédit industriel et commercial (CIC), qui coûte son poste à M. Jean Reyre.

En 1969, il est remplacé par M. Jacques de Fouchier, « prince de l'établissement », appelé par le conseil d'administration pour redorer un peu le blason de l'établissement, que les méthodes efficaces, mais expéditives, de son prédécesseur ont un peu terni. Deux ans auparavant, il avait apporté en dot la Com-

HORACE FINALY Un génie au cœur à gauche



Portrait of Horace Finaly

Fils d'un riche financier israélite d'origine hongroise, Horace Finaly entre à la Banque de Paris et des Pays-Bas en 1900. Dès 1905, sous son impulsion, il prend la direction générale, sous un président « potiche », et lance la banque à l'assaut de l'industrie (pétrole, chimie, électricité) et des investissements à l'étranger (Europe centrale et Balkans).

On le retrouve dans toutes les grandes opérations industrielles menées par la France. Il ne fait pas seulement des affaires, mais se lance, aussi, dans la grande et petite politique. « Il fascine et déstabilise les ministères, impose les hommes de son choix et leur dicte sa volonté », écrit le *Journal des débats* en juin 1937. La presse de droite le surnomme « Finaly le roi de la République » et le *Times* note, en juin 1929, que « Finaly n'a jamais été guidé par l'appât du gain. Mais sa grande passion est la domination, ou, selon ses adversaires, le tyranisme ». Il a servi de modèle à Giroudoux dans *Belle* pour le personnage d'Emmanuel Moïse, « le banquier le plus arrogant de la terre ».

Son portrait est impressionnant : la paupière lourde, le visage large sur les pils d'un cou épais. Mais quelle finesse, quelle chaleur, quand il veut ! Horace Finaly parle sept langues, connaît par cœur l'œuvre de Dante, lit dans le texte les poètes grecs et discute mathématiquement d'égal à égal avec Paul Painlevé, le grand savant. Mais son tempérament autoritaire domine tout : ne s'est-il pas fait carrosser chez Delaunay-Belleville une automo-

bile spéciale pour pouvoir y entrer debout ?

Chose curieuse, ce qui provoquera sa chute, c'est le soutien qu'il apporte à la gauche. Il a apporté au Front populaire de Léon Blum. Le milliardaire a gardé toute sa vie le cœur à gauche. « Un juif hongrois apatride ne pouvait pas devenir un grand bourgeois », constate son successeur, après 1945, M. Jean Reyre, qui a fait son apprentissage avec lui.

Le 7 juin 1937, le conseil d'administration de la Banque de Paris et des Pays-Bas, présidé par Emile Morau, homme lige de la grande bourgeoisie, remercie son directeur général, coupable de sympathie « gauchiste ». « Ah, les porcs ! Après tout ce que j'ai fait pour eux », s'écriera Finaly, en rédigeant sa lettre de démission. La grande époque de Paribas faisait de ministères était terminée.

de la Compagnie générale d'électricité d'Ernest Mercier, et, surtout, de la Compagnie de télégraphie sans fil, devenue plus tard Thomson-CSF, où elle gardera, jusqu'à sa nationalisation, en 1982, non seulement le rôle de banquier chef de file, mais celui d'actionnaire puissant et agissant.

Elle s'engage aussi dans la bataille du pétrole. Pour lutter contre la domination anglaise sur l'approvisionnement de la France, par l'intermédiaire de la

par le canal de la Compagnie française du pétrole.

En Europe, la banque est le véritable bras financier de l'Etat français qui, en Europe centrale, cherche à créer une sorte de cordon sanitaire face à la Russie devenue l'URSS. Elle soutient la Banque franco-polonaise, la Banque Ottoman, la Banque des pays de l'Europe centrale, et investit dans les Balkans. Au Maroc, dans les fourgons du maréchal Lyautey, elle exerce un véritable protectorat écono-

omie bancaire, premier groupe français de crédit spécialisé, avec ses filiales, UCB (crédit immobilier), UFB (équipement industriel), Cetelem (crédit à la consommation).

Le nouveau président commence par signer un armistice avec Suez, qui prend le contrôle du CIC en échange de la Banque de l'Union parisienne, aussitôt mariée au Crédit du Nord, dans une union qui, finalement, ne sera pas très heureuse et coûtera très cher. Puis il continue les « opérations », vendant à Schlumberger la Compagnie des compteurs ; il commence aussi à encaisser des coups durs dans l'industrie française qui, en se multipliant et en s'étendant dans le temps, vont peser fort lourd : l'ingénierie (Heurtex), le papier (La Chapelle-Darblay), l'imprimerie (Chaux-Desfossés-Néographe) et, surtout, la sidérurgie (Chiers, Châtillon et Usinor), dont la facture sera élevée.

Trois pôles d'expansion internationale

Entre-temps, M. Pierre Moussa, haut fonctionnaire à la carrière prestigieuse, est entré dans le groupe. Il va aider M. de Fouchier à donner une impulsion décisive à l'expansion internationale, sur trois pôles. Le premier est le Proche-Orient : dès le début des années 70, écartant la possibilité d'association au sein de « clubs », avec des intérêts arabes à partir de l'Europe — comme le feront les trois grandes banques nationales, — Paribas souhaite s'implanter dans le golfe Persique pour accéder directement et sans intermédiaires à la source des pétrodollars. Cette idée est mise à exécution avant même le premier choc pétrolier : entre 1970 et 1972, M. Claude de Kemoularia, diplomate passé alors au service du groupe, faisait la tournée des émirats pour négocier et obtenir les autorisations de s'installer, décrochées au compte-gouttes. Paribas se retrouve seule banque française à Qatar et Mascate et la première à Abou-Dhabi, le seul échec étant l'Arabie saoudite, où la banque Indosuez est sur place depuis 1947 et tient solidement son créneau.

Le second pôle est l'Extrême-Orient, riche d'avenir : Paribas y déploie tous ses efforts à partir de 1970. Au Japon, l'accent est mis sur l'aspect industriel et sur les ressources naturelles, puis sur les activités financières (comme tout le monde), la présence du groupe étant assurée à Singapour, Hongkong, Manille, Séoul. En 1978, une initiative originale est prise avec l'entrée dans le groupe Sung Hung Kai, banque locale de Hongkong et gros courtier en valeurs mobilières. Cette participation devra être revendue, avec bénéfices en 1985, en raison de la crise financière qui ravage, à cette époque, la colonie britannique.

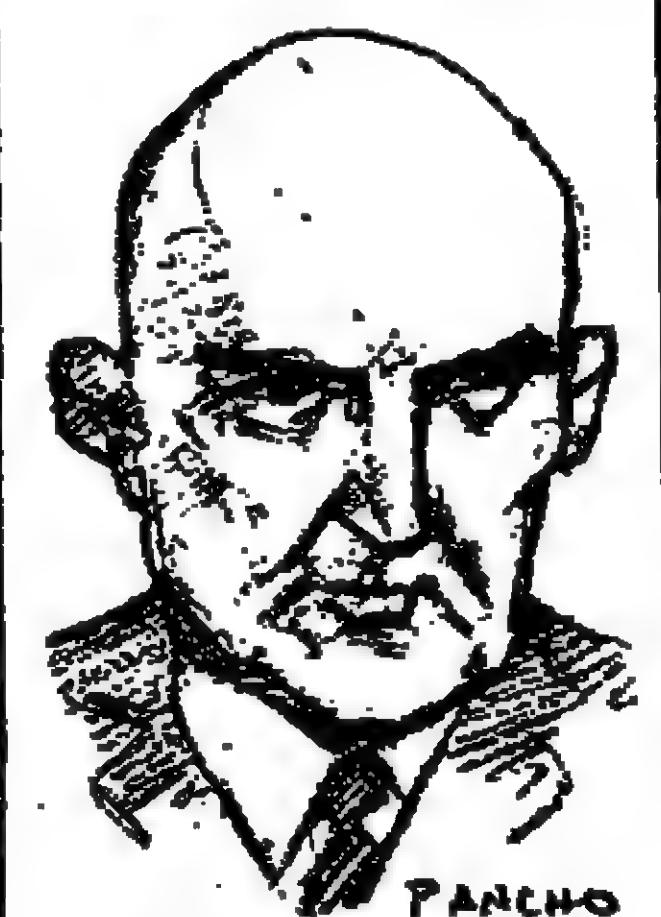
FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 38.)

JEAN REYRE

La résurrection du groupe

N É avec le siècle, M. Jean Reyre entre à la Banque de Paris et des Pays-Bas en 1924 avec une toute petite licence en droit, et, quand même, le diplôme de l'Ecole libre des sciences politiques. Formé à l'école de ce maître incomparable qu'était Horace Finaly, il gravit tous les échelons à la force du poignet, pour se voir nommé directeur général en 1948.

A cette époque, la banque, dépourvue de ses intérêts dans l'électricité et de ses avoirs d'Europe centrale, a échappé de peu à la nationalisation, mais se trouve flanquée d'un commissaire du gouvernement. Il s'agit de la reconstruction, et Jean Reyre s'y emploie avec énergie et intelligence.



Portrait of Jean Reyre

Faisant preuve d'initiative hardies, petit à petit, il rend à la banque son lustre et son rang, au prix de rancunes féroces car il ne ménage personne et ses « coups » sont rudes pour la concurrence. « Il avait le plus haut degré de la sensibilité de l'urgence », rappelle le PDG actuel, M. Michel François-Poncet, qui a commencé sa carrière sous son règne.

Par ses pratiques « musclées » Jean Reyre s'est rendu, peu à peu, suspect à l'établissement, auquel il ne veut pas appartenir. En 1969, devenu président depuis trois ans et conduisant avec fougue la bataille avec Suez pour le contrôle du Crédit industriel et commercial (CIC), il se met à dos son conseil d'administration, qu'il n'a pas consulté pour le fameux emprunt en Suisse destiné à financer les achats en Bourse d'actions CIC.

L'affaire fait déborder le vase, M. Reyre, s'oppose violemment à M. Jacques de Fouchier, vice-président depuis 1966, qui démissionne, et revient en vainqueur le 18 octobre 1969, après des affrontements qui ont divisé l'Etat-major de la rue d'Artois. M. Reyre est accusé à la démission, comme Horace Finaly, pour « manque d'égards dans la conduite des affaires ». La période « corsaire » de Paribas s'achève alors.

JACQUES DE FOUCHIER



Portrait of Jacques de Fouchier

LORSQUE M. Jacques de Fouchier, à cinquante-trois ans, succède à Jean Reyre à la présidence de Paribas, il a largement fait ses preuves. Fils d'un président de chambre à la Cour des comptes, fort en thème, avec, à seize ans, un prix de l'Académie française pour son poème *Vocalisme*, il est reçu premier au concours de l'inspection des finances et entame la course honoraire de la haute fonction publique, interrompue par une brillante campagne d'Italie.

Directeur adjoint du commerce extérieur au Trésor en 1945, il n'éprouve guère d'affinités pour son ministre de l'économie nationale, François Billoux, un des dirigeants du Parti communiste.

En 1946, à trente-cinq ans, il décide de voler de ses propres ailes,

Le « pape » de la transformation

fait rare à l'époque. Selon les uns, il a un coup de génie, ou, suivant les autres, il exploite admirablement la situation, en occupant un créneau énorme que les grandes banques de dépôt, assises sur leurs principes (pas de risques autres que l'escompte d'effets de commerce à trois mois et le crédit à moyen et à long terme pour la construction et l'équipement, sans oublier le crédit à la consommation, encore dans l'enfance).

M. Jacques de Fouchier va se faire le « pape » de la transformation de l'argent à court terme en argent à long terme. Il lui faut des capitaux, et il en trouve. Auprès de qui ? Parbleu, auprès des grandes banques qui viennent d'être nationalisées et qui se font une joie de le financer sans danger pour elles ! Il édifie alors la Com-

pagnie bancaire, avec ses filiales spécialisées, qui constitue aujourd'hui l'un des joyaux du groupe, et lui apporte le quart de ses revenus bancaires et financiers.

Une fois au pouvoir, avec le concours de M. Pierre Moussa, qu'il a recruté dès 1969 pour en faire son dauphin, il accentue l'orientation du groupe vers l'international.

En juin 1968, lorsqu'il transmet le flambeau à son successeur, Paribas est en grande forme. Le flambeau, il le reprendra trois mois à la fin de 1981, pour « garder la maison », après la démission de M. Pierre Moussa, accusé de « trahison », et attendre la nomination, en février 1982, de son poulain, M. Jean-Yves Haberer.

(Publicité)

PERSPECTIVES AGRO-ALIMENTAIRES

un Programme de 4 Séminaires organisés par l'Institut de Gestion Internationale Agro-Alimentaire (Groupe ESSEC)

5-6 février
26-27 février
26-27 mars
22 mai

« Stratégies », financements des coopératives agricoles » par le prof. G. Deshayes (IGIA).
« Le futur des marchés agricoles par télématique : la fonction commerciale sur l'écran » par les profs J. Cordier (IGIA) et J. Vassickie (Université de Floride).
« Les biotechnologies en agro-alimentaire : une approche en terme de management » par le prof. B. Yon (IGIA).
« La politique agricole des Etats-Unis et ses conséquences internationales » par le prof. M.L. Debatiste (IGIA).

Inscriptions et renseignements : Secrétariat des Séminaires
Institut de Gestion Internationale Agro-Alimentaire
Avenue du Parc, 5 Le Campus - 95033 Cergy-Pontoise Cedex
Tél. : 30-72-24-88 - Téléc. 697789 F

Un bilan de 600 milliards de francs

[illegible]

L'ORGANIGRAMME présente ci-dessus des extrêmement simplifiés, dans la mesure où il ne peut, matériellement, prendre en compte les centaines de filiales et participations diverses qui gravitent dans l'orbite du groupe en France et dans le monde entier. En gros, Paribas est le cinquième groupe bancaire français et le vingt-septième dans le monde, avec 27 000 personnes, dont 22 000 en France et 5 000 hors de France, dans deux cents sociétés.

Banque et finance

Le total de son bilan frise les 600 milliards de francs, ses fonds propres sont de l'ordre de 10 milliards de francs et le total des crédits qu'il accorde dépasse légèrement 300 milliards de francs. Son bénéfice net consolidé a atteint 1,35 milliard de francs en 1985 et pourrait s'être élevé à 1,6 milliard de francs en 1986. La valeur nette de ses actifs et participations tourne autour de 25 milliards de francs, répartis en trois grands secteurs, qui apparaissent de gauche à droite sur l'organigramme.

Les activités bancaires et financières en France sont essentiellement exercées par la Banque Paribas, principal centre opérationnel du groupe, avec 5 000 personnes. Spécialisée dans les concours aux entreprises, elle occupe le quatrième rang français

dans le soutien aux exportations françaises, avec 10 % des crédits acheteurs, et le premier rang mondial dans le domaine du financement à court terme du négoce pétrolier international. La filiale Crédit du Nord, douzième banque française avec 9 000 personnes et 500 guichets, distribue 46 milliards de crédits, avec une situation financière qui a nécessité le soutien de sa maison mère et de l'Etat.

La Compagnie bancaire, premier ensemble européen de crédit spécialisé (immobilier, équipement des entreprises, ventes à tempérament) a un portefeuille de crédits de 110 milliards de francs et un bénéfice annuel excédant 400 millions de francs. Est rattachée à Paris la très importante filiale étrangère BP Capital Markets, cinquième rang mondial pour l'émission d'euro-obligations et première pour celle en ECU.

Filiales étrangères

Au milieu de l'organigramme figurent Paribas International et Europe, qui regroupent les grandes filiales étrangères, au premier rang desquelles la très prospère Paribas-Suisse, et celles de Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas (Nederland), dans le groupe depuis sa fondation. S'y ajoutent la COBEPA belge et ses participations outre-Québécoises.

Paribas North America, qui a recueilli les activités du groupe outre-Atlantique après la revente forcée de la filiale Becker.

Participations industrielles

Figurent, enfin, les participations industrielles, à droite dans l'organigramme, regroupées, pour l'essentiel, dans le holding OPPI-Paribas. Les secteurs les plus représentés sont : le ciment (Poliet-Ciments français), l'assurance (Drouot), le pétrole (COPAR), la mécanique lourde (Fives-Lille), la distribution (SCOA), les travaux publics (Fougerolle), les magasins (SCOA), auxquels il faut ajouter d'innombrables participations dans l'immobilier et sa gestion, les services publics, le tourisme, l'alimentation, les mines, les produits chimiques, la métallurgie, le matériel électrique.

Depuis deux ans, Paribas a décidé d'accélérer la rotation de son portefeuille dans tous les secteurs, notamment la technologie de pointe (CEGID), le capital-risque (SOFINNOVA), l'alimentation (Bridel), la pharmacie (Doliso) et dans des entreprises en vive progression (ECONOCOM). Y figurent également les fournitures à l'automobile (NED), le génie biologique (Transgene) et les parcs de loisirs (Aqualand), plus... tout le reste.

LA PRIVATISATION DE PARIBAS

Une grande

(Suite de la page 37.)

Le troisième pôle est l'axe anglo-américain. Dès 1960, c'est la création aux Etats-Unis de Paribas Corporation. En 1973, M. de Fouchier provoque une sensation dans le monde financier occidental avec la première entente directe entre banques d'affaires, à savoir une prise de participation croisée avec l'une des principales *merchants banks* londoniennes, S.G. Warburg. L'événement était de taille, car, pour la première fois, l'un de ces établissements, parmi les plus actifs de la City, se liait avec une banque du continent.

Dans un deuxième temps, le groupe financier américain A.G. Becker, banque d'investissement et de placement new-yorkaise et l'un des grands spécialistes américains du « papier commercial », venait s'intégrer dans le nouvel ensemble. L'affaire d'abord très prospère flaira très mal, après le départ de S.G. Warburg, consécutive à la mort de son fondateur, Sir Sigismund Warburg, et, surtout, avec la déconiture rapide de Becker, qui, un beau matin d'août 1984, obligea Paribas à vendre en catastrophe cette filiale au puissant courtier new-yorkais Merrill Lynch avec 150 millions de dollars de pertes.

En juin 1978, M. Pierre Moussa succède à M. Jacques de Fouchier, et Paribas, triomphant, donne une réception monstre à Paris au Pré-Catelan, avec le gotha de la banque, de l'industrie et de la politique. Il va poursuivre l'internationalisation, s'associant notamment avec le puissant groupe canadien Power-Deane.

En février 1981, son directeur général, M. Gérard Etkewitz, avec lequel il forme un couple tout à fait complémentaire, offre à Paribas une rentrée fracassante dans le monde des affaires français qu'il avait un peu négligé, en rachetant au jeune baron Empain,

PIERRE MOUSSA

L'arpenteur de la terre

M PIERRE MOUSSA, initialement promis à l'Université, eut une vocation tardive pour la banque. Né à Lyon en 1922, normalien, agrégé de lettres, il manifesta, très tôt, comme M. Jacques de Fouchier, un goût très vif pour la poésie, consacrant son mémoire de diplôme aux poèmes en prose de Baudelaire. Comme lui encore, il entra à l'inspection des finances, dont il sort major en 1946.

Autre interné de trois ans à la présidence de la Fédération française des assurances, et la destinée de M. Moussa bifurque. Il est attiré chez Paribas par M. de Fouchier, qu'il a connus à la France d'outre-mer, lors de la création de Cofimer, société constituée à la fin des années 50 pour exploiter les ressources minières de l'Afrique. Il sera, avant tout, *l'homme du grand large*.

On voit cet homme de taille moyenne, le teint mat, le cheveu noir et l'œil très vif derrière de grosses lunettes en écaille, arpenter le monde entier pour développer le réseau international de Panibes, tâche qu'il poursuivra après son accession à la présidence en juin 1978. Un peu plus de trois ans après, à l'automne 1981, ce sera le départ, à cause de l'affaire Suisse, avec, à la clé, une inculpation pour complicité d'évasion de capitaux.

Disculpé, il doit, patiemment, renouer les fils de sa toile, et après avoir créé, avec d'anciens partenaires de Paribas, la firme d'investissement Pallas au capital

de 200 millions de dollars, il vient de racheter, ironiquement, à Paribas ses intérêts dans la banque privée de gestion financière à Paris (plus 0,6 % du capital du même Paribas pour le compte de Frandev, société de placement qu'il anime). M. Pierre Moussé est revenu, à supposer qu'il soit jamais vraiment parti...

**JEAN-YVES HABERER**

De but en blanc

à se voir installer de but en blanc dans le fauteuil présidentiel, sans bénéficier d'une longue expérience bancaire préalable, comme MM. Finaly, Reyre et de Fouchier, ou, à tout le moins, de plusieurs années de formation dans l'éta-

blissement, en « double conduite », comme M. Mouss.

Selon de bons connaisseurs, il faut au moins trois ans pour bien connaître l'entreprise, tant est complexe sa structure et étendue le périmètre de ses innombrables activités et participations. Cette prise de pouvoir abrupte, sans préparation préalable, a pu nuire à l'image de M. Haberer, chez certaines cadres de la maison, en dépit de ces talents du nouveau PDG : une qualité d'esprit les plus rares. Mais ne méritent pas un passeport autoroutier pour pénétrer, assimiler et maîtriser l'univers si particulier du groupe et de ses serviteurs.

Certains disent qu'au bout de quatre ans et demi l'apprentissage de M. Heberer était largement terminé et que, après deux années initiales de discrétion et d'observation, il donnait enfin sa mesure. D'autres diront que sa forme d'intelligence n'était pas tout à fait compatible avec celle de Peribas. De toute façon, nous ne le saurons peut-être jamais...



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**SICAV
CEA/MONORY**

**INTERSÉLECTION
FRANCE**

*la compétence
du financier*

Économie d'impôt et valorisation à moyen et à long terme, deux intérêts prioritaires, une réponse Société Générale : Intersélection France.

Constituée à 90% de valeurs françaises de premier plan, c'est la Sicav CEA/Monory par excellence. La preuve? Sa performance au cours des cinq dernières années : + 260% au 31 décembre 1986, coupon global réinvesti, soit + 29,2% par an. Le 15 janvier dernier a été mis en paiement un dividende de 15,20 F assorti d'un crédit d'impôt de 3,07 F. Vous pourrez réinvestir votre coupon, sans droit d'entrée, jusqu'au 14 avril 1987 inclus.

Gérée sur mesure par les spécialistes de la Société Générale, Intersélection France a déjà convaincu 300 000 épargnants. Rejoignez-les vite.

Intersélection France constitue l'une des nombreuses réponses de la Société Générale à toutes vos attentes en matière de placements financiers, de la gestion de trésorerie aux investissements à long terme.

© SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Prenez conseil dans l'une de nos 2300 agences en France.

**Un dossier consacré
à l'industrie automobile italienne
sera prochainement publié
dans « le Monde de l'économie ».**

3i FORMATION

**donne accès à une double compétence
aux diplômés 2^e cycle
de l'enseignement supérieur en accédant
aux formations de pointe
de février à juillet 1987.**

FORMATEUR POUR L'OPTIMISATION DES RESSOURCES HUMAINES

TECHNICIEN D'INFORMATIQUE APPLIQUÉE

TECHNICIEN DE COMMERCIALISATION DIRECTE

Conditions d'admission :
diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 4)
ou une expérience professionnelle de plus de 5 ans,
avoir développé un véritable projet personnel.

Pour participer à la sélection des prochaines sessions de février 1987,
envoyer lettre manuscrite de candidature, C.V. et photo
ou téléphoner à Martine Charbonnier
7, Esplanade 73.6

compagnie financière

pour une somme dérisoire, le quasi-contrôle de l'ancien groupe Empain-Schneider, avec ses 120 000 personnes, ses 40 milliards de francs de chiffre d'affaires et ses problèmes brûlants, dont celui de la filiale Creusot-Loire. Ce devait être le chant du cygne de Paribas groupe privé, avant la victoire de la gauche et de son programme de nationalisation en mai 1981.

La nationalisation et une démission

Effectivement Paribas est nationalisé en février 1982. A l'automne précédent, un drame éclate. Le 21 octobre 1981, à 11 h 45, M. Pierre Moussa réunissait brusquement son conseil d'administration pour lui annoncer sa décision de démissionner, absolument irrévocable. Après le coup de tonnerre de mai 1981, M. Moussa, adversaire de la nationalisation de Paribas, s'était efforcé de sauver les meubles en sauvegardant les liens privilégiés qui unissaient le groupe aux grands partenaires étrangers, en Belgique, au Canada et en Suisse. Il avait laissé la filiale helvétique glisser précieusement entre les mains de ses partenaires, ce que le gouvernement socialiste ne lui pardonna pas, pas plus que la vieille garde du groupe ni des administrateurs comme M. Jean Riboud, président de Schindler, et ami de M. François Mitterrand.

De plus, le pouvoir lança dans les jambes de M. Moussa une affaire d'évasion de capitaux remontant à 1980 et qui, au lieu de la transaction habituelle avec les douanes, déboucha sur une inculpation en bonne et due forme. Ultérieurement, M. Moussa fut lavé de toute culpabilité personnelle; mais comme il le dit plus tard avec amertume, il put compter ses amis dans le désert qui se forma autour de lui.

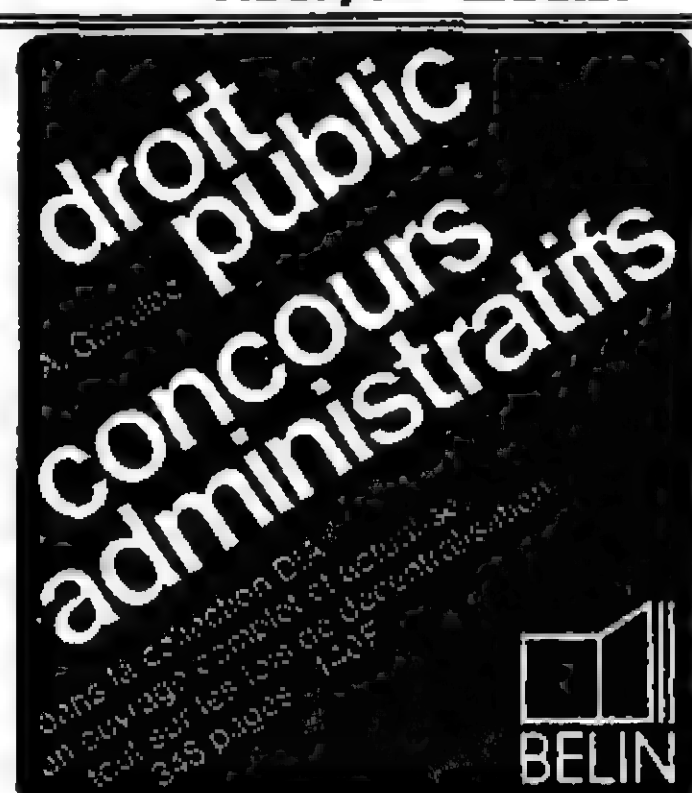
M. de Fouchier, pour l'honneur et la préservation du groupe, reprit alors l'intérim durant trois mois avant de laisser sa place à l'homme qu'il envisageait de voir, à terme, succéder à M. Moussa, M. Jean-Yves Haberer, d'une intelligence aigüe et bien connu des milieux financiers internationaux. Attendu comme le Messie par le personnel du groupe qui redoutait un « parachuté » politique, celui-ci dut passer deux ans à faire le tour de Paribas et de ses six cents sociétés et prendre sa part des heurs et malheurs.

S'il réussit à faire rentrer dans le giron du groupe la très profitable filiale suisse, il est à mettre une fin pénible à l'aventure Becker déjà évoquée. Par ailleurs, il développe une réaction de rejet dans une partie de l'état-major du groupe Paribas. L'intelligence ne suffit pas : il faut avoir celle de « la maison » et il y faut du temps. C'est ce qui a peut-être manqué à M. Haberer, qui,

congédié par le nouveau pouvoir en juillet 1986, put, néanmoins, partir la tête haute, avec des résultats en très forte hausse, grâce au développement rapide des activités financières, à Paris et à l'étranger, notamment à Londres.

Son successeur, M. Michel François-Poncet, est un homme du sérail, ayant fait toute sa carrière à Paribas, où, jusqu'en juillet 1986, il était président de la filiale américaine. Pour lui, la voie est tracée : renforcer les implantations les plus fortes, en écartant d'autres, surtout en Europe, et affirmer la position d'avant-garde du groupe dans les « métiers de marchés » en pleine évolution. Paribas continue. Une chose est sûre en tout cas : rue d'Antin, une félicité discrète règne au sein de l'état-major. C'est si bon de se retrouver entre soi...

FRANÇOIS RENARD.



MICHEL FRANÇOIS-PONCET

Un « Américain » du sérail

ENFIN entre nous ! Ce fut le commentaire, général et ravi, de la plus grande partie de l'état-major et des cadres supérieurs de Paribas en apprenant la nomination de M. Michel François-Poncet au poste de PDG, en remplacement de M. Jean-Yves Haberer. Car, effectivement, M. François-Poncet est un « homme du sérail ».

Né en 1935, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et de la Harvard Business School aux Etats-Unis, il y a fait toute sa carrière. Entré à la banque en 1961, à vingt-six ans, à l'époque où Jean Reyna en était le tout-puissant directeur général, il est successivement attaché de direction, fondé de pouvoir, directeur adjoint, directeur puis directeur central en 1983, et, en 1985, membre du comité exécutif, organe de direction de la banque. Dédoué par le groupe en Amérique du Nord, il est nommé, en janvier 1986, président de Paribas-North America.

En vingt-cinq ans de carrière, il a collaboré étroitement avec tous les « grands patrons » du groupe, MM. Reyna, de Fouchier, Moussa et Haberer, avec, tout de même, une spécialisation « américaine » qui lui a permis de se tenir un peu à l'écart des tensions qui ont ébranlé le groupe depuis cinq ans. Ami de M. Jacques Chirac, cousin germain de M. Jean François-Poncet, l'ancien ministre, il n'appartient

officiellement à aucune formation politique. Comme, à Londres, un analyste se demandait si M. François-Poncet, qui n'a pas



les références extérieures et prestigieuses de MM. de Fouchier et Moussa, n'était qu'un « pape de transition », les bons connaisseurs du groupe répondirent : « Paribas fonctionne comme un orchestre avec de très valeureux instrumentistes qui n'ont pas toujours besoin d'un chef d'orchestre autoritaire à la Karajan. De toute façon, le sort de M. François-Poncet se jouera sur les performances prochaines du groupe, et non sur son passé. »

orientations

Des écoles ont décidé de mieux vous informer sur les filières et débouchés suivants :

POUR EN SAVOIR PLUS

et recevoir gratuitement des informations sur les écoles qui forment aux secteurs suivants, cochez la ou les filières qui vous intéressent et adressez ce bon à Orientations Service, 57, avenue Montaigne - 75008 PARIS (réponse par courrier uniquement).

M. - Mme - Mlle

Adresse

Code postal

Ville

Niveau d'études actuel

Age

- | | |
|--|--|
| <input type="checkbox"/> Classes Préparatoires | <input type="checkbox"/> Ecole Normale |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles, Commerce, Gestion | <input type="checkbox"/> Expertise Comptable |
| <input type="checkbox"/> Ecoles à Vocation Internationale | <input type="checkbox"/> Formations Artistiques Appliquées |
| <input type="checkbox"/> Ventes, Commerce, Gestion, Distribution | <input type="checkbox"/> Formation Continue |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles Scientifiques | <input type="checkbox"/> Gestion Financière |
| <input type="checkbox"/> Grandes Ecoles d'Agrochimie | <input type="checkbox"/> Industrie/Restauration |
| <input type="checkbox"/> CP de Gestion | <input type="checkbox"/> Immobilier |
| | <input type="checkbox"/> Informatique |
| <input type="checkbox"/> Accueil | <input type="checkbox"/> Ingénierie Chimique |
| <input type="checkbox"/> Administration Militaire - Commissariat | <input type="checkbox"/> Journalisme |
| <input type="checkbox"/> Aéronautique et Spatial | <input type="checkbox"/> Linguistique Production |
| <input type="checkbox"/> Architecture | <input type="checkbox"/> Mercad de l'Art |
| <input type="checkbox"/> Assurance | <input type="checkbox"/> Para-Médical |
| <input type="checkbox"/> Bâtiment, Travaux Publics | <input type="checkbox"/> Pathologie Dentaire |
| <input type="checkbox"/> Chimie | <input type="checkbox"/> Recherche Scientifique |
| <input type="checkbox"/> Communication dans l'Entreprise | <input type="checkbox"/> Réseaux de Raccordement |
| <input type="checkbox"/> Communication, Publicité | <input type="checkbox"/> Secourisme, Secours |
| <input type="checkbox"/> Communication Audiovisuelle | <input type="checkbox"/> Sciences Sociales et Politiques |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité | <input type="checkbox"/> Spécialisation Textile, Mode |
| <input type="checkbox"/> Concours Administratifs | <input type="checkbox"/> Tourisme |
| <input type="checkbox"/> Cours par Correspondance | <input type="checkbox"/> Transports |
| <input type="checkbox"/> Danse | |

les atouts pour gagner.

Le programme international : ESLSCA plus MBA en 3 ans :

Grâce aux accords conclus avec des universités nord-américaines, tout étudiant « reçu » en concours peut en 3 ans, sans allonger la durée normale de ses études, obtenir un MBA (master in business administration) et le diplôme ESLSCA visé par le Ministère de l'Éducation. * Pace University (New York), University of Connecticut (Storrs), University of Ottawa (Ottawa), Accord identique avec Sophia University (Tokyo).

eslsca :

1986 : 37 ans d'expérience, 4 500 anciens élèves, 3 200 candidats au concours, 240 admis, 1 600 offres d'emploi.

ECOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

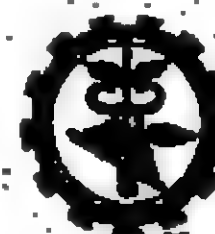
Établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État - 1, rue Bougainville 75007 PARIS FRANCE - (1) 45.51.32.59

Une pédagogie intégrée à la vie des affaires :

Le dirigeant des prochaines années sera à la fois technicien et négociateur, organisateur et homme d'actions, décideur et homme de dialogue. Une coopération permanente, entre le corps professoral et les dirigeants d'entreprise, 106 cours, de « vrais stages », garantissent les débouchés immédiats et expliquent le salaire moyen d'embauche (140 000 francs par an).

Une vie associative et culturelle intense :

Paris est le campus de l'ESLSCA. Les contacts sont directs avec les responsables économiques, politiques sociaux. À travers 42 associations et activités, chaque étudiant gère « son projet ». Car si la culture est essentielle à la réussite professionnelle, une pédagogie de l'initiative suppose d'abord un « vouloir entreprendre ».



La chronique de Paul Fabra

Le piège de la spéculation

DE tous les pays du SME, la France est celui qui tient le mieux sa masse monétaire, se plaçant à sixième des plus hauts fonctionnaires français. Les statistiques leur donnent raison. Elles montrent qu'en effet, M3 (masse monétaire au sens large, incluant par exemple les dépôts en caisse d'épargne, les certificats de dépôt émis par les banques, etc.), et qui sert aujourd'hui de référence aux autorités monétaires, évolue sagement à l'intérieur de la fourchette fixée par ces dernières (entre 3 % et 5 % pour l'année 1987 comme pour 1986).

Beaucoup de questions peuvent se présenter à l'esprit, à propos de la modération de cette évolution et notamment celle-ci : la cause réelle en est-elle une bonne maîtrise des affaires monétaires ? Après tout, elle pourrait s'expliquer par d'autres phénomènes dont la relative faiblesse de la conjoncture, voire les fuites de capitaux. Nos gestionnaires préfèrent conclure, sans autre forme de procès, que les tribulations du franc sont en quelque sorte injustement subies, provoquées par des influences extérieures sur lesquelles ils n'ont pas de prise.

Mais admettons le raisonnement officiel dans ce qu'il a de vrai, et surtout dans ce qu'il révèle plus ou moins à son corps défendant. Le niveau relativement très élevé des taux d'intérêt français, tant nominaux — largement le double, depuis le redressement des parités au sein du SME, des taux allemands pour le court terme, et presque le double pour le long terme — que « réels » (c'est-à-dire tenant compte de la hausse des prix), suggère une politique d'ensemble de caractère nettement restrictif.

Cette restriction est renforcée par un autre facteur très désagréable à l'envi pour démontrer le sérieux de la politique suivie : les salaires horaires monteraient, depuis plusieurs mois déjà, moins vite en France (où la progression serait selon les cas, de 1 % à 3 % en rythme annuel) qu'en Allemagne. On peut y voir, en effet, un bon point pour la détermination d'un gouvernement résolu, contre vents et grèves, à laisser jouer sans accommodements les forces dominantes du mar-

ché qui vont spontanément dans le sens d'une compression des revenus. Cette interprétation somme toute élogieuse n'est pas contradictoire avec une autre : la faible progression des salaires français, présentée comme un signe favorable, est aussi la marque de la vigueur — j'en suis sûr — d'un certain « virilisme » des pressions déflationnistes.

On ne dira jamais l'effet considérable de freinage que représente l'existence de taux d'intérêt oscillant entre 9 % et 10 % sur une économie de sous-emploi massif — une personne sur dix est au chômage — où les prix de gros baissent globalement et où les prix de détail augmentent de pas plus de 2,2 %. Pourquoi l'effort d'austérité ainsi imposé aux entreprises françaises et à leurs salariés ne suffit-il pas à permettre au franc de faire bonne figure face au mark ? L'explication officielle n'est pas fautive ; elle est très certainement incomplète (dans la mesure où elle ne voit pas dans le niveau élevé des taux la preuve que l'œuvre d'assainissement est loin d'être achevée).

La thèse de nos gouvernements, c'est qu'une partie au moins de ces sacrifices nous sont inutilement imposés par une Allemagne fédérale oublieuse de ses devoirs de grande puissance économique (du moins à l'échelle de l'Europe). Il serait plus juste de dire que la Bundesbank est elle-même victime d'un mécanisme (le SME) dont elle avait mieux que d'autres, prévu les « dysfonctionnements ».

Les chiffres ont de quoi déconcerter les adeptes de l'étroit monétarisme moderne version Chicago (il en est encore, précédemment à la Bundesbank et dans les bureaux du Finanzministerium à Bonn). Alors que la masse monétaire, dans la patrie du franc discuté est contenue dans les limites qui lui ont été assignées, elle déborde dans la patrie du

mark, plus que jamais recherché. Les autorités allemandes s'affolent de la voir augmenter au rythme d'au moins 9 % par an, bien au-delà des 6 % qu'elles s'étaient données pour objectif maximum. Elles promettent en conséquence de tout mettre en œuvre pour faire cesser l'insupportable dérapage. Dès lors, de suite, qu'elles n'ont aucune chance d'y parvenir étant donné l'énorme quantité de fonds qui continuent d'affluer vers l'Allemagne fédérale.

L'afflux de ces capitaux ne manquera pas d'avoir des conséquences importantes, les unes négatives, les autres, avec un peu de chance, positives. Ce n'est pas dans le cadre de cette chronique qu'on essaiera d'en supputer l'effet net. Je voudrais ici attirer l'attention sur une grave anomalie (concernant l'influence de la spéculation) qui a (presque) cessé d'apparaître comme telle faute de la plupart des dirigeants, américains et européens confondus, actuels. Elle est pourtant à l'origine de l'extraordinaire succession de désordres à laquelle on n'a guère cessé d'assister depuis une vingtaine d'années à un rythme qui s'accroît périodiquement. On peut craindre qu'on soit entré dans une nouvelle période d'accélération.

Son veut caractériser par un seul trait les périodes de stabilité monétaire pour les opposer à celles d'instabilité, le critère le plus fiable sera sans doute fourni par le rôle joué par les mouvements de capitaux. Dans les premières, ces mouvements contribuent en gros au maintien de l'équilibre ; dans les secondes, leur action est surtout déstabilisatrice.

Quand on est tous les jours, pour ne pas dire toutes les heures, témoin des nouveaux ravages causés par la spéculation, on a peine à croire ou plutôt à se souvenir qu'il lui arrive aussi d'œuvrer dans le bon sens. Entre maints autres exemples relativement récents,

rapportons-nous ce qui s'est passé en France à la suite du programme de redressement appliqué en mars 1983. Le reflux des capitaux qui se produisit alors est d'autant plus remarquable que le gouvernement en place était encore celui de l'union de la gauche où siégeaient les communistes. La collaboration politique de l'équipe alors aux commandes a peut-être ralenti le mouvement de retour des fonds, elle n'a pas empêché qu'il se produise. Rappelons aussi que le premier redressement monétaire auquel ait procédé le gouvernement de droite, issu des élections du 16 mars 1986, a été suivi par une arrivée de capitaux d'une ampleur encore jamais vue.

Tous les programmes de redressement sont du reste fondés sur l'existence de ce que les économistes appellent le « processus d'ajustement ». Dans son essence, une politique d'assainissement consiste d'abord et avant tout à lever les obstacles artificiels qui empêchent l'assainissement de se produire naturellement.

Un pays n'a qu'à s'en prendre à lui-même si, au cours du temps, il compromet les résultats souvent chèrement acquis en laissant subsister telle ou telle cause de grippe de la machine économique ou financière (maîtrise plus apparente que réelle des dépenses publiques ; méthodes plus ou moins contestables de financement du déficit budgétaire, malgré une façade d'orthodoxie quasi parfaite, etc.). Il faut reconnaître, cependant, qu'à notre époque la tâche des dirigeants est rendue singulièrement plus difficile par le défaut d'ancrage du système monétaire international.

Une brève incursion dans l'histoire monétaire plus ancienne permet d'illustrer plus clairement ce dernier point, capital entre tous. Il fut un temps où la dépréciation d'une monnaie sur le marché des changes attirait, par le mar-

chisme, les capitaux étrangers. Ce phénomène s'est notamment produit en grand dans les années qui suivirent la première guerre mondiale. C'est que, à l'époque, les mentalités étaient encore imprégnées du souvenir laissé par le fonctionnement de l'étalon or. Les milieux financiers ne doutaient guère, en conséquence, que les gouvernements auraient pour premier souci, dès que les circonstances s'y prêtèrent, de rétablir les anciennes parités (ce qui aurait eu d'autres inconvénients, mais cela est une autre affaire).

DANS un livre publié pour la première fois en 1937, l'économiste austro-américain Gottfried Haberler écrivait : « Lorsque... la politique nationale cesse de considérer le maintien de la stabilité des changes, comme devant passer avant toute considération... la spéculation sur les mouvements de capitaux provoqués par cette spéculation constituent des phénomènes normaux et inévitables. » Autrement dit, dans un régime de stabilité, les capitaux affluent « normalement » vers les pays dont la monnaie se déprécie (momentanément) et les taux d'intérêt s'élèvent. Dans les régimes d'instabilité monétaire, les capitaux vont « normalement » vers les pays dont la monnaie se déprécie et où les taux sont en général plutôt bas. Ainsi voit-on — phénomène éminemment malsain — les capitaux se placer de préférence aujourd'hui en Allemagne, un pays qui accumule déjà des devises (crédites sur l'étranger) par l'excédent de ses transactions commerciales.

On est loin de nos jours de pareilles analyses. Les responsables du SME, au lieu de voir dans la flexibilité (encore insuffisante en cas de coup dur) de celui-ci, une faiblesse peut-être indélébile pour les temps qui courent, se vantant d'avoir à gérer un système de taux de change « stables, mais ajustables ». Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions que le mouvement de capitaux puisse y jouer un rôle souvent déstabilisateur.

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

Gris horizons

AL'EST comme à l'Ouest, les horizons sont gris. A l'Ouest, les lendemains de prospérité. C'était hier ? C'est si loin déjà... Chaque pays a guetté la reprise, plus ou moins attardé et finalement adopté une des médiocrités que recommandait déjà les médecins de Molière : la purge, ou la saignée.

En France, rappelez-vous : la fin de la parenthèse, le bout du tunnel... Puis le professeur Barre expliquant aux Français la nécessité de l'austérité, sans la mettre vraiment en œuvre ; et la gauche, alors dans l'opposition, dénonçant l'austérité barbare, pourtant bien tempérée. Et c'est la gauche qui, après l'échec de la relance de 1981, met en œuvre la rigueur, avec deux résultats positifs : le rétablissement des comptes extérieurs et la désinflation, le taux annuel d'inflation ramené de 13-14 % à 2-3 %.

Cette désinflation est passée au crible de l'analyse économique dans le dernier numéro de la *Revue économique* (1). Elle l'est d'abord sur la base d'un modèle de l'INSEE d'étude de la boucle prix-salaire-coûts de production-prix : les salaires suivent les prix de détail, mais dépendent aussi de l'évolution tendancielle de la productivité et du niveau de chômage ; les prix à la production de l'industrie et des services suivent les coûts de production, c'est-à-dire les coûts salariaux et les coûts des consommations intermédiaires ; et finalement, la boucle étant fermée par une équation qui retrace la formation des prix de détail à partir des prix de production.

Selon Jean-Pierre Cing et François Meunier, de l'INSEE, l'utilisation de ce modèle fait apparaître que la désinflation française des années 1981-1985 s'explique pour plus de la moitié par la réduction de la hausse des prix des produits importés (confortée à partir de 1984 par la relativement bonne tenue du franc) et pour une autre part appréciable par la réduction de la hausse des prix agricoles. L'effet de la politique restrictive de la demande a été faible, de même que celui de l'action directe sur les prix. C'est donc la boucle des salaires de 1982, puis la politique de déflation des augmentations de salaires qui ont constitué l'autre facteur important de la désinflation en France.

Cette même désinflation est analysée à travers un autre modèle par deux chercheurs de la Banque de France, Alain Minczewski et Pierre Sicot : ce modèle décrit également la boucle « prix-salaire » : « Le prix de la valeur ajoutée dépend des coûts salariaux, et les entreprises

sont contraintes par le prix des importations : le taux de salaire est indexé sur les prix de consommation » ; à cette maquette sont ajoutées des équations de prix du commerce extérieur.

De leur analyse, il ressort qu'en 1982 c'est le blocage des prix et des revenus qui a été déterminant ; que de 1983 à 1985 l'impact du ralentissement de la hausse des prix étrangers en France (notamment grâce à la relativement bonne, ou moins mauvaise, tenue du franc) a été important ; et qu'en 1984-1985 l'impact de la modification du mode de détermination des salaires a été appréciable. Ce qui devrait permettre de conclure que la pédagogie de « désinflation progressive » de Jacques Delors a eu une indéniable efficacité.

Purge en Grande-Bretagne

Autrement sévère a été la purge en Grande-Bretagne : le dossier que nous offre *Economie et humanisme* est largement constitué par des études de chercheurs britanniques de l'université du Sussex (2). Ce qui frappe, dans le tableau que dressent Mike Dunford et Diane Perrow, c'est le contraste. D'un côté le chômage, la ségrégation sociale, la pauvreté ; selon les statistiques officielles, le nombre de personnes en situation de pauvreté serait passé de 5,9 millions en 1979 à 8,8 millions en 1983 ; selon une estimation du *Child Poverty Action Group*, un Bri-

tannique sur trois vivrait dans la pauvreté. De l'autre côté, des domaines de prospérité et de croissance : avec le dynamisme de la City et celui de nouvelles activités financières, de services (hôtellerie, mais aussi secteur liés à l'information) et de luxe (haute couture) ; avec aussi la croissance des industries liées à l'armement et des secteurs à haute rentabilité de l'électronique et des télécommunications (principalement à l'extrême sud-est du pays et dans la *Silicon Glen* d'Ecosse centrale).

Au total, une « prospérité pathologique », qui trouve ses sources dans les lois visant à limiter l'action syndicale : lois sur le travail adoptées entre 1980 et 1982 et loi de 1984 sur les syndicats ; dans les mesures de privatisation, réalisées à une échelle qui rend aujourd'hui difficile la renationalisation ; et, s'agissant de l'emploi, dans la progression de l'emploi à temps partiel (surtout pour les femmes), du travail à domicile et du travail sous statut de travailleur indépendant.

Cette tendance à la flexibilité et à la précarisation pour certaines catégories de travailleurs se retrouve dans d'autres pays européens (3), avec notamment la progression relative de l'emploi à temps partiel par rapport à l'emploi à temps plein ; la précarisation étant particulièrement sensible pour les femmes, aussi bien en France qu'en Allemagne fédérale qu'en Grande-Bretagne.

En Europe de l'Est, les pays ont à subir les contrecoups de la crise

mondiale ; ils sont confrontés en même temps aux lourdeurs et aux dysfonctionnements du modèle soviétique qui leur a été appliqué ; à quoi s'ajoutent tensions internes et relations plus ou moins difficiles avec la puissance soviétique, l'URSS. Le « panorama de l'Europe de l'Est » que nous offre le *Courrier des pays de l'Est* rassemble d'utiles éléments d'information (4).

Certes la palette est variée. Il y a la solide République démocratique d'Allemagne à la centralisation minutieuse et efficace, puisque « la RDA est aujourd'hui le seul pays d'Europe de l'Est à obtenir une croissance annuelle stable de 4,8 % par an en moyenne » avec son industrie, et notamment ses succès en électronique et micro-électronique. Il y a aussi l'innétable Albanie qui a réussi à devenir autosuffisante sur le plan alimentaire et indépendante dans le domaine énergétique, tout en se refusant depuis 1977 à contracter le moindre emprunt extérieur ; l'effort de modernisation dans ces conditions, pèse lourdement sur un niveau de vie déjà très « austère » imposé à la population.

Mais il y a aussi tous les pays en proie aux difficultés. La Yougoslavie cumule une dette extérieure importante, une inflation élevée et un haut niveau de chômage. La Tchécoslovaquie, en matière de gestion économique, se borne à des aménagements, remettant à plus tard les réformes nécessaires ; en outre, la contrainte énergétique et l'endettement à l'égard de l'URSS amoindrissent encore sa marge de manœuvre et handicapent ses efforts. La Pologne, en son tourment, n'a pas encore retrouvé son niveau de production de 1979, alors que son endettement extérieur atteint plus de 30 milliards de dollars. Autant de doncs.

Austérité encore en Bulgarie, comme en Roumanie, pour réduire la dépendance due à la dette extérieure. En Roumanie l'endettement extérieur est passé de 1,2 milliard en 1971 à 10,1 milliards de dollars en 1981 ; il a pu être ramené à 6 milliards en 1985, mais à quel prix : restriction de la consommation des ménages, coupe drastique dans le programme d'investissement, réduction drastique des importations, politique du « tout à l'exportation ». Autant de sacrifices. Comme chantait Hélène Martin, « Tant de sang versé, tant de sueur humaine, tant de peine... Tant ! ».

En Hongrie cependant les choses sont moins figées qu'ailleurs ; déjà

est en place un mode de gestion économique original avec notamment une agriculture mi-collective mi-privée et un système bancaire et financier unique en Europe de l'Est. Le nouveau système de planification (1984), les nouvelles formes de direction des entreprises (1984), l'autonomie attribuée aux usines (1986), le décret-loi sur les faillites (1986), la réforme du système bancaire qui entre en application au début de 1987 et qui ouvre la voie à la mise en place d'un marché des capitaux, constituent des réformes importantes.

Réformes en Chine

Est-ce à cause de la différence de dimension des pays ? Ces réformes de l'aventureuse Hongrie apparaissent presque timides en regard de celles engagées en Chine, ou tout au moins dans les campagnes chinoises. C'est en tout cas ce qu'incite à penser le numéro spécial de la *Revue Tiers-Monde* consacré aux réformes en Chine (5).

Systèmes de responsabilité mis en place en vue de mieux « lier la rémunération des paysans à la production finale à laquelle ils ont contribué » : allocation des terres à de petits groupes avec lesquels sont passés des contrats de production, en 1979 ; contrats de production avec des familles en 1980 ; « forfaits d'exploitation avec les familles », expérimentés en 1981 et qui sont maintenant appliqués par 97 % des familles paysannes. « Ce système forfaitaire, estime Claude Aubert, de l'INRA, qui maintient la propriété collective des terres, consacre en fait un retour à l'exploitation familiale. »

La croissance de nombreuses productions a été spectaculaire. La production s'est diversifiée. Mais, surtout, les campagnes chinoises bougent : les « entreprises de cantons et de bourgades », qui employaient 25 millions de travailleurs en 1982, en emploient 50 millions en 1984, 60 millions en 1985. D'une certaine manière, il y a émergence d'un secteur privé important, peut-être d'un « petit capitalisme rural ».

Et puis, officiellement, 20 millions de paysans sont partis vers les grandes villes ; en fait, beaucoup plus. C'est donc « dans les villes que se joue désormais l'avenir des paysans » les réformes agricoles interpellant l'ensemble des relations villes-campagnes et remettant en cause le fonctionnement même du système économique socialiste ». Ce sont donc tous les aspects de l'orga-

nisation de l'économie et de la société chinoises qui sont en cause.

Sur ces changements immenses, qui peut-être ne font qu'amorcer des bouleversements bien plus profonds encore, deux spécialistes nous incitent à une lecture prudente. Gilbert Etienne, d'abord, professeur à Genève, qui souligne certaines convergences entre l'évolution en Chine et celles d'autres pays d'Asie, avec notamment la baisse des idéologies, les leçons tirées des dernières décennies, le poids des nouveaux cadres et la montée de nouvelles générations.

Alce Nove, ensuite, professeur à Glasgow, qui retrouve dans les réformes chinoises bien des traits des réformes — souvent avortées — soviétiques, ou des différentes réformes hongroises. Ayant posé cette question fondamentale : « Comment interpréter les réformes par rapport à la stratégie à long terme, si, d'ailleurs, il y a une stratégie ? », il débouche sur un proverbe britannique — mais qui pourrait être chinois : « Si vous ne savez pas où vous allez, tous les chemins vous y mènent ».

A l'Est, il n'y a pas si longtemps le soleil se levait sur un horizon rouge. Par les temps qui courent, les nuages sont bas ; l'horizon est gris ; la visibilité réduite.

(1) « La désinflation en France », trois articles présentés par Patrick Arna, de la Banque de France, *Revue économique*, novembre 1986 (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris).

(2) « La société et l'économie britanniques en mutation », dossier présenté par Peter Holmes, de l'université du Sussex, *Economie et humanisme*, novembre-décembre 1986 (14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08).

(3) Guy Moura et Malheur Okba, « Précarisation, désindustrialisation et flexibilité : un essai d'analyse de cas européens », *la Note de l'IREES*, octobre 1986 (1, rue de la Faisanderie, 75116 Paris).

(4) Panorama de l'Europe de l'Est, établi par des chercheurs du Centre d'études et de documentation sur l'URSS, la Chine et l'Europe de l'Est (CEDUCEE), présenté par Françoise Barry, numéro spécial du *Courrier des pays de l'Est*, n° 309-311, août-octobre 1986 (Documentation française, 31, quai Voltaire, 75340 Paris).

(5) « Les réformes en Chine (structures économiques ; cadres sociaux ; perspectives) », sous la direction de Claude Aubert, chargé de recherches à l'INRA, numéro spécial de la *Revue Tiers-Monde*, octobre-décembre 1986 (PUF, 12, rue Jean-de-Beauvais, 75005 Paris).

La promotion du partenariat entre secteurs privés français et africain

Les ambiguïtés de l'« esprit de Libreville »

LIBREVILLE
de notre envoyée spéciale

A l'origine, l'idée des « rencontres franco-africaines » qui se sont déroulées à Libreville du 11 au 13 janvier était séduisante. Au moment où les flux d'aide publique stagnent — l'austérité budgétaire reste le souci le mieux partagé au monde, — au moment où l'Afrique, endettée et malmenée par la chute des cours des matières premières constituant l'essentiel de ses ressources, voit s'effondrer le flux de capitaux privés, privilégier le partenariat entre entreprises françaises et africaines offrait une chance de découvrir des « gisements d'opérations rentables » sans grever les budgets des Etats donateurs ou bénéficiaires d'aide.

Lancée par le ministère français de la coopération, cette « bourse aux affaires » visait à combattre un « afro-pessimisme » partagé par nombre d'Africains engagés dans un rude processus d'ajustement de leur économie.

Vingt-sept pays africains représentés

L'approche se voulait pragmatique. Les Africains ont été nombreux à répondre présent. Quelque cinq cents personnes étaient attendues, il en est venu six cents, dont trois cent cinquante Africains originaires de vingt-sept pays. Une démarche de simple courtoisie envers leurs partenaires dans certains cas. Une volonté de se faire reconnaître par ses pairs dans d'autres.

Côté français, les représentants institutionnels, les grandes entreprises habituées de longue date du continent noir et les cabinets de conseil écosciaient de leur nombre les petites et moyennes industries.

Mais ces trois jours de débats ont permis de confirmer l'émergence d'une race d'entrepreneurs africains dynamiques. Pierre Otto Mbongo, qui a bâti « sans soutien financier extérieur » le plus grand groupe privé du Congo et a « investi 5,6 milliards de francs dans son pays depuis 1969 », Fatou Diakite, la « tigresse en or » de Côte d'Ivoire, ou le Camerounais James Onobio, jeune président de SITABAC constituent des exemples moins exceptionnels qu'il y a quelques années.

Le forum de Libreville aura offert aux chefs d'entreprises africaines l'occasion imprévue de mieux se connaître et permis d'énoncer tout haut quelques vérités mutuelles longtemps murmurées.

« Les équipements français sont les plus chers d'Europe ». Ce reproche, accueilli par les applaudissements des Africains présents au sein d'une commission, en dit long sur le manque d'agressivité d'industriels français parfois endormis par la « morphine-base » des aides gouvernementales ou sur certaines rentes de situation jugées aujourd'hui insupportables par une Afrique en crise. Les Français, pour leur part, ont stigmatisé des pratiques comptables, fiscales ou administratives paralysantes pour les investisseurs potentiels.

Tous sont tombés d'accord pour s'inquiéter de l'étroitesse des marchés nationaux africains, des insuffisances de la formation ou du poids d'une économie « informelle » qui draine hors des circuits bancaires une bonne part de l'épargne.

Prise de conscience réciproque entre la France, dont certains se demandent si elle a encore « les moyens d'un vaste dessein sur un continent pourtant appelé à

compter huit cents millions d'habitants à la fin du siècle », et une Afrique écartelée entre une vieille amitié et la nécessité de jouer la rentabilité en achetant céréales américaines, voitures japonaises, savoir-faire canadien ou allemand ? L'heure était plus au pragmatisme qu'à l'analyse politique, au Gabon durant ces rencontres scellées par l'ébauche de nombreux contrats, dont une dizaine sont bien engagés. Un « esprit de Libreville » est-il né pour autant ?

Chercher une meilleure efficacité

Soncieux de démentir concrètement les Africains agacés de voir « la France trop parler et ne pas agir », le ministre de la coopération, M. Michel Aurillac, a annoncé qu'il s'agissait d'un premier pas. Un secrétariat de rencontres à Libreville, un secrétariat permanent à Paris, au sein de la Maison de l'Afrique, ont été chargés du suivi grâce à des réseaux de correspondants par pays et par branche. Etaient-ce trop ou pas assez ? M. Aurillac a assuré que cette « structure légère » ne bénéficierait pas de budget propre et éviterait le piège des créations d'organisations sans lendemain. Il n'a pas totalement convaincu.

L'idée d'une coopération entre secteurs privés ou d'un partenariat (croisé ou non) mais impliquant un partage des risques, se heurte à de multiples obstacles. L'ébauche de charte en dix points présentée par M. Jean-Pierre Prouteau, président du conseil des investisseurs français en Afrique noire (CIAN) et dont les intérêts au Gabon sont d'importance, en a été l'illustration. De la reconnaissance politique du rôle de la coopération privée entre le Nord et le

Sud à la clarification des règles du jeu entre économie « moderne » et économie « informelle », de la définition d'objectifs chiffrés par pays à celle d'un coactionnariat, la recherche s'annonce lente et difficile. Mais plus qu'à ces obstacles, le scepticisme qui a marqué ces rencontres tient à des raisons plus profondes.

Les entreprises se sont senties l'instrument d'une politique. Resserrer les liens franco-africains sans accroître l'aide, pourquoi pas ? Chercher une meilleure efficacité, sans doute. Mais pourra-t-on dépasser les seules incantations au « privé et au partenariat » ? « Fut un temps où vous avez plaidé pour le secteur public. Aujourd'hui, vous nous rebattez les oreilles avec le secteur privé. Il ne s'agit pas pour nous de dogme mais de nécessité », soulignait, irrité, un Africain. Un participant français rappelait, pour sa part, les limites de l'opération. Les pays les plus démunis auront encore longtemps besoin du capital-risque de l'Etat.

Au-delà de l'ambiguïté d'un secrétariat permanent dont la responsabilité leur échappera — il est question de le confier à M. Prouteau —, les Africains s'interrogeaient en quittant Libreville. Seuls les faits apporteront au fil des mois, voire des années, une réponse de toute façon partielle. Entre le « trop d'Etat » et le « trop de privé », la polémique n'est pas près de s'éteindre. En fait, le vrai débat a commencé quand se sont éteintes les lumières du Palais du 12 mars. Un débat dont les termes sont ceux de la perte d'influence de la France en Afrique, mais surtout celui de la marginalisation du continent noir sur la scène économique internationale.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

REPÈRES

Chômage

Faible hausse dans la CEE

Selon les statistiques publiées par Eurostat, le nombre de chômeurs dans la Communauté européenne atteignait 16,2 millions en données brutes fin novembre 1986, soit une hausse de 0,8 % par rapport à octobre, hausse qui avait touché essentiellement les hommes (+ 1,3 % sur un mois), en particulier les plus de vingt-cinq ans.

Pour la Communauté à neuf les comparaisons n'étant pas possibles pour la Grèce, l'Espagne et le Portugal, le taux de chômage était de 11,2 %, en hausse de 0,2 % seulement sur octobre et de 0,1 % sur novembre 1986. Par rapport au mois précédent, il a baissé en Belgique (- 2,8 %), en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas (- 0,8 %) ; en RFA et au Danemark, il a légèrement augmenté (de 2 % et 1,2 % respectivement), mais reste inférieur à celui de novembre 1986. Au total, l'Irlande reste en tête avec 18,5 % de chômeurs, suivie par l'Italie (14 %), la Belgique (12,8 %), les Pays-Bas (12,1 %), la Grande-Bretagne (11,9 %), la France (11,5 %), la RFA (7,6 %), le Danemark (7,2 %) et le Luxembourg (1,5 %).

Croissance

Léger mieux en URSS

L'économie soviétique est entrée en convalescence. Selon le rapport de la direction centrale des statistiques, le revenu national a progressé de 4,1 % en 1986, contre 3,1 % un an auparavant. La production industrielle a dépassé d'un point sa progression de 1985 avec une amélioration de 4,9 %, l'agriculture bénéficiant de la meilleure récolte depuis 1978 (210,1 millions de tonnes) pour engranger un recensement de 5,1 %. Autre élément statistique encourageant, la production pétrolière, de 815 millions de tonnes, n'est en retrait que de 2 millions sur les objectifs du Plan. En revanche, le rapport reconnaît la persistance de pénurie de « certains produits alimentaires et industriels », tout comme la lenteur de la restructuration mise en œuvre par l'équipe Gorbatchev. Quant aux échanges com-

merciaux, ils n'auraient atteint, selon cette première estimation globale, que 130 milliards de roubles, une baisse en valeur de 8 % sur 1985. Ce ralentissement semble s'être fortement accentué au cours des six derniers mois de l'année.

Pétrole

La production a diminué en 1986 aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne

Pour la première fois depuis le début des années 70, la production pétrolière a diminué aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne en raison de la chute des cours mondiaux. Aux Etats-Unis, premier consommateur et second producteur mondial de brut, le rythme d'extraction a reculé de 8,97 millions de barils par jour en 1985 à 8,66 millions en 1986, soit une baisse de 3,4 %, la première, depuis l'époque du contrôle des prix du pétrole des années 70, selon l'Institut américain du pétrole. Conséquence de ce recul : les importations américaines de brut et de produits pétroliers ont augmenté l'an dernier de 22 %, atteignant 6 millions de barils par jour.

Les producteurs britanniques ont été également affectés par la chute des prix. Pour la première fois depuis que l'exploitation des gisements de la mer du Nord a commencé, en 1975, la production britannique a diminué d'environ 1 %. Selon la Royal Bank of Scotland, elle n'a atteint l'an passé que 2,56 millions de barils par jour, contre 2,59 millions l'année précédente.

Le Mexique limite ses exportations

Le Mexique, pays non membre de l'OPEP, a décidé de réduire encore ses exportations, afin de soutenir les efforts d'assainissement du marché. Le ministre mexicain du pétrole a annoncé, vendredi 16 janvier, que les ventes de pétrole, déjà limitées à 1,35 million de barils par jour depuis l'été dernier, seraient encore réduites de 30 000 barils par jour, soit 2,2 %, afin de soutenir la stratégie de l'OPEP.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



405F.

Madame, Monsieur, Devenez actionnaire de Paribas.

Aujourd'hui vous pouvez, vous aussi, devenir actionnaire du Groupe Paribas. Aujourd'hui vous pouvez, vous aussi, participer à l'expansion d'un des premiers groupes financiers internationaux. Vous bénéficierez, en outre, d'importants avantages valables jusqu'au 31 janvier 1987 dont : une action gratuite pour 10 actions achetées et conservées au moins 18 mois (5 actions gratuites au maximum). Adressez-vous à votre banque, agent de change, bureau de poste, caisse d'épargne ou comptable du Trésor. Une note d'information (vise COB n° 86-449 du 19.12.86) est tenue gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés de la vente des actions.

GROUPE PARIBAS

Téléphonez au (1) 46.24.1111 ou écrivez à Paribas-Actionnariat, 3 rue d'Antin - 75002 Paris.

Economie

Nouveau changement de monnaie en Amérique du Sud

Le « boliviano » à la rescousse de la Bolivie

Avec la nouvelle année, la monnaie bolivienne a fait peu de bruit. D'un trait de plume, le peso a été imputé de 6 zéros pour donner naissance au boliviano. La nouvelle monnaie nationale équivaut à un million d'anciens pesos, soit environ un demi dollar. Si les Boliviens ne s'en portent pas mieux et si ce changement ne fait guère illusion, personne ne s'en plaint, ne serait-ce que pour des raisons pratiques : à cet effet, il est encore préférable de connaître les limites de ses maigres ressources que de se croire milliardaire en monnaie de singe.

La Bolivie n'a finalement fait qu'imiter les exemples d'autres pays du sous-continent qui ont dernièrement changé le nom de leur monnaie. Ainsi, en Argentine, l'austral a remplacé le peso ; au Brésil, le cruzeiro s'est effacé devant le cruzado ; au Pérou, l'inti incaïque a supplanté le sol castillan, tandis qu'au Chili l'escudo céda la place au bon vieux peso.

Ces ravalements de façade risquent de limiter les effets d'une dangereuse dépréciation des monnaies concernées qu'à tenter un début de récupération économique, sur de nouvelles bases. En Bolivie, cette manipulation était devenue encore plus urgente car le peso ne

valait pratiquement plus rien. Par exemple, il fallait déboursier la somme astronomique de 2 millions de pesos pour acheter un seul dollar, sans parler de tous les inconvénients que représentait le transport de pareilles sommes dans la vie quotidienne.

Depuis des mois, il était question d'un réajustement monétaire drastique, le gouvernement hésitant entre 1 million et 10 millions de pesos pour la valeur à accorder à la nouvelle monnaie.

S'inspirant des plans austral et cruzado lancés précédemment en Argentine et au Brésil, cette réforme vient compléter la politique d'austérité menée depuis plus d'une année par le président Paz Estenssoro. Les remèdes de cheval appliqués avec la bénédiction du FMI ont certes donné déjà quelques résultats. Le plus spectaculaire a été obtenu dans la lutte contre l'inflation ramenée de près de 20 000 % naguère à environ 80 % en 1986. Mais le prix à payer et les sacrifices exigés ont été particulièrement élevés pour la majorité des Boliviens, tandis que la relance se fait toujours attendre. Reste à savoir si ce tour de passe-passe suffira à renverser la vapeur.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Bérégovoy dénonce la politique de « rigueur sociale » du gouvernement

« La paix sociale compromise, l'économie en panne, la franc dévalorisée, la France divisée. » Pour M. Pierre Bérégovoy, l'ancien ministre socialiste de l'économie, qui s'exprimait, dimanche 18 janvier, au « Grand Jury RTL-le Monde », le bilan des dix mois de gouvernement de M. Chirac est largement négatif. Seule bonne note : décernée par l'ancien ministre, « le bon résultat obtenu sur le front des prix en 1986, qui n'est pas cependant, « suffisant par rapport à l'Allemagne ».

A propos du réaménagement monétaire du 11 janvier, M. Bérégovoy a estimé que « l'opération a été mal conduite sur le plan technique et qu'elle a donné lieu à des excès sur le plan de la formulation ». Intervenant après l'ajustement du 6 avril 1986, déjà « inutile et fait pour des motifs exclusivement politiques », ces différentes modifications de parités se traduisent, finalement, selon M. Bérégovoy, par un recul du franc à l'égard du mark sans que celles-ci aient permis une baisse des taux d'intérêts réels « qui n'ont jamais été aussi élevés ». Favorable au niveau international à un « nouveau Plaza » pour permettre une plus grande stabilité des taux de change, le dirigeant socialiste a exprimé le souhait que le gou-

vernement français prenne une initiative dans ce sens.

Si la paix sociale a été compromise en France, c'est, selon M. Bérégovoy, que l'effort de rigueur n'est plus équitablement réparti. « Les ravages qu'a pu causer la suppression de l'IGF dans le corps social ne sont pas encore exactement mesurés », a expliqué le responsable socialiste, estimant ainsi que « le gouvernement de M. Chirac a oublié la rigueur financière et lui a substitué une rigueur sociale ». Dans la fonction publique, par exemple, l'ancien ministre estime que, pour financer « les cadeaux faits » à certaines catégories sociales, le gouvernement a dû durcir sa politique salariale... et finalement, lâcher un peu de lest.

● M. de Larosière nommé gouverneur de la Banque de France. — Comme prévu, M. Jacques de Larosière a été nommé par décret paru au Journal officiel du 17 janvier, gouverneur de la Banque de France en remplacement de M. Michel Camdessus. Ce dernier est officiellement devenu directeur général du Fonds monétaire international le 15 janvier dernier, poste qu'occupait jusqu'alors M. de Larosière (le Monde du 19 décembre 1986).

Invité du « Club de la presse »

M. Krasucki affirme : « les travailleurs se redressent »

« Les grèves récentes démontrent la combativité du monde du travail et la sympathie populaire qui l'entoure », a affirmé M. Henri Krasucki le dimanche 18 janvier au « Club de la presse » d'Europe 1. Pour le secrétaire général de la CGT, « quelque chose a changé dans la situation sociale : la régression recule tandis que les travailleurs se redressent. Ce mouvement de luites sociales va s'aggraver et s'élargir et c'est la CGT qui en est la force motrice. Partout, il faut aller vers l'action ».

Pour M. Krasucki, les grèves « ne sont pas finies, elles changent de forme ». Il a reconnu que les syndicats n'avaient pas prévu les grèves de décembre car « les grands mouvements sociaux ne se programment pas. On peut programmer des

actions comme notre manifestation de dimanche prochain pour la Sécurité sociale : ça marche ou ça marche pas. Mais les raz de marée, non. Ce n'est pas l'armée, le garde-à-vous. Pourtant, nous avons contribué à ces mouvements, par nos initiatives, depuis des mois ». A la SNCF, a-t-il ajouté, « la véritable coordination nationale, ce fut la fédération CGT. Les autres coordinations, les cheminots en rigolent. L'un cachait des trotskistes, l'autre des militants CFDT déguisés en petites vierges ».

M. Krasucki a qualifié les autres syndicats de « capitulards », estimant que « le faste se creuse entre les travailleurs et eux ». Quant au projet de code de la nationalité, c'est « une injustice horrible, scandaleuse ».

Selon l'APEC

Les sociétés de conseils réalisent le quart des embauches de cadres

Les compressions d'effectifs vont à nouveau s'accroître au cours du premier semestre 1987 pour les salariés en général, mais la croissance du nombre de cadres devrait être confirmée. Telles sont les tendances de l'enquête semestrielle que vient de publier l'APEC (Association pour l'emploi des cadres) à partir de son « panel entreprises » réalisé, comme d'habitude, après la consultation de 3 445 entreprises françaises employant au total de 1,8 million de salariés dont 186 000 cadres.

Bon outil pour la connaissance du marché du travail, le panel s'est enrichi cette fois de deux nouvelles rubriques, l'une qui fournit le tableau synthétique de la situation par branches d'activité, l'autre qui recense le nombre absolu des recrutements effectivement réalisés dans les entreprises questionnées au cours de l'année précédente.

En 1986, ces entreprises ont recruté près de 75 000 cadres, ce mouvement se manifestant dans tous les secteurs d'activité. La sidérurgie embauche, de même que l'automobile et l'imprimerie-édition, tandis que le matériel électronique (2 500 recrutements) fait moins bien que le bâtiment et les travaux publics (8 800 recrutements). La palme revient cependant aux services d'études et de conseils en tout genre (20 000 embauches) qui s'adjoint plus du quart des offres d'emplois de cadres, loin devant d'autres secteurs a priori moins recherchés, comme le commerce de détail (10 000 recrutements) et le commerce de gros (8 400). Progressivement, la carrière d'un cadre devient moins dépendante de l'industrie (un gros quart des embauches) et provient, à 46 % des cas, des secteurs du tertiaire.

Autre constatation intéressante : sur 100 postes de cadres pourvus en 1986, 31 % le sont par le recrutement interne, en progression, et 69 % par des recrutements extérieurs. Dans ce dernier groupe, 24 % sont des jeunes diplômés qui représentent 26 000 embauches, 10 % sont de jeunes cadres et, enfin, 35 %

sont des cadres « confirmés » qui ont changé d'entreprise. La mobilité du marché du travail se trouve ainsi confirmée, même si elle varie selon le type d'activité et la taille de l'entreprise.

Les restructurations pas encore achevées

Quant aux perspectives pour le premier semestre de 1987, elles sont étonnamment convergentes d'un secteur à l'autre, sauf pour les matières plastiques, les assurances et l'industrie pharmaceutique, optimistes. Manifestement, les restructurations ne sont pas achevées, même si elles ne sont pas aussi pressantes que par le passé. Les besoins en cadres progressent fortement, eux, particulièrement pour les hautes qualifications. On les réclame moins pour des fonctions de commandement et davantage pour leurs capacités de communication. Tandis que les perspectives globales de croissance d'emploi sont évaluées à 17,1 %, contre 9,9 % pour les diminutions, on prévoit des déplacements selon les postes à pourvoir. Les emplois liés à la technique, à la production ou encore au commercial devraient se développer, alors que les propositions pour la recherche-développement devraient diminuer. La stagnation des emplois de l'informatique, sensible depuis peu, se voit confirmée.

Par branche, le paysage est contrasté. Le bâtiment et les travaux publics, dans un contexte de baisse d'effectifs salariés, devraient par exemple faire encore progresser ses recrutements de cadres. A l'inverse, on peut considérer que les banques ont « fait le plein » en cadres. Elles recrutent peu de nouveaux cadres, sauf pour les qualifications très spécialisées qui lui manquent, et elles privilégieront les promotions internes favorisées par leur propre dispositif de formation professionnelle.

A. L.

EN BREF

● Peugeot-Sochaux : la direction va faire appel de la décision refusant le licenciement d'un délégué CGT. — M. Lorrie Dall'o, numéro deux de la section syndicale CGT du centre des Automobiles Peugeot de Sochaux (Doubs), était accusé par la direction de s'être réjoui de la mort de Georges Besse, le PDG de Renault récemment assassiné (le Monde du 26 novembre). Son licenciement avait été réclamé.

La direction départementale du travail a annoncé, le 17 janvier, qu'elle refusait cette demande, estimant que M. Dall'o « n'a pas exprimé ses propres sentiments » mais seulement fait état de rumeurs et d'avis qu'il a pu entendre dans les salons ». Très rapidement, la direction des Automobiles Peugeot a indiqué qu'elle ferait appel de la décision auprès du ministère du travail, « il est intolérable qu'un responsable syndical puisse souhaiter la mort de quelqu'un, que ce soit en son nom propre ou en reprenant à son compte des propos tenus par des tiers », a souligné aussitôt M. Jacques Calvet, président du groupe Peugeot SA (PSA).

● Le Groupe Maleson familiale (GMF) supprime quatre-vingt-seize emplois administratifs. — Premier constructeur européen de maisons individuelles, le groupe GMF, de Cambrai (5 milliards de francs de chiffre d'affaires, deux mille

six cents salariés) va supprimer quatre-vingt-seize emplois sur le millier que compte son siège, bien que ses résultats soient « satisfaisants ». Les raisons invoquées pour cet « allégement des structures » sont à la fois la baisse de la construction (GMF a bâti sept mille maisons en 1986, contre 14 000 en 1979), l'information généralisée des services et l'absence de mobilité du personnel, il y aura peu de départs en préretraite (la moyenne d'âge du personnel est de trente-sept ans), mais les salariés qui avaient refusé de changer de fonctions après une période de formation pourront revenir sur leur décision. GMF a, en 1986, proposé quatre cents postes sur le territoire national.

● Chaine de solidarité à Longwy. — A l'appel des syndicats CFDT, CGT, FO et CGC, environ trois mille sidérurgistes et leurs familles ont formé une « chaîne humaine de lutte, de solidarité et d'espoir » le 18 janvier dans l'après-midi, à Longwy (Meurthe-et-Moselle). Réalisée pendant une demi-heure sur un parcours de 7 kilomètres, la chaîne relayait symboliquement les hauts fourneaux de Senelle à l'aciérie de Rehon, dont les sidérurgistes réclament le maintien en activité. En décembre 1986, la direction d'Unimetal avait annoncé la suppression de mille deux cents soixante-dix emplois à Longwy.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Le présent avis n'est publié qu'à titre d'information.

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

FRF 4.000.000.000
Crédit à Moyen-Terme

dirigé par

Crédit Commercial de France

Chefs de file

Crédit Commercial de France

Banque Nationale de Paris • Société Générale • Via Banque • The Bank of Tokyo, Ltd.
Bankers Trust (France) S.A. • Banque Française du Commerce Extérieur
Banque Franco-Allemande (affiliée au groupe WestLB) • Banque Indosuez • Banque Paribas
Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts (REED) • Caisse Centrale des Banques Populaires
Crédit Agricole Mutuel de l'Île de France • Unicredit • Crédit Industriel et Commercial de Paris
Deutsche Bank AG Succursale de Paris • NMB Banque (France)
The Fuji Bank, Ltd (Paris Branch) • The Industrial Bank of Japan, Ltd Succursale de Paris
Union de Banques Arabes et Françaises - U.B.A.F.

Co-Chefs de file

Banco de Bilbao S.A. Succursale de Paris • Al Saudi Banque
Arab Banking Corporation (ABC) Succursale de Paris • Banco Central S.A. Succursale de Paris
Banco di Roma (France) S.A. • Banco de Vitoria Succursale de Paris • Banque de Financement et de Trésorerie
Banque Hervey • Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale - Afribank
Banque de Neufahr, Schumacher, Maillet • Banque Worms • Barclays Bank S.A.
Banque Petrofina • Canadian Imperial Bank of Commerce (International) S.A.
Chemical Bank (France) S.A. • Continental Illinois National Bank and Trust Company of Chicago
Crédit Chimique • Crédit Naval • Crédit du Nord • Crédit Suisse (France) • Electro Banque
Banque Commerciale pour l'Europe du Nord (Eurobank) • FRAB-Bank International
The Hongkong and Shanghai Banking Corporation • Republic National Bank of New York (France)

Participants

Banco Nazionale del Lavoro Succursale de Paris • Banco Hispano Americano Succursale de Paris • BLMF
Banque Fédérative du Crédit Mutuel • Banque pour l'Industrie Française • Banco di Sicilia Succursale de Paris
Banque Intercontinentale Arabe • Banque de Placements et de Crédit • Banque de l'Union Maritime et Financière
Banque Veuve Morin-Pons • Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Bretagne (C.M.B.)
Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Océan (C.F.M.O.) • The Chase Manhattan Bank N.A. • Crédit Industriel de l'Ouest - C.I.O.
Grindlays Bank S.A. • Istituto Bancario San Paolo di Torino Succursale de Paris • Euwatt-French Bank
Midland Bank S.A. • Société Générale Alsacienne de Banque - SOGENAL

Agent

Crédit Commercial de France



Janvier 1987

هكذا من الأصل

AVEC

Affaires

Selon un rapport au ministre

La politique agricole doit prendre en compte tous les actifs, y compris les salariés d'exploitation

Commandé par M. Henri Nallet, un rapport consacré aux salariés d'exploitations agricoles a été remis à son successeur au ministère de l'Agriculture, M. François Guillaume. Celui-ci a demandé à ses services d'étudier les vingt propositions pénales que contient ce document, qui sont destinées à améliorer la connaissance et le statut des salariés d'exploitation, mais aussi à développer l'emploi car, contrairement à une idée reçue, « l'agriculture manque de bras », selon l'auteur du rapport, Bruno Guichard.

Ce document est un événement par son existence même, tant les travaux sur ce thème sont minces, tant cette catégorie sociale est exclue du champ de la politique agricole. Bruno Guichard sait de quoi il parle. Salarié agricole, il préside depuis 1981 la Fédération nationale des associations des salariés de l'agriculture pour la vulgarisation du progrès agricole (FNASAVPA).

Signe évident du désintérêt pour cette profession, on ne connaît pas le nombre exact de salariés agricoles. Le service central des études économiques et des statistiques du ministère de l'Agriculture (SCEES) ne recense que les salariés attachés à une fonction de production à l'exclusion des autres (transformation, commercialisation, gestion), quel que soit le statut juridique de l'exploitation. Pour le SCEES donc, il y a 164 000 salariés d'exploitation à plein temps. La mutualité sociale agricole (MSA) prend une autre définition qui ne retient que le critère d'assujettissement de l'employeur au régime agricole de la protection sociale. Selon donc ces deux organismes, les salariés agricoles relevant du régime général. La MSA compte l'équivalent de 325 000 emplois à temps plein, correspondant avec les temps partiels à 770 000 mille personnes intervenant dans une exploitation.

La part des saisonniers s'accroît, passant entre 1970 et 1981 de 33 % à 45 % du travail salarié. L'évolution du salariat est variable selon les secteurs : forte chute pour les grandes cultures et l'élevage non spécialisés, maintien relatif dans l'élevage et les cultures spécialisées, accroissements dans les activités tertiaires (1). Néanmoins, la part du travail salarié dans le travail total reste stable depuis 1970, avec 16 % des UTA (unités de travail annuel).

Le salariat absent

Grâce aux travaux spécifiques du SCEES sur le dernier recensement général agricole, travaux effectués à la demande expresse de la FNASAVPA, on connaît mieux maintenant l'importance économique du salariat agricole : sur les 1 262 000 exploitations recensées, 9 % emploient des salariés permanents. Mais ce petit dixième des exploitations couvre plus du cinquième de la superficie et représentera plus de 40 % de la valeur de la production agricole végétale et plus de 12 % pour la production animale. Surtout, la productivité du travail y est plus élevée : la production agricole finale (PAF) moyenne par UTA était en 1979 de 118 900 F, contre 87 200 F pour l'ensemble des exploitations. On retrouve, mais moins marquées, les mêmes caractéristiques dans les 65 % des fermes avec main-d'œuvre saisonnière ou occasionnelle (production par UTA de 90 700 francs légèrement supérieure à la moyenne mais dépassant largement celle des exploitations sans salariés, soit 70 500 francs).

L'approche qualitative aussi est intéressante : les salariés d'exploitation rejoignent et sont moins âgés que les chefs d'exploitation. En 1979, un tiers des permanents avaient moins de trente ans. Ils ont connu d'autres expériences professionnelles à l'usine ou au bureau, ils sont mieux formés et ont des projets hors de l'agriculture, ou dedans, comme de s'installer ou de s'associer avec un exploitant. Ceux-ci d'ailleurs sont plus ouverts à des formules associatives qu'on ne l'imaginait : 59 % d'entre eux (66 % chez les jeunes) sont favorables à un intéressement aux résultats de l'exploitation, un tiers se prononce pour la prise de participation des salariés dans le capital d'exploitation, plus d'un quart sont favorables à la création de groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) avec des salariés. Les services hors du travail (comme la garde des enfants), la solitude rompue, l'expérience partagée, sont autant de raisons qui font en théorie apprécier la présence des salariés sur l'exploitation.

Mais les difficultés financières des exploitants et le poids des charges sociales sont présents le plus souvent comme un obstacle à l'embauche.

En dépit du poids économique et de l'image positive du salariat, celui-ci reste absent de la politique agricole : « La politique des structures,

écrit Bruno Guichard, favorise l'exploitation familiale à responsabilité personnelle en dépit de l'agriculture sociale, qui contribuerait pourtant à résoudre les problèmes de transmission et de modernisation des exploitations importantes. La politique d'installation n'envisage pas la reprise d'une exploitation par un jeune salarié lors de la cession. De plus, un jeune agriculteur qui s'installe comme gérant d'une exploitation en société ne peut bénéficier des prêts spéciaux d'installation. La politique de modernisation des exploitations aide au financement des équipements mais pas au maintien ou à la création d'emplois ».

De ces divers constats découlent plusieurs propositions. Il s'agit, en premier lieu, de redéfinir l'exploitation agricole afin que l'ensemble des salariés puissent être recensés quel que soit le statut de l'employeur. Pour améliorer l'emploi, M. Guichard propose de revoir les qualifications de telle sorte qu'une amfinition des salaires concorde avec une meilleure formation sans pour autant dissuader les employeurs. La polyvalence des tâches, de la conduite du tracteur à la gestion, en passant par la soudure ou l'électronique, pose d'ailleurs un problème de reconnaissance. Les salariés eux-mêmes se considèrent comme non qualifiés parce que, comme souvent, cette notion de qualification renvoie aux diplômes et à spécialisation.

Autres mesures susceptibles de favoriser l'emploi : la modulation des aides (ou des quotas de production) en fonction du nombre des

actifs, un nouveau mode d'appel des cotisations sociales, la fin de la discrimination pour les sociétés civiles, les sociétés coopératives ouvrières, les groupements d'intérêt économique, la possibilité pour les collectivités locales d'adhérer à des groupements d'employeurs. M. Guichard suggère aussi de réintroduire sur l'exploitation des activités créatrices de valeur ajoutée (stockage, transformation, commercialisation) et d'étendre aux salariés les possibilités offertes aux jeunes agriculteurs.

Reste la question de la revalorisation du statut social des salariés. Dans ce domaine, la faiblesse est double : insuffisance de la formation et de l'intérêt des employeurs pour les relations sociales, « gestion à minima » de la main-d'œuvre avec des contrats de travail rarement écrits et trop peu négociés et des conventions collectives perçues comme normes plutôt que comme bases.

La flexibilité avant l'heure

Pourtant, les pratiques agricoles, souvent en marge du droit, préfigurent la « flexibilité » avant l'heure. Ainsi les contrats de travail rigides sont-ils adaptés dans les faits. De nouveaux contrats pourraient, avance M. Guichard, faire l'objet d'un échange : « Pour les salariés, reconnaissance de leur savoir-faire et de leur contribution et valorisation de leurs compétences ; pour les employeurs, recherche d'une plus grande flexibilité du temps de travail, du mode d'emploi, voire de la

rémunération ». Dans cette optique, l'inspection du travail verrait son rôle modifié : garante aujourd'hui de la conformité juridique des contrats, elle le serait demain de leur équité.

Réduire le cloisonnement entre les actifs de l'agriculture implique aussi que les salariés soient représentés dans les instances agricoles. Un progrès, note M. Guichard, a été réalisé au sein des chambres d'agriculture (qui envisagent d'ailleurs de faire machine en arrière...), mais reste insuffisant dans les autres institutions telles que le Crédit agricole et surtout les organismes de développement (c'est-à-dire la vulgarisation et la formation). Rares sont les stages et formations s'adressant à la fois aux employeurs et aux employés. « Cette séparation est vaine, estime le rapporteur, car elle isole la question des salariés, perçue avant tout comme sociale, de la problématique d'ensemble de l'agriculture ».

A plus long terme, enfin, M. Guichard propose que les instituts de recherche étudient les effets sur l'emploi des innovations technologiques. La mécanisation, en effet, n'est pas la panacée, et, comme le dit le rapporteur, « tailler une vigne qui a gelé demande une haute technicité... aujourd'hui payée au SMIC ».

JACQUES GRALL

(1) La MSA recense, en 1983, quatre cent mille salariés d'organismes professionnels ou de la coopération correspondant à deux cent cinquante-quinze mille emplois.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Dumez rachète Ribourel

Le groupe Dumez crée, autour du groupe Ribourel racheté le 31 décembre 1986, une holding Dumez Immobilier, dont le capital sera détenu à 65 % par Dumez et à 35 % par le Crédit du Nord. Dumez Immobilier sera spécialisée dans les loyers, la location et l'immobilier. Le capital de la holding sera augmenté au cours des mois à venir. Dumez Immobilier aura cinq filiales. Deux seront spécialisées dans le tourisme, l'immobilier de loisirs et la construction de bureaux et de résidences principales. Dumez Immobilier devrait réaliser un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs en 1987 et permettre à Dumez de recentrer ses activités sur la France. Actuellement, 80 % de son chiffre d'affaires provient de l'étranger.

Le directeur général de Fermenta démissionne

Convenu d'avoir présenté des comptes inexacts, le directeur général de la société biotechnologique et chimique Fermenta, M. Sune Dahlberg, a été contraint de démissionner. En décembre dernier, un audit a montré que les résultats prévisionnels pour 1986 ne seraient que de 40 millions de couronnes au lieu des 700 millions annoncés. Selon cet audit, l'authenticité de nombreuses transactions ne pouvant être garantie.

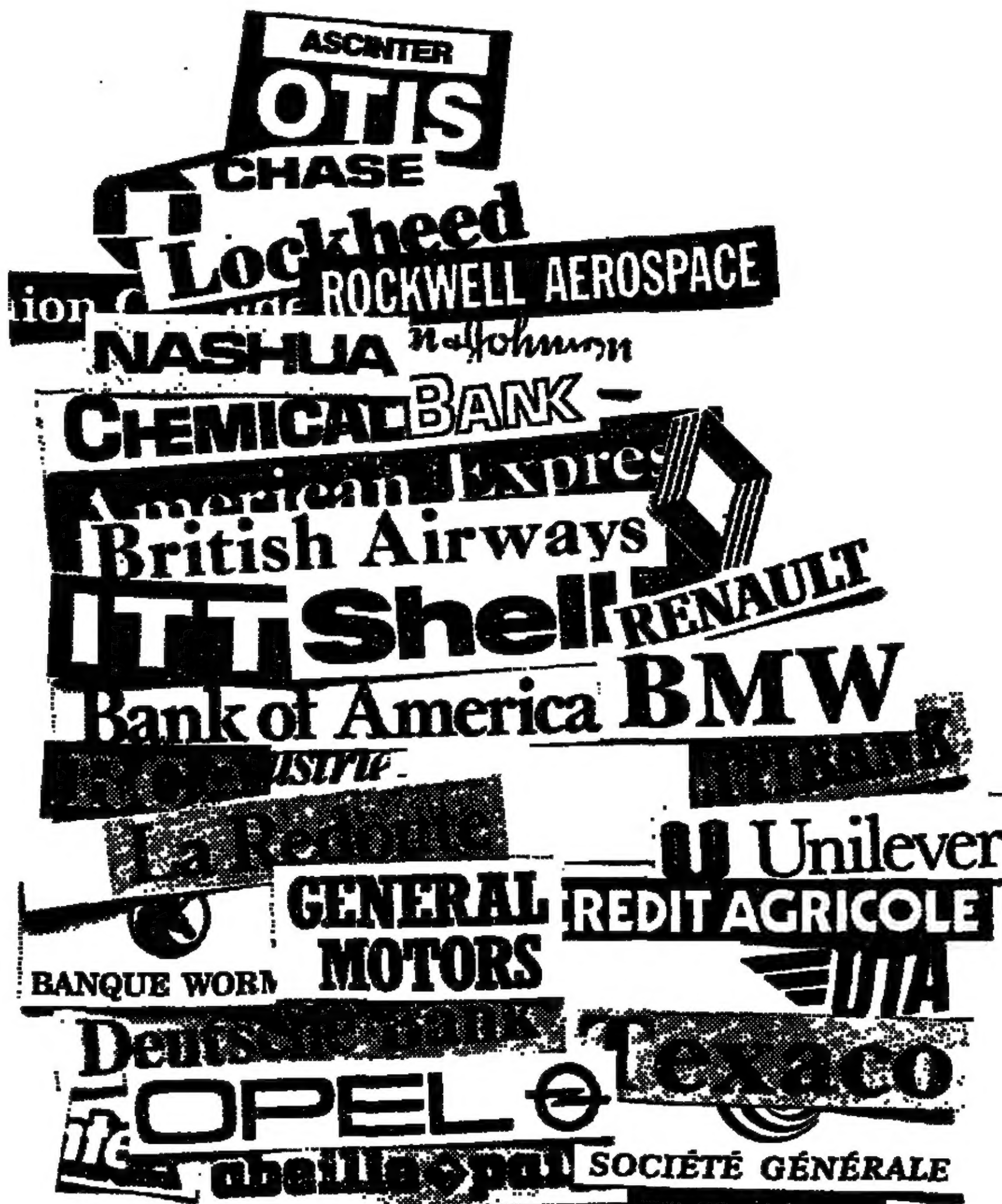
Hasbro distribuera les jeux Bréchet

La société Bréchet, PME de l'Ain spécialisée dans le jouet, va signer un accord de production et de distribution avec la société Hasbro (USA) première entreprise de jouet mondial. Cet accord, d'une durée de cinq ans, prévoit la distribution par Hasbro de produits Bréchet aux Etats-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Les jouets seront fabriqués sous licence par Hasbro et Bréchet recevra des royalties sur le chiffre d'affaires réalisés.

Vers un accord à USX

Après cent soixante-dix jours de grève, les syndicats et la direction de USX, la plus grande entreprise sidérurgique des Etats-Unis, sont parvenus à un accord. Les syndicats ont accepté une baisse du salaire horaire de 10 %. La direction a ramené le nombre des suppressions qu'elle projetait de 1 503 à 1 020 sur un total de 22 000 salariés. Cette grève — la plus longue de l'histoire de la sidérurgie américaine — ne prendra fin qu'après le vote de l'ensemble des ouvriers sur le compromis obtenu avec l'aide d'un médiateur.

WANG



Avec Wang ça marche !

Tous ces grands avaient déjà de l'informatique. En prenant Wang ils ont protégé leur investissement d'origine et ont pu continuer à se développer avec ces quatre mots simples. Avec Wang ça marche.



Appelez le 48.97.06.06 ou écrivez à Wang France S.A., Evelyn Maynard - Service Marketing, Tour Gallieni 1, 75/80, av. Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex.

WANG

AVEC

MARCHE

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MEMOREX

LETRE A L'ATTENTION DE LA CLIENTÈLE DE MEMOREX FRANCE
DE LA PART DE M. ANDRÉ DE GREEF SON PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Le rachat de MEMOREX est aujourd'hui confirmé. Comme nous vous l'avions annoncé, ce rachat des activités du groupe MEMOREX à Unisys par une équipe de dirigeants européens de MEMOREX est devenu une réalité.

Une nouvelle équipe a été mise en place. Autour de Giorgio Ronchi, nouveau président de MEMOREX, celle-ci entend plus que jamais confirmer l'ambition de rester Leader dans le domaine du Compatible.

Dans ce but, la société développera ses activités sur les périphériques compatibles IBM petits, moyens et grands systèmes, et les supports magnétiques.

Notre intention est d'élargir notre gamme de matériels et de produits, aussi bien dans le domaine du 3270, du 3X et des unités de bandes et de disques, pour lesquels MEMOREX affirme sa volonté d'accroître son expansion ; mais également vous offrir de nouveaux services. J'aurai l'occasion de vous en parler prochainement.

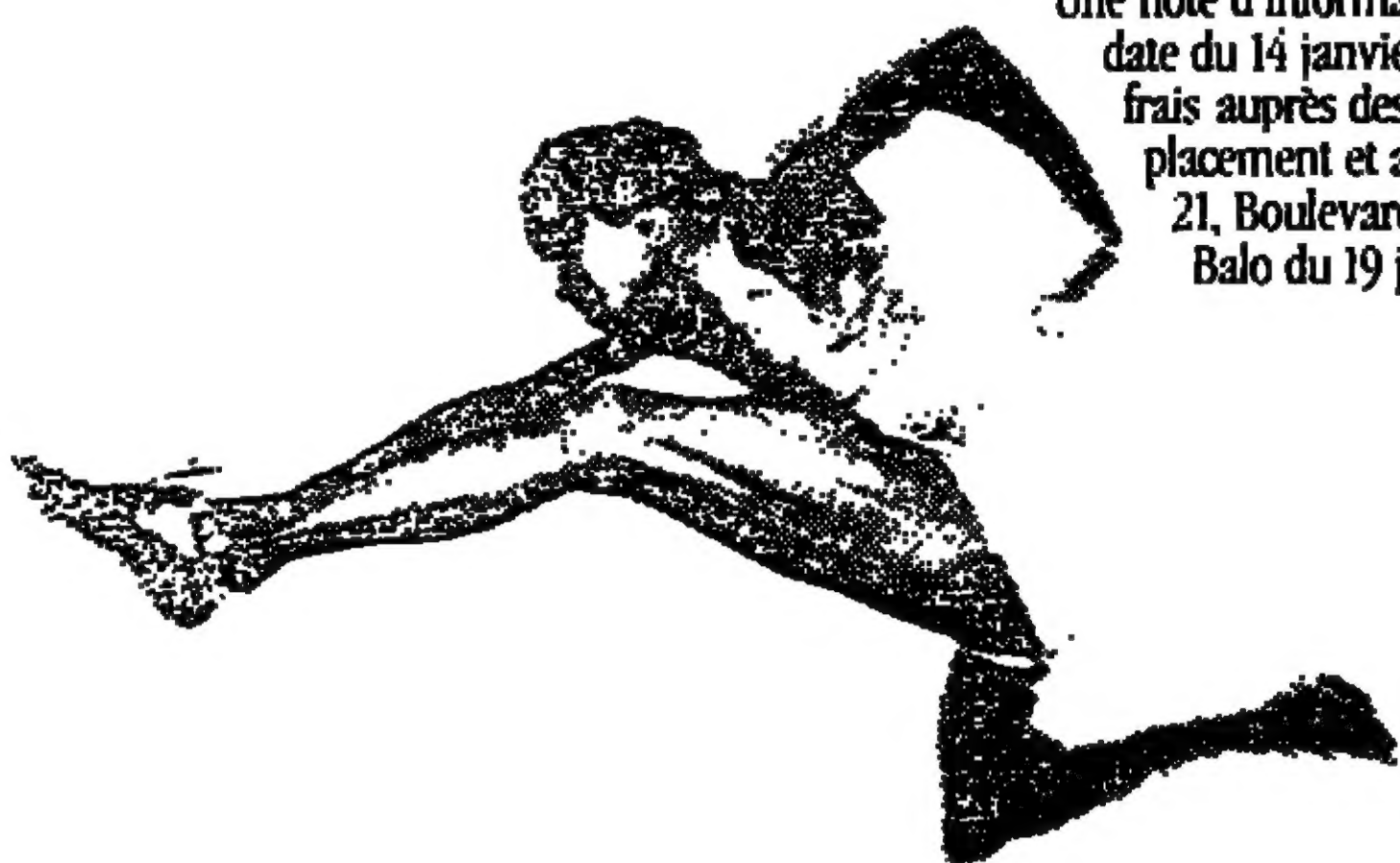
En maintenant le cap dans la même direction, je tiens à vous assurer que non seulement nos engagements à votre égard seront totalement respectés, mais, et je l'espère vivement, j'entends développer notre collaboration.

Je voudrais simplement vous dire l'importance que j'attache au développement de rapports de confiance avec vous et mon souci d'être en permanence à votre écoute.

Janvier 1987, la BFCE émet 5 milliards de F d'obligations garanties par l'Etat.

Emission de 1 000 000 d'obligations de F 5000 nominal à taux fixe avec bon d'échange. Prix d'émission : 97,90 %. Intérêt nominal 8,50 %. Durée 12 ans. Règlement et date de jouissance : 2 février 1987. Amortissement : en trois tranches égales à partir du 2 février 1997. Taux de rendement actuariel : 8,80 %. Bon d'échange exerçable au gré du souscripteur à la fin de la 1^{re} et de la 2^e année à raison d'une obligation à taux fixe et d'un bon contre une obligation à taux variable (TME). Le 1^{er} coupon après échange sera réduit à 4,90 %.

Une note d'information (visa COB n° 87-07 en date du 14 janvier 1987) est disponible sans frais auprès des établissements chargés du placement et au siège de la BFCE, 21, Boulevard Haussmann, 75009 Paris. Balo du 19 janvier 1987.



Banque française du commerce extérieur.



AGF GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE
SITUATION DES SICAV AU 31 DÉCEMBRE 1986

ORIENTATION	AGF ACTIONS Actions diversifiées	AGF.I.M.O. Placements à caractère immobilier	AGF. 5000 60 % minimum actions françaises (Monney-C.E.A.)	AGF. INTERFONDS Obligations étrangères	PHÉNIX PLACEMENT Obligations françaises domestiques	AGF. ECU Placements en ECU	AGF. OBLIG Obligations à faibles coupons
Nombre d'actions	1 538 400	4 380 750	4 037 403	1 813 910	2 099 690	78 706	458 860
Actif net par action (en francs)	1 126,40	649,82	550,22	440,63	263,42	1 121,02	1 110,77
Actif net total	1 732 853 044	2 846 694 406	2 221 449 066	799 262 885	553 097 118	88 230 985	513 816 600
Répartition de l'actif (en pourcentage) :							
- Obligations françaises	28,61	27,52	28,73	43,15	84,15	35,34	89,31
- Obligations étrangères	0,13	—	0,26	36,73	—	35,49	—
- Actions françaises	29,68	55,22	63,19	9,77	—	—	3,28
- Actions étrangères	38,63	11,97	2,53	—	—	—	—
- Autres emplois	2,95	5,29	5,29	10,35	15,85	29,17	7,41
Dernier dividende par action payé le 28-4-86	40,32	26,84	14,91	26,51	24,61	38,60	Ouverte au public
Montant net et avoir fiscal	+ 4,72	+ 1,65	+ 2,09	+ 1,72	+ 1,35	+ 1,23	le 6-1-86
Performance (*) depuis le 1 ^{er} janvier 1986	+ 29,01 %	+ 30,99 %	+ 48,88 %	+ 24,37 %	+ 14,01 %	+ 11,30 %	+ 9,86 %

(*) Classement Paribas au 31 décembre 1986 (dividende net réinvesti).

AU 31 DÉCEMBRE 1986, L'ACTIF NET TOTAL DES 7 SICAV
DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE
S'ÉLÈVE À 8,75 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions : Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS, tél. 42-80-68-60
Au guichet des banques et chez tous les agents de change.

SODIM
GROUPE C.F.A.O.

Poursuivant son expansion, la Société de distribution moderne (SODIM) a ouvert, le 1^{er} janvier 1987, deux nouveaux magasins :

- un supermarché de 1 500 m² de surface de vente à Bagnols-sur-Cèze (Gard) ;
- un hypermarché de 3 000 m² de surface de vente à Orange (Vaucluse) dans le quartier nouvellement urbanisé de l'Argensol.

Ces magasins renforcent la pénétration de l'enseigne SODIM vers l'intérieur à partir des départements côtiers du Sud-Est.

C.F. PARIBAS
(Règlement Euro-Clear)

PRIX SUR DEMANDE

LONDRES TEL :
LONDRES 729 8020
TLX : 261362 CLEVE G
REUTERS : CLEY
EURO-CLEAR : 92470
CLEVELAND SECURITIES plc
Concessionnaire en Titres agréé.

Le Monde
sur minitelVOTRE
PORTEFEUILLE
PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

3615 TAPÉZ LEMONDE

Controverse
sur la
banque
et la
monnaie

140 pages 58 Francs
par Jacques RIBOUD
auteur de
"MECANIQUE DES MONNAIES"

L'impuissance à corriger
le désordre monétaire
à partir d'origine
des conceptions erronées
sur la monnaie
sa création
(à 90 % par les banques)
son fonctionnement.

Jacques RIBOUD entreprend
de le montrer.
Un travail de démolition
nécessaire pour ouvrir la voie
à des idées neuves.

Collection de la R.P.P. pul
REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE
Paris, 1986, 120 pages, 58 Francs

Marchés financiers

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes nets à variation
(en millions de francs)

ACTIF	Au 8 janv.
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	406 821
dont :	
Or	218 316
Disponibilités à vue à l'étranger	83 669
ECU	73 217
Assurance au Fonds de stabilisation des changes	20 428
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	33 976
dont :	
Concours au Trésor public	25 280
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	178 879
dont :	
Effets escomptés	71 110
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECÉVOIR DU FECON	72 215
5) DIVERS	10 578
Total	701 072

PASSIF	Au 8 janv.
1) BILLET EN CIRCULATION	214 671
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 048
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	44 983
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	88 819
dont :	
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution de réserves	48 251
5) ECU À LIVRER AU FECON	68 768
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	283 067
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	3 128
8) DIVERS	16 986
Total	701 072

CHANGES

Dollar : 6,07 F ↓

Le dollar s'est inscrit à nouveau en forte baisse lundi 19 janvier, tombant à 151 yens, 181,50 DM et 6,07 F, sur une déclaration du président de la commission bancaire du Sénat des États-Unis, qui veut le voir baisser à 120-125 yens. A Paris, le deutschemark est monté à 3,35 F, record historique.

FRANCFORT	16 janv.	19 janv.
Dollar (en DM)	184	181,50
TOKYO	16 janv.	19 janv.
Dollar (en yen)	153,29	151

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	Paris (19 janv.)	New-York (16 janv.)
	95/8-9 3/4 %	57/8 %

JAPON

L'EXCÉDENT COMMERCIAL

MINIJERA EN 1987

affirme le MITI

Le ministère japonais du commerce international et de l'industrie (MITI) a affirmé que, en dépit d'un excédent commercial record en 1986, le Japon exporte moins, importe davantage et son excédent commercial baissera enfin en 1987.

« Sans modification considérable dans les taux de changes, indique le MITI, le niveau des exportations en 1987 sera à peu près le même, voire un peu inférieur à celui de 1986. » A plus forte raison si la hausse du yen, sanction d'un succès commercial excessif, se poursuit comme depuis le début de 1987. « Avec des prix pétroliers stables ou en légère hausse, le niveau des importations en yen en 1987 sera plus élevé qu'en 1986, et en outre la croissance continue du volume des importations », affirme le MITI.

Calculées en dollars, les exportations japonaises ont progressé l'an dernier de 19,1 %, alors que les importations reculaient de 2,3 %. Mais, assure le MITI, même en dollars, « les exportations devraient décliner quelque peu, tandis que les importations progresseraient substantiellement, en raison de la diffusion des effets de la hausse du yen », et de noter qu'en yen, des secteurs vedettes de l'industrie japonaise ont reculé à l'exportation en 1986 : - 11,9 % pour les véhicules automobiles, - 7,1 % pour les semi-conducteurs.

Selon les observateurs, l'analyse de MITI vise en fait à prévenir les réactions que devrait susciter aux États-Unis et en Europe l'annonce d'un excédent commercial japonais sans précédent pour 1986. — (Aefi.)

INDICES BOURSISERS

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)	15 janv.	16 janv.
Valeurs françaises	1042	
Valeurs étrangères	1012	
C* des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général	418	417,5

NEW-YORK (Indices Dow Jones)	15 janv.	16 janv.
Industrielles	2870,73	2876,63
LONDRES (Indices « Financial Times »)	15 janv.	16 janv.
Industrielles	1400	1403
Mines d'or	338,70	333
Fonds d'Etat		

TOKYO	16 janv.	19 janv.
Nikkei	19 140,63	19 060
Indice général	1639,53	1639

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du					janvier
Nombre de contrats :					
COURS	ÉCHÉANCES				
	-	Janv. 87	Mars 87	Juin 87	Sept. 87
Dernier	-	-	108,05	107,95	107,60
Précédent	-	-	107,89	107,70	107,60

AUTOUR DE LA CORBEILLE

GRAND METROPOLITAN
ACHÈTE HEUBLEIN A RJR
NABISCO. — Le groupe britannique Grand Metropolitan, qui réalise un chiffre d'affaires annuel de 1,27 milliard de livres sterling (11 milliards de francs) et 386 millions de livres de bénéfices (3,5 milliards de francs), dont 40 % dans les vins et les spiritueux, va racheter à la société américaine Heublein, du groupe Reynolds, sa filiale Heublein, pour 1,2 milliard de dollars (7 milliards de francs). Heublein réalise un chiffre d'affaires de 800 millions de dollars et distribue du vin et de spiritueux aux États-Unis (10 % du marché), dont

800 millions de dollars pour le vin. Heublein (marque de mondial de la vodka).
Grand Metropolitan, qui détient les brasseries britanniques Watneys et la chaîne d'hôtels Intercontinental, va, par cette acquisition, porter à 13 % sa part du marché américain de la distribution de vins et de spiritueux. Il est à signaler que la société française Pernod a signé, en mai 1985, des accords croisés avec Heublein, qui distribue toute une gamme de produits français aux États-Unis, et réciprocement. Pernod-Richard a, par ailleurs, des liens avec Grand Metropolitan.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ base	+ base	Rep. + ou dép.	—	Rep. + ou dép.	—	Rep. + ou dép.	—
-U.	6,9775	6,8825	+ 130	+ 150	+ 220	+ 260	+ 590	+ 710
Scm	4,7704	4,7774	+ 20	+ 41	+ 20	+ 39	+ 33	+ 126
Yen (100)	4,8235	4,8295	+ 156	+ 174	+ 291	+ 323	+ 798	891
DM	3,3438	3,3494	+ 123	+ 144	+ 217	+ 249	+ 611	+ 696
Platin	2,9697	2,9732	+ 72	+ 85	+ 127	+ 161	+ 384	+ 452
FR (100)	16,421	16,469	+ 297	+ 74	+ 272	+ 46	+ 104	+ 593
FR	3,9997	4,0056	+ 123	+ 135	+ 264	+ 369	+ 862	+ 965
L (1 000)	4,7812	4,7887	+ 135	+ 161	+ 264	+ 369	+ 862	+ 965
£	2,9986	3,0123	+ 289	+ 161	+ 488	+ 323	+ 1153	+ 913

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U	6 1/4	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 1/16	6 3/16	6 1/16	6 3/16
DM	4 1/2	4 1/2	4 1/4	4 1/4	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 1/2
FR	6 3/8	6 5/8	6 3/4	6 3/4	6 11/16	6 13/16	6 7/16	6 9/16
FR (100)	13	17	9 5/8	10 5/8	8 5/8	9 5/8	7 3/4	8 1/4
FR	0 1/2	1 1/2	3 5/16	3 7/16	3 7/16	3 9/16	3 9/16	3 11/16
L (1 000)	9	10	10 3/4	11 1/2	10 7/8	11 5/8	10 3/4	11 1/8
£	10 7/8	11 1/8	11	11 1/8	11	10 3/4	10 7/8	10 7/8
£ (100)	0 1/2	10 1/2	9 1/2	10	9 1/2	10	9	9 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

20 JAN 1987

Marchés financiers

16 JANVIER

Cours relevés
à 17 h 32

[illegible]

Second marché (sélection)

		% du nom.		% du coupon		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours		VALEURS		Cours préc.		Dernier cours	
Obligations																																			
Emp. 7 % 1873		8100				Chem. Ind.	740	740				Métropole Internat.	236 90	232 40					A.G.P. S.A.	1304	1305			Dauphin O.T.A.	2880	2900			Malin	322	338				
Emp. 8,30 % 77		124 10	5 762			Comp. Indus. Vitr.	1078	1078				Alcatel	101	105					Novestry	739	784			Deville	1140	1140			Novestry	739	784				
0,80 % 78/83		102 50	5 075			Comp. Indus. Vitr.	1680	1680				Neqy (Fin. Ind.)	206						Chem. L'Epine	436	438			Dumoulin	520	523			On. Gen. Fin.	810	827				
0,10 % 78/94		105 25	3 986			Comp. Indus. Vitr.	540	532				Orfèvr	198 50	198 50					Durand-Ch. convert.	3480	3500			Pastormé-P.A.	3396	3636			Pastormé-P.A.	3396	3636				
13,25 % 02/90		106 45	8 277			Comp. L'Yves-Al	3980	3920				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10	8 276			Comp. L'Yves-Al	647	687				Comp. L'Yves-Al	3148	3080					Ed. de la France	344	344			Ed. de la France	344	344			Perle	147 50					
13,50 % 01/90		106 10																																	

16/1

[illegible]

Espinoza J.	6228 83	811 81	Nicó J.	62308 08	62308 08
Espinoza J.	50489 88	50489 88	Mansueti	254489 01	254489 01
Estrada-Lopez-Torres	1775 53	1728 01			

VALEURS		Cours		COURS OFFICIEL		COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES		COURS		COURS		
		Cours	Dernier			COURS	COURS					COURS	COURS			
		préc.	cours			préc.	10/1	Achat	Vente			préc.	10/1			
Attribution																
Air Liquide	88 10			Edis-Unis (8 1)	6 121	6 183	5 880	6 400	Or fin (pds au barre)	31500	32200			Esparco-Orléans	190 76	190 77
Canaris	232			EDU	6 883	6 880			Or fin (au lingot)	32100	32700			Esparco-Lyon	120 74	119 00
Châ. Foncier France	232			Alégresse (100 DM)	333 780	334 160	323 500	341 500	Pièces Intégrales (100 fr)	529	533			Esparco-Valais	400 85	410 33
Compt. Fédéral	232			Pays d'Als (100 L)	186 150	186 130	181 500	181 500	Pièces Intégrales (100 fr)	386	371			Esparco-Ville	300 85	320 00
Total	6 40			Normandie (100 L)	286 680	286 200	286 000	286 000	Pièces Intégrales (20 H)	481	488			Esparco-Ville	300 85	320 00
				Durval (100 L)	67 880	68 220	64 500	61	Souveraine	614	608			Esparco-Ville	300 85	320 00
				Monnaie (100 L)	38 180	38 470	33 500	50	Pièces de 20 dollars	3030	3020			Esparco-Ville	300 85	320 00
				Grande-Bretagne (1 L)	2 226	2 300	8100	9 600	Pièces de 10 dollars	1650	1650			Esparco-Ville	300 85	320 00
				Grèce (100 L)	4 610	4 600	2 700	4 600	Pièces de 5 dollars	320	320			Esparco-Ville	300 85	320 00
				Indes (1 000 L)	4 682	4 689	5 00	5	Pièces de 50 pence	323	320			Esparco-Ville	300 85	320 00
				Suisse (100 L)	369 350	369 500	368	408	Or Zurich	415	414 75			Esparco-Ville	300 85	320 00
				Salvador (100 L)	53 330	53 700	51 500	57	Or Hongkong	415 62	414 75			Esparco-Ville	300 85	320 00
				Autriche (100 scs)	47 480	47 480	48 100	48 480	Argent Londres	1044 77	1014 34			Esparco-Ville	300 85	320 00
				Espagne (100 pes)	4 750	4 750	5 000	5						Esparco-Ville	300 85	320 00
				Portugal (100 esc)	4 330	4 338	4 800	4 800						Esparco-Ville	300 85	320 00
				Canada (50 can)	4 483	4 436	4 300	4 700						Esparco-Ville	300 85	320 00
				Japan (100 yens)	4 436	4 010	3 850	4 400						Esparco-Ville	300 85	320 00
<div><div>MINITEL</div><div>La gestion en direct de votre personnel personnel</div><div>36.15 Taper L'ANNÉE puis BOURSE</div></div>																

■ : coupon détaché
■ : offre
■ : droit détaché
d : dévalué
■ : prix passé
* : marché fermé

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Un colloque à Londres du Comité mondial pour la liberté de la presse.	9 La préparation du congrès du PS. — La CNI et la majorité.	12 L'affaire du Carrefour du développement. 13 La vague de froid. 14 La Fédération protestante de France se réajuste.	16 L'avenir de l'Opéra de Paris. 17 Un entretien avec Marek Janowski.	41 La promotion du partenariat entre secteurs privés français et africains. 42 Les sociétés de conseils réalisent le quart des embauches des cadres. 43 La politique agricole. 44-45 Marchés financiers.	Radio-télévision 19 Annonces classées ... 21 à 35 Carnet 20 Météorologie 13 Mots croisés 19 Loto, Loto sportif 20 Spectacles 18	● Sondage : Carrefour du développement. ● Disques : dernières livraisons. ● Dakar, Coupe de l'Amérique : le sport à la une. Actualité, Immobilier, Bourse, Météo. 36.15 Tapez LEMONDE
DÉBATS	SPORTS	COMMUNICATION				
2 Politique de la vieillesse.	36 Rallyes : Monte-Carlo et Paris-Alger-Dakar.	14 Le rachat du groupe australien Herald and Weekly Times.				

Coupe de l'America

La revanche de Dennis Conner

Dennis Conner, qui avait perdu la Coupe de l'America en 1983 après cent trente-deux ans de domination des skipper du Yacht Club de New-York, aura l'occasion de reconquérir ce trophée à partir du 31 janvier à Fremantle.

En battant pour la quatrième fois New Zealand, devancé de 1 min. 38 sec. lundi 19 janvier, le barreur de Stars and Stripes a remporté la Coupe Louis-Vuitton des challengers et affrontera probablement pour la Coupe de l'America l'équipage de Kookaburra III, qui a obtenu un quatrième succès consécutif sur Australia IV et n'est plus qu'à une victoire de la qualification.

A quarante-trois ans, le skipper de Stars and Stripes, qui a débuté en Coupe de l'America en 1974 et a déjà remporté cette épreuve avec Freedom en 1980, a su tirer le meilleur profit de son incomparable expérience de la course combinée à sa parfaite connaissance des douze mètres JI. De tous les challengers, le bateau du Yacht Club de San-Diego est sans conteste celui qui a le plus

évolué depuis les premières régates en octobre, où il se révélait seulement performant dans la brise.

Disposant d'un bateau très puissant et très stable, Dennis Conner a misé sur sa vitesse supérieure au près pour tirer de longs bords sans trop se préoccuper de New Zealand, plus léger, plus tillé et plus évolutif lors des duels de virements de bord. Pour la finale des challengers, Stars and Stripes bénéficiait de nouvelles voiles cédées par les syndicats américains éliminés (America II, Eagle et USA) mais aussi d'un nouveau film plastique rayé de fines zébrures susceptibles de limiter les effets de tourbillon sur une coque lisse (le Monde du 14 janvier).

Ces modifications ont sans doute contribué à semer le doute dans les esprits du jeune équipage néo-zélandais et de leur skipper Chris Dickson (vingt-quatre ans) peu habitué aux revers après leur impressionnante série de trente-sept succès pour trente-huit régates dans les round-robins et leur victoire par quatre à zéro contre French Kiss en demi-finale.

G.A.

La recherche d'un compromis au sein du PS des Bouches-du-Rhône

Les defferristes redoutent une « tromperie »

Après l'accord conclu le 7 janvier dernier à Paris, au sein du courant A (mitterrandiste) du PS, entre les fidèles de Gaston Defferre et les amis de M. Pezet — afin qu'aucun des deux groupes rivaux des mitterrandistes des Bouches-du-Rhône ne dépose sa propre contribution pour le congrès (le Monde du 9 janvier) — une négociation tripartite va maintenant s'engager sur le terrain. Objet de cette négociation : mettre au point, sous les auspices de la direction nationale, une méthode — acceptée par les deux clans — pour mesurer leur influence respective dans le courant A et dans l'ensemble de la fédération.

MM. Marcel Debarge et Daniel Vaillant, secrétaire national et secrétaire national adjoint chargés des fédérations, ont fait parvenir aux deux parties une lettre qui précise les bases politiques de cette négociation et définit la solution qui sera mise en œuvre si aucun accord amiable ne se dégage.

Dans cette lettre, M. Debarge souligne que le groupe pezetiste — majoritaire au sein du courant A des Bouches-du-Rhône — « disposera des moyens politiques nécessaires à l'animation et à la gestion de la fédération ». Il rappelle que le groupe minoritaire — defferriste — « verra sa représentation justement préservée en fonction notamment d'éventuelles négociations au niveau national avec d'autres courants ». Le responsable des fédérations se place ensuite dans l'hypothèse d'un accord à l'amiable ne serait pas trouvé. « Il conviendrait, écrit-il, d'avoir recours au vote des délégués de section réunis par courants historiques pour élire les membres du comité directeur des Bouches-du-Rhône. (...) Et ce, sous l'autorité des représentants du courant A du bureau exécutif national. » M. Debarge précise enfin que le collectif national du courant A ne serait amené à intervenir qu'« en cas de nécessité absolue ».

Dans tous les cas de figure, la direction nationale du PS considère que, une fois constitué le comité directeur, les membres du courant A des Bouches-du-Rhône devront respecter la solidarité politique à l'intérieur du courant, c'est-à-dire s'exprimer, à l'extérieur, d'une seule voix.

Quant au moyen ultime de vote par les délégués de section pour constituer le comité directeur (si aucune solution de compromis ne s'est dégagée), il a pour caractéristique d'amplifier le fait majoritaire. C'est pourquoi les pezetistes — qui se montrent plutôt satisfaits de la lettre de M. Debarge — doivent s'engager, si l'on vient au vote, à ne pas tenter d'écraser la minorité. C'est pourquoi, aussi, les defferristes sont méfiants. « On ne reviendra pas », déclare leur chef de file, M. Philippe Sanmarco, « à se compter par le biais d'un vote des délégués de section qui n'a jamais été évoqué auparavant et qui supposerait des

garanties impossibles à mettre en œuvre. S'il n'y a pas d'accord amiable, il y aura tromperie ».

Les defferristes rappellent, d'autre part, le préalable d'un contrôle par les instances nationales de la prise des cartes d'adhérents dans les Bouches-du-Rhône. Cette question est abordée très rapidement dans la lettre de Paris. Néanmoins, à la direction nationale du PS, on affiche une ferme volonté d'y voir clair dans cette affaire.

Vers des accords « contre-nature »

Les représentants du courant mauroyiste redoutent, de leur côté, de faire les frais d'un accord entre les factions du courant A. M. Pezet, tout comme la direction nationale du courant mitterrandiste, aimeraient mettre un terme à la « sur-représentation » supposée du courant B (Mauroy) dans le département (1). « Le cas des Bouches-du-Rhône », prévient l'un des responsables mauroyistes locaux, M. Frédéric Rosmini, « doit être un test de la bonne volonté de Lionel Jospin de gouverner avec le courant B ».

Bon gré mal gré, les autres courants socialistes sont, de fait, mêlés aux querelles internes des mitterrandistes. Les amis de M. Pezet estiment qu'ils disposent, à eux seuls, de la majorité absolue dans l'ensemble de la fédération et qu'ils « ne bougeront pas d'un iota » de cette position, alors que les defferristes ne leur reconnaissent qu'une majorité relative et estiment leur propre influence à 30 % des mandats de la fédération. Cette divergence résume tout le conflit. Même si M. Yves Vidal, premier secrétaire fédéral et lieutenant de M. Pezet, se dit d'accord pour laisser aux defferristes l'intégralité des mandats répartis sur le courant B.

La direction nationale du PS, elle, attend de voir et, prudemment, n'exclut a priori aucune hypothèse sur le poids des uns et des autres. A Paris, on aimera surtout éviter qu'un éventuel écrasement des defferristes ne les conduise à passer, après le congrès, des accords « contre nature » avec d'autres courants de la fédération, voire, à l'extrême limite, à faire jeu commun avec les amis de M. Chevènement — qui ne disposent que de 2 % environ de la fédération — au cas où Socialisme et République déposeraient sa propre motion pour le congrès de Lille.

J.-L. A. et G. P.

(1) Depuis le congrès de Metz de 1979, les amis de M. Mauroy sont comptés pour 30 % de la fédération, et ceux de M. Rocard, depuis le congrès de Toulouse de 1983, pour 10 %. Selon le découpage des sections, les mauroyistes ne représenteraient aujourd'hui que 15,8 % des mandats, et les rocardiens 4 %.

● CORÉE DU SUD : un étudiant torturé à mort. — Le ministre sud-coréen de l'intérieur, M. Kim Jong-Ho, a présenté lundi 19 janvier ses excuses à la population après qu'un étudiant qu'il opposait à un interrogatoire de police mercredi dernier. La police a rapporté dans un communiqué que l'étudiant, Park Chong-Chul, avait été tué par deux policiers qui avaient pressé sa nuque contre le bord d'une baignoire au cours de l'interrogatoire visant à lui faire avouer qu'il hébergeait un activiste recherché par la police. Les deux policiers ont été arrêtés. — (AFP, Reuters.)

● SRILANKA : bombe dans un autobus. — Sept personnes ont été tuées et une cinquantaine blessées, ce lundi 19 janvier, par l'explosion d'une bombe dans un autobus près de la localité de Badulla, dans le centre du Sri-Lanka, a-t-on indiqué de source policière. Un responsable de la police à Badulla a laissé entendre que la bombe a été placée par les séparatistes tamouls qui réclament la création d'un Etat indépendant au Sri-Lanka. — (AFP.)

Sur le vif

On m'a dit...

Ce qu'elle est agaçante, Adjani, c'est rien de le dire ! Quel besoin elle avait de venir étaler son insolente beauté, sa fraîcheur nacrée à l'écran ? De quoi je me mêle ? C'est nous que ça regarde, sa santé, c'est pas elle. Si on n'a même plus le droit de regarder, de cacher en rond et en carré — Comment, tu savais pas ? Elle est morte, absolument morte et enterrée. — sans qu'elle vienne opposer un dément, dire que c'est pas vrai, d'abord, ça se dit pas, c'est pas poli, c'est le libéré d'expression ? On lui a pas demandé son avis, à Adjani. Alors qu'elle ne vienne pas mettre son grain de sel dans les conversations.

Qu'est-ce qu'elle espère prouver d'ailleurs ? Qu'elle est bien en vie ? Moi, j'en suis sûr du tout convaincu. Parce que enfin, nous, ici, au journal, on a eu tout plein d'appels de toilettes, quelques pipelettes — qui la tenaient de leurs collègues à Toulouse, Montpellier ou Marseille. Et ils le savent mieux qu'elle, les docteurs. C'est quand même eux qui les signent, les permis d'informer.

C'est comme pour mon Mimi. Jamais vous me ferez croire qu'il n'a pas eu un cancer généralisé. Ça, je le sais de source absolue.

ment sûre. Je le tiens d'un chauffeur de taxi qui a déposé le professeur je-ne-sais-plus-qui à Villejuif, le jour où on l'a hospitalisé, en catimini, le président. Ils ont beau faire des cachotteries, ça finit toujours par se savoir ça genre d'histoires. Faut pas nous prendre pour moins bêtes et moins méchants qu'on est.

Ouais, d'accord, lui, depuis, il y va chaque année d'un certificat médical pour essayer de nous faire croire qu'il n'est pas mort et que c'est bien lui qu'on voit trôner sur son coin de canapé à l'Elysée. A d'autres ! Nous, dans la presse, on sait parfaitement à quoi s'en tenir. Ils ont fait comme pour Brejnev, ils lui ont trouvé un sosie et ils le sortent dans les grandes occasions : les visites de chefs d'Etat étrangers, les arrivées et les départs d'avion et la revue du 14 juillet.

Adjani, pareil. J'ai une copine, la cousine de son beau-frère est maquilleuse à la tête. Elle m'a appelée ce matin. Elle m'a demandé de pas le réveiller, mais bon, à vous, je peux le dire : c'est sa doubleure à Isabelle qu'on a vue hier à TF 1. C'est même pas elle.

CLAUDE SARRAUTE.

La situation s'améliore à Tchernobyl

Les trois responsables de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui se sont récemment rendus en Union soviétique, ont dressé un tableau optimiste de la situation aux abords de Tchernobyl. Selon eux, la zone située entre 10 km et 30 km autour de la centrale pourra à nouveau recevoir ses habitants dès cette année, vingt-quatre agglomérations ayant été décontaminées de cette zone. Mais il est exclu que le retour de personnes qui habitaient dans un rayon de 10 km puisse avoir lieu dans un avenir proche.

Le travail a recommencé sur le site de Tchernobyl, dont le réacteur n° 1 est couplé au réseau depuis plusieurs semaines. Le réacteur n° 2, remis en marche le 24 novembre, devra, selon les experts, fournir à nouveau du courant dès cette année, tandis que le réacteur n° 3 a dû être arrêté, après avoir fonctionné un peu plus d'une heure, en raison d'une contamination radio-active. Il devrait être à nouveau opérationnel à partir du second semestre, époque à laquelle les travaux de construction des réacteurs n° 5 et n° 6 devraient reprendre. Quant au réacteur accidenté, l'AIEA affirme que les fuites (3 millicuries par jour) sont désormais « insignifiantes ».

La mort du peintre italien Renato Guttuso

Le peintre Renato Guttuso, chef de file du courant néo-réaliste de l'après-guerre en Italie, est mort le 18 janvier à son domicile romain des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Né en 1912 à Bagheria, près de Palerme, Renato Guttuso abandonne ses études de droit pour se consacrer à la peinture. A Rome, en 1931, il se lie au groupe des peintres hostiles au régime fasciste (Mafai, Cagli, Ziveri) et, s'appuyant sur de nombreuses références à la peinture française (de Courbet à Van Gogh, Cézanne et les fauves), opte pour un art « populaire » et moderne qui, vers 1938, prend la tournure d'un réalisme expressif. Son grand tableau *Fuga dell'Etna*, 1939 (Galerie d'art moderne, Rome), est souvent considéré comme le point de départ du néoréalisme pictural, dont Guttuso sera le promoteur dans l'Italie d'après guerre.

Cofondateur en 1947 du *Front nouveau des arts*, à Milan, avec ses

amis de l'ancien groupe Corrente, il affirme alors la nécessité d'une peinture obéissant aux impératifs politiques et moraux ainsi de ses cycles sur *l'Occupation des terres dans l'Italie méridionale* (1946-1948). Même si les thèmes des luttes sociales le portent vers la grande peinture narrative (*Bataille du pont de l'Aniello*, 1952), Guttuso se consacre aussi aux scènes de la vie citadine (*La Plage*, 1955-1956, *Boogie-Woogie*, 1955, *Rock-and-Roll*, 1958). Il peint également des grands paysages du sud de l'Italie, des natures mortes complexes, souvent également par la violence des contrastes de couleurs. Après 1956, tout en continuant de développer ses thèmes militants, il exploite le procédé du collage (*Viet Nam*, 1965, *Journal mural de mai*, 1968).

Parallèlement à sa carrière de peintre, Guttuso était entré sur la scène politique et était devenu sénateur communiste en 1975.

GENEVIÈVE BRIERETTE.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 19 janvier

Très léger repli : - 0,11 %

Les valeurs françaises ont accusé un très léger repli, en moyenne, le 19 janvier, à la séance du matin. Parmi les hausses, on notait Europe n° 1 (+ 2 %), La Redoute (+ 1,6 %), L'Air liquide (+ 0,8 %), Cetelem (+ 0,7 %). En repli, figuraient Louis-Vuitton (- 2 %), Pruntema (- 1,7 %), SGE (- 1,5 %).

Valeurs françaises

	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
AGF	598	598	597
Agropar	2180	2180	2180
Air Liquide (L)	710	710	710
Banque Paribas	1128	1128	1131
Banque	2548	2550	2548
Banque	1228	1228	1228
B.S.N.	4636	4636	4680
Carrefour	3785	3785	3785
Chemins de fer	1884	1884	1881
Cofinor	760	748	749
Cofinor	1486	1486	1486
Elf (Paris)	1373	1388	1386
ELF-Aquitaine	341	341	339 50
Enlir	3772	3772	3772
Lafarge-Capelle	1420	1420	1424
Michelin	2846	2850	2845
Midi (C)	1676	1680	1680
Midi-Hennessy	2270	2280	2283
Novo	1081	1082	1089
Oréal (L)	2885	2885	2885
Pechiney	1383	1410	1390
Pernod-Ricard	1082	1080	1058
Pirelli	1288	1280	1280
Santel	821	822	820
Suez	814	814	814
Télécom	3440	3440	3435
Télécom-S.F.	1622	1625	1624
Toutat	463	463	466
T.A.T.	2280	2280	2280
Veolia	533	530	529

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

MÉDECINE

Tortures dans la tour Murr

Un des correspondants de « TC » a vu des prisonniers torturés dans la Tour Murr, à Beyrouth. Sur la route de Bir Hassan, deux blessés ont été vus dans une ambulance. Il s'agit là de faits dont aucun média n'a parlé.

Qu'est-ce que la France pour vous ? A cette question, le Cardinal Elchagazy répond de Paris : Rome ; Michel Jobert, l'ancien ministre, Frédéric Pottecher, le célèbre chroniqueur judiciaire et René Dumont, l'écologiste apportent aussi leur réponse.

Quant à l'évêque de Troyes, Monseigneur Fauchet, qui préside la commission Justice et Paix de l'Épiscopat, il a été convoqué au Tribunal pour le CCFD dans une action que celui-ci tente au Figan-Magasin ; il explique pourquoi.

C'est ainsi que, chaque semaine, « Témoignage Chrétien » couvre tous les aspects politiques, sociaux et religieux.

« TC » est vendu dans toutes les maisons de la Presse, dans les principales boutiques et, 49, rue de la Fy Poissonnière, 75009 Paris.

Anjourd'hui, les toutes dernières affaires en FONDS DE COMMERCE boutiques, bureaux, locaux commerciaux alimentation, cafés, librairies, comm. divers, gérances

Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 42 ans « LES ANNONCES »

En Vente Partout 5,00 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. TEL. (1) 48.65.30.30

Le Monde

sur minitel

METEO

Météo régionale, météo du monde entier, météo marine.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

Le numéro de « Monde » daté 18 janvier 1987 a été tiré à 470 715 exemplaires

A B C D E F G